



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

JUIN - JUILLET 2022

N°214

TOME I



SOMMAIRE
RAA DES MOIS JUIN - JUILLET 2021
N°214
TOME I

TOME I	PAGES
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 26 juillet 2022</i>)	2

TOME II	
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 26 juillet 2022</i>)	2
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES (<i>Juin/Juillet 2022</i>)	595

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE	11
ANIMATION DU TERRITOIRE	71
ATTRACTIVITE	119
CYCLES DE L'EAU	140
ENVIRONNEMENT	160
HORS COMMISSION	177
RESSOURCES	302
SOLIDARITES	387

PARTIE I – DELIBERATIONS
SOMMAIRE

N°Affaire	N°Delib	AMENAGEMENT DURABLE	Pages
16	M2022-253	Bustram - Bilan de la concertation - Approbation	12
17	M2022-254	Tramway - Extension de la Ligne 1 - Déclaration de Projet - Approbation	19
18	M2022-255	Tramway - Extension de la Ligne 1 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 - Approbation	22
19	M2022-256	Tramway Ligne 5 - Enquête parcellaire complémentaire secteurs Nord et Ouest - Approbation	26
23	M2022-260	Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°7 - Autorisation de signature	29
24	M2022-261	Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie - Avenant n°3 - Modification du programme d'investissements - Approbation - Autorisation de signature	34
25	M2022-262	Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) sur l'exercice 2021 - Approbation	37
26	M2022-263	Convention de financement d'une étude fonctionnelle du secteur de l'échangeur du Zénith entre le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	40
42	M2022-279	Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) secteur Saint Paul - Objectifs et modalités d'association du public - Approbation	43
43	M2022-280	Renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation	46
44	M2022-281	Commune de Grabels - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Approbation	50
45	M2022-282	Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Brès - Approbation	53
46	M2022-283	Maitrise foncière - Secteur le "Triangle d'or" - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Autorisation de signature	56
47	M2022-284	Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Église Saint-Etienne - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avis	59
48	M2022-285	Projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) du Château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles - Commune de Juvignac - Avis	62
49	M2022-286	Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine - Ville de Montpellier - Avis	65
50	M2022-287	Convention de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Saussan, Cournonsec et Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature	68

N°Affaire	N°Delib	ANIMATION DU TERRITOIRE	Pages
14	M2022-251	Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution de subventions - Approbation	72
15	M2022-252	Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	77
27	M2022-264	Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature	80
28	M2022-265	Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Troisième trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature	83
29	M2022-266	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée - Autorisation de signature	88
30	M2022-267	Site archéologique Lattara - Musée archéologique Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Lancement de l'opération - Approbation du programme, du planning et du budget de l'opération - Lancement du concours de maîtrise d'œuvre - Dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme - Approbation	92
31	M2022-268	Convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et la Maison des Consuls des Matelles de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup dans le cadre des expositions "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique", "Aïcha Snoussi" et "Carnet d'inspirations" - Modification temporaire du tarif - Approbation - Autorisation de signature	101
32	M2022-269	Musée Fabre - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" - Autorisation de signature	104
33	M2022-270	Gratuité d'accès au musée Fabre pour l'Accueil des Nouveaux Montpelliérains - Collections permanentes et exposition "Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous" - Approbation	107
34	M2022-271	Convention triennale de subventions de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Mathilde Monnier - Autorisation de signature	109
41	M2022-278	Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sud Mosson - Bilan de la concertation préalable - Approbation	112
62	M2022-299	Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2022-2023 - Autorisation de signature	299

N°Affaire	N°Delib	ATTRACTIVITE	Pages
77	M2022-314	Cité créative - Ancien musée de l'EAI - Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SERM.ID - Autorisation de signature	120
78	M2022-315	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt au concessionnaire (SERM) - Approbation	124
79	M2022-316	Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	127
80	M2022-317	What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature	131
81	M2022-318	Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO) pour l'organisation du salon professionnel Destination Incentive - Autorisation de signature	134
83	M2022-320	Soutien à l'artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au soutien de l'association Les Nouvelles Grisettes - Avenant n°1 - Autorisation de signature	137

N°Affaire	N°Delib	CYCLES DE L'EAU	Pages
51	M2022-288	Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature	141
52	M2022-289	Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Autorisation de signature	144
53	M2022-290	Convention de mise à disposition de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne (SMGC) relative au poste d'animation de l'aire d'alimentation des captages de Bérange et de Fontmagne - Autorisation de signature	147
54	M2022-291	Transfert de la coordination du projet LIFE REWA à la Régie des Eaux - Approbation	150
55	M2022-292	Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence de distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole – Approbation	153
56	M2022-293	GEMAPI - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord - Approbation	156

N°Affaire	N°Delib	ENVIRONNEMENT	Pages
37	M2022-274	Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°8 - Autorisation de signature	161
38	M2022-275	Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la mise en œuvre de la stratégie zéro déchet, la prévention des déchets, l'amélioration du tri et du nettoyage aux abords des résidences ACM Habitat - Autorisation de signature	164
57	M2022-294	Projet interrégional européen "Fleurs Locales" - Expérimentation au domaine de Viviers - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Autorisation de signature	168
58	M2022-295	Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Modification de la répartition des montants - Autorisation de signature	171
60	M2022-297	Convention pour l'accueil de groupes à l'Ecolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Renouvellement - Autorisation de signature	174

N°Affaire	N°Delib	HORS COMMISSION	Pages
1	M2022-237	Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	178
111	M2022-249	Agence de Développement - Approbation - Autorisation de signature	181
13	M2022-250	Stratégie MedVallée - Plan d'actions 2022-2026 - Adoption - Autorisation de signature	188
20	M2022-257	Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Projet CARRETA : expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Avenant à l'accord de consortium - Autorisation de signature	192
21	M2022-258	Poursuite expérimentation Covoiturage Klaxit et évaluation de son impact - Avenant n°1 - Convention constitutive d'un "Baromètre du covoiturage sur autoroute" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Cyclope et Vinci Autoroutes - Autorisation de signature	195
22	M2022-259	Développement d'une logistique du dernier kilomètre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Autorisation de signature	198
35	M2022-272	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" et opération de soutien aux salles de spectacle - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	201
36	M2022-273	ICONIC 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam - Autorisation de signature	204

N°Affaire	N°Delib	HORS COMMISSION (Suite)	Pages
59	M2022-296	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	207
61	M2022-298	Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Procédure de délégation de service public - Déclaration sans suite et relance de la procédure - Approbation	213
63	M2022-300	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	220
64	M2022-301	Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Critérium des Cévennes - ASA Hérault - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	223
65	M2022-302	Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au territoire émergent de Montpellier/Grabels - Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier, la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisations de signature	226
82	M2022-319	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	229
84	M2022-321	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature	232
85	M2022-322	Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature	235
112	M2022-325	Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	238
88	M2022-326	Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	241
113	M2022-337	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	244
99	M2022-338	Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation	247
100	M2022-339	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur – Approbation	254
101	M2022-340	Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation	258
102	M2022-341	Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation	262
103	M2022-342	Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpellicaine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation	266

N°Affaire	N°Delib	HORS COMMISSION (Suite)	Pages
104	M2022-343	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 – Approbation	271
105	M2022-344	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de L'Administrateur - Approbation	275
106	M2022-345	Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation	280
107	M2022-346	Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Agence Régionale Aménagement Construction Occitanie (ARAC Occitanie) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation	286
108	M2022-347	Organismes extérieurs - Société Publique Locale L'Or Aménagement - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation	290
109	M2022-348	Organismes Extérieurs - Société Publique Locale Occitanie Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation	294
110	M2022-349	Rapports annuels des Délégués (RAD) de Service Public - Exercice 2021 - Approbation	298

N°Affaire	N°Delib	RESSOURCES	Pages
2	M2022-238	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	303
3	M2022-239	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	306
4	M2022-240	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	309
5	M2022-241	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	312
6	M2022-242	Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption	315
7	M2022-243	Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Création - Révisions – Adoption	318
8	M2022-244	Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget Principal - Adoption	325
9	M2022-245	Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption	329
10	M2022-246	Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption	332
11	M2022-247	Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption	335

N°Affaire	N°Delib	RESSOURCES (Suite)	Pages
12	M2022-248	Attribution de fonds d'équipement aux communes – Approbation	338
86	M2022-323	Régime indemnitaire de la filière sécurité et indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction - Approbation	341
87	M2022-324	Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation	345
89	M2022-327	Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	349
90	M2022-328	Assistance au recrutement - Convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature	352
91	M2022-329	Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature	355
92	M2022-330	Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature	359
93	M2022-331	Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Approbation	362
94	M2022-332	Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation	365
95	M2022-333	Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation	368
96	M2022-334	Cité des arts - Tarifs des locations de salles et des locations d'instruments - Approbation	371
97	M2022-335	Tarifs du musée Henri Prades - Mises à jour – Approbation	376
98	M2022-336	Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours	383

N°Affaire	N°Delib	SOLIDARITES	Pages
39	M2022-276	Rénovation énergétique du parc privé de logements - Convention de mise à disposition de données statistiques relatives à MaPrimeRénov - Approbation - Autorisation de signature	388
40	M2022-277	Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à la création de logements sociaux - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Modification de la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 - Approbation	391

N°Affaire	N°Delib	SOLIDARITES (Suite)	Pages
66	M2022-303	Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	394
67	M2022-304	Attributions de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Programmation complémentaire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature	399
68	M2022-305	Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions à GAMMES ISSUE pour 2022 - Convention - Approbation	403
69	M2022-306	Etat de réalisation 2021 du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Approbation	406
70	M2022-307	Création d'une brigade inter-bailleurs de tranquillité sociale animée par ACM Habitat - Accompagnement par la Société Anonyme de Coordination (SAC) GITEs - Prise de participation à hauteur d'une action au sein du capital de la société GITEs - Approbation	413
71	M2022-308	Application de la réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes - Modification du règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations et déterminant les compensations - Approbation	416
72	M2022-309	Construction de 50 logements sociaux, avenue Raymond Dugrand et rue des Justes à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature	420
73	M2022-310	Construction de 18 logements sociaux, résidence Natur'Elle 982 avenue des Platanes à Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature	423
74	M2022-311	Construction de 17 logements sociaux, résidence Polynéa, 120 avenue de Figuières à Lattes - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature	426
75	M2022-312	Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Coeur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature	429
76	M2022-313	Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Programmation du logement social public pour l'année 2022 - Approbation	432

AMENAGEMENT DURABLE



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Sylvie ROS-ROUART, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Bustram - Bilan de la concertation - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2021-615 du 14 décembre 2021, le Conseil de la Métropole a approuvé l'engagement et les modalités de la concertation pour les bustram.

La concertation s'est déroulée du 14/02/2022 au 14/04/2022, selon les modalités décrites dans la délibération visée ci-dessus.

1 - Rappel de l'objet et des caractéristiques principales du projet soumis à la concertation

Face au constat indéniable du réchauffement climatique et de ses conséquences désastreuses pour les territoires et les populations, la transition écologique est devenue une priorité, même un devoir, pour l'État Français.

Lors du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a ainsi délibéré sur une Stratégie des Mobilités à horizon 2025 afin de contribuer activement à la transition écologique, indispensable. Dans les mesures socles de cette stratégie, est inscrite la réalisation de 5 lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) appelées bustram.

Le bustram est un nouveau concept qui peut être défini au travers de 4 éléments fondamentaux :

- La régularité et la performance, avec des voies réservées aux bustram, une priorité aux feux systématique, des fréquences renforcées à 10 min en milieu urbain et une amplitude élargie de 5h à 0h ;
- Les stations, similaires à une station tramway avec un design spécifique et un haut niveau de service associé, tel que l'information en temps réel, le confort d'attente ou encore l'accessibilité universelle ;
- Le matériel roulant, qui sera décarboné pour un transport sans émission de CO₂ ;
- Les aménagements, qui seront l'opportunité de redistribuer l'espace public en faveur des piétons, des cycles et des espaces paysagers pour créer une ville apaisée et agréable à vivre.

Le bustram mis en service en 2025 sera constitué d'un réseau de 5 lignes desservant les principales zones d'emplois de la Métropole et assurant un maillage complémentaire à celui du tramway.

- **Le bustram 1** s'étend sur 12 km environ va permettre de relier les communes de l'Est de la Métropole aux quartiers d'activités du Millénaire et d'Antigone.

La ligne est composée de 2 sections :

- La section 1 relie la place de l'Europe à Notre-Dame-de-Sablassou et sa mise en service est prévue fin 2024 ;
- La section 2 relie Notre-Dame-de-Sablassou à Castries et la mise en service est prévu en 2025 ;

Le temps de parcours total du bustram 1 est de 37 min. La fréquentation prévisionnelle est estimée à 7 400 voyageurs par jour.

- **Le bustram 2** va emprunter sur 15,6 km les faubourgs circulaires extérieurs de la Ville de Montpellier et ainsi désengorger le nœud de la gare Saint-Roch en proposant plusieurs arrêts intermodaux. D'un temps de parcours total d'environ 1h, il est attendu 24 000 voyageurs par jour, ce qui en fait la ligne de bustram la plus fréquentée. Sa mise en service est prévue en 2025, avec des aménagements transitoires pour les sections qui ne pourront pas faire l'objet de travaux définitifs d'ici cet horizon.
- **Le bustram 3**, long de 9 km, va permettre d'augmenter la vitesse commerciale des lignes 6 et 19, optimiser leur fréquence et améliorer les conditions de vie de deux Quartiers Prioritaires de la Ville de Montpellier que sont Mosson et Cévennes. Sa mise en service prévue en 2025 pour un trafic attendu de 11 000 voyageurs par jour. Le trajet complet de terminus à terminus est de 38 minutes.

- **Le bustram 4** s'étend sur 12 km pour relier les communes de l'Ouest de la Métropole à la ville de Montpellier et au tramway ligne 5 à Gennevaux. La fréquentation prévisionnelle est de 5 500 voyageurs par jour. La mise en service est prévue en 2025 en cohérence avec l'ouverture de la ligne 5 de tramway. Le bustram 4 permettra ainsi de relier Cournonsec à Gennevaux en 25 minutes.
- **Le bustram 5**, long de 8,5 km, reliera la zone d'emplois d'Euromédecine au tramway à Occitanie et au centre-ville au niveau du Peyrou, en passant par la zone résidentielle qui s'étend le long de la rue du Père-Soulas. Mis en service en 2025 en lien avec le BHNS 3, il transportera 7 500 voyageurs par jour pour un temps de trajet complet de 30 minutes.

Grâce à ces 5 lignes de bustram, ce sont ainsi d'ici 2025 :

- 70 % de la population métropolitaine et 90 % de la population montpelliéraine seront couvertes par le réseau structurant bustram et tramway ;
- 83% de la population métropolitaine et 98 % de la population montpelliéraine seront couvertes par le réseau complet bus, bustram et tramway.

Les bustram circuleront de 5h du matin à minuit, avec un passage toutes les 10 minutes de 7h à 19h en zone urbaine. La fréquence de passage du bustram 4 et de la section périurbaine du bustram 1 sera de 15 minutes.

L'exploitation des bustram sera réalisée par du matériel spécifique, proche d'un tramway en termes de confort d'usage. Il sera 100% électrique sur batterie, ce qui en fera un mode de transport décarboné, sans émission de CO₂ ni de particules.

Le projet prévoit ainsi l'acquisition de 60 véhicules dont une partie seront des bus articulés de 18 m pour accroître la capacité de transport de ligne et répondre à la fréquentation prévisionnelle attendues.

Le matériel roulant et notamment sa livrée extérieure participeront à l'identité bustram, à sa reconnaissance et à son identification parmi les autres modes de transports en commun : tramway et bus.

Son agencement et son design intérieurs conforteront son image et participeront à la qualité de service perçue, aux côtés de la régularité et de la vitesse commerciale. Ce seront les caractéristiques du produit les plus visibles pour le public, ce qui justifie cette attention toute particulière.

La livrée sera imaginée par un artiste qui sera désigné sur concours.

Les véhicules sont équipés d'un plancher bas, d'emplacements pour les personnes en fauteuil roulant, d'une palette d'accès, d'annonces sonores et visuelles indiquant le prochain arrêt desservi, et de vidéosurveillance embarquée. Il n'y aura pas de vente de titre de transport à bord pour gagner en vitesse commerciale, sur le même modèle que le tramway.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération totale (études et travaux) est de 255 M€ HT, matériel roulant compris. Sachant que Montpellier Méditerranée Métropole a obtenu dans le cadre du 4ème appel à projets TCSP et PEM, une subvention de 20 M€ de la part de l'Etat.

Une 1^{ère} phase de travaux permettra la mise en service de ces 5 lignes dès 2025. Ainsi 60 stations de bustram seront aménagées sur les 100 prévues. Les autres seront configurées comme les stations de bus actuelles.

L'efficacité de ce type de transport sera avérée car la priorité aux feux et aux carrefours sera, elle, mise en place partout.

Il est prévu une seconde phase de travaux post-2025, qui permettra d'optimiser les aménagements et donc l'efficacité des lignes.

2 -Rappel des modalités de la concertation :

La concertation s'est déroulée selon les modalités définies dans la délibération du 14 décembre 2021, à savoir :

- Des articles d'information dans les journaux locaux et dans le magazine de la Métropole ;
- 11 lieux d'exposition publique :
 - o Mairie de Castelnau-le-Lez ;
 - o Mairie de Castries ;
 - o Mairie de Cournonsec ;
 - o Mairie de Cournonterral ;
 - o Mairie du Crès ;
 - o Mairie de Grabels ;
 - o Mairie de Lavérune ;
 - o Mairie de Montpellier ;
 - o Siège de Montpellier Méditerranée Métropole.
 - o Mairie de Vendargues ;
 - o Mairie de Pignan ;

Chaque lieu d'exposition comporte :

- o Des panneaux présentant les caractéristiques du projet, les tracés des lignes, l'emplacement des stations, le calendrier et le budget prévisionnel ;
- o Un registre permettant au public de formuler ses observations et propositions ;
- o Une provision de dépliants d'information ;
- Ouverture d'une page internet dédiée au projet de bus-tram sur le site internet de la Métropole ;
- Ouverture d'un registre dématérialisé, accessible depuis la page internet du site de la Métropole ;
- 5 réunions publiques, soit une par ligne, annoncée par voie de presse et sur les supports de communication.

La phase de concertation a duré deux mois (du 14 février au 14 avril 2022) et a été précédée des mesures de publicité suivantes réalisées au moins quinze jours avant son ouverture :

- Publication de l'avis d'ouverture de la phase de concertation par voie de publication locale et par voie dématérialisée ;
- Affichages de l'avis d'ouverture de la phase de concertation sur les 11 lieux d'exposition. Ces affichages ont pu être constatés par huissier.

La concertation a permis au public d'accéder aux informations relatives au projet et de formuler des observations et des propositions.

Le public a pu débattre de l'opportunité, des objectifs et des caractéristiques principales du projet, des enjeux socio-économiques qui s'y attachent ainsi que des impacts significatifs sur l'environnement et l'aménagement du territoire.

Cette concertation a également permis de recueillir des solutions alternatives.

3 – Bilan de la concertation

À l'issue de la concertation, un bilan a été dressé ; il est présenté et débattu en séance par le Conseil de Métropole ce jour. Les principales conclusions de ce bilan sont les suivantes :

Le résumé des observations reçues

La vaste campagne de communication mise en place pour la concertation et les nombreux relais faits par la presse locale ont permis d'obtenir un niveau de participation élevée pour la concertation.

Ce sont 300 avis qui ont été recueillis sur le site internet ou dans les registres papiers, et près de 830 qui ont participé aux réunions publiques.

Ces réunions ont par ailleurs été suivies par des habitants de communes non directement situées sur les tracés des bustram mais pouvant le rejoindre en rabattement :

- La commune de Fabrègues pour la réunion publique sur bustram 4 ;
- Les communes de Montaud, Sussargues, Saint Geniès des Mourgues, Beaulieu et Restinclières pour la réunion publique sur le bustram 1.

Les avis ont été recueillis essentiellement par le site internet. Seuls 12 avis ont été exprimés sur les registres de Pignan, Le Crès, Vendargues, Cournonterral, Castelnau-le-Lez, Castries et Laverune.

Au total, les avis sont résolument positifs à 26 % et à la fois positifs et négatifs à 9 %. Il est recensé 25 % d'avis négatifs, essentiellement sur les lignes 4 et 5 comme présenté par la suite.

Enfin, 40 % des avis sont neutres et consistent pour la plupart en demande d'informations ou de précisions sur le projet.

Près de la moitié des avis reçus concernent des sujets spécifiques à une ligne donnée. Ce sont les lignes 1 et 4 qui ont recueillis le plus d'avis, avec un volume de 45 à 50 avis par ligne.

Les avis de la ligne 1 sont positifs ou neutres à 75 %, ce qui montre une ligne plébiscitée par la population.

Les avis reçus sur la ligne 4 sont en revanche négatifs à près de 50 %, ce qui démontre une inquiétude de la population vis-à-vis du projet porté par le Maître d'Ouvrage. Cette inquiétude, exposée et discutée lors de la réunion publique, repose sur le fait que la population de la Plaine Ouest était en attente d'un tramway plutôt que d'un bustram.

Les lignes 2, 3 et 5 ont reçus entre 15 et 25 avis chacune. Ces avis sont positifs ou neutre à 85 %, ce qui démontrent des lignes en forte adéquation avec les attentes de la population à l'instar de la ligne 1.

Les avis de la ligne 5 sont négatifs à 50 %. Les observations concernent essentiellement le tracé, avec une demande de prolongement jusqu'au centre-ville de Grabels.

L'autre moitié des avis reçus concerne des observations générales. Elles correspondent globalement à des avis de soutien au projet ou des demandes de précisions sur les horaires, les fréquences et la restructuration des lignes de bus à l'arrivée des bustram.

La population souhaite se projeter à l'horizon de réalisation des bustram et réfléchir à l'impact du projet sur ses itinéraires quotidiens.

Il est aussi demandé à plusieurs reprises des précisions sur le matériel roulant envisagé, notamment sur sa longueur, et sa capacité à accepter les vélos à bord.

Enfin, un certain nombre d'avis porte sur une vision prospective pour savoir si d'autres lignes de bustram seront créées après 2025 sur des axes nord vers Montferrier-sur-Lez et Prades-le-Lez ouest vers Gignac et Clermont-l'Hérault via l'A750 ou encore sud-ouest vers Villeneuve-lès-Maguelone.

Les enseignements tirés de la concertation

Globalement,

- Le projet est plébiscité par la population, pour qui les questions de qualité de l'air, de sécurité et de transports alternatifs à la voiture sont des préoccupations importantes ;
- Le projet suscite de nombreuses demandes d'information, de précisions, de renseignement sur des thèmes comme la fréquence, les amplitudes horaires, l'usage du vélo ou encore le type de matériel roulant prévu. Les habitants de la Métropole découvrent ce nouveau mode de transport et souhaitent mieux connaître son fonctionnement ;
- Le projet génère aussi des inquiétudes et des préoccupations sur la place laissée à la voiture, et notamment sur la congestion que pourrait créer le bustram en réduisant le nombre de voies disponibles pour la circulation générale ;
- Les choix de tracés et de mode de transport bustram sont conformes aux attentes de la population, excepté sur les lignes 4 et 5 pour lesquelles les avis négatifs représentent une part importante des avis reçus.

La concertation préalable a ainsi permis d'identifier un réel intérêt de la population pour le projet, qui demande en retour de nombreux renseignements tant sur le programme général que sur les travaux prévus.

Il semble nécessaire de poursuivre l'information du public tout au long du projet, au travers du site internet (qui été mis en place et qui va être conservé) mais aussi au travers de réunions d'échange ciblés par quartier ou par zone d'emplois. Les problématiques abordées sont en effet très spécifiques et nécessitent des échanges de proximité.

Les nombreux riverains et commerçants situés aux abords des tracés souhaitent disposer d'un point de contact avec la Maitrise d'Ouvrage pour faire connaître leurs contraintes.

Les lignes 1, 2 et 3 ont été présentées et détaillées et les remarques formulées n'amènent pas de modifications particulières pour le projet.

La ligne 4 suscite de nombreuses inquiétudes de par le tracé qui est proposé, plus éloigné des centres-bourg que la ligne 38 actuelle. Ce tracé est proposé à des fins de gains de vitesse commerciale pour le bustram et d'apaisement desdits centres-bourg.

La concertation a mis en avant un besoin important d'actions en faveur des rabattements vers les stations de bustram, tous modes confondus.

La stratégie globale de rabattement vers les bustram en vélo, à pieds, en voiture ou avec les autres lignes de bus doit être travaillée de manière fine avec les habitants et l'information à la population sur cette stratégie doit être régulière et pédagogique. Elle repose en effet sur un changement d'habitude et de comportement de la part des usagers.

Le public s'est aussi beaucoup exprimé sur la ligne 5 et sur la proposition d'un terminus à Euromédecine 2. Ce tracé devra être de nouveau étudié en comparaison avec d'autres solutions répondant mieux aux attentes de desserte du quartier de la Valsière et du centre-ville de Grabels.

Le projet de bustram doit s'accompagner d'un projet de restructuration des lignes de bus classiques qui doit être présenté en détail à la population. Il représente une part importante des impacts du bustram sur les déplacements du quotidien.

Enfin, le Plan Mobilité 2030 devra apporter une vision à moyen-long terme du réseau structurant des bustram avec l'analyse des extensions possibles ou des nouvelles lignes qui pourraient venir en complément des 5 lignes livrées en 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le bilan de la concertation préalable relative au projet de réalisation des bustram ;
- D'autoriser la poursuite des études ainsi que l'engagement des procédures nécessaires à la mise en œuvre de ce projet dans les meilleurs délais ;
- De rendre public le bilan de la concertation par publication sur le site internet dédié aux bustram ;
- De dire que les crédits nécessaires à la poursuite du projet sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan-de-Concertation_BHNS-A4-2022_06-V6.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Déclaration de Projet - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a conduit à un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

L'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique de l'extension de la ligne 1 vers la gare Montpellier Sud de France et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme s'est tenue du 21 mars 2022 au 22 avril 2022.

La commission d'enquête a remis à Monsieur le Préfet de l'Hérault, son rapport et ses conclusions le 2 juin 2022.

En conclusion de son rapport relatif à l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique, le commissaire enquêteur donne un avis favorable avec une unique réserve : que Montpellier Méditerranée Métropole puisse acquérir la portion de terrain nécessaire sur l'emprise d'environ cinquante places de parking du centre commercial Odysseum.

Dans son avis concernant la mise en compatibilité des documents d'urbanisme, le commissaire enquêteur donne un avis favorable sans réserve à la mise en compatibilité du PLU de Montpellier avec le projet d'extension de la ligne 1.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte des conclusions du commissaire enquêteur ;
- De s'engager à acquérir la portion de terrain du parking de la Mer, et ainsi lever la réserve émise par le commissaire enquêteur ;
- De déclarer l'intérêt général de ce projet d'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare de Montpellier Sud de France, au vu des motifs et des considérations ci-dessus exposés en application de l'article L.126-1 du Code de l'environnement, en considérant que les atteintes à la propriété et au site, le coût financier et les autres inconvénients et nuisances qu'il comporte ne sont pas excessifs au regard de l'intérêt qu'il présente conformément notamment aux objectifs du PDU et aux orientations du SCoT, et au vu de l'étude d'impact et de l'avis de l'autorité environnementale, conformément à l'article L.11-1-1 du Code de l'expropriation, cette déclaration valant Déclaration de Projet ;
- De s'engager sur la mise en œuvre des mesures et des modalités de suivi ;
- De poursuivre les études d'avant-projet, projet et exécution nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De solliciter de Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour prononcer l'arrêté d'utilité publique, emportant mise en compatibilité des documents d'urbanisme de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195763-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe_Déclaration_Projet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway - Extension de la Ligne 1 - Mise en compatibilité des documents d'urbanisme dans le cadre de la réalisation de l'extension de la ligne 1 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°11195 du 30 octobre 2012, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenu Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'extension de la 1^{ère} ligne de tramway vers la gare Montpellier Sud de France. Le Conseil s'est également prononcé favorablement sur l'engagement d'un processus de concertation conformément aux articles L.300-10 à L.300-4 du Code de l'urbanisme.

Une première phase de concertation s'est déroulée courant 2013, et a débouché sur un bilan intermédiaire, approuvé par la délibération n°11738 du 25 juillet 2013.

Par délibération n°M2019-14 du 31 janvier 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation préalable du projet d'extension de la 1^{ère} ligne de tramway à la gare nouvelle Montpellier Sud de France.

Par délibération n°M2019-83 du 21 février 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de l'Extension de la Ligne 1, ainsi que les dossiers d'enquête liés à la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier, et à solliciter Monsieur le Préfet de l'ouverture des enquêtes publiques nécessaires.

Par délibération n°V2021-404 du 19 décembre 2019, la Ville de Montpellier a donné un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan Local d'Urbanisme, quant aux dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan au regard du projet d'extension de la ligne 1 de tramway sur le territoire de Montpellier.

Conformément aux dispositions de l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme qui régissent les opérations faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique et qui ne sont pas compatibles avec les dispositions d'un PLU, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité Monsieur le Préfet afin qu'il organise la réunion d'examen conjoint des Personnes Publiques Associées (PPA) et conduise une enquête publique portant à la fois sur l'utilité publique de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence.

La réunion d'examen conjoint s'est tenue le 11 janvier 2022, en présence des services de la Préfecture, de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Hérault (DDTM34), de la Chambre de Commerce et d'Industrie (CCI), du Département Aménagement du Territoire mutualisé Métropole / Ville, de la Direction des Mobilités de Montpellier Méditerranée Métropole, et de la Direction Technique et Projets des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM).

Après discussion et échanges, les participants ont conclu à un avis favorable sans réserve, à l'unanimité des présents, sur le dossier de mise en compatibilité.

À la suite de la réunion d'examen conjoint des PPA et à l'avis de l'autorité environnementale, le projet a été soumis à enquête publique diligentée par Monsieur le Préfet, du 21 mars 2022 au 22 avril 2022 inclus. 258 observations ont été déposées par les contributeurs.

Le Commissaire Enquêteur a intégré l'ensemble de ces observations à son procès-verbal de synthèse, qu'il a converti en plusieurs thématiques avec des questions correspondantes. Cela a fait l'objet d'une réponse argumentée par Montpellier Méditerranée Métropole, laquelle figure dans le rapport final du Commissaire Enquêteur.

Dans ce contexte, considérant son avis favorable sur la demande de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), considérant que les modifications à apporter au PLU sont nécessaires, indispensables et suffisantes pour la mise en œuvre du projet tel qu'il a été présenté à l'enquête publique, et considérant que le PLU, tel que mis à jour, demeure compatible à son Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) et aux orientations du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole qui lui est opposable, Monsieur le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable sans réserve quant à la demande de mise en compatibilité du PLU.

Conformément à l'article R.153-14 du Code de l'urbanisme, le dossier de mise en compatibilité du PLU, le rapport et les conclusions du Commissaire enquêteur ainsi que le procès-verbal de la réunion d'examen conjoint ont été soumis pour avis par Monsieur le Préfet à Montpellier Méditerranée Métropole le 2 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport et des conclusions de Monsieur le Commissaire enquêteur chargé de l'enquête publique relative à l'extension de la ligne 1 de tramway vers la gare Montpellier Sud de France, emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- D'émettre un avis favorable quant au projet de mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier relatif au projet de tracé de l'extension de la Ligne 1 de tramway ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195923-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Partie2_Piece A_MECDU_V13102021.pdf
- PV réunion des personnes publiques associées.pdf
- Rapport d'Enquête publique préalable.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joël VERA

Aménagement durable - Tramway Ligne 5 - Enquête parcellaire complémentaire secteurs Nord et Ouest - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Métropole a constaté l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault, sous le numéro 2013 – I - 656 en date du 28 août 2013, prolongé pour une nouvelle durée de cinq ans par l'arrêté n°2018 – I – 638 en date du 13 juin 2018 ; et a constaté l'utilité publique du projet relatif à la modification du tracé de la ligne 5 du tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault n°2021-I-931 du 29 juillet 2021, sur un secteur de 3.7 km allant du rond-point Paul-Fajon à la rue des Chasseurs jusqu'à l'entrée de l'École d'Application de l'Infanterie (EAI).

Trois enquêtes parcellaires ont été conduites entre :

- Les 2 septembre 2019 et 18 septembre 2019 ;
- Les 5 janvier 2022 et 25 janvier 2022 ;
- Les 4 avril 2022 et 28 avril 2022.

Une nouvelle enquête parcellaire complémentaire est nécessaire pour les motifs suivants :

- Porter à la connaissance de certains propriétaires l'actualisation d'emprises ;
- Actualiser les informations relatives à l'identité de certains propriétaires suite à une mutation ou un changement de syndic ou encore liées aux renseignements collectés à l'occasion de la dernière enquête parcellaire.

Le dossier d'enquête parcellaire

Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- Une notice explicative de présentation du projet ;
- Un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée et concernée par un besoin d'actualisation. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné ;
- Un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle et concerné par un besoin d'actualisation.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à son issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Il est également proposé au Conseil de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête parcellaire complémentaire ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire complémentaire ;
- De requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- De solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196380-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Notice explicative enq parc complémentaire.pdf
- planches-parcellaires.pdf
- etat-parcellaire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Transport Urbain - Avenant n°7 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2018-210 en date du 31 mai 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé le choix de la société anonyme d'économie mixte TaM pour la gestion de la Délégation de Service Public (DSP) portant sur les services de transport public urbain pour la période 2018-2024. Ce contrat de DSP, qui a été signé le 27 juin 2018, est opérationnel depuis le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans.

Par délibération n°M2018-667 en date du 21 décembre 2018, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°1 au contrat de DSP, visant à acter la création de la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole (T3M) et approuver le contrat de subdélégation entre la société TaM et la SAS Transdev Mobilités Montpellier Métropole, pour la période 2019-2024.

Par délibération n°M2019-754 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°2 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en œuvre du nouveau réseau de bus urbains et suburbains au 1^{er} septembre 2019 et à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du Déléataire et d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2020-468 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°3 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19 d'une part, et de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité d'autre part.

Par délibération n°M2021-322 en date du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°4 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la mise en place de la 2^e phase de la gratuité et d'une optimisation de l'offre du réseau, et à mettre à jour les programmes d'investissements du délégant.

Par délibération n°M2021-630 en date du 14 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°5 au contrat de DSP, visant principalement à mettre à jour les programmes d'investissements subventionnés du délégataire et à prendre en compte les impacts techniques et financiers de plusieurs dispositions relatives au contrat de DSP et à l'exploitation du réseau de transports collectifs.

Par délibération n°M2022-230 en date du 31 mai 2022, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'avenant n°6 au contrat de DSP, visant principalement à prendre en compte les impacts techniques et financiers de la crise sanitaire de la Covid-19, pour le subdélégataire.

Le présent avenant prévoit plusieurs dispositions concernant le contrat de DSP et l'exploitation du réseau de transports collectifs :

- Adaptation de la grille tarifaire, notamment pour gérer la phase transitoire avant mise en œuvre de la gratuité totale ;
- Prise en charge par la Métropole des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, au titre de l'année 2023 ;
- Adaptation du programme d'investissements du délégataire, pour des interventions d'urgence sur l'infrastructure ferroviaire et les bâtiments, et du délégant, pour l'achat d'un autobus supplémentaire ;
- Modifications de certains articles à la suite de la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale et de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République.

Conformément à l'article L3135-1 du Code de la commande publique, et dans ce contexte, il est proposé la signature d'un avenant n°7 au contrat de DSP afin de :

- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la cession des actions de la SAEML TaM dans le capital du subdélégataire T3M, au profit de Transdev ;
- Mettre à jour le contrat de DSP à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021 ;
- Prendre en compte les impacts techniques et financiers de la modification de la grille tarifaire : création d'un nouveau titre de transport, permettant le stationnement automobile dans les P+TRAM sans prendre les transports en commun ; ajout des allocataires de « Contrat d'engagement jeune » dans la liste des bénéficiaires de l'abonnement mensuel Demandeur d'emploi ; augmentation de la durée de validité de l'acte de domiciliation CCAS de 3 à 12 mois ;
- Prendre en compte les impacts financiers de la modification du programme et de l'échéancier des investissements subventionnés du Délégitaire (annexe n°13), pour la période du 1^{er} janvier 2022 au 30 juin 2024, pour un montant de +19 M€ sur la durée de la DSP ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'indemnisation des surcoûts d'exploitation et des pertes de recettes sur le réseau de bus, liés aux travaux de la ligne 5 de tramway, pour un montant de +3,2 M€ HT (en valeur 2020) au titre de l'année 2023, sur la SFE ;
- Mettre à jour le programme d'investissements du Délégitant (annexe n°15) pour permettre l'achat d'un autobus standard supplémentaire en 2022 ;
- Mettre à jour le contrat pour ajuster les modalités de versement des compensations tarifaires de gratuité, pour les années 2022 et 2023 ;
- Prendre en compte les impacts financiers de l'expérimentation des arrêts adaptés au réchauffement climatique, dans le cadre du Laboratoire des mobilités ;
- Mettre à jour les annexes, et notamment le Compte d'Exploitation Prévisionnel (annexe n°29) en application des dispositions du présent avenant.

Le Président de Montpellier Méditerranée Métropole met aux voix deux amendements proposés par Madame Alenka DOULAIN :

Amendement n°1 - Plan d'urgence Bus :

Cet amendement vise à adopter un plan d'urgence pour les lignes de bus impactées par le nouveau plan de circulation, les travaux, et les embouteillages que notre métropole connaît, et qui vont s'amplifier dès septembre 2022. Il vise à maintenir une qualité de service aux usagers, aux horaires et arrêts normaux. Avec les moyens humains et matériels nécessaires, il permettra de maintenir des fréquences et des temps de trajet acceptables pour les usagers.

Sur les aspects humains et matériels, il comprend les propositions suivantes:

- Achat de 30 bus
- Recrutement de 50 chauffeurs

Sur les lignes impactées (liste non-exhaustive, à compléter en fonction des retours des usagers)

- Lignes 6, 7 et 11: retour d'une fréquence de 9 à 10 minutes; desserte des arrêts supprimés (ou proposition d'une alternative)
- Lignes 8 et 12: retour d'une fréquence de 30 minutes
- Ligne 14: retour d'une fréquence de 20 minutes
- Ligne 15: proposition d'une fréquence de 10 à 15 minutes (comme la future ligne Bus/tram)

Vote de l'amendement n°1 :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

L'amendement n°1 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

Amendement n° 2 - Amélioration du service Tram :

Cet amendement vise à améliorer l'attractivité du service tram, sans attendre la future Ligne 5 ou la concrétisation du Bus/tram, afin de proposer une alternative efficace à la voiture dès la rentrée de septembre 2022.

Il comprend les propositions suivantes:

- Ligne 1: proposition de démarrer le service dès 5h du matin (comme durant la période COVID); proposition de maintien de la fréquence "semaine" durant les weekends; ceci afin de coller aux horaires et emploi du temps des travailleurs, notamment du CHU
- Ligne 4: retour à la fréquence d'avant 2021, toutes les 8 minutes, afin d'assurer l'intermodalité et le maillage efficace de cette ligne de ronde

Vote de l'amendement n°2 :

Pour : 2 voix

Contre : 74 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

L'amendement n°2 proposé par Madame Alenka DOULAIN est rejeté à la majorité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°7 au contrat de DSP des transports publics urbains ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196623-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 6_Contrôle Subdélégation et sous-traitant_avenant 7.docx
- Annexe 13_Investissements subventionnés_avenant 7.pdf
- Annexe 15_Investissements 3M_avenant 7.docx
- Annexe 22_Règlement d'exploitation_avenant 7.docx
- Annexe 30_Grille tarifaire_avenant 7.docx
- Annexe 29_CEP_avenant 7
- Avenant 7 DSP Transport.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie - Avenant n°3 - Modification du programme d'investissements - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le programme de transformation et de modernisation de la Place de la Comédie engagé par Montpellier Méditerranée Métropole, afin de requalifier ce quartier, engendre des travaux qui impactent le fonctionnement et l'exploitation du parking de la Comédie, assurés par la TaM. Pour accompagner ce projet, il est demandé à la TaM d'entreprendre la modernisation du parking public de la Comédie, ainsi que tous les travaux en lien direct avec le parking public. Le financement de ce projet n'étant pas prévu à la convention initiale, il convient donc de modifier les dispositions relatives aux travaux et aux investissements contractuellement prévus.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole décide, par un avenant n°3 à la Délégation de Service Public (DSP) Parcs de stationnement Antigone et Comédie initiale, de répartir le financement des travaux et des perturbations liées à ce projet comme suit :

- Travaux de modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking : 721 000 € HT ;
- Travaux liés à la création de bacs à arbre dans le parking : 45 000 € HT ;
- Rénovation du parking et création d'un hub de mobilité : 1 050 000 € HT.

La perte de recettes estimée du parking Comédie durant toute la phase de travaux est de 267 000 € HT pour les exercices 2022 et 2023. De même, les charges induites par le financement des travaux par le délégataire sont estimées à 101 880 € pour la même période. En conséquence, pour cette première partie des travaux, la partie fixe de la redevance sera minorée de la façon suivante : -98 000 € sur l'exercice 2022 et -270 880 € sur l'exercice 2023.

Le coût de ces opérations ne devant pas reposer sur l'économie du contrat de DSP, une répartition des compensations et prises en charge des différents travaux décidés par Montpellier Méditerranée Métropole est précisé dans l'avenant n°3.

Le présent avenant prévoit également, dans le cadre de la modification de la circulation dans le tunnel d'accès au parking, la création d'un tarif de traversée du tunnel à 3 € TTC visant à dissuader définitivement la circulation de transit.

L'avenant prévoit enfin la mise à jour de la convention de délégation de service public à la suite de la publication de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République au Journal Officiel le 25 août 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n° 3 au contrat de DSP concernant l'exploitation des parkings Antigone et Comédie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

Mme Mathilde BORNE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Julien MIRO, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197112-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP parking Comédie_CEP_avenant 3.pdf
- 199338_199287_Avenant n3 - Comedie Antigone.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Affectation du produit des Forfaits de Post-Stationnement (FPS) sur l'exercice 2021 - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de la dépenalisation du stationnement payant sur voirie, applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, consécutive à la loi de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014, la Ville de Montpellier a instauré un Forfait Post-Stationnement (FPS), pour non-paiement total ou partiel de la redevance tarifaire de stationnement en surface. Ces montants sont mentionnés dans la délibération n°V2017-452 portant sur les tarifs 2018 de la Ville de Montpellier.

En vertu du décret n°2015-557 du 20 mai 2015 relatif à la redevance de stationnement des véhicules sur voirie prévue à l'article L. 2333-87 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dans les métropoles, la commune ayant institué la redevance de stationnement reverse l'intégralité des recettes forfaitaires post-stationnement à l'établissement public de coopération intercommunal, déduction faite des coûts liés à la mise en œuvre du FPS.

En ce sens, il a été signé une convention de reversement du produit des forfaits post-stationnement entre la Ville de Montpellier et la Métropole, définissant les conditions et modalités selon lesquelles la Ville reverse annuellement à la Métropole le produit des FPS déduction faite des coûts de gestion annuels des FPS. La signature de cette convention a été autorisée par la délibération n°M2018-432 du 20 septembre 2018.

Le produit des FPS reversé par la Ville de Montpellier à la Métropole se monte à 1 769 217,77 € HT pour l'exercice 2021. Cette recette a été affectée à la réalisation d'opérations destinées à améliorer les transports en commun ou respectueux de l'environnement et la circulation conformément aux dispositions du III de l'article L.2333-87 du CGCT.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation du produit des forfaits post-stationnement sur l'exercice 2021 ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-193724-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de financement d'une étude fonctionnelle du secteur de l'échangeur du Zénith entre le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

L'échangeur n°29 (Montpellier Est) de l'autoroute A709, aussi connu comme « *échangeur du Zénith* », constitue point d'accès stratégique de la Métropole. Depuis la mise en service de l'A9, le rôle de l'A709 est essentiellement d'organiser la distribution du trafic d'échange vers et à partir du cœur de Métropole. La réalisation des deux maillons manquants du contournement routier de Montpellier (Déviation Est de Montpellier (DEM) et Contournement Ouest de Montpellier (COM)) à l'horizon 10 ans conforteront ce rôle d'anneau de distribution.

L'entrée Est de Montpellier est assurée historiquement par un demi-échangeur puis le giratoire du Zénith, celui-ci assurant les « *tourne à gauche* » manquants dans l'échangeur. Ce système complexe (le giratoire du Zénith ayant plusieurs autres mouvements à distribuer) conduit aujourd'hui à un dysfonctionnement structurel, ne permettant pas d'envisager de connecter la DEM à l'A709 dans des conditions satisfaisantes (sécurité, écoulement du trafic...).

Cette « *porte d'entrée Est* » de la zone urbaine métropolitaine permet d'accéder, au Nord, aux quartiers de l'Est et au centre de Montpellier, au centre commercial Odysseum et à la salle de spectacle du Zénith, et, au Sud, à l'aéroport et aux plages. Cet échangeur concentre ainsi des flux très importants qui conduisent à d'importantes congestions aux heures de pointe, avec des remontés de files sur l'A709. Cette entrée de ville est amenée à évoluer à l'horizon 2025/2026 avec la mise en service du centre de maintenance (tram/bus), puis, à plus long terme, lorsqu'une ligne commerciale sera mise en service associée à un P+tram.

Le parc de Grammont accueille aujourd'hui plusieurs équipements publics, il est aussi amené à évoluer dans le cadre de réflexion en cours (schéma directeur de Grammont à l'étude). Ce secteur sera branché au réseau véloligne montpellieraine. Ce réseau nécessitera des aménagements sur les axes viaires en proximité immédiate de l'entrée de ville via l'avenue Pierre-Mendès-France (avenue Albert-Einstein, Rue Becquerel, rond-point Evariste-Galois), induisant des impacts sur les capacités des voiries ou les sens de circulation.

Dans ce cadre, le Département de l'Hérault, Autoroutes du Sud de la France (ASF) et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent dans une étude d'amélioration du fonctionnement du réseau routier dans le secteur de l'échangeur « *du Zénith* », qui sera réalisée par ASF.

Cette étude comprend :

- Le diagnostic des flux de circulation (répartition des flux de trafic, leur origine/destination, etc) et des dysfonctionnements actuels dans le secteur d'étude ;
- L'analyse et la synthèse des études déjà réalisées sur cet échangeur ;
- La proposition de familles de solutions, leur analyse sur l'amélioration du fonctionnement de l'échangeur et leur impact (cout, délai, foncier, procédures).

Le besoin de financement de cette étude est évalué à 80 701 € HT, soit 96 841,20 € TTC, financée à par égales par le Département de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement de l'étude de l'amélioration du fonctionnement du réseau dans le secteur de l'échangeur « *du Zénith* » situé en sortie n°29 (Montpellier Est) de l'autoroute A709 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 9 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196552-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_ ASF_échangeur Zenith_dernière version

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Lancement d'une procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) secteur Saint Paul - Objectifs et modalités d'association du public - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze quartiers politique de la ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que quartier d'intérêt national. Le Conseil de Métropole et le Conseil municipal de Montpellier ont approuvé les 29 mars et 12 avril 2021 la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. A la suite de la présentation d'un projet d'avenant en comité d'engagement le 24 janvier 2022, l'ANRU a accordé des financements supplémentaires permettant de conforter l'ambition du projet, en intégrant notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet de renouvellement urbain doit affirmer le secteur Saint Paul comme nouvelle centralité rayonnante et répondre notamment aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- D'attractivité en redynamisant l'activité économique, en améliorant la qualité des services publics et en ramenant de l'emploi ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en aménageant de nouveaux espaces publics et en reliant ce secteur aux espaces naturels.

Aussi, pour mettre en œuvre le projet urbain dans ce secteur, il est proposé la création d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC). Une concertation spécifique à cette procédure est rendue obligatoire eu égard aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme. Ainsi, conformément à ces dispositions, il convient de définir les objectifs poursuivis ainsi que les modalités de concertation préalable du public.

Les objectifs poursuivis pour ce projet de ZAC sont les suivants :

- Accueillir des fonctions tertiaires et de services autour de l'arrêt de tramway ;
- Recréer une offre commerciale attractive en restructurant l'appareil existant et en le diversifiant ;
- Restructurer les équipements publics et compléter l'offre scolaire ;
- Proposer une offre de logements diversifiée ;
- Redonner du lien entre les différents espaces urbains et paysagers : Parc de la Mosson, quartier Malbosc et quartier Saint Paul ;
- Requalifier les espaces publics en créant un espace central et fédérateur articulé au futur cours paysager, en requalifiant l'avenue de l'Europe ;
- Accueillir de nouvelles mobilités (Bustram, pistes cyclables...)

La concertation relative à l'engagement de l'opération Saint Paul, se déroulera selon les modalités suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- L'information de l'ouverture de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et la plateforme <https://participer.montpellier.fr> ;
- L'organisation d'une réunion publique ;
- Un dossier relatif au projet de ZAC sera mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de proximité du quartier aux jours et heures habituels d'ouverture ainsi que sur le site internet de la Métropole. Ce dossier comprendra :
 - La présente délibération ;
 - Un plan de situation ;
 - Un plan prévisionnel du périmètre de l'opération ;

- Une notice explicative des objectifs et enjeux du projet ;
- Un registre destiné à recueillir les observations du public.

A l'issue de la concertation préalable, le bilan sera arrêté par le Conseil de Métropole, conformément à l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Saint Paul ;
- D'engager la concertation relative au projet de ZAC et d'adopter les modalités définies ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195807-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ZAC St Paul_périmètre prévisionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Renouvellement urbain du quartier des Cévennes - Dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) et parcellaire - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier des Cévennes a été retenu en 2014 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine pour faire partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU). Ce quartier a été identifié en tant que quartier prioritaire de la politique de la Ville (QPV), visé par une opération d'intérêt régional par l'ANRU.

Ce quartier, situé à l'Ouest de Montpellier entre le quartier de la Mosson et le centre historique, est principalement un quartier résidentiel comportant de nombreuses copropriétés. Le projet de renouvellement urbain porte en particulier sur la copropriété privée des Cévennes, ensemble immobilier construit entre 1964 et 1975, sur lequel des travaux de remise en état ou d'amélioration n'ont pas été anticipés. Cette copropriété de 919 logements s'étend sur une emprise foncière unique de 8,7 hectares, et a vu, au fil du temps, son mode de gestion se déliter, donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, juridiquement complexe, sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement voire à l'enclavement d'une partie des bâtiments.

Les objectifs fondateurs du projet urbain se structurent autour de quatre grands principes :

- Ouvrir la copropriété sur son environnement, en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant à l'espace environnant, en reconfigurant l'espace des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives ;
- Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces, en les organisant, en permettant l'accès aux véhicules de secours et de sécurité, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, en valorisant les espaces verts ;
- Structurer des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment après scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires ;
- Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier.

Par délibération du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Le projet porte sur une superficie de 9,2 hectares incluant les parcelles cadastrées MS 31, MS 33, MS 34, MS 35, MS 39, MS 66, MS 67, MS 107, MS 215, MS 259, MS 290 et MS 320. La parcelle cadastrée MS 290 constitue l'emprise foncière de la copropriété des Cévennes, composée de plusieurs bâtiments.

Compte tenu de la structure foncière complexe des propriétés sur lesquelles repose le projet urbain, l'acquisition amiable de l'ensemble des propriétés correspondant au périmètre retenu ne sera pas réalisable. Il est proposé d'engager la procédure de Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de l'opération et de cessibilité des assiettes parcellaires aux fins de maîtrise foncière du périmètre. La SA3M a pour mission d'assurer la maîtrise foncière dans le cadre de la concession. A ce titre, il est proposé qu'elle soit bénéficiaire de la DUP et mène l'ensemble des procédures en vue de la réalisation des acquisitions par voie d'expropriation le cas échéant.

Cette opération étant susceptible d'affecter l'environnement, l'enquête publique préalable à la DUP et l'enquête parcellaire conjointes, s'inscrivent notamment dans le cadre des dispositions des articles L.1 et L.110-1 du Code de l'expropriation et L.123-1 et suivants du Code de l'environnement.

Conformément aux dispositions réglementaires combinées, le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique comporte la notice explicative, le plan de situation, le plan périmétrique, le plan général des travaux, les caractéristiques principales des ouvrages les plus importants, l'appréciation sommaire des dépenses, le cadre juridique et administratif de la procédure, le résumé non technique de l'étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale et le bilan de concertation. Le dossier d'enquête parcellaire est composé d'un plan parcellaire des terrains et bâtiments concernés ainsi qu'un état parcellaire indiquant la liste des propriétaires concernés, conformément à l'article R131-3 du Code de l'expropriation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le dossier d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et le dossier d'enquête parcellaire, en vue de l'acquisition, à l'amiable ou par voie d'expropriation, des biens nécessaires à l'opération de renouvellement urbain du quartier des Cévennes à Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à demander à Monsieur le Préfet de l'Hérault :
 - de prescrire l'ouverture des enquêtes conjointes d'utilité publique et parcellaire au vu des dossiers ;
 - de déclarer l'utilité publique de l'opération et la cessibilité des parcelles et des droits réels immobiliers au profit de la SA3M, tels qu'ils figurent sur le plan parcellaire et l'état parcellaire ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à procéder à la formalisation des offres de vente, d'ester en justice sur ce dossier, à saisir le juge de l'expropriation auprès du Tribunal de Grande Instance en vue de la fixation des indemnités d'expropriation et du prononcé des ordonnances d'expropriation ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 67 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le **02 AOUT 2022**

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Corale MANTION



Publiée le : **08 AOUT 2022**

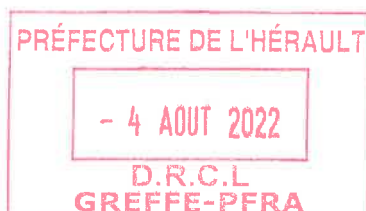
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : **04 AOUT 2022**

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avis des domaines estimation sommaire et globale
- Appréciation sommaire des dépenses
- *Dossier d'enquête publiques conjointes.*

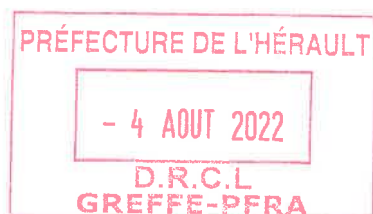
Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Commune de Grabels - Modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Grabels - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la modification simplifiée n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) pour permettre la réalisation d'ouvrages de protection contre les inondations le long du cours d'eau du Rieumassel. Cette procédure porte sur un ajustement des règles d'occupations et d'utilisations des sols du règlement de la zone UC, en ce qui concerne :

- Article 1 « *Occupations et utilisations du sol interdites* » : ajout d'une exception à l'interdiction des déblais/remblais de plus de 1 m de haut ou de profondeur en UCb1 et UC3, pour les équipements et travaux de sécurité publique ;
- Article 2 « *Occupations ou utilisations du sol soumises à des conditions particulières* » : ajout de l'autorisation, dans les zones rouges Ru du Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRI), des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif, à condition d'être liées à la sécurité publique.

Conformément à la charte de gouvernance du PLU, le Conseil municipal a émis un avis favorable sur le projet de modification simplifiée n°3 par délibération n°010 du 07 février 2022, préalablement à sa notification par Montpellier Méditerranée Métropole aux Personnes Publiques Associées.

Par décision de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale en date du 20 avril 2022, la modification simplifiée n°3 a été dispensée d'une évaluation environnementale après examen au cas par cas en application de l'article R.104-33 et suivants du Code de l'urbanisme.

Par courrier en date du 22 mars 2022, la Région Occitanie a accusé réception du projet de modification simplifiée sans formuler de remarque.

Par courrier du 13 avril 2022, la Chambre de Métiers et de l'Artisanat n'a formulé aucune remarque au projet de modification simplifiée n°3 du PLU.

Par courrier du 21 avril 2022, le Département de l'Hérault a émis un avis favorable.

Par courrier du 09 mai 2022, la Direction Départementale des Territoires et de la Mer département de l'Hérault (DDTM34) a demandé de compléter l'article 2 en précisant qu'en UCb1 et UC3 les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif peuvent être admises sous réserve d'être spécifiquement liées à la protection des inondations.

Le dossier du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels a été mis à la disposition du public du 09 mai 2022 au 10 juin 2022 inclus à la mairie de Grabels et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Une remarque sans lien avec l'objet de la modification simplifiée, relative à une demande de constructibilité d'une parcelle privée, a été exprimée par le public durant la mise à disposition. Elle n'a pas pour effet de devoir modifier le projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du bilan de la mise à disposition du projet de modification simplifiée n°3 du PLU de Grabels ;
- De prendre en compte la remarque de la DDTM34 et de compléter le projet de règlement en conséquence ;
- D'approuver le projet modifié de modification simplifiée n°3 du PLU de la Commune de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **02 AOUT 2022**

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Coralie MANTION



Publiée le : **08 AOUT 2022**

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire : **04 AOUT 2022**

Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en Préf: dossier PLU.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de Saint-Brès - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Saint-Brès connaît depuis quelques années une croissance démographique très importante. Le groupe scolaire actuel, situé au cœur du village et à proximité immédiate de la salle polyvalente, est vieillissant et sa capacité n'est plus suffisante. Pour permettre la mise en œuvre d'une opération de démolition-reconstruction, il convient d'engager la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Commune de Saint-Brès en vue d'apporter des adaptations mineures du règlement des zones UA et UD1a.

Le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 du Code de l'urbanisme doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations. Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, les modalités de cette mise à disposition doivent être précisées par le Conseil de Métropole. Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- Mis à disposition du public pendant un mois à la Mairie de Saint-Brès et au siège de la Métropole aux heures d'ouvertures habituelles ;
- Accompagné d'un registre en Mairie de Saint-Brès et au siège de la Métropole permettant au public de formuler ses observations ;
- Mis en ligne sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (<http://www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public>) et de la Mairie de Saint-Brès (<http://ville-saintbres.fr>).

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modalités de mise à disposition de la modification simplifiée n°2 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Saint-Brès ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196052-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Maitrise foncière - Secteur le "Triangle d'or" - Convention pré-opérationnelle entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Établissement Public Foncier d'Occitanie (EPFO) et la Commune de Juvignac - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Commune de Juvignac, a connu un très fort développement démographique depuis les années 60 voyant sa population passer d'une centaine d'habitants en 1960 à plus de 11 400 de nos jours. Fort centre de polarités et d'attractivité qui marque l'entrée de la Métropole, la Commune a connu une urbanisation essentiellement résidentielle qui n'a pas permis la création d'un véritable cœur de ville avec sa fonction de centralité à l'échelle de la Commune.

La Commune a la volonté aujourd'hui de réinvestir le tissu urbain existant en créant un véritable centre-ville autour du nouveau pôle administratif qui sert de point de départ à un réaménagement d'ensemble des allées de l'Europe. La mise en œuvre d'une nouvelle centralité induit la réalisation d'opérations de renouvellement urbain et de requalification des espaces publics dans certains quartiers existants situés proche du centre-ville. L'objectif est ainsi d'optimiser le foncier disponible tout en diversifiant les formes urbaines et l'offre en logements.

Le secteur concerné, dénommé « *Le triangle d'or* », par cette opération de renouvellement urbain forme un triangle bordé au nord par l'ancienne RN 109, au sud par la rue du Pompidou et à l'ouest par la rue des Pattes. Il s'agit du nouveau « *Cœur de ville* » de Juvignac. Aussi, la Commune de Juvignac s'est rapprochée de Montpellier Méditerranée Métropole et de l'Établissement Public Foncier (EPF) Occitanie en vue de l'accompagner dans son projet.

Une première convention d'anticipation foncière « *Le Triangle d'Or* » entre la Commune de Juvignac, Montpellier Méditerranée Métropole et l'EPF a été signée le 5 juillet 2017. Dans le cadre de cette convention, l'EPF n'a réalisé aucune dépense au titre de cette convention.

La Commune de Juvignac est aujourd'hui accompagnée par un bureau d'études qui livrera d'ici juillet 2022 « *le plan guide urbain et paysager de Juvignac* ». Dans le cadre de l'évolution récente des réflexions liées au projet urbain et notamment sur le site du Triangle d'Or, la Commune de Juvignac accompagnée de la Métropole, a sollicité l'EPF aux fins de la signature d'une nouvelle convention pré-opérationnelle intégrant les axes 1 et 2 du programme pluriannuel d'intervention de l'EPF, portant d'une part sur le développement de l'offre de logement et notamment de logements sociaux en conformité avec le Programme Local de l'Habitat (PLH) et d'autre part, sur le volet économique qui nécessite d'accompagner la mutation de ce secteur et son redéploiement dans le périmètre.

Le périmètre d'intervention de l'EPF a sensiblement évolué par rapport au périmètre de la convention de 2017.

Pour mener à bien cette démarche, les parties ont convenu, dans un premier temps, de la mise en place d'une convention dite pré-opérationnelle afin :

- De réaliser, si besoin, les études foncières nécessaires à l'identification des périmètres à l'intérieur desquels une veille foncière s'avère nécessaire ;
- D'analyser et, le cas échéant, répondre aux premières opportunités foncières se présentant et susceptibles d'intéresser le futur projet ;
- De mener les études nécessaires en vue de préciser les intentions du projet.

C'est dans ce cadre qu'une convention pré-opérationnelle est proposée, visant à définir les engagements et obligations prises par les trois parties à la convention pour une durée de cinq ans et selon un engagement financier de 5 millions d'euros.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre la Commune de Juvignac, l'Etablissement Public Foncier Occitanie et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christian ASSAF, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- JUVIGNAC CONVENTION PRE OPERATIONNELLE TRIANGLE D'OR.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Avis

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Villeneuve-lès-Maguelone dispose sur son territoire de plusieurs sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont l'Eglise Saint-Etienne, classée au titre des monuments historiques par liste de 1840. Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) autour de l'Eglise Saint-Etienne. Cette proposition s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, par délibération du Conseil municipal du 18 juillet 2022, s'est prononcée favorablement quant au projet de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) de l'Eglise Saint-Etienne ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196066-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 337_VILLENEUVE_LES_MAGUELONE_Eglise_NoteJustificativeVF.pdf
- Villeneuve les Maguelone carte Proposition PDA Eglise 12000 mai 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Sébastien COTE, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Périmètres Délimités des Abords (PDA) du Château de Bonnier de la Mosson et du Domaine de Caunelles - Commune de Juvignac - Avis

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Commune de Juvignac dispose, sur son territoire, de sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale dont le château de Bonnier de la Mosson et le Domaine de Caunelles. Afin de protéger et mettre en valeur le patrimoine classé et inscrit, une servitude des abords intervient automatiquement au bénéfice de l'Architecte des Bâtiments de France. Elle attribue à ce dernier un droit de regard sur toute intervention envisagée à l'intérieur d'un périmètre de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques identifiés. Conformément aux dispositions prévues par le Code du Patrimoine (articles L.621-30 et suivants), dans ce périmètre, la protection au titre des abords « *s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, visible du monument historique ou visible en même temps que lui* ». Cette servitude permet de préserver les monuments historiques et leur environnement direct en s'assurant notamment de la qualité des travaux et aménagements qui interviennent dans le champ de visibilité ou de covisibilité des monuments historiques.

La loi du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains a ouvert la possibilité de modifier ce périmètre de 500 mètres. En complément, la loi du 7 juillet 2016 relative à la liberté de création, à l'architecture et au patrimoine a redéfini les dispositions applicables aux abords de monuments historiques. Dans ce contexte, conformément aux articles R.621-92 et suivants du Code du patrimoine, Monsieur le Préfet a porté à la connaissance de Montpellier Méditerranée Métropole une proposition de périmètre délimité des abords (PDA) concernant le château de Bonnier de la Mosson et une proposition de PDA concernant le Domaine de Caunelles. Ces propositions s'accompagnent chacune d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du patrimoine, la Commune de Juvignac, par délibération en date du 4 juillet 2022, s'est prononcée favorablement quant aux deux projets de PDA. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur ces propositions de périmètre, avant qu'ils ne soient soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur ces deux projets de PDA, éventuellement modifiés pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, les PDA seront créés par arrêté du Préfet puis annexés au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du château de Bonnier de la Mosson ;
- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Domaine de Caunelles ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196067-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220422_notice justificative.pdf
- 123_JUVIGNAC BONNIER DE LA MOSSON carte 8000 avril 2022.pdf
- 123_JUVIGNAC BONNIER DE LA MOSSON carte 12000 avril 2022.pdf
- 123_JUVIGNAC_Domaine de Caunelles_note justificative.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Projet de Périmètre Délimité des Abords (PDA) du Château et du Parc de la Piscine - Ville de Montpellier - Avis

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier dispose, sur son territoire, de nombreux sites protégés pour leur valeur historique et patrimoniale, dont le Château de la Piscine et son parc situés avenue de Lodève dans le quartier des Cévennes. Protégés au titre des Monuments Historiques par arrêté ministériel du 11 décembre 1942, le Château et le Parc de la Piscine bénéficient d'un périmètre de protection à leurs abords.

En application de la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la Solidarité et au Renouvellement Urbains (SRU) et de la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 relative à la Liberté de Création, à l'Architecture et au Patrimoine (LCAP), l'Architecte des Bâtiments de France a proposé de circonscrire ce périmètre de protection aux espaces réellement intéressants au plan patrimonial et qui participent effectivement à la préservation de leur environnement et à l'amélioration de leur qualité. Cette proposition, dite de « *périmètre délimité des abords* » (PDA), s'accompagne d'un plan et d'une notice justificative.

Conformément aux dispositions de l'article R.621-93 du Code du Patrimoine, la Ville de Montpellier, par délibération en date du 28 juin 2022, s'est prononcée favorablement. Montpellier Méditerranée Métropole doit maintenant se prononcer sur cette proposition de périmètre, avant qu'il ne soit soumis à enquête publique.

A l'issue de cette enquête et après reçu le rapport et les conclusions motivées du commissaire enquêteur, le Préfet sollicitera de nouveau Montpellier Méditerranée Métropole afin d'obtenir son accord sur le projet de PDA, éventuellement modifié pour tenir compte des conclusions de cette enquête publique. En cas d'accord, le PDA sera créé par arrêté du Préfet puis annexé au PLU au titre des servitudes d'utilité publique, aux conditions prévues à l'article L.153-60 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'émettre un avis favorable sur le projet de périmètre délimité des abords (PDA) du Château de la Piscine et son parc ;
- De prendre acte que le projet de périmètre délimité des abords (PDA) sera soumis à enquête publique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196038-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 172_MONTPELLIER_chateau de la piscine noticedescriptive.pdf

- 172_MONTPELLIER_PDA7000_Chateau Piscine.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Max LEVITA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI

Aménagement durable - Convention de fonds de concours 2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Saussan, Cournonsec et Castelnau-le-Lez - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole réalise au titre de ses compétences, notamment en matière de voirie et d'espaces publics, des opérations qui contribuent à l'amélioration du cadre de vie des habitants des communes et participent au développement et à l'aménagement du territoire de la Métropole.

En application des articles L.5217-7 et L.5215-26 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une commune peut prendre en charge une partie du financement de la réalisation d'une opération par le versement d'un fonds de concours à la Métropole. Le montant total des fonds de concours qui peuvent être perçus au titre d'une opération ne peut excéder la part de financement assurée, hors subvention, par la Métropole.

Certaines communes des Pôles Territoriaux de la Métropole souhaitent apporter des fonds de concours pour la réalisation de divers aménagements (voirie, achat de mobilier urbain, réseaux secs et éclairage public). Les communes soumettront prochainement l'approbation de ces fonds de concours à leurs Conseils municipaux respectifs.

Les montants de fonds de concours, établis en fonction des budgets prévisionnels nets de subvention de chacune des opérations envisagées, tels que définis dans les projets de convention sont les suivants :

Pôle Plaine Ouest

Saussan :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Requalification de la rue Horts des Vernis	426 000 €	355 000 €	49,30 %	175 000 €

Cournonsec :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Requalification de la rue des Ecoles	140 400 €	117 000 €	47 %	55 000 €
Réfection de la rue Ricard	81 600 €	68 000 €	44,1 %	30 000 €
Aménagement sécurité rue des Maseliers	48 000 €	40 000 €	37,5 %	15 000 €

Pôle Vallée du Lez

Castelnau-le-Lez :

Intitulé de l'opération	Montant TTC de l'opération	Montant HT de l'opération	Taux du fonds de concours	Montant du fonds de concours
Rue Mendrous Sablassou	746 100 €	621 750 €	49 %	304 658 €
Rue Emile Combes	382 805 €	319 004,17 €	49 %	156 312 €
Avenue des Centurions et rue d'Allut (études)	111 877,20 €	93 231 €	49 %	45 683 €
Allée du docteur Constantin	343 000 €	285 833,33 €	49 %	144 958 €

Rue Emile Combes (réseaux secs)	118 503€	98 752,50€	49%	48 389 €
------------------------------------	----------	------------	-----	----------

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les versements des fonds de concours décrits ci-dessus ;
- D'approuver les termes des conventions définissant les modalités de versement des fonds de concours ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194699-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FDC SAU 2022.pdf
- convention FDC CLL 2022.pdf
- Convention FDC COS 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Sport de haut niveau - Dispositifs à destination des athlètes de haut niveau - Attribution de subventions - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est un acteur engagé en faveur du soutien aux clubs et associations sportives phares du territoire. Par délibération en date du 18 septembre 2002, le Conseil communautaire a déterminé les critères d'intervention dans le domaine sportif et notamment son rôle dans la diffusion du sport de haut niveau. Par délibération en date du 3 décembre 2018, puis par décision du Comité d'Organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024, Montpellier Méditerranée Métropole a été labellisée « Terre de Jeux » et « Centre de Préparation aux Jeux ».

Aussi, selon des critères de notoriété et de diffusion de l'image de la Métropole au plan national, européen et international, le Conseil de Métropole vote chaque année des subventions de fonctionnement afin d'aider les clubs et associations sportives à mener à bien leurs activités et leurs projets. Montpellier Méditerranée Métropole poursuit cette politique sportive ambitieuse en faveur de la fidélisation des athlètes sur notre territoire qui font la fierté des habitants et qui contribuent à l'image dynamique de la Métropole.

Par délibération n° M2021-313 en date du 28 juillet 2021, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de deux dispositifs à destination des athlètes de haut niveau du territoire de la Métropole :

- Une aide individuelle dédiée au développement de la performance sportive de l'athlète ;
- Un partenariat pour désigner des « Ambassadrices & Ambassadeurs » du sport de Montpellier.

Le jury présidé par le Vice-Président délégué aux politiques sportives et composé d'experts du sport s'est réuni le 1^{er} juin 2022 pour sélectionner les athlètes aidés.

Les athlètes sélectionnés et les aides attribuées dans ce cadre de ces deux dispositifs figurent dans les deux tableaux ci-dessous.

I – Aide individuelle en faveur du développement de la performance sportive

Les participations financières figurant au tableau sont accordées, pour l'année 2022, aux athlètes dont les noms figurent sur le même document. La dépense totale s'élève à 68 500 €.

Nom	Prénom	Liste Ministérielle Hors Liste	Sport	Discipline sportive	Club	Montant de l'aide
BEDART	Samuel	Haut Niveau Sénior	Taekwondo	Combat	3M Taekwondo	1 000 €
BELKACEMI	Leslie	Haut Niveau Sénior	Sauvetage Sportif	Eau plate	Aqualove Montpellier Sauvetage	1 000 €
BERGERON	Tom	Haut Niveau Relève	Sauvetage Sportif	toutes disciplines	Aqualove Montpellier Sauvetage	1 500 €
BERTRAND	Luca	Collectif National	Cyclisme	Bmx Freestyle	Montpellier BMX	1 500 €
BLIEK-PANNETIER	Maxime	Espoir	Natation	Water-Polo	Montpellier Water-Polo	1 500 €
BRETÉCHER	Camille	Haut Niveau Relève	Canoë-kayak	Kayak-polo	3M Canoë-Kayak Université Club	1 500 €
CANET	Arthur	Haut Niveau Relève	Volley-Ball	Beach-Volley	Montpellier Beach Volley	1 500 €
CHAAL	Kenza	Haut Niveau Sénior	Cyclisme	Bmx Freestyle	Montpellier Attitude	1 000 €
CHABOUNI	Khalil	Haut Niveau Relève	Danse	Breaking	Montpellier Hérault Breaking Club	1 500 €
CLAMARON	Johna	Espoir	Handball	Handball	MHB Montpellier	1 500 €

DELOS	Ludivine	Haut Niveau Relève	Force	Force Athlétique	Force Occitane Le Crès	1 500 €
DENIS	Magalie	Hors liste	Equitation	Horse-ball	Montpellier Horse-ball	1 500 €
DESCOUX	Mathilde	Haut Niveau Relève	Athlétisme	400m	Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole	1 500 €
DORCESCU	Dénis	Collectif National	Tennis de Table	Tennis de Table	Montpellier Tennis de Table	1 500 €
DURAND	Sven	Espoir	Athlétisme	Demi-fond	Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole	1 500 €
EL YAZIDI	Omar	Haut Niveau Relève	Taekwondo	Combat	3M Taekwondo	1 500 €
ENGONE-NGUEMA	Jelissa	Haut Niveau Relève	Taekwondo	Combat	3M Taekwondo	1 500 €
FACELINA	Maude	Espoir	Hockey sur glace	Hockey sur glace	Montpellier Métropole Hockey Club	1 500 €
FLORIMONT	Jolan	Collectif National	Judo	Judo	Montpellier Judo Olympic	1 500 €
GARCIA	Théo	Espoir	Baseball & Softball	Baseball	MUC Barracudas Baseball Softball	1 500 €
GERARDIN	Raphaël	Collectif National	Athlétisme	24 heures course à pied	Pérols Footing	1 500 €
GRASSIN	Eva	Haut Niveau Relève	Judo	Judo	Montpellier Judo Olympic	1 500 €
LE GRIX	Titouan	Haut Niveau Relève	Athlétisme	3000m Steeple	Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole	1 500 €
LEVEL	Téo	Espoir	Cyclisme	Bmx Freestyle	Montpellier Attitude	1 500 €
LOE-OUTREY	Kiéra	Espoir	Volley-Ball	Volley-Ball	AS Beaux-Arts Montpellier	1 500 €
LORUSSO	Matteo	Haut Niveau Relève	Athlétisme	400m	Montpellier Athlétique Méditerranée Métropole	1 500 €
MACIPE	Anna	Espoir	Rugby	Rugby à XV	Montpellier Hérault Rugby Club	1 500 €
MARTINEZ	Coleen	Haut Niveau Elite	Roller Hockey	Roller Hockey	MUC Mantas	1 000 €
MAZET-VIGNAUD	Luan	Espoir	Natation	Para-Natation	Montpellier Paillade Natation	1 500 €
MELIS	Emma	Espoir	Judo	Judo	Montpellier Judo Olympic	1 500 €
MORIEN	Quentin	Collectif National	Cyclisme	BMX Freestyle	Pic Adrenaline Montpellier	1 500 €
NAVARRO	Liam	Collectif National	Baseball & Softball	Baseball	MUC Barracudas Baseball Softball	1 500 €
NAYRAL	Mathis	Haut Niveau Sénior	Baseball & Softball	Baseball	MUC Barracudas Baseball Softball	1 000 €
OUDAI	Yanis	Haut Niveau Relève	Taekwondo	Combat	3M Taekwondo	1 500 €
PAWLAK	Lucie	Espoir	Tennis	simple et double	ASPTT Montpellier Métropole	1 500 €
PENA	Margaux	Espoir	Motocyclisme	Trial	Trial Club Fabrègues	1 500 €
PICARD	Anthony	Haut Niveau Relève	Kitesurf	Kitefoil	Kite et windsurf Maguelone	1 500 €
PUCHLY	Thomas	Haut Niveau Relève	Judo	Judo	Montpellier Judo Olympic	1 500 €

RENAUD	Malo	Haut Niveau Relève	Kitesurf	Freestyle	Ride Academy Pérols	1 500 €
ROQUES	Tamara	Espoir	Natation	Natation	3M MUC Natation	1 500 €
ROTAR	Téo	Haut Niveau Relève	Volley-Ball	Beach-Volley	Montpellier Beach Volley	1 500 €
ROUVELET	Titoan	Espoir	Rugby	Rugby à XV	Montpellier Hérault Rugby Club	1 500 €
SAVIOZ	Vincente	Espoir	Golf	Golf	Golf Club Montpellier Massane	1 500 €
SEBASTIAN	Victoria	Haut Niveau Relève	Tir à l'arc	Arc classique	Montpellier Arc Club	1 500 €
SEGLAR	Sarah	Collectif National	Taekwondo	Combat	3M Taekwondo	1 500 €
SEGUIN	Yanis	Haut Niveau Relève	Triathlon	Triathlon	Montpellier Triathlon	1 500 €
VIALETTES	Dylan	Haut Niveau Sénior	Sauvetage Sportif	Sauvetage Sportif	Aqualove Sauvetae Montpellier	1 000 €
ZEMOURA	ELENA	Haut Niveau Sénior	Basket-Ball	5X5 , 3X3	Basket Lattes Montpellier Association	1 000 €

II – Dispositif « Ambassadrice & Ambassadeur » du sport métropolitain

Les participations financières figurant au tableau sont accordées annuellement (2022 et 2023), dans la limite de deux années, aux athlètes dont les noms figurent sur le même document.

Civilité	Nom	Prénom	Liste ministérielle	Sport	Discipline Sportive	Club d'appartenance	Montant annuel de l'aide
F	GODET	Aurélié	Haut Niveau Sénior	Wakeboard	Wakeboard Câble	Switchtoeside Lattes	4 000 €
M	LEBRUN	Alexis	Haut Niveau Relève	Tennis de Table	Tennis de Table	Montpellier Tennis de Table	4 000 €
M	MAUREL-NAVARRO	Brice	Haut Niveau Sénior	Rugby	Rugby-fauteuil	Montpellier Handi Rugby	4 000 €
F	RAMONATXO	Lily	Haut Niveau Relève	Gymnastique Rythmique	GR - Individuelle	Montpellier 3M GRS	4 000 €
F	TOURE	Migna	Haut Niveau Elite	Basket-ball	5x5 et 3x3	BLMA Lattes	4 000 €

Par ailleurs, afin de continuer à développer ces actions en faveur d'un plus grand nombre de jeunes sportives et sportifs accompagnés, il convient de retirer la limite prévue pour le nombre d'athlètes (2) pouvant être associé à Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du dispositif « Ambassadrice et Ambassadeur du sport métropolitain » et, par conséquent, de modifier le règlement en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des d'objectifs pour les athlètes de haut niveau ;
- D'approuver les termes des conventions d'objectifs ;
- D'approuver la modification du règlement fixant les modalités d'attribution des aides financières ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, M. Serge GUISEPPIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY,
M. Cyril MEUNIER, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195598-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LE_REGLEMENT_D_ATTRIBUTION_DES_AIDES.docx

- Modèle convention d'objectifs ambassadeur.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Candidature de Montpellier Capitale Européenne de la Culture 2028 - Attribution d'une subvention à l'association - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a décidé d'approuver la création et les statuts de l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » et d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association ainsi que le paiement de la cotisation.

Cette association constitue le support de la candidature de la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète-Agglomération, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés qui se sont ainsi unies pour porter ensemble un projet commun, utilisant le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire. Cette dynamique partenariale permettra une mobilisation de la population autour des arts et de la culture, un renforcement du rayonnement international du territoire, une valorisation de son image auprès des citoyens, le renforcement des synergies au sein du secteur culturel, une sensibilisation et un accès à la culture favorisé, ainsi que la stimulation du tourisme culturel.

Une première étape a été marquée par la réunion de l'assemblée générale constitutive de l'association le 8 juin dernier qui a acté de la création administrative de « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* », de ses missions et des grandes orientations du projet. L'association a vocation en particulier à établir le dossier de candidature, coordonner et animer des projets de partenariats, fixer les objectifs et orientations de la programmation culturelle et mobiliser des financements publics et privés.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter une subvention de 150 000 € à l'association au titre de l'année 2022, qui marque l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole dans la candidature.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution d'une subvention de fonctionnement à l'association « *Montpellier 2028 - Capitale Européenne de la Culture* » sous réserve de la signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196164-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_ConventionAttribution_Montpellier2028.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention cadre de partenariat "Culture" entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry Montpellier 3 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole conduit dans le champ de ses compétences le projet d'aménagement et de développement de son territoire, dont la culture et le patrimoine sont des axes structurants. Partie prenante des dynamiques de formation, de recherche, d'innovation, de création et d'entrepreneuriat qui peuvent être impulsées et développées sur l'aire métropolitaine, elle accompagne les initiatives et les projets qui répondent aux enjeux sociétaux, dessinent le territoire de demain et l'inscrivent dans une dimension internationale.

Cette approche stratégique se nourrit des partenariats avec les acteurs clés du territoire. Parmi ses partenaires de premier plan, l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 est une institution qui joue un rôle moteur en tant qu'acteur de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la politique culturelle du territoire. Ouverte sur le monde et défendant une vision citoyenne, durable et responsable de l'université, elle est indissociable de l'histoire et du rayonnement du territoire. En lien étroit avec la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole entend ainsi développer les liens de partenariat, déjà nombreux, avec l'Université Paul-Valéry Montpellier 3, en capitalisant sur les collaborations existantes et en élargissant le périmètre des coopérations dans le champ culturel.

Ce partenariat renforcé prend toute sa dimension dans le cadre de la candidature commune de Capitale Européenne de la Culture portée par la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Sète, Sète Agglopôle, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et nombre de collectivités à leurs côtés, qui se sont unies pour utiliser le levier de la culture au service d'une politique ambitieuse et d'une transformation durable du territoire.

Il est ainsi proposée une convention-cadre de partenariat entre la Métropole, la Ville et l'Université, qui investit trois grands champs de coopération commun aux trois institutions :

- Le développement de l'offre artistique, culturelle, patrimoniale et l'accès à la culture pour tous ;
- La formation et la recherche dans le champ culturel et patrimonial ;
- Le rayonnement culturel du territoire.

Cette convention sera déclinée en conventions d'application qui donneront plus précisément les éléments des partenariats à intervenir, ainsi que leur budget prévisionnel. Elle court sur une période allant de sa date de signature jusqu'au 31 juillet 2025, de manière à couvrir trois années universitaires. Elle sera pilotée par un comité comprenant des représentants des trois institutions, assisté par un comité de suivi composé notamment des différents chefs de projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention-cadre de partenariat « Culture » entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Université Paul Valéry-Montpellier 3 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-190766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention UPV_3M_Ville.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Céline PINTARD, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Animation du territoire - Fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale - Troisième trimestre 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a fait approuver par délibération n°M2020-306 les nouvelles modalités d'application du Fonds d'Aide à la Création et à la Diffusion du Théâtre et du Spectacle Vivant qui contribue à soutenir la vitalité artistique sur son territoire en permettant une plus large diffusion de spectacles créés et joués par des compagnies locales. Ce dispositif bénéficie aux compagnies installées sur le territoire de la Métropole, à condition qu'elles soient programmées dans la Métropole, et ce dans le cadre d'une convention.

Les projets financés doivent répondre aux critères suivants :

- Intégration dans la programmation *a minima* d'un lieu de diffusion de la Métropole ;
- Rédaction d'un contrat de cession ou de coréalisation avec minimum garanti pour la compagnie ;
- Nécessité d'avoir une reconnaissance professionnelle via la licence d'entrepreneur de spectacle ;
- Obligation pour la compagnie bénéficiaire d'être installée sur le territoire de la Métropole ;
- Forte incitation à la diffusion d'une série pour le spectacle ou le projet aidé ;
- Irrigation la plus large possible du nombre de communes de la Métropole ;
- Mise en œuvre d'un parcours d'aide à la création entre les différentes structures d'accueil de la compagnie pour une ou plusieurs étapes de travail, tout au long du processus de création ;
- L'aide peut apparaître comme un apport en production auprès des autres partenaires institutionnels.

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer l'aide à la Création et la Diffusion Théâtrale et au Spectacle Vivant aux 25 compagnies suivantes, pour les projets ci-dessous énoncés, pour un montant total de 63 793 € :

Spectacle	Diffuseur	Compagnie	Dates	Nombre de représentations	Nature de la représentation	aide proposée
Bonsoir ça va commencer	La Vista	Blabla Productions	mars 22	2	Spectacle cirque tout public dès 8 ans	1 300
Kiss and Fly	La Vista	Etre en scène	fev 22	3	Spectacle danse tout public à partir de 10 ans	2 000
La visite de la vieille dame	La Vista	Cies des têtes de bois	8 et 9 avril	2	Théâtre à partir de 12 ans	2 300
Mission Dizzy 3021	La Vista	Klub Klamauk (Bett Betty)	22 et 23 avril 2022	3	Spectacle concert jazz à partir de 6 ans	2 700
Des yeux pour te regarder	Théâtre Jérôme Savary	Cie Méli Mélodie	17 et 18 février 2022	3	Spectacle jeune public de 4 à 7 ans	3 100
Puisette et fragile	Théâtre Jérôme Savary	Cie Paradisiaque	24 et 25 mars 2022	3	Théâtre – Danse jeune public à partir de 3 ans	2 300
lopez lopez	La Passerelle	Les gens du quai	7-sept.	1	Danse contemporaine	2 000
Les swing cocottes	Théâtre de Verduze	Cie Les Herbes Folles	22-juil-22	1	Spectacle concert	948
Banan'N Jug	Théâtre de Verduze	Label Folie	23-juil-22	1	Concert	1 500

Sophie les bas bleus	Théâtre de Verdure	Association Murdange	24-juil-22	1	Concert	1 200
L'humanité était mon horizon : procès de l'intelligence artificielle	Kiasma	Primesautier Théâtre	08-avr	1	Théâtre	1 600
Bonsoir ça va commencer	Th J Savary	Blabla productions	16-janv-22	1	Spectacle cirque tout public dès 8 ans	1 600
Nos cabanes	Site Lattara Musée Henri Prades	Cie Acétone	17/08/2022	1	Théâtre	1 350
Pour bien dormir	Kiasma	Mecanika	30, 31 mai et 2 juin 2022	6	Spectacle jeune public à partir de 3 ans	3 600
Kairos	kiasma	Marecage	10-mars-22	1	Danse contemporaine	1 400
MADAM# 4 Je préfère être une cyborg qu'une déesse	Kiasma	Exit Cie	05-avr-22	1	Théâtre	2 215
Les petits tous	Le Chai du Terral	Blabla Productions	8 au 10 dec	5	Cirque d'objets, tout public à partir de 4 ans	2 000
La fabuleuse expédition du professeur Ferguson	Le Chai du Terral	Noir Titane	13 au 15 dec	5	Spectacle jeune public à partir de 6 ans	3 000
Looking for Quichotte	Le Chai du Terral	L'individu	18-nov	1	Théâtre	1 400
"Attention, ça tourne"	Th J Savary	CIA	nov 22	1	Théâtre	7 500
Dehors Poquelin !	Th J Savary	Cie Bruit qui court	nov-22	1	Théâtre	2 500
Où est passé Bérenger	Th J Savary	Cie Arborescence	Nov 22	3	Théâtre	5 000

Et voilà notre théâtre	Th J Cœur	Cie Provisoire	21 oct/18 nov/ 9 déc	3	Théâtre	2 500
Gardarem Lo moral	bulle bleue	cie Allegria Kryptonite	08-oct	1	Conférence contée en duo	3 000
Interlude(s)	Kiasma	Marécages / B. Tricha	samedi 1er octobre / 10h 45	1	Danse contemporaine	1 500
Les blessures des crocodiles	Kiasma	La Maison Théâtre	jeudi 24 novembre 2022	1	Théâtre	1 500
Nous aurons la liberté	festin de rue	Cie Action d'Espace	10 et 11 sept	2	Théâtre	1 580
Autrement qu'ainsi	festin de rue	Etre en scene	10 et 11 sept	4	Danse	1 200

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution des subventions dans le cadre du fonds d'aide à la création et à la diffusion théâtrale et au spectacle vivant, aux 25 compagnies listées ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196578-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 3M_Convention_Subvention_FACDT1646758537591.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Florence BRAU, Bernadette CONTE-ARRANZ, Alenka DOULAIN, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Animation du territoire - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires en faveur d'une politique patrimoniale structurée - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Une politique patrimoniale à l'échelle métropolitaine

Montpellier Méditerranée Métropole a compétence sur son territoire pour développer des actions d'animation dans le domaine culturel d'intérêt métropolitain, développer les actions de type touristique et pour ce faire participer aux opérations d'aménagement. Aussi Montpellier Méditerranée Métropole développe une politique volontariste en faveur de la culture et du patrimoine, marquée notamment par les candidatures au titre de Capitale européenne de la culture 2028 et à l'UNESCO.

Dans ce même sens, Montpellier Méditerranée Métropole a également obtenu le label Pays d'art et d'histoire le 11 mars 2020, par signature d'une convention avec le ministère de la Culture. L'appellation Ville ou Pays d'art et d'histoire qualifie des territoires qui s'engagent dans une démarche active de préservation, de connaissance et de médiation dans les champs de l'architecture, l'histoire, le paysage et l'urbanisme. Par là même, les habitants s'approprient l'identité de leur territoire et investissent leur cadre de vie, tandis que les visiteurs disposent d'une offre de découverte de qualité.

Intégrée au pôle Culture et patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole, la mission Patrimoines met en place, développe et promeut les actions de valorisation des patrimoines sur le territoire des trente et une communes. Elle assure la coordination et la transversalité avec l'ensemble des services et des communes, tant d'un point de vue des politiques culturelles, qu'urbaines et paysagères. Elle pilote de ce fait la mise en œuvre de la convention Pays d'art et d'histoire.

Une politique patrimoniale à l'échelle des communes

Les trente et une communes du territoire, comme partie intégrante de Montpellier Méditerranée Métropole, bénéficient chacune de l'appellation Pays d'art et d'histoire.

Toutes les communes peuvent désormais également profiter du soutien financier de Montpellier Méditerranée Métropole sur demande et de façon ponctuelle, pour certains projets de restauration et de valorisation de leurs patrimoines. En effet, deux dispositifs complémentaires ont été votés en ce sens par le Conseil métropolitain du 31 mai 2022.

Parmi toutes les communes, certaines s'engagent plus encore et souhaitent mettre en place une politique cohérente et qualitative de valorisation patrimoniale sur leurs territoires, en coordination avec Montpellier Méditerranée Métropole et les autres communes du territoire.

Une dynamique déjà à l'œuvre

Trois communes, Castelnau-le-Lez, Juvignac et Le Crès, se sont d'ores et déjà lancées dans l'aventure. Plusieurs projets en cours témoignent du partenariat fructueux entrepris entre ces communes et Montpellier Méditerranée Métropole, en faveur de la connaissance, la conservation et la valorisation des patrimoines parmi lesquels :

- Le lancement d'une campagne d'inventaire systématique du patrimoine du Crès, programmée à l'automne ;
- La publication d'un livret *Focus* sur l'histoire de Castelnau-le-Lez, prévue pour les prochaines Journées européennes du patrimoine ;
- La publication d'un livret *Focus* sur le domaine de Fontcaude à Juvignac, également prévue pour septembre ainsi que la création d'un parcours de découverte du site adapté au public en âge scolaire.

A son niveau, Montpellier Méditerranée Métropole encourage les initiatives par son soutien financier et humain. Elle apporte également son expertise par un accompagnement technique rapproché, en tant que porteur de la convention Pays d'art et d'histoire et garant des attendus de qualité associés.

De leurs côtés, les communes mettent en œuvre des moyens humains et/ou financiers pour développer leur politique patrimoniale. Elles assurent des relais actifs et mobilisés, en prise directe avec les éléments patrimoniaux à valoriser et les acteurs associatifs.

Une politique qui se structure

Après cette première phase d'expérimentation, un projet de convention-cadre a été préparé, afin de formaliser et décrire les modalités de ce partenariat.

La convention-cadre vise plusieurs objectifs :

- Mettre en œuvre de façon concertée une politique globale de valorisation des patrimoines à l'échelle de la métropole ;
- Favoriser les actions conjointes entre Commune et Métropole d'une part, entre les différentes communes de la métropole d'autre part ;
- Mutualiser les moyens pour plus d'efficacité dans les projets ;
- Garantir la cohérence et la qualité des actions mises en œuvre.

Chaque convention-cadre est prévue pour être complétée chaque année par un programme d'actions concerté entre Montpellier Méditerranée Métropole et chaque commune signataire, qui précise les projets à mener ainsi que la répartition financière.

Montpellier Méditerranée Métropole effectue conjointement avec chaque commune le bilan des actions réalisées au cours de l'année écoulée. En sus de la nécessaire évaluation qualitative et quantitative des actions, ce travail permet d'amender le bilan annuel du Pays d'art et d'histoire, transmis par Montpellier Méditerranée Métropole à la DRAC Occitanie.

Chaque convention-cadre est prévue pour prendre effet à compter de sa signature et fin le 31 décembre 2026.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la démarche de développement partenarial des politiques patrimoniales du territoire entre Montpellier Méditerranée Métropole et les communes volontaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195371-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention communes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Site archéologique Lattara - Musée archéologique Henri Prades - Mise en valeur du complexe archéologique - Aménagement d'un parcours archéologique et création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain - Lancement de l'opération - Approbation du programme, du planning et du budget de l'opération - Lancement du concours de maîtrise d'œuvre - Dépôt de demandes d'autorisations d'urbanisme - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1- EXPOSÉ DE L'OPÉRATION

Un site et un patrimoine archéologique majeur : un port gaulois unique en méditerranée

Lieu majeur de la politique culturelle métropolitaine, le Site archéologique Lattara – musée Henri Prades est inscrit au cœur d'un territoire métropolitain dynamique et riche de nombreux points d'intérêts culturels et patrimoniaux, porté par un fort élan démographique, urbain, culturel et touristique. Outre sa collection permanente, il développe un programme d'actions comprenant des expositions temporaires, des animations pour tous publics et des ateliers pédagogiques diversifiés. Le Musée, dont les collections permanentes sont constituées en grande partie par le mobilier archéologique extrait des fouilles du site de l'antique Lattara, s'enrichit de manière régulière des objets découverts sur le site et ses alentours lors des campagnes de fouilles (préventives et programmées).

Une programmation complète de la requalification et du développement du site

Dans le cadre du développement et de la mise en valeur du complexe archéologique, un accord-cadre n°4921DC17 de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour la valorisation du site archéologique Lattara – musée Henri Prades et la création d'un Centre de Conservation et d'Étude métropolitain et d'équipements complémentaires a été conclu avec la société AG Studio Programme.

Cette mission a consisté en des prestations de programmation et d'assistance à maîtrise d'ouvrage relatives à la valorisation du site archéologique et de ses équipements, incluant l'ensemble des aménagements et équipements à prévoir, notamment les éléments suivants :

- L'aménagement d'un parcours de valorisation paysagère accessible au public sur le site archéologique et le traitement des espaces extérieurs et des relations entre le musée et le site ;
- La création d'un Centre de Conservation et d'Étude métropolitain, en lieu et place d'anciens chais viticoles acquis en 2009 (« *Mas Saint Sauveur* ») ;
- La définition de la médiation des activités scientifiques sur le site archéologique.

Un projet de territoire soutenu, encadré et attendu

Depuis février 2019, plusieurs comités de pilotage et comités scientifiques encadrés par le Pôle Culture et Patrimoine de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que par Diane DUSSEAUX (Directrice du site archéologique Lattara – musée Henri Prades) et son équipe se sont tenus pour définir les axes stratégiques du programme de travaux et d'aménagements nécessaires en vue de l'ouverture du site archéologique au public et de la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain.

À travers cette opération ambitieuse, la valorisation à venir du site archéologique de Lattara participera au développement touristique et culturel du territoire. Les éléments constitutifs de cette opération de valorisation considérée comme un tout, devront être menés dans un souci de cohérence globale, avec une gestion fine de leurs interfaces. Leur mise en œuvre devra ainsi nécessairement faire l'objet d'une opération unique.

Cette opération sera également l'occasion de mettre en avant les actions et engagements menés depuis de nombreuses années sur place en faveur de la recherche scientifique, de l'étude et de la diffusion des connaissances.

Le complexe archéologique de Lattes - composé du musée Henri Prades, du site archéologique et d'un futur Centre de Conservation, de Recherche et d'Étude (CCE) - se posera ainsi en référence en matière de recherche scientifique et de médiation autour de l'archéologie.

Le comité de pilotage de l'opération Lattara réunissant le 29 mars 2022 les partenaires financiers de l'opération ont validé les principes du programme et les montants à hauteur de 8 200 000 € TTC pour la valorisation du site et 8 600 000 € TTC pour le CCE, incluant les dispositifs et contenus de médiation pour un montant prévisionnel de 1 100 000 € HT (montants valeur mars 2022). Le budget prévisionnel global de l'opération est estimé à 14 000 000 € HT, soit 16 800 000 € TTC (valeur mars 2022).

Une opération constituée de 3 composantes imbriquées à concevoir globalement

L'opération Lattara est un ensemble unique, global et cohérent, qui allie la recherche, l'étude, la présentation et la médiation du phénomène archéologique. En ce sens il constituera un écosystème complet dont les composantes seront non seulement complémentaires, mais également interdépendantes. Elles devront donc être conçues de manière globale et parfaitement orchestrées pour des raisons de cohérence et de maîtrise des fonctionnalités, d'économie de l'exploitation, de sécurisation des biens culturels abrités. Un concours unique de maîtrise d'œuvre pour en assurer la conception et la mise en œuvre s'avère ainsi impératif.

Les différentes études menées ont permis de définir un ensemble global parfaitement cohérent et d'apprécier un niveau de faisabilité très satisfaisant pour tous les éléments constitutifs du projet. Elles ont abouti à l'élaboration de plusieurs documents programmatiques qui ont été présentés et validés en comités de pilotage. Il s'est agi, dans l'optique de la requalification globale du site, de produire un Programme fonctionnel et technique détaillé relatif à la mise en valeur du site archéologique, en intégrant tous les paramètres afférents au site, et en s'appuyant sur les études déjà menées. De même, un Programme architectural, fonctionnel et technique détaillé du Centre de Conservation et d'Études a été établi, en concertation avec les partenaires scientifiques et institutionnels du site, ainsi qu'un Projet d'établissement et charte de fonctionnement pour cet équipement. En complément de ces éléments, a été élaboré un Programme de médiation générale de visite du site, toujours en étroite collaboration avec les partenaires scientifiques du site.

Les grandes caractéristiques en sont les suivantes :

Ouvrage 1 : Aménagement d'un parcours d'interprétation archéologique sur le site antique

Le site archéologique de Lattara est accolé au musée Henri Prades, ouvert au public en 1986 afin de présenter le résultat des fouilles archéologiques menées à Lattes. Le musée expose une grande diversité d'objets souvent uniques en Europe qui illustrent la vie quotidienne des habitants de Lattara à l'époque gallo-romaine. Ces collections témoignent de la vocation marchande du port antique et de ses relations privilégiées et précoces avec le monde méditerranéen. Au troisième étage du musée, un point de vue général sur le site archéologique ainsi qu'une maquette permettent aux visiteurs de situer les vestiges et de comprendre l'emprise de la ville antique. Au titre de la présente opération, un dispositif de réalité augmentée permettant de lire la ville aux différentes époques viendra compléter cette approche globale du site.

Le futur parcours de visite du site, composé de quatorze stations de médiation, fera écho aux thématiques développées par le musée et proposera une lecture des vestiges archéologiques à travers l'histoire du développement urbain du site. Les supports d'interprétation pourront renvoyer à des œuvres exposées au sein du musée grâce à des illustrations ou du graphisme. Dans un souci de cohérence et de correspondance avec la stratégie globale mise en place, les activités du Centre de conservation et d'études pourront être évoquées lors de visites spécifiques, ou à travers un contenu thématique intégré au compagnon de visite (audio ou visio-guide), donnant des informations sur les conditions de découverte des vestiges et sur la pratique de l'archéologie, rappelant les activités du CCE mises en avant dans le futur Portail de l'archéologie ouvert au public.

Le parcours de visite du site entrera ainsi en résonance avec le musée mais également, dans une moindre mesure, avec le Centre de conservation et d'études. En effet, de manière unique en France, le visiteur pourra découvrir sur place l'ensemble de la chaîne opératoire de l'archéologie, de la fouille jusqu'à la diffusion et la valorisation au sein du musée, en passant par la diversité des études menées en laboratoire.

La surface approximative des espaces à traiter est conséquente : de l'ordre de 66 000 m² d'espaces du site archéologique, auxquels s'ajoutent environ 2 500 m² d'espaces extérieurs périphériques (abords, parvis, parking).

Les Séquences de visite :

- **Le parvis d'accès comme marquage urbain du site :**

Un ensemble d'ouvrages sera conçu pour manifester la présence du site, accueillir et informer le visiteur avant même d'avoir pénétré le portail d'entrée : un traitement des sols spécifique, un traitement paysager de lissage visuel des abords, des dispositifs signalétiques d'annonce, des dispositifs d'information, des clôtures harmonieuses et une palissade délimitant l'espace public de l'espace privé (site archéologique, musée, CCE). Les objectifs de cette première séquence seront d'attiser la curiosité des visiteurs et d'inciter à la visite du site ;

- **La cour d'entrée :**

La cour d'entrée du site archéologique sera particulièrement soignée. Elle constituera, sous la forme d'un îlot de fraîcheur convivial, la première séquence d'information et d'orientation des publics pour l'accès au musée Henri Prades, au parcours de visite du site archéologique et au Portail archéologique du CCE. Les objectifs seront d'assurer la bonne information concernant les différentes offres de visite mais également d'offrir une zone de convivialité et de déambulation entre les différents bâtis (Musée, CCE, Portail archéologique, espaces de médiation, ...). Un espace extérieur qualitatif sera proposé grâce au traitement paysager, au traitement de l'eau ainsi qu'à l'installation de mobiliers urbains (tables et bancs abrités, ombrages...) pour assurer des temps de pause et d'échanges ;

- **L'Interface Musée/site :**

L'interface entre le musée et le site sera constitué d'un nouvel espace d'accueil-billetterie en lieu et place de l'accueil du musée actuel, et d'un accès au parcours de visite archéologique en extérieur sous la forme d'un « *deck* » extérieur dominant le site. La séquence se composera donc d'un premier espace intérieur avec le comptoir de vente, l'espace boutique et l'ensemble des dispositifs d'information nécessaires pour les visiteurs. Un second espace extérieur matérialisé par un deck légèrement surélevé, avec une rampe destinée aux Personnes à Mobilité Réduite, marquera le début du parcours de visite proprement dit. Cet ouvrage permettra, d'une part la mise en scène du site archéologique, et d'autre part, de participer à la nouvelle façade arrière du musée.

Les objectifs fonctionnels de cette séquence seront d'informer le visiteur sur l'ampleur du parcours et de le guider vers le cheminement principal. Le deck constituera aussi bien le début que la fin du parcours depuis lequel les visiteurs pourront monter au « *Point haut* » du site en forme de belvédère, accessible par une structure accolée au bâtiment actuel, formant une nouvelle façade du musée, potentiellement végétalisée, afin de contempler le territoire et d'appréhender l'ancienne dimension portuaire du site.

- **Le Site archéologique en 14 stations :**

Cette séquence est composée du « *Point haut* » évoqué précédemment, de 14 stations d'interprétation et d'un Jardin d'archéologie expérimentale présentant la reconstitution d'une maison gauloise. Ce parcours entre en résonance avec le musée Henri Prades et délimite l'emprise de la ville antique intra-muros. Des dispositifs liés au confort des usagers seront adaptés au contenu et aux usages souhaités pour chaque station. Les stations sont systématiquement composées de panneaux d'interprétation et éventuellement de dispositifs de médiation de type « *low-tech* ». Certaines seront agrémentées de mobiliers spécifiques (de type assises, abri...) pour créer des temps d'arrêt et de contemplation des vestiges et de l'ensemble du site. Une station un peu plus consistante pourra même proposer un temps d'arrêt plus long pour d'éventuels activités de plein air. Enfin un ensemble de principes d'aménagements paysagers permettront à la fois d'identifier le cheminement du parcours, mais également de mettre en valeur les vestiges. Les différentes installations veilleront à immerger le visiteur dans le site et rendre lisible sa lecture.

Un phasage de réalisation progressif :

L'objectif est d'ouvrir le site archéologique au public de façon progressive, selon un phasage en 3 temps, à la suite d'une phase préparatoire de travaux qui sera réalisée en 2022-2023 (phase 0). Il est prévu de synchroniser ce phasage opérationnel avec le développement du CCE, dont l'ouverture est prévue pour 2026.

- o Travaux site phase 1 : 2^{ème} trimestre 2025 - 4^{ème} trimestre 2025,
- o Ouverture au public du site, du Portail archéologique et de l'Archéolab avec ses ateliers pédagogiques : 4^{ème} trimestre 2025,
- o Travaux site phases 2 et 3 : 3^{ème} trimestre 2026 – 2^{ème} trimestre 2027,
- o Ouverture au public du site en version finalisée : 2^{ème} trimestre 2027,

Le montant des travaux du projet site :

Le montant des travaux dévolus à l'aménagement du parcours archéologique est d'environ 3 900 000 € HT, pour un montant opération d'environ 6 830 000 € HT soit 8 200 000 € TTC, valeur mars 2022, pour l'ensemble des 3 phases, hors équipements, dispositifs et contenus de médiation.

Ouvrage 2 : La construction d'un Centre de Conservation et d'Études Archéologiques métropolitain

La fouille de Lattara constitue, depuis le début des années 1980, un des plus importants chantiers archéologiques du Midi de la France, réunissant des personnels issus du CNRS, de l'université de Montpellier et du ministère de la Culture au sein d'un même groupe de recherche (ASM : Archéologie des sociétés méditerranéennes - UMR 5140) dont les locaux sont aujourd'hui hébergés sur le site Saint-Charles de l'Université Paul-Valéry Montpellier 3. Ce déménagement des postes de travail n'a pas engendré de déplacements des mobiliers archéologiques, en particulier pour les objets issus des fouilles programmées du site de Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole, et pour les opérations d'archéologie préventive réalisées sur le territoire de la Métropole (gestion État). Les fouilles programmées sur le site se poursuivent et d'autres fouilles programmées ont également lieu sur le territoire de la Métropole.

La création d'un Centre de Conservation et d'Études archéologiques se pose très légitimement à Lattes au regard de l'obligation de conserver les biens archéologiques mobiliers, de la cohérence recherchée du projet à l'échelle territoriale et de la disponibilité foncière pour l'héberger.

Combiné à un musée archéologique, à l'ouverture du site archéologique de Lattara au grand public, l'ensemble constituera une nouvelle expérience de loisirs culturels sur le territoire, qui s'appuiera sur un écosystème archéologique unique en France, voire en Europe, tout en profitant pleinement du cadre naturel qui l'entoure. L'accès au lieu permettra aussi de mieux se rendre compte des recherches archéologiques, en ayant un aperçu des espaces fouillés et une vision des chantiers en cours.

Pour sa part, le CCE de Lattes aura vocation à :

- Être acteur de la création du réseau naissant des CCE d'Occitanie ;
- Créer un complexe scientifique de recherche archéologique, de médiation et de diffusion inédit sur le territoire de la Métropole ;
- Assurer des conditions de conservation pérennes répondant aux exigences des différents mobiliers archéologiques ;
- Offrir des espaces d'études équipés pour la recherche et les chantiers de fouilles aux scientifiques et aux gestionnaires des biens territoriaux ;
- Maîtriser et faire connaître la chaîne opératoire de l'exhumation des objets à leur mise en vitrine ;
- Développer la médiation et la formation auprès de publics spécifiques (en particulier les étudiants) à l'échelle régionale ;
- Fédérer les partenaires autour du projet et renforcer les partenariats existants.

Les activités du CCE s'étendent principalement :

- **À l'emplacement des anciens chais Saint-Sauveur** spécifiquement pour accueillir les missions fondamentales du CCE : traitement et étude, conservation, logistique, gestion scientifique : le « pôle scientifique » à usage exclusif des professionnels ;
- **Au sein de l'ex bâtiment du CDAR** (« maison de fouilles » du CNRS) :
 - o Des espaces dédiés à sa mission optionnelle de médiation (activité mutualisée avec le musée Henri Prades) composés du Portail de l'archéologie et de l'Archéolab - ateliers pédagogiques, espace documentaire jeune public ;

- o L'espace de documentation mutualisée avec le musée (publics professionnels) ;
- **Au sein du musée Henri Prades :**
 - o Accueil mutualisé des publics au sein de l'actuel accueil du musée ;
 - o À la marge, il est envisageable que certaines composantes du musée puissent être utilisées spécifiquement pour le CCE à l'occasion d'événements particuliers propres, notamment les espaces de projection (auditorium, foyer, diaporama) ;
- **En extérieur, sur le site de Lattara :**
 - o La zone de fouilles archéologiques de l'Archéolab (publics) ;
 - o Les fouilles programmées en cours sur le site de Lattara (professionnels).

Les surfaces :

Les besoins en termes de surfaces se répartissent en plusieurs ensembles fonctionnels, pour un total de 2 100 m² de surfaces utiles :

- o Accueil, découverte et médiation ;
- o Gestion scientifique / chercheurs ;
- o Centre de documentation ;
- o Traitement et étude ;
- o Réserve mobiliers archéologiques ;
- o Logistique générale ;
- o Espace de vie ;
- o Locaux techniques ;
- o Espaces extérieurs.

Le montant des travaux :

Le montant des travaux dévolus à la construction du Centre de Conservation et d'Etudes est d'environ 5 200 000 € HT, pour un montant opération toutes dépenses confondues d'environ 7 170 000 € HT, soit 8 600 000 € TTC, valeur mars 2022, hors équipements, dispositifs et contenus de médiation.

Une livraison en 2 temps :

Sa livraison est prévisionnellement programmée en 2 temps :

- o 1^{er} trimestre 2025 - 3^{ème} trimestre 2026 : travaux ;
- o 3^{ème} trimestre 2026 : livraison du bâtiment et équipements ;
- o 4^{ème} trimestre 2026 : mise en service après installation des mobiliers et collections.

Ouvrage 3 : Dispositifs et contenus de médiation du site global Lattara

Il s'agira donc de mettre en place à destination des publics une véritable expérience globale autour de l'ancienne cité de Lattara, à travers les propositions permanentes (parcours de visite du site archéologique, exposition permanente du musée, portail archéologique) et temporaires (programmation et activités culturelles complémentaires), qui inscrira les recherches scientifiques dans l'histoire et le présent, plaçant la médiation, la diffusion et la présentation des connaissances au cœur de la visite du complexe archéologique.

Le programme de médiation générale de visite du site archéologique de Lattara répond à plusieurs objectifs et ambitions :

- **Révéler la cité portuaire, sa place dans le monde antique, son rapport au territoire ;**
- **Proposer une expérience unique de la médiation d'un site archéologique :**
 Outre la place de choix de la médiation dans ce complexe archéologique, l'expérience se veut résolument unique à travers les moyens singuliers et les propositions originales mis en place. Le programme de médiation fait appel à une diversité de dispositifs, numériques ou plus traditionnels (panneaux, cartels, etc.) et non technologiques. L'observation du paysage tient une place importante dans le processus d'interprétation, c'est pourquoi les dispositifs accompagneront le regard et les points de vue, permettant l'identification et les fonctions des vestiges encore en place, les contextualisant. Le traitement paysager sera un appui complémentaire à la lecture et à la compréhension du site. Au sein de l'expérience du visiteur, l'immersion sera recherchée. Celle-ci sera favorisée sur le site-même et davantage renforcée à travers le compagnon de visite, de type smartphone ou tablette. À l'instar des lieux de culture scientifique et technique, les propositions de

médiation seront des outils facilement appréhendables par des médiateurs ou accompagnateurs de groupes, ainsi que par les visiteurs individuels, et des appuis pour la rencontre et l'échange ;

- **Attirer, sensibiliser et fidéliser les publics :**
L'ouverture du site archéologique au public constituera une nouvelle offre touristique et culturelle dont l'attractivité sera renouvelée. Plusieurs parcours thématiques et expériences seront proposés. Ils seront adaptés aux publics cibles et disponibles toute l'année. Pour susciter l'envie de venir ou revenir découvrir le site archéologique, deux principes seront prévus :
 - o D'une part, les aménagements et propositions suivront un phasage de mise en œuvre échelonné délivrant à chaque stade une nouvelle offre d'appel ;
 - o D'autre part, les contenus de cette médiation pourront être évolutifs au sein du compagnon de visite, en tenant compte des dernières découvertes ou en développant de nouvelles approches thématiques ;
- **Valoriser les composantes et activités du complexe archéologique de Lattes :**
 - o D'un côté, les contenus de médiation de visite du site établiront des liens et renvois directs vers les contenus et collections du musée ou du Portail de l'archéologie ;
 - o De l'autre, il sera question de mettre en évidence les spécificités de Lattes notamment en ce qui concerne l'archéologie expérimentale et les métiers de l'archéologie ;
 - o Enfin, les contenus rendront compte des activités de conservation, d'étude, de diffusion à l'œuvre au sein du musée Henri Prades et du futur CCE ;
- **Contribuer au développement du territoire.** La mise en œuvre de cette nouvelle offre de visite est constitutive de la politique de valorisation du patrimoine et des activités scientifiques mais aussi industrielles de l'économie créative au sein du territoire de Montpellier Métropole.

L'ensemble des dispositifs de médiation définis au programme détaillé du CCE et du parcours archéologique, ainsi que le dispositif de réalité augmentée situé dans le musée se décomposeront en 5 à 7 ouvrages (selon les regroupements possibles) :

- o 1/ Portail ;
- o 2/ Parcours ;
- o 3/ Réalité Augmentée ;
- o 4/ Compagnon de visite ;
- o 5/ Escape game.

Ces dispositifs ont été dénombrés à environ une trentaine dont :

- o ± 14 Panneaux interprétatifs de parcours et d'extérieur et 6 panneaux complémentaires (jardin archéologique etc.) ;
- o 4 dispositifs de Réalité augmentée (1 en salle et 3 en compagnon) ;
- o 3 offres de Compagnons de visite sur 3 phases de développement ;
- o 6 Dispositifs low tech ;
- o 2 tables d'orientation ;
- o 1 Escape game.

Le montant global prévisionnel des équipements, dispositifs et contenus de médiation est d'environ 1 100 000 € HT, valeur mars 2022, inclus dans le budget opération des deux ouvrages précités (aménagement d'un parcours archéologique et création d'un CCE). Leur mise en place progressive sera corrélée aux phases opérationnelles dédiées aux travaux.

Le calendrier prévisionnel global de l'opération est le suivant :

- o Lancement de la consultation de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trimestre 2022 ;
- o Etudes de maîtrise d'œuvre : 3^{ème} trimestre 2023 - 3^{ème} trimestre 2024 ;
- o Appels d'offres travaux : 3^{ème} trimestre 2024 - 2^{ème} trimestre 2025 ;
- o Appels d'offres contenus médiation : 4^{ème} trimestre 2023 - 3^{ème} trimestre 2024 ;
- o Travaux CCE : 1^{er} trimestre 2025 - 3^{ème} trimestre 2026 ;
- o Installation des mobiliers et collections et mise en service : 4^{ème} trimestre 2026 ;
- o Travaux site phase 1 : 2^{ème} trimestre 2025 - 4^{ème} trimestre 2025 ;
- o Ouverture au public du site, du Portail archéologique et de l'Archéolab avec ses ateliers pédagogiques : 4^{ème} trimestre 2025 ;
- o Travaux site phases 2 et 3 : 3^{ème} trimestre 2026 - 2^{ème} trimestre 2027 ;
- o Ouverture au public du site en version finalisée : 2^{ème} trimestre 2027.

2- LANCEMENT DE LA CONSULTATION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE

En conséquence, il convient d'engager dès à présent la procédure relative à la désignation du maître d'œuvre de l'opération.

Pour des raisons de cohérence et de gestion des limites de prestations, il a été retenu le principe d'une consultation unique de maîtrise d'œuvre pour l'ensemble des ouvrages : aménagement du site, création du CCE, équipements et dispositifs de médiation. Compte tenu du montant prévisionnel des travaux, de la complexité de cette opération, des taux de rémunération habituellement pratiqués sur ce type de prestations, la rémunération du marché de maîtrise d'œuvre devrait représenter entre 12 % à 15 % du montant des travaux et des équipements et dispositifs de médiation.

Il s'agira d'une mission de maîtrise d'œuvre de base, en bâtiment et paysagisme, intégrant le volet scénographie et médiation du projet. Elle comprendra des missions complémentaires, notamment OPC (ordonnancement, pilotage et coordination des travaux), CSSI (coordination en matière de système de sécurité incendie), SYN (synthèse), TDS (traitement de la signalétique), Management de la performance environnementale, MOB (définition et choix des équipements mobiliers), intégrées ou non à la maîtrise d'œuvre, conformément aux articles L.2410-1 et suivants et R.2431-1 et suivants du Code de la commande publique.

Dans ce cadre, il est proposé de lancer une procédure de concours restreint conformément aux articles L. 2125-1 2°, et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique.

À l'issue du classement des candidatures, au maximum quatre candidats seront admis à présenter une offre de niveau Esquisse + sur la base du programme technique détaillé de l'opération

Il convient de constituer un jury en application des dispositions des articles R.2162-22 à R.2162-26 du Code de la commande publique. Il sera composé des membres de la commission d'appels d'offres et de personnes qualifiées (architectes, maître d'œuvre ou toute personne ayant une qualification équivalente à celle demandée aux candidats) représentant au moins un tiers des membres du jury.

Il est proposé d'attribuer une prime forfaitaire de 50 000 € HT aux candidats admis à concourir.

Également, afin de réaliser ces travaux, il conviendra d'une part de déposer les autorisations d'urbanisme afférentes, et d'autre part de lancer toutes les consultations nécessaires à la réalisation de cette opération.

Enfin, compte tenu de la teneur et de l'ampleur de ces phases d'études, il conviendra de demander les subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Occitanie et du Département de l'Hérault, de manière à soutenir l'effort de mise en valeur du site archéologique Lattara.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le lancement de l'opération de mise en valeur du complexe archéologique Lattara, comprenant l'aménagement d'un parcours archéologique, la création d'un Centre de Conservation et d'Etude métropolitain, ainsi que la mise en œuvre des équipements et dispositifs de médiation afférents ;
- D'approuver le Programme architectural, fonctionnel et technique détaillé et de médiation générale relatif à la mise en valeur du site archéologique Lattara ;
- D'approuver le planning et l'estimation du budget de l'opération ;
- D'autoriser le lancement du concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément aux articles L. 2125-1 2°, et R. 2162-15 à R. 2162-26 du Code de la commande publique ;
- De fixer le montant de la prime à verser à chaque candidat admis à concourir et ayant remis des prestations conformes au règlement de concours à 50 000 € HT ;
- D'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme afférentes à l'opération ;
- D'autoriser le lancement de toutes les consultations nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198685-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- LATTARA_Programme technique et fonctionnel.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et la Maison des Consuls des Matelles de la Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup dans le cadre des expositions "Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique", "Aïcha Snoussi" et "Carnet d'inspirations" - Modification temporaire du tarif - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le musée de site Henri Prades de Montpellier Méditerranée Métropole, labellisé "*musée de France*" depuis 2002, propose sur 1 200 m² et 3 niveaux de découvrir le mobilier issu des fouilles réalisées dès les années 1960 sur la Commune de Lattes et de ses environs. Les expositions temporaires d'archéologie et, depuis 2008, d'art contemporain ont permis de faire connaître plus largement le musée et de le positionner en tant que site témoin des bouleversements majeurs qui se sont opérés au premier millénaire avant notre ère en Languedoc.

Le musée Henri Prades présentera d'une part, du 7 octobre 2022 au 6 mars 2023 une exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* » et d'autre part, du 19 novembre 2022 au 3 avril 2023 une exposition de l'artiste contemporaine Aïcha SNOUSSI.

La maison des Consuls des Matelles, gérée par la Communauté de Communes du Grand Pic Saint Loup, propose quant à elle, dans le cadre intimiste de ce musée d'arts et d'archéologie, depuis le 6 avril et jusqu'au 27 novembre 2022, l'exposition « *Carnet d'inspirations* », conçue comme une déambulation dans l'univers de 8 artistes.

Le musée Henri Prades et la maison des Consuls proposent une programmation qui attire un large public régional, national et international. A l'occasion de ces expositions, ils souhaitent établir un partenariat visant à inciter leurs publics respectifs à visiter chacun des deux lieux et leur faire découvrir le riche patrimoine de la région.

Le partenariat proposé se formalise par la conclusion d'une convention qui définit les engagements de chacune des parties pour la promotion réciproque de leurs expositions respectives. Les visiteurs du Henri Prades auront ainsi la possibilité d'obtenir sans supplément de prix une entrée pour visiter la Maison des Consuls, sur présentation du billet d'entrée à l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* ». De même, l'accès aux expositions du musée Henri Prades se fera gratuitement pour les visiteurs détenteurs d'un billet de la Maison des Consuls.

La convention prendra effet à compter de sa signature par l'ensemble des parties, et jusqu'au terme de l'exposition « *Statues-menhirs. Miroirs de pierre du Néolithique* », soit le 6 mars 2023. Elle implique de venir modifier temporairement les tarifs du Site archéologique Lattara (délibération n°M2022-133 du 22 mars 2022) afin d'intégrer un nouveau motif de gratuité, sur présentation d'un billet de la Maison des Consuls.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la modification temporaire du tarif d'entrée des expositions du musée Henri Prades jusqu'au 6 mars 2023 ;
- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre le Site archéologique Lattara de Montpellier Méditerranée métropole et la maison des Consuls des Matelles de Communauté de Communes du Grand Pic Saint-Loup ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196078-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de Partenariat CC du Pic Saint Loup V.2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Musée Fabre - Conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, le New York Times, Télérama, Le Figaro, Connaissance des arts, Radio Classique et France Bleu Hérault dans le cadre de l'exposition "Le voyage en Italie de Louis Gauffier" - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Du 7 mai au 4 septembre 2022, le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole présente *Le voyage en Italie de Louis Gauffier*, et rend hommage pour la première fois à Louis GAUFFIER (Poitiers, 1762-Florence, 1801), artiste pour qui l'Italie fut une terre d'élection. Proche de François-Xavier FABRE, la carrière des deux artistes est intimement liée, entre Rome et Florence, expliquant la forte représentation de cet artiste dans les collections du musée Fabre. Aujourd'hui quelque peu oublié, l'exposition montrera la singularité de cet artiste, aussi bien dans le langage néoclassique qu'il développe dans ses peintures d'histoire, marquées par une sensibilité délicate très éloignée de l'art de David, ou encore dans son goût pour le paysage, étranger au sujet mythologique, et mettant en scène l'aristocratie européenne du Grand Tour partant à la découverte de la Toscane. Cette rétrospective mettra également l'artiste en perspective avec ses contemporains mais également avec le contexte artistique international dans lequel s'inscrit le peintre, notamment de cette fascination pour l'Italie qui frappa tant de voyageurs, artistes et écrivains, et de la mode néoclassique qui se développa, tant dans la décoration et le mobilier que dans l'habillement.

Le New York Times, *Télérama*, *Le Figaro*, *Connaissance des arts*, *Radio Classique* et *France Bleu Hérault* ont manifesté leur intérêt pour être partenaires de cet événement. Cette opportunité permettra d'assurer un rayonnement médiatique sur le territoire régional, national et international, auprès des publics cibles de l'exposition.

Ces partenariats interviennent dans le cadre de conventions qui fixent les droits et obligations de chaque partie. Les conventions précisent notamment que les partenaires bénéficieront de la présence de leurs logos sur l'ensemble des supports de communication de l'exposition.

De même, le musée Fabre s'engage :

- Pour *Le New York Times* : offrir 15 billets d'entrée et à acheter deux campagnes digitales ciblant "*Art et design enthusiasts*" – d'une semaine chacune, au lancement de l'exposition et en relance en septembre, ciblant le lectorat "*art enthusiasts*" du nytimes.com (géolocalisées en France, Suisse, Allemagne, Angleterre et USA) à un tarif de 5 000 € ;
- Pour *Télérama* : offrir 4 billets pour une visite guidée destinés à ses abonnés sur le site « *Télérama Sorties* », et à participer aux frais techniques à hauteur de 840 € TTC ;
- Pour *Le Figaro* : à acheter un ¼ de page au lancement de l'exposition ainsi qu'une campagne digitale à hauteur de 8 000 € TTC et à mettre à la disposition de la Société du Figaro des catalogues de l'exposition et des billets d'entrée pour une valeur globale de 200 € ;
- Pour *Connaissance des arts* : acheter 1 page de publicité à tarif partenaire dans le numéro de mai et une campagne digitale composée de bannières publicitaires sur leur site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux (total 3 600 € TTC) ;
- Pour *Radio Classique* : acheter une campagne de 20 spots radio de 30' pour le lancement de l'exposition, en mai à un tarif partenaire (remise 92%) de 4 080 € TTC ;
- Pour *France Bleu* : à offrir 40 billets d'entrée et à acheter 88 spots publicitaires à un tarif de 3 573,18 € TTC ;

L'ensemble de ces engagements représente une participation globale du musée à hauteur de 25 093,18 € TTC, hors visites, catalogues et billets d'entrées offerts.

En contrepartie, les partenaires s'engagent à faire un large écho à l'événement :

- *Le New York Times* s'engage à proposer deux insertions au format ¼ de page au lancement de l'exposition, en mai, avec une relance pour les vacances d'été en juillet/août ainsi que deux campagnes digitales d'accompagnement sur ces deux périodes ;
- *Télérama* s'engage à réserver une place dans son agenda des événements dans l'édition « *Télérama Sortir* » qui paraît le 20 avril, avec une repasse offerte le 4 mai, à offrir un espace dans sa newsletter quotidienne adressée à ses 150 000 abonnés avec le lien vers le site du musée Fabre et à mettre en place un jeu-concours réservé aux abonnés ;
- *Le Figaro* s'engage à proposer un ¼ de page dans sa rubrique Culture le 6 mai ainsi qu'une relance le samedi 2 juillet et un véritable plan média digital tout au long du mois de juillet (Grand Angle sur le site

LeFigaro.fr rubrique Culture, Trading Pré-roll, avec un engagement de 60 000 vues et interstitiel d'ouverture sur l'application mobile, mis en ligne le 8/05), un article conséquent sera également rédigé par la rédaction ;
 - *Connaissance des arts* s'engage à proposer deux insertions au format page au lancement de l'exposition, avec une relance en juillet, accompagné de bannières sur le site Internet et de posts sur leurs réseaux sociaux ;
 - *Radio Classique* diffusera quant à elle en mai 20 spots de 30' ;
 - *France bleu Hérault* s'engage à réaliser une émission spéciale en direct du musée le jour ou le lendemain du vernissage, effectuer deux campagnes publicitaires de 88 spots et promouvoir l'exposition dans ses différentes émissions par le biais de reportages, interviews, chroniques et jeux.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des conventions de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et *Le New York Times*, *Télérama*, *Le Figaro*, *Connaissance des arts*, *radio Classique* et *France Bleu Hérault* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
 Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195632-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention NYT
- Partenariat_Telerama_2022.docx
- Partenariat_Figaro_GAUFFIER_2022.docx
- Partenariat_FBH-MF_Gauffier musée Fabre 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Gratuité d'accès au musée Fabre pour l'Accueil des Nouveaux Montpelliérains - Collections permanentes et exposition "Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous" - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le musée Fabre participe à la journée d'accueil des nouveaux montpelliérains le 24 septembre organisée par la Ville de Montpellier. A cet effet, le musée Fabre souhaite accorder aux bénéficiaires et à titre exceptionnel l'accès gratuit à son exposition temporaire *Musique ! Comme un air d'Opéra chez les Despous* et ses collections permanentes le 24 septembre de 10h à 18h sur présentation d'une contre marque.

Cette proposition a été motivée par le souhait conjoint des élus et de la direction du musée de permettre aux nouveaux montpelliérains la découverte de cet équipement culturel dans la perspective qu'ils se l'approprient et reviennent ensuite découvrir la grande variété des expositions et la richesse de sa programmation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la gratuité de l'entrée à l'exposition *Musique! Comme un air d'Opéra chez les Despous* et les collections permanentes du Musée Fabre le samedi 24 septembre 2022 de 10 h à 18h sur présentation d'une contremarque à la billetterie du musée, aux participants de l'évènement « *Accueil des Nouveaux Montpelliérains* » ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-191458-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention triennale de subventions de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'association Mathilde Monnier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole déploie sur son territoire une politique ambitieuse et volontaire pour la culture et le patrimoine autour de 5 axes stratégiques prioritaires :

- L'accompagnement et l'émancipation des publics par la culture, en veillant particulièrement à l'action artistique et culturelle à destination des publics les plus jeunes, publics de demain ;
- Le développement d'une hospitalité pour les artistes confirmés ou émergents qui participent à la vitalité du territoire ;
- Le déploiement de la culture et du patrimoine dans les espaces publics et l'accompagnement de la transformation de la Ville par la culture et le patrimoine ;
- Le rayonnement artistique, culturel et patrimonial lié à un héritage d'excellence dans de nombreux domaines, avec le souci de favoriser les approches les plus innovantes, de penser les lieux de culture de demain, d'assurer les transitions nécessaires sur les enjeux sociétaux les plus incontournables ;
- Le développement des idées, de la connaissance et du patrimoine, autour de projets, équipement ou manifestations emblématiques.

Afin de contribuer à la construction de son projet de territoire visant à l'accompagnement, le maintien et l'installation des artistes, Montpellier Méditerranée Métropole envisage la signature d'une convention pluriannuelle de subvention de projets de la compagnie l'association Mathilde Monnier. Pour l'année 2022, il est demandé une subvention de 35 000 €.

En effet, Mathilde Monnier occupe une place de référence dans le paysage de la danse contemporaine française et internationale en présentant un travail en constant renouvellement. Directrice du Centre chorégraphique de Montpellier Languedoc-Roussillon durant 10 ans, elle a développé des collaborations avec des personnalités venant de divers champs artistiques (Jean-Luc Nancy, Katerine, Christine Angot, La Ribot, Heiner Goebbels...) et crée plus de 40 pièces chorégraphiques présentées sur les grandes scènes internationales du festival d'Avignon au Théâtre de la Ville de Paris en passant par New York, Vienne, Berlin, Londres. Elle a reçu plusieurs prix pour son travail : prix Ministère de la culture et Grand Prix SACD. Elle sera à la direction générale du Centre national de la danse à Pantin durant 5 ans.

De retour à Montpellier, elle débute dès 2020, une résidence longue durée à la Halle Tropisme où elle exploite le studio La Menuiserie et initie de nombreux projets de création en lien avec le territoire

Il est proposé au Conseil de signer une convention afin de soutenir financièrement des projets portés par la Compagnie de Mathilde Monnier. Il s'agit de préfigurer une implication sur le territoire métropolitain en déclinant divers projets et activités en écho aux actions et événements portés la Métropole dans le cadre de sa politique culturelle et d'associer la collectivité aux jurys de sélection des artistes accueillis en résidences.

Montpellier Métropole contribuera au financement chaque année de la présente convention de 3 projets :

- *Les échoués* : travail de création participative avec Nadia Beugré à Figuerolles et Cité Gély qui pourrait être déclinable sur des communes de la métropole ;
- *Milieus* : Ces workshops organisés en collaboration avec Robert Cantarella, ont lieu plusieurs fois dans l'année et sont l'occasion d'inviter des étudiants d'établissements d'enseignement du territoire ;
- Les Résidences d'artistes émergents aux Ateliers Tropisme avec un studio dédié à la danse, pour permettre des connexions danse/arts plastiques. La métropole sera membre invitée aux jurys de sélection.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention 2022-2024 de subvention de projets entre Montpellier Méditerranée Métropole et la compagnie Mathilde Monnier ;
- D'approuver l'attribution d'une subvention d'un montant de 35 000 € dans le cadre de cette convention de subvention de projets, pour l'exercice budgétaire 2022 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198746-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Mathilde Monnier 2022-2024.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Renouvellement urbain du quartier de la Mosson - Procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sud Mosson - Bilan de la concertation préalable - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont signé le 23 juillet 2021, la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes aux côtés de l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), de l'Etat et de l'ensemble des partenaires locaux et nationaux.

Pour rappel, le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson doit affirmer en partie sud, une nouvelle centralité métropolitaine pour répondre aux enjeux :

- De mixité sociale en introduisant une diversification de l'habitat par des programmes de logements neufs ;
- De mixité fonctionnelle en proposant une offre d'équipements et espaces publics qualitatifs et une redynamisation du tissu économique ;
- De réorganisation des fonctions (commerces, stationnement, ...) ;
- De qualité du cadre de vie et de l'environnement en mettant en valeur les espaces naturels, véritable identité du quartier mais méconnus à ce jour.

Pour mettre en œuvre le projet urbain du sud Mosson, la procédure de Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) a été retenue. Conformément aux articles L.103-2, L.103-3 et L.103-4 du Code de l'urbanisme, le Conseil de Métropole du 28 septembre 2021 a arrêté les objectifs et les modalités d'association du public, pour organiser la concertation réglementaire préalable à la création de la ZAC.

Comme le stipule l'article L.103-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération a pour objet de tirer le bilan de cette concertation préalable.

Rappel des objectifs et modalités de concertation :

La délibération du 28 septembre 2021 rappelait les objectifs poursuivis par le projet de ZAC :

- Diversifier l'offre de logements par la construction de programmes neufs ;
- Redynamiser l'activité commerciale dont l'offre sera attractive à la fois pour la population du quartier, les actifs du secteur et la population extérieure ;
- Confirmer le rôle du quartier de la Mosson dans la dynamique métropolitaine en proposant une nouvelle offre tertiaire et des locaux pour les artisans ;
- Aménager des espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité ;
- Favoriser les greffes urbaines avec la ville existante.

Les modalités de concertation fixées par Montpellier Méditerranée Métropole étaient les suivantes :

- La parution d'un avis dans la presse et l'affichage annonçant l'ouverture et les modalités de la concertation ;
- La diffusion d'informations sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole et dans le journal d'information de la Métropole ;
- L'organisation d'au moins une réunion publique ;
- La mise à disposition du dossier de concertation à l'Hôtel de métropole et en mairie de proximité du quartier.

La mise en œuvre de la concertation :

La concertation préalable s'est déroulée du mardi 5 avril 2022 au lundi 2 mai inclus.

Les modalités précises ont été les suivantes :

- La parution d'un avis d'ouverture de la concertation dans *le Midi Libre* du 31 mars 2022 et dans *la Gazette de Montpellier* du 31 mars 2022 ;
- L'affichage de l'avis au public aux sièges de la Métropole, à la mairie de proximité et à la maison du projet située sur le quartier, pendant toute la durée de la concertation ;

- La mise à disposition d'un dossier de concertation au siège de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi qu'à la mairie de proximité Mosson, aux heures habituelles d'ouverture, accompagné d'un registre ayant permis aux personnes intéressées de consigner leurs observations. Ce dossier était également disponible sur le site internet de la Métropole, où un formulaire en ligne permettait de faire part de ses observations sur le projet ;
- L'organisation d'une réunion publique le 15 avril 2022 à la maison pour tous Léo-Lagrange.

Prise en compte des avis exprimés :

Le dispositif de concertation mis en place a permis aux habitants du quartier de s'exprimer en amont de la création de la ZAC Sud Mosson en cohérence avec le projet de renouvellement urbain.

Les contributions écrites (dans les registres mis à disposition et par voie électronique) ont été modérées. Le registre mis à disposition à l'Hôtel de Métropole a fait l'objet d'une seule remarque positive pour témoigner de la nécessité de requalifier l'entrée du quartier et aucune observation n'a été portée dans le registre disponible en Mairie de proximité. Neuf avis ou questions ont par ailleurs été transmis via le formulaire en ligne.

Sur l'ensemble de ces remarques, six sont recevables car en lien direct avec le projet de création de ZAC et le projet de renouvellement urbain au sud du quartier : cinq avis favorables et un avis réservé. Le reste des remarques ont porté de façon plus globale sur le projet et la ville.

La réunion publique a permis à plusieurs habitants et acteurs du quartier de s'exprimer sur le projet de ZAC et plus largement sur le quartier, ses enjeux et ses problématiques.

Les contributions portées durant cette période permettent d'émettre un avis favorable et d'en arrêter le bilan, sur la base du rapport détaillé joint en annexe de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'arrêter le bilan de la concertation préalable au projet de création d'une ZAC au sud du quartier Mosson, qui s'est déroulée du 5 avril au 2 mai ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195790-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Bilan concertation préalable ZAC Sud Mosson.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Natation et patinage scolaire - Conventions de partenariat - Année scolaire 2022-2023 - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles. Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, conformément aux rythmes des temps scolaires dédiés et aux directives de l'Education Nationale, concernant chaque année plus de 20 000 enfants, Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec ses 14 piscines, sa patinoire Végapolis et plus de 95 éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de formaliser de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention cadre proposée formalise notamment :

- Les conditions générales de l'organisation des activités ;
- Le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants ;
- Les conditions de sécurité ;
- La durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFR STAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole met également des créneaux piscines, à disposition des collèges (Conseil départemental), des lycées (Conseil régional) et de l'Université de Montpellier, pour leur permettre d'effectuer des cycles de perfectionnement à la natation, s'inscrivant dans le cadre de leurs programmes pédagogiques respectifs en éducation physique et sportive.

A ce titre, des conventions sont formalisées avec le Conseil départemental et les collèges, le Conseil régional et les lycées, l'Université de Montpellier et le CREPS de Montpellier ainsi que les organismes privés de formation professionnelle, concernant plus particulièrement les modalités d'attribution, d'utilisation et de location des créneaux attribués dans le réseau des piscines.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'accueil des scolaires et d'approuver les termes de la convention-cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Inspection d'Académie de l'Hérault ;
- D'autoriser l'accueil pédagogique des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire et d'approuver les termes des conventions avec le CREPS, l'Université de Montpellier et les organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'approuver les termes des conventions de mise à disposition de créneaux horaires dans les piscines avec le Conseil Départemental de l'Hérault, le Conseil Régional Occitanie, l'Université de Montpellier, le CREPS de Montpellier, ainsi que organismes privés de formation professionnelle préparant au BPJEPS ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Max LEVITA, M. Sophiane MANSOURIA, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-190419-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2022-2023 Convention_MMM-CD34_Utilisation collèges-piscines.pdf
- CONV TYPE COLLEGE 22 23.pdf
- LYCEE CONV TYPE 22 23.pdf
- Convention type ligne d'eau organisme de formation METROPOLE 22 23.pdf
- Convention DSDEN 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité créative - Ancien musée de l'EAI - Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) entre Montpellier Méditerranée Métropole et SERM.ID - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La filière des Industries Culturelles et Créatives (ICC) connaît une véritable dynamique sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Toutes les composantes d'un cluster ICC sont présentes sur le territoire et se renforcent progressivement grâce au développement continu des acteurs locaux, leur implication exemplaire et le potentiel d'attractivité de nouveaux acteurs exogènes. Sur la Métropole, la filière ICC relève principalement de l'image animée et de l'audio, voix, radio, soit l'équivalent d'environ 2 000 emplois sur le territoire (source : Observatoire 3M).

L'écosystème ICC se distingue par sa complétude dans ses 3 dimensions :

- Structurelle : les forces en présence sont issues :
 - De l'entrepreneuriat, de tout type (freelance, TPE, PME, ETI, grands groupes internationaux) ;
 - Du monde associatif (réseaux professionnels d'animation de la filière via Tropisme, Push Start, la COODIO, Occitanie Films) ;
 - De la formation (des écoles privées et des cursus universitaires), des écoles de renommée internationale (ESMA et ArtFX) qui attirent les plus grands studios mondiaux en recherche permanente de nouveaux talents ;
- Thématique : spécificité des ICC à Montpellier autour des métiers de l'image animée (cinéma d'animation, audiovisuel, cinéma, effets spéciaux, jeu vidéo, réalité virtuelle/augmentée...) et du son /audio/radio/podcasts ;
- Professionnelle : présence à Montpellier de l'ensemble des compétences de la chaîne de valeur de la création :
 - Il est possible de mener un projet d'un bout à l'autre de la chaîne, depuis l'idée, la pré-prod, le développement et la post-prod ;
 - Tous les métiers sont présents à Montpellier.

Pour accompagner le renforcement et la structuration de l'écosystème ICC, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée depuis plusieurs années dans une stratégie de structuration et d'animation de la filière qui se décline autour de 4 axes clés :

- Favoriser l'émergence du premier « *Hubster* » ICC en France, en assurant la coordination stratégique de la filière ICC et le rayonnement de la Métropole en tant que territoire ICC ;
- Adapter l'offre d'accompagnement des acteurs ICC du territoire, et mettre en place des actions pour identifier et mobiliser les structures d'accompagnement à la création et à l'incubation d'entreprises ICC ;
- Définir et disposer d'une offre complète immobilière pour favoriser l'implantation et l'émergence de nouveaux acteurs ;
- Accroître la visibilité ICC du territoire au plan national et international en valorisant les initiatives publiques et privées portant sur les ICC.

Pour répondre à l'axe 3 en matière d'immobilier d'entreprise, la Métropole s'est engagée dans la réhabilitation du quartier de la Cité Créative en redonnant un second souffle à l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI). Il s'agit d'un quartier mixte alliant logements, commerces, équipements publics et bureaux dédiés à l'atterrissage et au développement des acteurs ICC.

L'un des premiers programmes tertiaires qui verra le jour dans le quartier de la Cité Créative est celui de l'ancien musée de l'EAI dont la construction a démarré début juin 2022 pour une livraison prévue fin 2023. Il intègre la réhabilitation de la partie existante du musée représentant 700 m² complétée par une extension neuve en R+3, formant ainsi un ensemble total de 2 150 m² de surface de plancher. Le programme est réalisé et porté par la SERM.ID.

Pour obtenir un taux de pré-commercialisation satisfaisant et permettre le lancement des travaux, la Métropole s'est engagée à prendre à bail le lot 7 de 297,26 m² louables (239 m² de surface utile et 58,26 m² de quote-part des communs). Le loyer s'élève à 165 € HT/HC/an soit un montant annuel global de 49 047,90 € HT/HC. Le montant des charges prévisionnelles s'élève à 55 € HT/m²/an.

Il est ainsi proposé que la Métropole signe un Bail en l'Etat Futur d'Achèvement (BEFA) pour une durée de 9 ans aux conditions financières indiquées ci-dessus.

Au fur et à mesure de la commercialisation du programme, la Métropole libérera cet espace au profit des entreprises ICC qui manifesteront leur intérêt pour intégrer.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes du Bail en l'Etat Futur d'Achèvement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Stéphanie JANNIN, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196883-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BEFA SAS MUSEE EAI - 3M .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension - Commune de Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt au concessionnaire (SERM) - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du 14 décembre 2016, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, a créé la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Charles Martel Extension (10,6 hectares en extension du parc existant du Larzat et du lotissement Charles Martel sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone). Par la signature d'un traité de concession en date du 5 décembre 2016, l'aménagement de la ZAC a été confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM). Par la suite, Montpellier Méditerranée Métropole a, d'une part, approuvé le dossier de réalisation lors du Conseil du 18 décembre 2019 ; et d'autre part, approuvé le Programme des Équipements Publics (PEP) lors du Conseil du 17 décembre 2020.

L'approbation du Compte Rendu Annuel à la Collectivité relatif l'exercice 2020 en date du 23 novembre 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 9 641 000 € HT en dépenses et en recettes, grâce notamment à une participation d'équilibre du concédant s'élevant à 2 763 000 € HT, dont 1 410 000 € déjà versés.

Ce Compte Rendu Annuel à la Collectivité prévoit également en 2022 un premier emprunt de la SERM s'élevant à 1 000 000 € (sur un emprunt total de 2 500 000 euros pour la durée de la concession d'aménagement). Cet emprunt permettra d'équilibrer la trésorerie de l'opération.

A la suite d'un appel d'offres de la SERM, un emprunt auprès du Crédit Mutuel est proposé selon les conditions suivantes :

- Montant : 1 000 000 €
- Durée : 3 ans
- Durée de la phase d'amortissement : 3 ans
- Taux fixe : 0,60 %
- Base de calcul 30/360
- Périodicité trimestrielle
- Échéances constantes
- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle correspondant à 5% du capital remboursé par anticipation
- Frais de dossier : 1 000 €
- Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%

Ce taux attractif est conditionné par une garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80% du montant emprunté (soit 800 000 €). Ainsi, dans l'hypothèse où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De garantir 80% de l'emprunt d'un montant total d'un millions d'euros sollicité par la SERM auprès du Crédit Mutuel soit pour un montant de 800 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à intervenir au contrat de prêt qui sera passé et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 66 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Laurent JAOUL, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-192845-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- offre C MUTUEL SERM CHARLES MARTEL 03 05 22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations d'envergure nationale ou internationale à Montpellier, s'appuyant notamment sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de Montpellier Méditerranée Métropole et représentent une activité économique à part entière. Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès 2022, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

1 - Congrès National SNES-FSU

Le Syndicat National des Enseignements du Second Degré (SNES), sous l'autorité de son Président, Monsieur Bertrand HUMEAU, organise du 09 au 13 mai 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Congrès National SNES-FSU* ». Ce congrès a pour but de favoriser les collaborations entre professionnels de l'enseignement. Environ 700 participants dont des professionnels impliqués dans les sujets d'environnements hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 10 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

2 - Congrès Santé et Architecture Hospitalière

La Société Régionale de Santé Publique, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Catherine CECCHI, organise le 20 mai 2022, à la faculté d'odontologie de Montpellier, une manifestation intitulée « *Congrès Santé et Architecture Hospitalière* ». Ce congrès a pour but d'apporter des éléments de réflexion aux décideurs institutionnels et non institutionnels sur l'aménagement des lieux hospitaliers qui constitue un réel enjeu de société. Environ 100 participants dont des professionnels impliqués dans les sujets d'environnements hospitaliers sont attendus.

Une subvention de 1 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

3 – 13^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale

L'Institut National de la Recherche Agronomique (INRAE), sous l'autorité de son Président Occitanie, Monsieur Sylvain LABBE, organise du 29 au 31 août 2022, à Agropolis International, une manifestation intitulée « *13^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale* ». Ce congrès permettra de rassembler les acteurs de la biologie végétale française afin de favoriser de nouveaux partenariats pour des projets de recherche dans cette discipline. Environ 150 participants dont des cadres hospitaliers et des étudiants sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

4 – 26^{ème} Congrès de l'EADPH (European Association of Dental Public Health)

L'association Montpelliéraine de Santé Publique Orale, sous l'autorité de son Président, Monsieur Nicolas GIRAUDEAU, organise du 08 au 10 septembre 2022, à la faculté de médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « *26^{ème} Congrès de l'EADPH* ». Ce colloque a pour objectif de rassembler les spécialistes de la santé orale, les représentants des ministères et de l'Organisation Mondiale de la Santé afin de favoriser des échanges entre spécialistes de la discipline. Environ 200 participants dont des spécialistes de la santé orale et de représentants des différents états membres de l'OMS sont attendus.

Une subvention de 2 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

5 – Universités du Tourisme Durable

L'association des Acteurs du Tourisme Durable, sous l'autorité de sa Présidente, Madame Caroline MIGNON, organise du 06 au 07 octobre 2022, au Corum, une manifestation intitulée « *Les Universités du Tourisme Durable* ». Cet évènement a pour but de mettre en lumière l'engagement de l'Occitanie, de l'Hérault et de Montpellier Méditerranée Métropole, en matière de transition écologique et de tourisme durable. Environ 400 participants dont des professionnels du tourisme (hébergeurs, offices de tourisme, agences de voyages etc..) sont attendus.

Une subvention de 20 000 € est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

Subventions congrès					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
7617	SNES-FSU	001139	Congrès	Congrès National SNES-FSU	10 000 €
7256	Société Régionale de Santé Publique	001143	Congrès	Congrès Santé et Architecture Hospitalière	1000 €
765	INRAE	001147	Congrès	13 ^{ème} Congrès international de la Société Française de biologie végétale	2000 €
7839	Association Montpelliéraine de Santé Publique Orale	001148	Congrès	26 ^{ème} Congrès de l'EADPH	2000 €
7821	Association des Acteurs du Tourisme Durable	001144	Congrès	Universités du Tourisme Durable	20 000 €
TOTAL					35 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre Montpellier Méditerranée Métropole et les organisateurs ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Sébastien COTE, Mme Maryse FAYE.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 1 - Convention Congrès SRSP.docx
- 2 - Convention Congrès INRAE.docx
- 3 - Convention Congrès Asso Mtp Santé Publique Orale.docx
- 4 - Convention UTD.docx
- 1 - Convention Congrès SNES FSU.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - What A Trip Festival 2022 - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et l'Association pour le Festival International du Voyage et de l'Aventure de Montpellier (AFIVAM) - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier renouvellent leur soutien à la 6ème édition du festival WAT ! (What A Trip festival) organisé par l'association AFIVAM. Ce partenariat, qui s'articule autour d'un appui en logistique et en communication, répond à l'objectif de soutenir le rayonnement du territoire métropolitain au niveau national et à l'international.

Le WAT festival est une manifestation autour des films de voyages et d'aventure née à Montpellier en 2017. Le festival permet à toute la communauté des voyageurs de France de se rencontrer et se retrouver lors d'un événement unique et fédérateur. Pendant 5 jours (du 21 au 25 septembre 2022), cet événement, qui se tiendra sur la place du Peyrou cette année, intègre une compétition officielle de films autour de laquelle gravitent tous les éléments de la culture du voyage : une série de concerts, des expositions et conférences gratuites dans l'Écusson, un village comprenant un salon du voyage, une librairie du voyage ainsi qu'un espace de restauration.

Autour de Laurent BALLESTA, maître de cérémonie du festival, un collège de 4 professionnels issus du monde du voyage et de l'aventure sera chargé de départager 12 films en compétition officielle. Ce festival, qui rassemble de nouveaux talents et de nouvelles passions, trouve un écho au-delà des frontières naturelles du territoire de la Métropole. En cohérence avec les valeurs de sobriété écologique et de responsabilité sociétale, l'association AFIVAM organise le WAT Festival, qui est un événement important pour le territoire de Montpellier.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite promouvoir l'organisation de ce festival par un soutien logistique, en organisation, mise à disposition de salles et en communication pour une valorisation plafonnée à 30 000 € TTC. Cette valorisation pourra être révisée en fonction des tarifs précisés par les services à la signature de la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et AFIVAM ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196624-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de partenariat WAT 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional du Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO) pour l'organisation du salon professionnel Destination Incentive - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le tourisme, et en particulier le tourisme d'affaires, est un moteur de l'économie locale. Nombre de professionnels dépendent directement ou indirectement de l'économie touristique dont les retombées portent sur différentes filières : commerce et artisanat, production agricole locales, hébergements, transports...

Pour soutenir la filière, Montpellier Méditerranée Métropole a candidaté pour recevoir à Montpellier tous les 2 ans le workshop « *Destination Incentive* » organisée par le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs d'Occitanie (CRTLO). Ce workshop, à destination des organisateurs d'événements en entreprises, agences événementielles, associations et fédérations aura lieu au Corum les 16 et 17 octobre 2022. Le programme comprend des rencontres *Business to Business* (BtoB) avec les acteurs MICE (*Meetings, Incentives, Conferences, Exhibitions*) de la destination, une soirée networking et des animations.

L'objectif de « *Destination Incentive* » est triple :

- Faire connaître l'offre MICE aux prescripteurs ;
- Développer les contacts commerciaux pour les entreprises régionales présentes sur le salon ;
- Positionner la destination Occitanie Sud de France comme une référence nationale, voire internationale, dans le tourisme d'affaires.

Compte tenu de l'importance du tourisme d'affaires pour l'ensemble des acteurs économiques locaux, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole soutienne financièrement l'organisation du workshop. La participation financière est de 25 000 €. Le cadre budgétaire et les modalités de partenariat sont décrits dans la convention de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Comité Régional de Tourisme et des Loisirs ;
- D'approuver le versement de 25 000 € pour l'organisation du workshop « *Destination Incentive* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196663-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet_de_convention_CRTLO_Metropole (002).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Attractivité

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien à l'artisanat - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au soutien de l'association Les Nouvelles Grisettes - Avenant n°1 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les Nouvelles Grisettes ont créé le premier tiers-lieu de la mode et du textile régional dans un local de 900 m² inauguré en 2021. Un lieu en réponse à la demande de circuits-courts des consommateurs : des produits textiles confectionnés et commercialisés localement. Avec, comme maître mot, la qualité. Un lieu ressources où les professionnels (re)pensent ensemble la filière textile : coworking, échanges, etc.

Ce projet s'appuie sur un collectif de couturiers et créateurs accompagné d'un collectif d'entrepreneurs investis bénévolement.

Une convention de co-financement a été signée en 2021 entre la Métropole (délibération n°M2021-167 du conseil de Métropole en date du 29 mars 2021) et la Région Occitanie (délibération n°CP/2021-AVR/09.09 de la Commission Permanente du Conseil Régional en date du 16 avril 2021) afin de soutenir ce projet de tiers-lieux sur une période de 3 ans. Cette convention prévoyait un financement à hauteur de 17 500 € en 2021, 2 500 € en 2022 et 2 500 € en 2023.

Compte-tenu du contexte économique et sanitaire, la Métropole souhaite augmenter son soutien au tiers-lieu de 15 000 € pour les années 2022 et 2023, ce qui porte la subvention à 17 500 € pour 2022 et 2023.

Il est donc proposé à Montpellier Méditerranée Montpellier de signer un avenant à la convention de co-financement avec la Région Occitanie afin de modifier les conditions de financement pour 2022 et 2023 dans le sens précité.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant 1 à la convention de co-financement entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Région Occitanie relative au projet de l'association les Nouvelles Grisettes de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Sylvie ROS-ROUART.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197098-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cofinancement 3M - REGION
- plan de co-financement 3M REGION

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la société VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des deux parties à chaque étape ;
- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés ;
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour ;
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours ;
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données ;
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ... ;
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux... ;
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de traitement des eaux usées par la station d'épuration MAERA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196049-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Assainissement - Avenant n°4 relatif aux modalités de fin du contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à VEOLIA Eau - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX l'exploitation de son service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration MAERA par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 3 avenants. Par avenant n°3 déposé en préfecture le 21 juin 2021, le Contrat a été prolongé d'un an, fixant son terme au 31 décembre 2022.

Conformément à l'article L.3135-1 1° du Code de la commande publique, l'article 3 de la convention, l'article L.3135-1 5° du Code de la commande publique un quatrième avenant au contrat de délégation est proposé au Conseil. L'objet du présent avenant est d'organiser les modalités précises de la fin du contrat d'affermage, et de préparer le transfert du service au prochain exploitant en vue d'assurer la continuité du service.

Le présent avenant trouve son fondement :

- Dans l'exigence de continuité et de régularité de fonctionnement du service public à l'égard de l'ensemble des usagers et, par conséquent, la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service ;
- Dans les dispositions du Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 2224-11-4 relatif aux dispositions obligatoires en préparation de l'échéance du contrat de délégation de service public de l'assainissement collectif ;
- Dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L.1224-1 et suivants du Code du travail relatif au devenir des contrats de travail en cas de changement d'employeur, mais également des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'eau et d'assainissement ;
- Dans les stipulations contractuelles relatives à la préparation de l'échéance du contrat d'affermage ;

Les parties conviennent de prendre en compte pour la mise en œuvre de cet avenant :

- Les stipulations régissant les opérations de fin de contrat définies au contrat d'affermage et ses avenants ;
- Les dispositions protégeant le secret en matière industrielle et commerciale des affaires conformément à la réglementation en vigueur ;
- Le principe d'exécution de bonne foi des contrats.

L'avenant précise entre autres :

- Le planning détaillé des opérations de fin de contrat avec les obligations des 2 parties à chaque étape,
- Les modalités de réalisation, fourniture et transmission des inventaires actualisés,
- Les droits et obligations en matière de biens de reprise et biens de retour,
- Les modalités de prise en compte des travaux en cours,
- Les éléments en rapport avec le système d'information : propriété et gestion des données,
- Les engagements comptables et financiers dus en matière de clôture des comptes, créances, reversement, coopération décentralisée, bilan, ...
- Le devoir d'information et communication sur les engagements contractuels éventuels pris au titre du service : conventions, sinistres, contentieux...
- Le personnel transférable.

Cet avenant n'a pas d'impact financier sur le contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation du service public de collecte des eaux usées des communes raccordées à la station d'épuration Maera ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 4

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Convention de mise à disposition de services entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues-Campagne (SMGC) relative au poste d'animation de l'aire d'alimentation des captages de Bérange et de Fontmagne - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) de 2006 a instauré le dispositif de protection des « *zones soumises aux contraintes environnementales (ZSCE)* » applicable aux captages les plus menacés par les pollutions diffuses, notamment les nitrates et les produits phytosanitaires, définis comme « *prioritaires* » par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône-Méditerranée.

A l'Est du territoire de la Métropole et dans le même aquifère, deux systèmes de production d'eau étaient initialement concernés :

- Les forages de Bérange Nord et Sud à Saint Geniès des Mourgues relevant de la compétence du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) et alimentant les Communes de Baillargues, Castries et Saint Geniès des Mourgues ;
- Les forages de Garrigues Basses F1 et F2 à Sussargues relevant de la compétence de la Métropole et alimentant la Commune de Sussargues.

Exploitant le même aquifère, le SMGC et la Métropole avaient convenu en 2012 de mettre en commun leurs études et leurs dispositifs de protection. Cet engagement s'est formalisé au travers d'une première convention du 5 juillet 2012 prévoyant un groupement de commandes et une répartition de l'autofinancement au prorata des volumes prélevés dans la ressource, soit 80% pour le SMGC et 20% pour la Métropole.

L'étude et le plan d'actions de ces deux captages ont été approuvés par délibération du 17 décembre 2014 par le SMGC et par délibération du 5 mars 2015 par la Métropole. Ce plan d'actions est mis en œuvre grâce à la création par le SMGC, avec le concours financier de la Métropole, d'un poste de chargée d'animation, accueillie depuis mars 2015 au sein des services de la Métropole. Cette animation a permis de mettre en œuvre les mesures du plan d'actions à destination des collectivités et des exploitants agricoles, tels que des plans d'amélioration des pratiques phytosanitaires et horticoles ; la réalisation d'une aire collective de remplissage et de lavage des pulvérisateurs agricoles ; des mesures agro-environnementales et climatiques ; des journées de formation techniques, etc...

Le contexte relatif à la réalisation de cette mission a connu les évolutions suivantes :

- Arrêt de l'exploitation des forages de Garrigues Basses en 2018 et retrait de la liste des captages prioritaires du SDAGE 2022-2027 ;
- Inscription des forages de Fontmagne à Castries en tant que nouveau captage prioritaire exploitant la même ressource que les forages de Bérange. Les forages de Fontmagne contribuent à ce titre à l'alimentation en totalité des Communes de Saint-Vincent-de-Barbeyrargues, Assas et Teyran ainsi que celles de Castries et Castelnau-le-Lez en partie.

Dans ce cadre, le SMGC et la Métropole souhaiteraient conclure une nouvelle convention d'une durée de cinq ans ayant notamment pour objet :

- De poursuivre leur objectif commun de protection de la ressource en eau par l'accompagnement à la transition agro-écologique du territoire ;
- D'actualiser, tant sur le fond que sur la forme, le cadre de partenariat dévolu aux conditions d'accueil, d'exercice et de financement du poste d'animation pour la période d'application du nouveau SDAGE (2022-2027)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de service entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196506-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_3M-SMGC_2022_vuCG-vuAV.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Transfert de la coordination du projet LIFE REWA à la Régie des Eaux - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est lauréat de l'appel à projets européen LIFE 2020 pour le projet LIFE20 ENV-FR 000192 Life Rewa. Ce projet consiste à expérimenter sur le territoire de la Métropole un équipement mobile de production d'eau recyclée à partir des eaux usées traitées en sortie de station d'épuration. Sur cinq stations du territoire, des stockages d'eau recyclée de différentes qualités seront ainsi proposés à des usagers professionnels consommateurs d'eau pour leurs usages agricoles, industriels ou urbains. Ce projet signe l'émergence de la disponibilité d'une nouvelle ressource, se substituant à l'eau potable ou l'eau brute, pour une grande quantité d'usages ne nécessitant pas d'eau potable (lavage des voiries, hydro-curages des réseaux, arrosage espaces verts, ...).

Par ailleurs, Montpellier Méditerranée Métropole, lors du Conseil du 29 mars 2021, a approuvé le passage en régie publique de son service public de l'assainissement. La Régie des eaux, déjà existante pour le service public de l'eau potable et de l'eau brute, élargira donc ses missions à l'assainissement à compter du 1^{er} janvier 2023.

Celle-ci sera donc en pleine responsabilité du fonctionnement des 13 stations d'épuration du territoire, tant du point de vue réglementaire que de l'exploitation technique des équipements. Elle aura donc à la fois la maîtrise de la production d'eau usée traitée, mais aussi la responsabilité de la gestion de la ressource en eau potable disponible sur le territoire. Pour ces raisons, la Régie des eaux a toute la légitimité et les compétences réunies pour assurer la coordination du projet LIFE Rewa, en lieu et place de la Métropole qui assure cette coordination depuis le début du projet, en septembre 2021. Au moment du dépôt définitif de la candidature de la Métropole à l'appel à projets LIFE 20 (février 2021), le choix du transfert du service public de l'assainissement à la Régie n'avait pas encore été entériné.

Il s'agit donc aujourd'hui de proposer une modification du consortium des partenaires bénéficiaires du projet, en rajoutant la Régie des eaux comme bénéficiaire coordinateur, à la place de Montpellier Méditerranée Métropole. La Métropole reste un bénéficiaire associé, au titre des dépenses déjà engagées jusqu'au transfert de coordination, mais aussi du fait qu'elle conserve les actions de valorisation et communication du projet à l'attention du grand public.

L'objectif, le déroulement prévisionnel et le budget global du projet ne sont pas affectés par ce changement ; seule la répartition des actions entre la Métropole et la Régie des eaux, nouveau bénéficiaire direct de la subvention, est modifiée, et fera l'objet d'une révision de l'accord de consortium.

La nouvelle proposition de convention de financement, fera donc apparaître les nouvelles répartitions techniques et financières des actions du projet entre les quatre partenaires du Consortium : la Régie des eaux comme bénéficiaire coordinateur et Montpellier Méditerranée Métropole, l'Institut Européen des Membranes et DV2E comme bénéficiaires associés.

La prise d'effet de cet avenant est proposée au 1^{er} novembre 2022 afin de permettre à la Régie des eaux de recruter le personnel dédié à ce projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du transfert de la coordination du projet LIFE20 ENV-FR 000192 Life Rewa de Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195130-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Syndicat du Bas Languedoc - Reprise pour le service de la Commune de Murviel-lès-Montpellier de la compétence de distribution d'eau potable par Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80% des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est substitué en 2010 à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui exerce la compétence à travers un nouveau contrat de délégation de service public confié depuis le 1^{er} janvier dernier à la Société d'Economie Mixte à Opération unique (SEMOP) « Eau du Bas Languedoc ».

Le SBL est un syndicat mixte fermé à la carte avec une compétence obligatoire de production et d'adduction d'eau potable et une compétence optionnelle de distribution d'eau potable.

Par délibération du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable.

Ainsi sollicitée, Montpellier Méditerranée Métropole par délibération du 29 mars 2021 a pris acte de l'expression de cette volonté et mis à l'étude la reprise de la compétence de distribution d'eau potable pour le service de Murviel-lès-Montpellier.

Les études menées par les services du Syndicat, de la Régie et de la Métropole ayant conduit à la faisabilité de l'opération, le Conseil de Métropole a donc, en sa séance du 22 mars dernier, sollicité la reprise de la compétence et notifié sa délibération au syndicat.

Ce dernier par délibération du 28 juin dernier approuve le principe de la reprise de compétence et conformément à ses statuts invite les EPCI membres du syndicat, Montpellier Méditerranée Métropole, Sète Agglopôle Méditerranée et Hérault Méditerranée à se prononcer par délibération de leur organe exécutif dans un délai de trois mois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De donner un avis positif à la reprise par Montpellier Méditerranée Métropole, à compter du 1^{er} janvier 2023, de la compétence de distribution d'eau potable sur le service de Murviel-lès-Montpellier proposée dans la délibération du conseil syndical du Syndicat du Bas Languedoc en date du 28 juin 2022 ;
- De notifier cette délibération au Syndicat du Bas Languedoc ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198878-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Délibération syndicat

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Boris BELLANGER, Florence BRAU, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Cycles de l'eau - GEMAPI - Schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le quartier de la Mosson figure parmi les douze Quartiers Politique de la Ville identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire et fait partie du Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain (NPNRU) en tant que quartier d'intérêt national. Le Conseil de Métropole et le Conseil municipal ont approuvé les 29 mars et 12 avril 2021 la convention de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, signée par l'ensemble des partenaires le 23 juillet 2021. L'Agence Nationale de Renouvellement Urbain (ANRU) a par ailleurs accordé des financements complémentaires, permettant de conforter l'ambition du projet, en intégrant notamment la transformation du secteur Saint Paul, le recyclage de nouvelles copropriétés dégradées, la construction de nouveaux groupes scolaires et la poursuite des interventions sur le grand mail.

Les objectifs fondateurs ayant guidé l'élaboration du projet sont les suivants :

- Ouvrir le quartier et l'espace public au travers des cours paysagers Est-Ouest, avec notamment l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité, en s'inscrivant tout particulièrement à l'échelle du piéton ;
- Activer l'économie et l'offre de loisirs grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, en offrant une nouvelle attractivité résidentielle, économique, environnementale et de loisir au quartier, ouvrant à de nouveaux choix d'habiter, de travailler, et de consommer dans le quartier ;
- Améliorer la qualité de vie au quotidien en remettant la nature et le paysage au cœur du quartier, avec l'ouverture du quartier à la nature environnante, où le parc de la Mosson, les berges et le lac des Garrigues redeviennent des atouts forts du quartier ;
- Connecter le quartier de la Mosson à la ville et aux communes voisines avec les nouveaux réseaux de transports, en favorisant les greffes urbaines et en ouvrant le quartier vers la Métropole, par des cheminements doux mais aussi par de nouveaux éléments d'attractivité.

Ces objectifs se traduisent par un projet de renouvellement urbain ambitieux porté par la Métropole pour contribuer à la transformation du quartier et ainsi introduire de la mixité fonctionnelle, de la mixité sociale, d'améliorer le cadre de vie et l'environnement.

Par délibération en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre d'une concession d'aménagement notifiée le 21 janvier 2020.

Aussi, dans le cadre de l'exercice de la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et du projet de renouvellement urbain Mosson notamment en partie sud du quartier, des études hydrauliques ont été menées ces dernières années par la Métropole sur le bassin versant du Rieutord. Le Rieutord est un cours d'eau urbain qui traverse le quartier Mosson pour se rejeter dans la Mosson en aval du Stade de la Mosson. Ce bassin versant, d'une superficie d'environ 3 km² a un temps de réaction rapide et est alimenté en grande partie par du ruissellement urbain.

A travers ces études, l'actualisation de la connaissance du risque à l'échelle du bassin versant du Rieutord permet la prise en compte des risques dans l'aménagement, la maîtrise du coût des dommages liés à l'inondation par la connaissance, la réduction de la vulnérabilité des biens et le respect des principes d'un aménagement du territoire qui intègre les risques d'inondation.

Les études conduites ont pris en compte les effets du renouvellement urbain et notamment ceux de la désimperméabilisation des sols qui sera permise par le renouvellement urbain du quartier Mosson. Elles ont tenu compte des risques de crue des cours d'eau mais aussi des effets du ruissellement pluvial à l'échelle du bassin versant. Elles ont bénéficié des outils de modélisation les plus performants du moment et se sont basées sur des données précises de terrain.

Elles ont abouti à une nouvelle cartographie des hauteurs d'eau générées pour la pluie de septembre 2014, octobre 2014 exceptionnelle, ce qui permet d'anticiper la nouvelle cartographie du risque qui sera produite par les Services de l'Etat dans les prochaines années.

Le Rieutord n'avait jusque-là pas été cartographié dans le Plan de Prévention du Risque Inondation (PPRi) de la Ville de Montpellier. Cette nouvelle donnée permet de compléter la connaissance du risque sur ce territoire mais également de prendre en compte la thématique ruissellement urbain dans le projet de renouvellement urbain.

Les résultats obtenus ont permis de mettre en évidence un cours d'eau dont les dimensions diminuent significativement au droit du Giratoire Schumann avec un ouvrage hydraulique existant sous dimensionné générant des débordements importants sur le secteur aval du Rieutord. Le ruissellement généré par le quartier Mosson a également pu être quantifié en cas d'évènements pluvieux exceptionnels et met en évidence des débits transitant sur chaussée importants avec des difficultés d'évacuation vers la Mosson.

Pour répondre aux enjeux du territoire, les études ont permis de proposer un schéma directeur hydraulique cohérent à l'échelle du bassin versant pour diminuer de façon significative le risque inondation au droit des zones à enjeux existantes, notamment sur le secteur Parc 2000 en rive gauche du Rieutord mais également au droit des futures opérations de renouvellement urbain au niveau de Mosson Sud.

Ce schéma directeur servira également de référence pour les documents de planification urbaine et permettra d'encadrer les dossiers loi sur l'eau des prochaines opérations d'aménagement concernées par le projet de renouvellement urbain du quartier Mosson, comme document guide, facilitant ainsi leur mise en œuvre et garantissant la cohérence globale des aménagements et de leurs objectifs à l'échelle du bassin versant.

Afin de répondre à l'ensemble des objectifs recherchés, l'analyse hydraulique a conclu à la nécessité de faciliter l'écoulement des eaux du Rieutord et du ruissellement généré sur le quartier vers la Mosson par la reprise de l'ouvrage hydraulique existant sous le Giratoire Schumann. Le schéma directeur permet également de définir les cotes de calage altimétrique des planchers des bâtiments et des entrées des sous-sol des futurs aménagements urbains de façon à assurer leur mise en sécurité vis-à-vis du risque inondation.

Le schéma directeur hydraulique prévoit ainsi les aménagements suivants :

- Le doublement de l'ouvrage hydraulique existant sous le giratoire Schumann et la ligne 1 de tramway ;
- Le remodelage du terrain autour du Giratoire de façon à améliorer l'évacuation du ruissellement du quartier Mosson vers la Mosson et à gérer au maximum ces écoulements de surface au niveau de l'espace public et des voiries ;
- La désimperméabilisation de nombreux ilots fonciers et de l'espace public, au gré des opérations de renouvellement urbain, accompagnée d'ouvrages de compensation à l'imperméabilisation de type noue qui permettront ainsi de favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol ;
- La construction d'un bassin de stockage de 5 000 m³ en amont du Lycée Léonard de Vinci permettant de réduire sa vulnérabilité ;
- La construction d'un pont routier sur le Rieutord, transparent aux écoulements, pour améliorer la desserte entre les quartiers Parc 2000 et Mosson Sud.

Les aménagements prévus permettront :

- D'abaisser les hauteurs d'eau sur les enjeux existants de Parc 2000 pour l'aléa de référence d'octobre 2014, supérieur à la crue centennale, diminuant ainsi sa vulnérabilité ;
- De garantir le projet de renouvellement urbain du secteur Mosson Sud, sans exposition au risque ruissellement et inondation.

Le montant estimatif du programme d'aménagement prévu au schéma directeur s'élève à 6 M€ HT pour les ouvrages hydrauliques et 3 M€ HT pour l'ouvrage d'art de franchissement du Rieutord. La désimperméabilisation des sols des ilots urbains et de l'espace public pourra être financée par l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse, notamment dans le cadre du contrat Grand Cycle de l'Eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole ;

- D'approuver les termes du schéma directeur hydraulique du bassin versant du Rieutord ;
- D'autoriser la réalisation des aménagements proposés ;
- De dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196253-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Environnement - Délégation de Service Public - Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid - Avenant n°8 - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

La chaufferie de la Motte Rouge (ci-après la « *Chaufferie* »), est située sur l'ensemble immobilier domanial immatriculé au tableau général des propriétés de l'État 340-01339, cadastré section AS n° 25 qui a été attribué à titre de dotation à l'Université Montpellier II par arrêté interministériel du 10 février 1984. Celle-ci fournit le chauffage à l'Université de Montpellier, antérieurement dénommée « Université Montpellier II », et à l'Université de Montpellier III. La gestion de cette Chaufferie a été assurée par l'Université Montpellier de 1984 à 2007.

Par convention de transfert de gestion conclue en date du 21 juin 2007, la Ville de Montpellier, puis la Métropole qui s'y est substituée suite au transfert de compétence, s'est vue transférée par l'État la gestion de la Chaufferie jusqu'au 31 décembre 2022.

Dans ce cadre, et dès 2007, la Chaufferie a fait l'objet d'un programme de travaux pour la transformation au bois de la chaufferie au charbon. La centrale faisant appel principalement à une énergie renouvelable, le réseau de chaleur Université a été classé par l'Etat via l'arrêté du 26 avril 2022.

Par délibération en date du 22 mars 2022, le Conseil de Métropole a défini les périmètres de développement prioritaire dont celui desservi par la chaufferie de la Motte Rouge. En conséquence, l'ensemble des bâtiments Universitaires et Hospitaliers déjà raccordés au réseau de chaleur de la Motte Rouge ont l'obligation de le rester.

La transformation de la chaufferie et l'exploitation de celle-ci ayant répondu aux attentes, l'Etat, l'Université, la Métropole de Montpellier et la SERM proposent de poursuivre ce partenariat. Ainsi, il est proposé un renouvellement de la convention de transfert de gestion à partir du 1^{er} janvier 2023 jusqu'au 31 décembre 2037 soit pour une durée de quinze ans.

Le Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid (RMCF) est une délégation de service public confiée par Montpellier Méditerranée Métropole à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM) qui assure le développement, la construction et l'exploitation de la production et de la distribution de chaleur et de froid sur le territoire de la Ville de Montpellier.

Depuis 2007, la SERM s'est vue confier la gestion de la centrale de production de la Motte Rouge dans le cadre de la délégation de service public RMCF, jusqu'au 31 décembre 2022.

La poursuite de l'exploitation de la centrale de production de « *la Motte Rouge* » au-delà de 2022, se traduit par une actualisation du plan quinquennal de travaux prévisionnels de la période 2022-2026 décrit dans l'avenant n° 7. En effet, des travaux de mise en conformité des cheminées afin de les rehausser et le remplacement des chaudières gaz, utilisées uniquement en appoint et secours des chaudières bois, sont nécessaires. L'investissement brut prévisionnel est estimé à 1,2 M€ HT.

Au global, le programme prévisionnel de travaux 2022-2026 de la délégation de service public est évalué à 32,08 M€HT avec un montant de subventions attendu de 7,97 M€.

Par ailleurs, suite à l'adoption des précédents avenants, il y a lieu d'actualiser le règlement de service du réseau de chaleur et de froid annexé au contrat de concession. Ce document définit les conditions générales et les obligations réciproques entre le délégataire et les abonnés à un réseau de chaleur ou de froid. Il fixe notamment les modalités d'exercice du service, les tarifs, les obligations de chaque partie, les modalités de raccordements, etc.

Les parties se sont donc rapprochées et ont convenu d'adapter la Concession aux conditions et modalités fixées par l'avenant n°8, conformément à l'article L 3135-1 et à l'article R3135-2 du code de la commande publique.

Pour information, ce projet d'avenant n°8 au contrat de concession du réseau public de distribution de chaleur et de froid a été présenté préalablement en commission de délégation de service publique (CDSP) le 12 juillet 2022, qui a émis un avis favorable à sa conclusion, conformément à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le renouvellement la convention de transfert de gestion ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°8 au contrat de concession ;
- D'autoriser la SERM à procéder aux travaux du plan quinquennal actualisé 2022-2026 ;
- D'approuver les termes du nouveau règlement de service ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 18 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Eric PENSO, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196107-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_Convention de transfert de gestion 2022.pdf
- 20220712_RMCF_Projet_Avenant8.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe2_PQ_VB_2022-2026.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe3_PQ_VNC_2022-2026.pdf
- RMCF_Avenant8_Annexe4_CEP.pdf
- 20220712_RMCF_REGLEMENT_Service_vJuillet22.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour la mise en œuvre de la stratégie zéro déchet, la prévention des déchets, l'amélioration du tri et du nettoyage aux abords des résidences ACM Habitat - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

En 2010, ACM Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité renforcer leur partenariat sur la problématique de gestion des déchets ménagers et assimilés et notamment l'amélioration du tri sélectif dans les résidences gérées par ACM Habitat. Pour ce faire, une convention précisant les actions à mener, les moyens humains, la mise à dispositions de matériels de communication ainsi que les aspects financiers alloués à chacune des parties a été établie. Cette convention de trois ans, a par la suite, été renouvelée en 2011, 2013, 2016 et 2019. Ainsi deux salariés d'ACM Habitat ont pu être dédiés à l'emploi de messenger du tri et de correspondant propreté et développement durable. Ces deux postes ont permis :

- D'établir des relations entre les services des deux structures afin de solutionner rapidement des problématiques de gestion de déchets et de nettoyage ;
- D'organiser des actions de prévention et de sensibilisation sur le patrimoine d'ACM Habitat ;
- D'optimiser les dispositifs de pré-stockage des déchets et notamment de tri sélectif ;
- De déployer le compostage collectif ;
- D'établir des diagnostics avec évaluation des résultats ;
- De former le personnel de proximité d'ACM Habitat.

Ce projet sur le long terme, permet de dresser un bilan positif. En effet, les relations entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat s'en sont trouvées facilitées. Un grand nombre de foyers ont pu être sensibilisés par des opérations en porte à porte ou via des animations ponctuelles. En complément, cette convention a permis d'intégrer les actions dans le programme local de prévention des déchets ménagers et assimilés de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération du 22 mars 2022, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une politique ambitieuse zéro déchet de prévention, de sensibilisation et d'incitation visant à réduire au maximum les déchets et à modifier les comportements. Cette stratégie proactive vise à réduire tous les flux de déchets, y compris les recyclables, afin de préserver au mieux les ressources des territoires et les pollutions induites par les activités de production et le traitement des déchets. Elle constitue la seule solution pour réduire le coût exorbitant de l'exportation des déchets supporté par les contribuables. La nouvelle politique se donne également pour objectif de mettre la prévention et l'économie circulaire au cœur de la stratégie déchets, dans une logique vertueuse de diminution de production de déchets, d'éco-consommation et d'éco-exemplarité. Concrètement, le projet de la Métropole vise à impulser une nouvelle dynamique de captation des flux, prioritairement de biodéchets, parallèlement à la valorisation des autres matières : tri sélectif, verre, textile, etc.

ACM Habitat dans le cadre de son rapprochement avec le groupe SERM-SA3M, vient de mettre en place une nouvelle Direction Innovation, Performance et Stratégie dans laquelle le service Transition Ecologique est chargé de créer une brigade « *Zéro Déchet* ». Cette brigade sera constituée de volontaires en service civique et devra être encadrée afin qu'elle puisse mener à bien ses missions. Une volonté forte d'amplifier ses actions d'amélioration de la gestion des déchets sur son patrimoine ainsi que de l'accompagnement aux changements de pratiques des locataires vers des gestes plus vertueux et respectueux de l'environnement, est en train de se structurer davantage à ACM Habitat.

La convention actuelle arrive à son terme au 31 août 2022. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat souhaitent poursuivre leur engagement commun au travers d'une nouvelle convention de trois ans intégrant la forte ambition de la politique zéro déchet : réduction à la source des déchets par l'installation de composteurs et d'espaces de réemploi, amélioration du tri des déchets et du nettoyage aux abords des résidences, plus forte implication des habitants dans les éco-gestes.

Cette nouvelle convention d'une durée de 3 ans a pour objet de :

- Programmer des travaux d'aménagement de locaux poubelles et de réemploi pour améliorer l'accès des résidents, et prendre en compte l'extension des consignes de tri des emballages et papiers ;
- Réaliser un suivi régulier sur la dotation en bacs des résidences, sur le respect des consignes de tri ainsi que sur le nettoyage des locaux et des abords des résidences ;

- Créer dans les résidences neuves ou réhabilitées des locaux spécifiques pour les encombrants, avec si possible des espaces de réemploi ;
- Equiper les résidences pourvues d'espaces verts en composteurs ;
- Intégrer la mise en place de composteurs dès la conception des nouveaux projets ;
- Optimiser les dispositifs de pré-collecte des déchets grâce à des expertises menées conjointement Métropole/ACM Habitat ;
- Déployer de la communication à destination des habitants sur le geste de tri, le compostage, la réduction des déchets à la source avec un panel d'actions de proximité (communication engageante, animations en pied d'immeuble ...) ;
- Favoriser l'innovation croisée pour répondre aux enjeux de la politique « Zéro Déchet » et anticiper les conséquences des nouvelles réglementations (loi Anti-Gaspillage et Economie Circulaire notamment) ;
- Financer les deux chargés de mission à temps plein salariés d'ACM Habitat : le chargé de mission prévention, de sensibilisation et de coordination de la Brigade zéro déchet et le chargé de mission du référent nettoyage et gestion des déchets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et ACM Habitat pour l'amélioration de la prévention, de gestion des déchets et du nettoyage aux abords des résidences ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser, Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196425-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ACM - 3M 26 juillet 2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Boris BELLANGER, Florence BRAU, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Célia SERRANO, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ

Environnement - Projet interrégional européen "Fleurs Locales" - Expérimentation au domaine de Viviers - Convention de mise à disposition entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire des Espaces Naturels (CEN) Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est propriétaire du Domaine de Viviers situé au Nord-Est de son territoire. Ce site constitue une entité foncière de plus de 200 ha regroupant des terres agricoles, des espaces boisés et un grand ensemble de bâti (Mas de Viviers). Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Métropole, révisé en 2019, identifie le Domaine de Viviers comme support potentiel de « *ferme ressource* ».

La Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie (CEN Occitanie) sont engagés dans un partenariat fort pour l'élaboration d'une stratégie de préservation de la biodiversité sur le territoire. Parmi les thématiques identifiées, des actions conjointes de développement de l'agroécologie et d'intégration des enjeux environnementaux dans les dynamiques agricoles du territoire sont prévues. Une démarche de co-élaboration d'un plan de gestion agroécologique et environnemental du Domaine de Viviers a notamment été engagée.

Avec la nouvelle stratégie définie pour sa politique agroécologique et alimentaire approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022, la Métropole réaffirme l'objectif partagé de renforcer la résilience agricole et la souveraineté du territoire. Elle s'engage notamment à mettre en œuvre les orientations définies sur son propre patrimoine et à contribuer à la création de référentiels inspirants. A ce titre, le Domaine de Viviers constitue un espace privilégié de déploiement, d'impulsion et d'expérimentation de sa politique agro-écologique et alimentaire.

De son côté le CEN Occitanie est chef de file du projet interrégional sur l'espace Sud-ouest européen (SUDOE) « *Fleurs locales* ». Ce projet réunit des partenaires en France (dans la région Occitanie) ainsi qu'en Espagne et au Portugal. Il a pour objectif de renforcer l'utilisation de semences autochtones pour la restauration d'espaces naturels et d'agrosystèmes en contexte Méditerranéen et d'initier la création de filières régionales de production de ces semences. Plus globalement, ce travail s'inscrit dans la lutte contre l'érosion de la biodiversité et il vise à fournir des solutions aux gestionnaires de milieux naturels et agricoles pour accroître la biodiversité dans ces espaces. Ce projet comporte un volet expérimental durant lequel des cortèges de semences sauvages natives seront testés dans différents sites (milieux naturels et agricoles). Le CEN Occitanie coordonne les expérimentations qui seront menées en France sur 4 sites.

Dans ce cadre, l'opportunité d'un partenariat visant à développer un essai de renaturation à base de semences indigènes sur le Domaine de Viviers a été identifiée, avec deux axes d'intervention :

- La mise en œuvre de travaux de restauration par le semis de semences herbacées sauvages autochtones ;
- La mise en œuvre, sur une durée de 3 ans, d'un suivi phyto-sociologique permettant d'évaluer le potentiel de restauration de ces semences sur les prairies.

Pour permettre la réalisation de l'expérimentation et en accord avec la démarche engagée de plan de gestion du Domaine de Viviers, le partenariat prévoit la mise à disposition à titre gratuit d'un terrain d'une superficie de 1ha, sur une parcelle propriété de la Métropole située à Clapiers. Le CEN Occitanie prend à sa charge les travaux de restauration de la parcelle estimés à 28 000 € HT ainsi que les coûts de conception et de pose de panneaux de communication. Les frais engagés par le CEN Occitanie pour le suivi phytosociologique du site d'expérimentation seront remboursés par la Métropole dans la limite de 8 000 € HT sur justificatifs de dépenses.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels d'Occitanie dans le cadre de l'expérimentation du projet « *Fleurs Locales* » au Domaine de Viviers ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196329-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de mise a disposition de foncier_3M_CEN

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Environnement - Conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire - Modification de la répartition des montants - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Conseil de Métropole du mardi 22 mars 2022, par la délibération n°M2022-86, a approuvé et autorisé la signature des conventions de déploiement du financement du Plan de Relance relatif aux Projets Alimentaires Territoriaux, pour le programme partenarial de mise en œuvre de la Politique Agroécologique et Alimentaire.

La convention N°2021-R76-749 relative à l'attribution d'une subvention à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de Montpellier Méditerranée Métropole pour une action sur la thématique « *Offre Alimentaire* » opérée par le ministère de l'Agriculture et de l'alimentation au titre du Programme 362 prévoit les conditions de versement à Montpellier Méditerranée Métropole d'une subvention pour la mise en œuvre de projets. Cette aide de l'Etat de 729 000 € est répartie entre 28 actions portées par Montpellier Méditerranée Métropole, 5 communes du territoire et 6 partenaires. L'ensemble du programme doit être mis en œuvre avant le 31 décembre 2023, et les crédits consommés.

La répartition du calendrier de reversement des subventions par la Métropole aux communes et partenaires porteurs de projets doit être ajustée au calendrier de versement de la subvention par l'Etat à la Métropole, à savoir 65% de la subvention en 2022, 25 % en 2023 et le solde en 2024, nécessitant une révision de l'annexe 1 à la délibération n°M2022-86.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le calendrier révisé de reversement de la subvention de l'Etat aux porteurs des actions lauréates du Plan de Relance, et sa répartition par projet ; entraînant modification de l'annexe 1 de la délibération n°M2022-86 ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198758-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de financement des actions lauréates du Plan de Relance (actualisation du calendrier des versements)

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention pour l'accueil de groupes à l'Ecolothèque entre Montpellier Méditerranée Métropole et les Centres médicaux spécialisés et les crèches sur le territoire de la Métropole - Renouvellement - Autorisation de signature

Monsieur Roger CAIZERGUES, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Depuis sa création, l'Ecolothèque accueille des groupes d'adultes ou d'enfants en situation de handicap et des enfants de crèches dans le cadre d'une convention renouvelable tous les ans. Ces usagers, dans le cadre de leur projet pédagogique, sont ainsi autorisés à fréquenter le domaine agricole de 4 hectares (animaux de la ferme, jardins, serre), la médiathèque et de bénéficier sur demande de la mise à disposition d'une parcelle et d'outils pour la pratique agricole. Leurs encadrants sont invités deux fois par an à des ateliers de formation sur les activités dans l'Ecolothèque, animées par l'Ecolothèque. Les projets pédagogiques des groupes sont divers : découvrir la ferme et la nature, augmenter les facultés de concentration et d'attention, gérer les émotions et l'impulsivité, favoriser l'estime de soi et le sens des responsabilités, renforcer les apprentissages, respecter les consignes, éveiller les sens...

En 2021, l'Ecolothèque a accueilli régulièrement 20 crèches et 17 centres médicaux spécialisés soit 7 407 visites pédagogiques. Le nombre de visites en 2021 a été impacté par la pandémie de Covid-19.

La convention annuelle engage principalement :

- L'Ecolothèque : à accueillir les groupes dont la taille est limitée et sur un calendrier défini hors vacances scolaires et mercredis avec les conditions de sécurité réglementaires ;
- L'établissement bénéficiaire : à proposer un projet pédagogique adapté, à assurer l'accompagnement pédagogique et la surveillance des personnes dont il garde l'entière responsabilité et à régler une participation annuelle inscrite dans la délibération des tarifs de l'Ecolothèque pour un montant de 180 € en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre les centres médicaux spécialisés, les crèches et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les recettes sont inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention annuelle ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196736-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Exemple de convention Centres 2022-2023.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Soutien à la population ukrainienne - Convention entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le début de l'invasion russe en Ukraine le 24 février 2022, Montpellier Méditerranée Métropole affiche son soutien total à l'Ukraine en se mobilisant pour financer des opérations humanitaires et soutenir le gouvernement ukrainien.

Un dispositif d'accueil de premier niveau a ainsi été organisé, en partenariat avec l'Etat, la Croix-Rouge et le tissu associatif de la ville. Une aide d'urgence de 100 000 € a été votée à la Ville et à la Métropole pour soutenir le gouvernement ukrainien et financer des opérations humanitaires. De nombreux dons de produits de première nécessité ont été collectés à la Maison des Relations Internationales permettant l'envoi d'un convoi, composé d'agents, qui a fait route vers la frontière polonaise.

Face à la permanence de l'urgence de la situation, la Métropole s'engage aujourd'hui encore et souhaite apporter son soutien aux collectivités ukrainiennes, la ville de Lviv et l'Oblast de Lviv (équivalent de la Métropole). Située à l'Ouest de l'Ukraine, à 70 km de la frontière polonaise, Lviv compte près de 720 000 habitants. Fondée au XII^e siècle, Lviv, ancienne capitale austro-hongroise de Galicie, est marquée par un héritage polonais et austro-hongrois. Depuis 1998, le cœur historique de la ville et son ensemble architectural sont classés au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

La Métropole apporte son soutien à cette ville et son territoire en organisant plusieurs actions marquantes :

- En premier lieu, une grande collecte de fonds est lancée auprès des agents de la Ville de Montpellier, de la Métropole et du CCAS. Cette opération citoyenne, sera l'occasion de faire preuve de fraternité envers nos collègues de Lviv et d'exprimer notre engagement humanitaire en faveur de cette cause importante. Une régie est ainsi créée permettant de récolter des fonds, l'association Lviv local NGOs étant missionnée pour les remettre à la Ville de Lviv. Un pin's de soutien au peuple ukrainien sera remis à chaque contributeur ;
- Un inventaire est en cours auprès des services afin de lister tout matériel réformé qui pourrait être utile à la Ville et à l'Oblast de Lviv, au regard des difficultés actuelles d'approvisionnement : matériel pédagogique et infantile, matériels informatiques culturels ou sportifs... ;
- Enfin, vingt enfants de Lviv et leurs accompagnants vont être accueillis en août dans un centre de vacances situé à la Grande Motte.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser le lancement d'une campagne d'aides à la Ville et à l'Oblast de Lviv ;
- D'approuver les termes des conventions entre la Ville de Lviv, l'Oblast de Lviv, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser la prise en charge des frais afférents à la venue d'un groupe d'enfants de Lviv et de son Oblast ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197502-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Hors commission - Agence de Développement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2021-511 du 23 novembre 2021, le Conseil de Métropole a engagé le processus de création de l'Agence Interterritoriale de Développement pour répondre aux grands enjeux du mandat que sont l'emploi et la transition sociétale.

Les crises climatiques, énergétiques, sociales et économiques transforment l'économie mondiale et impactent le développement de notre territoire. Les modèles d'affaires, les secteurs économiques et l'emploi sont en pleine évolution. Les territoires doivent jouer un rôle stratégique et d'entraînement dans le nouvel écosystème mondial.

Face à cette situation d'urgence, la Métropole complète son action globale en faveur de la transition écologique et solidaire en posant un acte fondateur avec la création de l'Agence de Développement qui vient compléter ses nombreuses politiques publiques déjà engagées dans les transports et mobilités, l'aménagement du territoire et le logement, la santé globale. Cette ambition est menée en partenariat avec la Région Occitanie et les territoires du bassin de vie.

Sur le plan économique, les entreprises subissent les conséquences des différentes crises et doivent s'adapter. Pour autant, les moyens mis en place pour accompagner le changement semblent insuffisants selon le dernier rapport du GIEC, alors que les acteurs économiques constituent un levier essentiel pour conduire à de puissantes transformations du territoire.

Sur le long terme, les coûts de l'inaction s'avéreront nettement plus élevés que les coûts de la transition écologique qui généreront, par ailleurs, d'importantes opportunités pour les entreprises qui auront été les plus réactives et innovantes. A contrario, l'absence de prise en compte de la transition sociétale constitue un risque vital pour la survie des entreprises.

Avec 90% de TPE, Montpellier et son grand territoire est constitué de petites entreprises qui ne disposent globalement pas d'expertises permettant d'engager de manière qualitative cette transition. En proposant des services experts dans l'agence, la Métropole et ses partenaires souhaitent abaisser le seuil d'accès des entreprises à leur transition sociétale tout en favorisant leur croissance économique.

Ainsi, dans un contexte économique fragile (taux de chômage et de pauvreté supérieurs à la moyenne nationale), l'Agence mobilisera de manière complémentaire des expertises et outils autour des leviers à la croissance des sociétés favorisant la dynamique de l'emploi local : culture d'entreprise qui encourage les talents, capacité d'innovation durable, maîtrise des outils d'accélération, de développement commercial, de financement et d'internationalisation...

Ainsi, l'agence a pour objet d'accompagner les acteurs économiques dans leur croissance durable en visant une performance sociale, environnementale et économique sur le bassin de vie de Montpellier.

Elle sera ainsi la première agence de développement interterritoriale entièrement dédiée à la transition écologique et solidaire des entreprises en France, constituant un accélérateur de transformations positives pour développer une économie vertueuse, responsable et performante.

Son ambition se caractérise également par une double alliance historique à la hauteur des enjeux actuels : entre collectivités, mais aussi avec les entrepreneurs et acteurs économiques du territoire. Sa gouvernance sera mixte, pilotée conjointement par les entrepreneurs, acteurs économiques du territoire et par les représentants élus des institutions partenaires.

Les missions de l'Agence consistent à la mise en place de toutes les actions au service des entreprises et des projets économiques favorisant la transition et la croissance durable du grand bassin de vie.

4 axes stratégiques définissent le cadre des missions de l'agence

Axe 1 : Coopérer et atteindre une masse économique déterminante pour positionner le bassin de vie de Montpellier en renforçant l'intelligence collective et les synergies

La Métropole de Montpellier se situe au onzième rang des métropoles françaises de par son poids démographique. Toutefois autour d'elle, plusieurs EPCI disposent d'une importante dynamique démographique et économique. En se fédérant avec les EPCI les plus proches, le grand territoire pourrait atteindre une nouvelle masse critique de près d'un million d'habitants, 35 000 entreprises et 350 000 emplois. En favorisant les synergies et complémentarités entre territoires aujourd'hui non exploitées, l'Agence permettrait au territoire de s'inscrire parmi les grandes aires économiques françaises et européennes.

Axe transverse 1 - Programme 1 : Etablir la première gouvernance économique fédérant les institutions et EPCI du bassin de vie de Montpellier

L'heure économique doit être au rassemblement des forces vives, à la coopération pragmatique. Pour les années à venir, les territoires partenaires font preuve de maturité et souhaitent jouer un rôle de facilitateur et de catalyseur du développement économique sur le bassin de vie en phase avec la dynamique régionale. Tout d'abord en se fédérant pour renforcer la densité d'emplois et d'entreprises, pour coopérer et construire les projets structurants en partageant/maillant nos savoirs faire et outils de développement économique.

La structure sera une agence pionnière pour le grand territoire et s'inscrira en bonne articulation avec les dispositifs existants de la Métropole, de l'Etat et ses agences (BPI, Pôle Emploi, Business France), de la Région et son agence Ad'Occ, des services des EPCI partenaires et de leurs agences, des chambres consulaires, des associations et autres parties prenantes. En se fédérant, notre territoire atteindra une masse économique déterminante permettant de se positionner à l'échelle internationale.

L'agence mettra en œuvre une gouvernance regroupant les institutions du bassin de vie.

Axe transverse 1 - Programme 2 : Création d'un conseil de l'économie et des transitions

Le conseil de l'économie et des transitions aura pour rôle de conseiller et de proposer des grandes orientations et actions économiques stratégiques. Sur le modèle d'un "think tank", il sera composé des représentants des différentes parties prenantes économiques du grand territoire (collectivités et leurs agences, chambres consulaires, entreprises et leurs réseaux, universités et grandes écoles, investisseurs), et d'experts. Il favorise la collaboration entre ces différentes parties prenantes et facilite ainsi le rapprochement de leurs positions et la mise en synergie et cohérence d'actions économiques.

Axe transverse 1 - Programme 3 : Création du comité de coordination des stratégies d'accueil immobilières et foncières des entreprises

Cette instance de dialogue et de concertation regroupe les partenaires sur les questions d'aménagement et d'implantation autour de la compétence immobilière et foncière favorisant ainsi la mise en œuvre concertée de stratégies d'accueil d'entreprises.

Axe transverse 1 - Programme 4 : Études prospectives au service des missions de l'Agence

L'agence réalisera des études prospectives permettant de la positionner en anticipation des transformations économiques. Cela alimentera les réflexions de la gouvernance et permettra la définition des nouveaux outils tout en gardant un temps d'avance sur ses thématiques.

Axe 2 : Favoriser l'essor et l'ancrage des entreprises en misant sur la performance globale et sociétale, facteur déterminant pour toutes les entreprises en développement

Avec 90 % des entreprises qui comptent moins de 10 salariés, notre bassin de vie rencontre des difficultés majeures pour faire croître durablement ses entreprises, avec en sous-jacent des enjeux déterminants d'emplois.

L'objectif de l'Agence sera de faire du bassin de vie la terre des entrepreneurs, un territoire où l'avenir se crée et s'invente ici plus facilement qu'ailleurs, où tous les outils sont mis à leur disposition pour favoriser la croissance vertueuse des entreprises, participant ainsi à la construction d'un territoire ambitieux et conquérant.

Axe 2 - Programme 1 : Inspirer l'esprit d'entreprendre pour tous

L'agence proposera un programme mutualisé pour les territoires portant des actions de sensibilisation à l'entrepreneuriat. Ainsi les territoires proposeront un véritable droit d'entreprendre, en particulier dans l'objectif de favoriser l'innovation à impact sociétal.

Axe 2 - Programme 2 : Favoriser les échanges entre programmes d'incubation d'entreprises, l'animation des tiers lieux

L'agence pourra sur demande de ses membres mobiliser ses équipes pour animer des lieux économiques sur le grand territoire. Elle pourra également faciliter le lien entre les programmes d'incubation d'entreprises innovantes et assurer la mise en réseau avec l'ensemble des pépinières qui maillent aujourd'hui le territoire.

Axe 2 - Programme 3 : Favoriser les partenariats et l'innovation entre acteurs du territoire - Open innovation

La nature des défis environnementaux et sociétaux oblige les entreprises à opérer une révolution dans tous les domaines. Un challenge d'ampleur telle, qu'il nécessite d'ouvrir toutes les portes de l'innovation durable pour accéder rapidement aux solutions émergentes et de rupture développées en dehors de l'entreprise. L'agence aura pour mission de faire du bassin de vie le hub de l'innovation durable qui favorise les coopérations croisées entre les entreprises, PME, comptes clés et les startups locales. Ce circuit court de l'économie, plus résilient et performant favorisera l'ancrage des entreprises.

Axe 2 - Programme 4 : Programmes d'accélération.

L'Agence offrira un accompagnement à la croissance durable à l'échelle du bassin de vie et établira des dispositifs d'accélération avec les partenaires locaux et Ad'occ notamment.

Axe 3 : Activer et accompagner la transition sociétale favorisant le développement d'entreprises vertueuses et pérennes

L'engagement sociétal procure un gain de performance en moyenne de l'ordre de 13 % par rapport aux entreprises qui ne l'introduisent pas, en particulier quand elle relève de l'initiative volontaire et non de mesures contraignantes (France Stratégie). Par ailleurs, 86% des salariés sont prêts à agir contre le changement climatique dans le cadre de leur travail et 2 jeunes sur 3 se disent prêts à renoncer à postuler dans une entreprise qui ne prendrait pas suffisamment en compte les enjeux environnementaux (Climate School).

Pour autant, intégrer l'engagement sociétal au cœur de l'entreprise de l'entreprise s'avère particulièrement stratégique et complexe. Dans une étude du cabinet KPMG ciblant les entrepreneurs en croissance, 56% des répondants indiquent ne pas toujours savoir comment s'y prendre et auraient besoin de ressources et de soutien pour structurer cette démarche.

Notre territoire doit créer les entreprises de demain, celles de la transition durable, afin qu'elles puissent avoir avec leurs salariés un impact sociétal fort sur le territoire tout en renforçant leurs performances économiques.

L'ambition de l'Agence sera d'abaisser le seuil de la transition sociétale en proposant une offre complète et ambitieuse d'accompagnement et de services pour faciliter et optimiser la transformation des entreprises de son territoire. Ainsi, le bassin de vie pourra se positionner comme pionnier de l'économie de demain, écologique et solidaire, en favorisant le développement et la croissance d'entreprises et faire en sorte que chacune participe à la transition économique et écologique du territoire.

Axe 3 - Programme 1 : Devenir le centre de ressource sur la transition sociétale

Le positionnement de l'Agence sur l'engagement sociétal des entreprises s'appuiera sur une maîtrise parfaite de ces sujets. L'agence proposera un contenu pertinent, complet et accessible sur ces sujets et servira de référence dans ces domaines.

Axe 3 - Programme 2 : Sensibiliser et faire prendre conscience les enjeux liés à la transition

L'agence proposera des actions, conférences, parcours de sensibilisation et d'échanges pour susciter l'intérêt et impliquer le maximum d'entreprises dans la transition sociétale. Mais aussi une palette de formations permettant d'accélérer la mise en œuvre de sa stratégie à impact.

Axe 3 - Programme 3 : Accompagnement à la transition écologique et solidaire.

L'objectif sera d'animer et d'accompagner le tissu économique via des chargés de mission experts et des programmes d'accompagnement favorisant sa transformation sociétale et s'intégrer aux parcours d'accompagnement existants.

Axe 3 - Programme 4 : Engager une évaluation et une démarche progrès avec un outil spécialisé, menant vers les labellisations et une communication transparente.

L'outil propriétaire de l'agence sera construit avec les spécialistes nationaux et adapté à notre écosystème local. Parallèlement, un accompagnement dédié sera mis en œuvre auprès des experts de l'impact environnemental et social (Global Compact, Bcorp...) qui permettront aux entreprises d'atteindre des engagements précis.

Axe 4 : Internationaliser le territoire et offrir une attractivité économique renouvelée et singulière, favorisant une identité forte où le futur durable s'entreprend ici

61 % des revenus des entreprises en croissance tricolores ont été générés à l'étranger (EY). Par ailleurs, le déficit commercial Hérault est élevé : - 2.3Md€ soit le plus important déficit commercial de l'Occitanie.

L'internationalisation des entreprises constitue donc un enjeu de premier plan. C'est également, un sujet parmi les plus complexe et risqué à mettre en œuvre pour les entrepreneurs dans un contexte de crise économique et sociétale. L'agence proposera des programmes en partenariats avec les acteurs locaux et nationaux déjà impliqués : Ad'occ, Business France, CCI, CCEF...

Axe 4 - Programme 1 : Accompagnement à l'internationalisation des entreprises

L'agence animera et renforcera l'accompagnement à l'international des entreprises en lien avec notamment l'Agence Régionale Ad'Occ.

Axe 4 - Programme 2 : Programme d'accueil des entreprises internationales via la mise en place d'un dispositif d'accueil spécifique

L'agence offrira un bouquet de services permettant d'accueillir sur le grand territoire les entreprises internationales dans les meilleures conditions. L'objectif est de lever les freins à l'implantation d'entreprise et lui permettre de tester le marché français et européen.

Axe 4 - Programme 3 : Mise en place de partenariats stratégiques ciblant les grands pôles économiques mondiaux

A l'instar des grandes structures économiques, il s'agira de construire un **réseau de partenaires internationaux** facilitant l'accès aux marchés internationaux dans les zones économiques les plus stratégiques. En s'appuyant sur une masse critique d'entreprises élargie au grand territoire, l'Agence pourra nouer des accords économiques avec les grandes destinations économiques : Etats-Unis et Canada, Chine, mais également en Europe, Amérique Latine et Afrique, continent avec lequel les liens ne cessent de se renforcer depuis un an et la tenue du Nouveau Sommet à Montpellier.

Axe 4 - Programme 4 : Appuyer les accords et jumelages des EPCI partenaires

L'agence interviendra à la demande des EPCI partenaires pour appuyer dans leur dimension économique les accords de partenariats économiques et jumelages.

Axe 4 - Programme 5 : Rayonner par une stratégie marketing audacieuse, mettre en lumière les réussites entrepreneuriales locales, fédérer les écosystèmes du bassin de vie par une stratégie événementielle

L'agence sera inédite, attractive et particulièrement en phase avec les entreprises, projets accompagnés ainsi que les générations présentes et à venir. L'intégration de ces principes fondateurs forts dans l'ADN de l'Agence lui donnera immédiatement un positionnement lisible, discriminant et engagé.

En s'appuyant sur l'Agence, nos territoires avec leurs spécificités se situeront dans une position privilégiée pour profiter de ces transformations. Les établissements d'enseignement supérieur, les centres de recherche, les entrepreneurs et les talents sont une force pour agir aux côtés des collectivités locales, citoyens ou associations et accélérer ainsi la transition, la croissance responsable et performante et améliorer la qualité de vie de la population.

De ce fait, le grand territoire participe à un projet historique de coopération basé sur la mise en commun et l'intelligence collective. Cette démarche contribue de par sa singularité à construire une destination économique incontournable. La visibilité offerte permettra de conforter et promouvoir l'excellence du bassin de vie à travers le monde.

La vision novatrice au cœur des enjeux d'aujourd'hui et de demain et autour des coopérations économiques amplifie tout le potentiel et la capacité du grand territoire à faire naître les talents et solutions vertueuses, à inventer un futur durable pour les générations présentes et à venir.

La Métropole et ses partenaires se fixent un objectif à moyen terme de 1 000 acteurs du bassin de vie sensibilisés et engagés dans la croissance durable et la transition environnementale et solidaire chaque année en bénéficiant des services proposés par l'agence.

L'objectif pour l'année 2022 est de finaliser la constitution opérationnelle de la structure et de ses programmes d'accompagnement.

Il est proposé que la Métropole construise l'agence sous la forme associative loi 1901 afin de proposer un outil agile, réactif, flexible, permettant d'associer de nombreux partenaires publics et privés.

L'association aura vocation à accueillir l'ensemble des parties prenantes portant le développement du territoire. Des échanges en cours et à venir permettront de finaliser de manière précise les membres fondateurs et le schéma de gouvernance en délibérant les statuts de la future association permettant par la suite de laisser également les partenaires délibérer et accélérer le processus de création.

Le calendrier prévisionnel prévoit une création de l'association au dernier trimestre 2022 et une mise en service au premier semestre 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le positionnement stratégique et la feuille de route de l'Agence ;
- D'engager le processus de négociation de la création de l'association l'Agence avec les partenaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197759-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clara GIMENEZ, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER

Hors commission - Stratégie MedVallée - Plan d'actions 2022-2026 - Adoption - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibérations du 7 juin et du 23 novembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté les principes de l'initiative *MEDVALLÉE* pour promouvoir Montpellier comme pôle mondial d'excellenceS en Santé Globale avec comme devise « *Nourrir-Soigner-Protéger* ».

Montpellier Méditerranée Métropole a engagé dès 2021 l'**initiative MEDVALLÉE**, pour porter un pôle d'excellenceS mondial dans les domaines de la Santé, de l'Alimentation et de l'Environnement. Ainsi, MEDVALLÉE s'appuie sur l'excellence de la recherche dans ces filières pour favoriser la création et l'accélération de richesses et d'emplois sur le territoire de la Métropole et, en accord avec les intercommunalités voisines, sur le bassin de vie montpellierain. Outre le renforcement de chaque filière, MEDVALLÉE privilégie une approche intégrée de « **Santé globale** », (One Health de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)), pluridisciplinaire et décloisonnée au croisement de ces disciplines, prenant en compte la santé humaine mais aussi l'état des systèmes naturels dont elle dépend.

En favorisant le lien entre la recherche et les écosystèmes d'envergure nationale et internationale présents à Montpellier, MEDVALLÉE contribue directement au nécessaire objectif de souveraineté sanitaire mais aussi alimentaire et économique de la France, au service de la Santé globale des citoyens.

Si la Santé est ancrée dans l'histoire de ce territoire qui accueille la plus ancienne faculté de médecine au monde, la communauté scientifique en agronomie de Montpellier est aussi la plus importante de France. Enfin, l'Université de Montpellier est classée 3^{ème} en écologie au classement de Shangai 2021. Autant d'atouts qui légitiment l'initiative MEDVALLÉE.

À cela, s'ajoutent l'innovation et l'entrepreneuriat qui sont tous deux, des marqueurs forts de Montpellier. La création du Business Innovation Centre (BIC) en 1987, aujourd'hui classé dans le top 5 des incubateurs mondiaux en est la parfaite illustration.

En outre, MEDVALLÉE conforte Montpellier Université d'Excellence (MUSE) qui mobilise les forces de 19 institutions autour d'une ambition commune : faire émerger à Montpellier une université thématique de recherche intensive, internationalement reconnue pour son impact dans les domaines liés à l'agriculture, l'environnement et la santé avec une devise commune : « *Nourrir, Soigner, Protéger* ».

Dynamique économique, visibilité et attractivité de la Recherche, puissance académique, autant de leviers pour la stratégie MEDVALLÉE qui recouvre également la volonté de la Métropole d'une nécessaire sobriété et résilience pour l'environnement.

Une gouvernance innovante, fédératrice et agile :

À l'automne 2021, Montpellier Méditerranée Métropole avec l'État et la Région Occitanie, cofondateurs, ont adopté le principe d'une gouvernance collective et partagée pour construire, ensemble, un projet de territoire.

Cette gouvernance s'organise en deux niveaux :

- Un Comité de pilotage qui réunit les fondateurs, en charge de valider et d'évaluer la stratégie et le plan d'actions sur la période 2022-2026 ;
- La FabriK MedVallée qui réunit les acteurs du monde des entreprises, académique et de la recherche. Elle garantit une mise en œuvre collective des actions et sera partie intégrante du Conseil d'orientation stratégique qui sera mis en place d'ici à la fin de l'année 2022.

MEDVALLÉE Montpellier est également membre de la *French Care* et de la *French Health Care* dont l'objectif est de promouvoir et développer l'excellence de la santé, respectivement en France et à l'international.

Après une phase de préfiguration puis l'adoption du Pacte des fondateurs par la Métropole, la Région Occitanie et l'Etat à l'automne 2021, des travaux collaboratifs avec les représentants de toutes les parties prenantes, ont été menés au sein de 10 ateliers « *La FabriK MEDVALLÉE* » regroupant 250 acteurs, entre décembre 2021 et mai 2022.

La FabriK MEDVALLÉE, pour une mise en œuvre collective de l'ambition formalisée par le Pacte des Fondateurs, réunit les acteurs représentatifs des écosystèmes (entreprises, chercheurs et/ou établissements de recherche, partenaires économiques) au sein d'ateliers favorisant l'interdisciplinarité et propose les axes fédérateurs d'un plan d'actions opérationnel pour l'émergence d'actions transversales et l'identification de projets labellisés MEDVALLÉE.

Stratégie MEDVALLÉE : Plan d'actions 2022-2026 :

- **Une méthode collective et itérative :**

Ces ateliers ont permis de décliner une stratégie planifiée sur la période 2022-2026 afin de conforter Montpellier comme pôle d'excellenceS mondial en Santé globale. La mise en œuvre opérationnelle de ce plan d'actions sera conduite avec les co-fondateurs et les partenaires de la Métropole. Entendues dans un esprit collaboratif et collégial, les propositions qui en sont issues sont le reflet de la diversité des mesures souhaitées et plébiscitées par les acteurs locaux mais aussi nationaux.

Les mesures envisagées favorisent un développement économique exemplaire et répondent aux objectifs suivants :

- *Fédérer les acteurs* et créer des synergies entre les filières santé / environnement / alimentation ;
- *Stimuler le développement économique et l'emploi par l'innovation* en renforçant les liens avec les laboratoires d'excellence du territoire ;
- *Renforcer l'attractivité et la visibilité internationale* de Montpellier en matière de Santé Globale ;
- *Attirer et former des talents* : entrepreneurs, investisseurs, chercheurs et étudiants, avec une attention particulière portée aux jeunes ;
- *Développer des infrastructures performantes et vertueuses* : rééquilibrer l'implantation des entreprises sur l'arc Nord de Montpellier ;
- *Favoriser le recours au digital* ;
- Construire ensemble *une métropole santé globale exemplaire*.

- **Une stratégie en 5 axes :**

- **Une communauté labellisée :**
Émergence et animation de la communauté MEDVALLÉE via une charte et un label ;
- **Un accélérateur de croissance et de développement :**
Identification, accompagnement et accélération des projets ;
- **L'innovation comme ADN :**
Hybridation entreprise, recherche et enseignement supérieur ;
- **Ville et territoires démonstratifs :**
Des politiques publiques et des acteurs qui incarnent l'enjeu de Santé Globale ;
- **Un rayonnement national et mondial :**
Ambition et visibilité nationale, européenne et mondiale.

Les axes se déclinent en **15 objectifs opérationnels et 30 actions** dont 50 % seront engagées avant la fin de l'année 2022 (voir annexe 1)

Les Assises MEDVALLÉE du 27 juin 2022 ont réuni 800 acteurs de la Santé Globale au Corum pour présenter la stratégie et l'ambition de fédérer autour de MEDVALLÉE l'identité du territoire.

• **10 Ambassadeurs investis :**

Lors de ces Assises, la Métropole a nommé 10 ambassadeurs, tous représentants emblématiques des trois filières d'excellence MEDVALLÉE (voir annexe 2) : Personnalités remarquables pour leur parcours professionnel, leur notoriété, leur attachement au territoire montpelliérain ainsi que pour les valeurs qu'ils incarnent, en complète adéquation avec celles de MEDVALLÉE. Symboliquement, une œuvre NFT (*Non Fungible Tokens*), réalisée par Monsieur Olivier BONHOMME, artiste montpelliérain, d'une valeur estimative de 1 538,46 € HT, est remise à chaque ambassadeur ou à l'institution qu'ils représentent en raison de leur fonction ainsi qu'aux cofondateurs que sont la Région Occitanie Pyrénées Méditerranée et l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser l'adoption du plan d'actions de la stratégie *MEDVALLÉE* ;
- D'autoriser le don des œuvres NFT aux ambassadeurs et aux cofondateurs ou à leurs institutions ;
- De dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les actes de cession ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Tasnime AKBARALY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195895-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 _ Plan d'actions stratégie MEDVALEE 2022-2026

- Annexe 2 _ liste des 10 Ambassadeurs

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Yvon PELLET, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI

Hors commission - Contribution à la stratégie nationale de développement du véhicule autonome - Projet CARRETA : expérimentation pour des droïdes autonomes de logistique urbaine à Montpellier - Avenant à l'accord de consortium - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le marché de la livraison du dernier kilomètre est en plein essor, avec un taux de croissance annuel composé prévu de 9% jusqu'en 2025. Le dernier kilomètre représente la dernière étape de la chaîne d'approvisionnement de l'e-commerce à travers l'ensemble des agents, opérations et équipements associés et mis en œuvre afin que le colis soit acheminé jusqu'à sa destination finale, soit en zone urbaine, soit en zone rurale. C'est un maillon essentiel de la chaîne logistique. Il convient donc d'étudier différentes solutions (du low tech au high tech) pour répondre à cette nouvelle tendance sociétale, mais aussi de sensibiliser les citoyens-consommateurs à l'impact (social, environnemental, économique...) de leurs achats notamment sur internet.

Par délibération n°M2019-651 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé l'expérimentation de droïdes électriques autonomes pour la livraison du dernier kilomètre. L'objectif de cette expérimentation est d'évaluer l'intérêt et les impacts d'une logistique urbaine automatisée, d'en mesurer l'intérêt social, environnemental et économique ainsi que l'acceptabilité par les populations. Cela s'inscrit dans le cadre de l'Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) « EVRA : Expérimentation Véhicule Routier Autonome » de l'ADEME.

Le projet de Droïde autonome « CARRETA » est testé à Montpellier. Un droïde est un robot terrestre qui évolue au milieu des humains. Ces droïdes viennent seconder les hommes et les femmes dans le port de charges lourdes afin de leur permettre d'être plus libres dans leurs déplacements. Les droïdes TwinswHeel sont de taille et formes différentes, pouvant porter pour les plus petits des charges jusqu'à 40 kg et pour les plus gros jusqu'à 500 kg. Ces droïdes, 100 % électriques, se déplacent en roulant jusqu'à 6 km/h dans les environnements encombrés, et peuvent atteindre 12,5 km/h dans les lieux dégagés.

En termes d'urbanisme et de ville de demain, il s'agit d'anticiper l'arrivée des véhicules autonomes et ses conséquences, mais également d'envisager les effets en termes sociaux et environnementaux (aide technique apportée et appropriation par les usagers, aide à l'autonomie des personnes en situation de dépendance, réduction de l'accidentologie...).

Suite aux premières évaluations conduites sur le projet Carreta, les défis à relever sont très nombreux :

- Le partage de l'espace public et la sécurité : la place de ces robots sur l'espace public est un défi majeur à résoudre, le véhicule autonome en milieu urbain dense est le plus grand défi de tous les cas d'usages (il est plus simple de faire rouler un robot autonome sur un site fermé ou une navette sur une voie dédiée) ;
- La question de l'acceptabilité sociale : certains citoyens trouvent le concept formidable alors que d'autres y sont réfractaires ;
- La question de l'impact environnemental : si les premiers résultats tendent à montrer que les véhicules automatisés combinés à des espaces logistiques urbains de proximité peuvent permettre une optimisation des flux logistiques, l'impact d'une utilisation accrue des réseaux de télécommunication devra être minimisée ;
- Les études conduites permettront également de mieux évaluer les retombées économiques et également en termes d'emploi.

Aussi, d'autres cas d'usages sont complémentaires à ceux d'ores et déjà envisagés. Le consortium qui réunit aujourd'hui Montpellier Méditerranée Métropole, TwinswHeel, le concepteur des robots, La Poste et STEF, opérateurs de transport, et le pôle de compétitivité CARA, entend intégrer un nouveau partenaire : GRDF.

En effet, intéressé par les opérations de recherche et développement menées, GRDF souhaite tester des solutions de mobilité autonome, innovantes permettant de procéder à des activités de maintenance et respectueuses de l'environnement. L'objectif pour GRDF est de tester un cas d'usage relatif à la surveillance des ouvrages gaz dans les zones piétonnes et à valider la fiabilité des mesures. Dès lors, le cas d'usage de surveillance autonome des réseaux gaz vient s'ajouter aux autres cas d'usages pris en compte dans l'expérimentation.

Le présent avenant a pour objet de préciser les modalités selon lesquelles GRDF devient Partenaire du projet CARRETA et n'a aucune incidence financière pour Montpellier Méditerranée Métropole. GRDF supportera les propres coûts relatifs au développement de ce cas d'usages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'avenant à l'accord de consortium consistant à associer GRDF au projet CARRETA ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 65 voix

Contre : 12 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196688-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DASR - Avenant n1 a laccord de consortium.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Patricia MIRALLES, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

Hors commission - Poursuite expérimentation Covoiturage Klaxit et évaluation de son impact - Avenant n°1 - Convention constitutive d'un "Baromètre du covoiturage sur autoroute" entre Montpellier Méditerranée Métropole, Cyclope et Vinci Autoroutes - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa stratégie mobilités 2025, Montpellier Méditerranée Métropole a fait du développement de l'ensemble des solutions alternatives à la voiture particulière un axe de travail primordial de l'action de son exécutif. Engagée dans le cadre de son PCAET, la Métropole vise une baisse de 27% des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) du transport de voyageurs à horizon 2026. Alors que le transport routier représentait en 2019, 58% émissions de CO2 du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans le covoiturage avec une forte mobilisation autour de l'accompagnement des principaux employeurs de son territoire ; la solution Klaxit a notamment été lancée en juillet 2020.

Les liens que la Métropole a historiquement liés avec ces acteurs économiques ont favorisé un développement rapide du réseau autour des bassins d'emplois. La Métropole a ainsi décroché le Prix de la collectivité française ayant accompagné le plus d'employeurs sur son territoire lors du dernier « *Off du Covoiturage* » organisé par Klaxit en juin. La Métropole accompagne à ce jour 37 employeurs dans une démarche avancée de covoiturage pour leurs salariés.

Aujourd'hui, deuxième métropole de France en termes de trajets covoiturés : plus de 69 000 à ce jour, 2 millions de kilomètres covoiturés, 175 000 kg de CO2 évités et plus de 4 300 covoitureurs actifs. Au vu de cette réussite incontestable, la Métropole propose ainsi de prolonger son engagement auprès de Klaxit. Cet engagement doit néanmoins s'avérer plus soutenable dans le temps, c'est pourquoi le service va évoluer dans les prochains mois, permettant à la collectivité de maîtriser cet effort. Une cible de 300 000 € pour cinq mois de fonctionnement sera recherchée. L'effort supplémentaire de la Métropole se traduit dans un avenant à la convention, dont l'objet est d'augmenter le montant initial de la campagne d'incitation financière afin de permettre la poursuite de l'opération

Une stratégie globale sur le covoiturage sera proposée au Conseil de Métropole d'ici à la fin de l'année. Cette stratégie devra permettre la réalisation des objectifs de report modal donnés (1% part modale covoiturage).

L'évaluation de la politique publique menée, au cœur de la demande de rationalisation des efforts portée par l'exécutif, sera accompagnée de données issues d'une convention de partenariat, constitutive du « *Baromètre du covoiturage sur autoroute* » avec les acteurs Cyclope et Vinci Autoroutes. Cette convention permet à la Métropole d'avoir accès à des résultats d'études de la pratique du mode. Un point de mesure a ainsi été créé sur l'autoroute A709 (proche sortie Vendargues). Une caméra est installée et raccordée, nous fournissant après traitement les ratios de véhicules en covoiturage ou non. Une nouvelle campagne de mesure doit avoir lieu en novembre prochain. Il est proposé qu'un montant de 15 000 € soit débloqué pour permettre la bonne mise en œuvre de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la poursuite de l'expérimentation Klaxit ainsi que l'augmentation de l'enveloppe de 300 000 € ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°1 de la convention relative à l'attribution d'une aide financière aux covoitureurs par Klaxit ;
- D'approuver les termes de la convention constitutive du « *Baromètre du covoiturage sur autoroute* » ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198711-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Baromètre covoiturage A709 - Montpellier Méditerranée Métropole V2.pdf
- Avenant Convention d'Incitatifs financiers Klaxit - Montpellier Méditerranée Métropole_version définitive.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOLU, Guy LAURET, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Mohed ALTRAD, Christian ASSAF, Christophe BOURDIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Jean-Noël FOURCADE, Serge GUISEPPIN, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Patricia MIRALLES, Mikel SEBLIN, Bernard TRAVIER

Hors commission - Développement d'une logistique du dernier kilomètre - Convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Face au défi climatique, Montpellier Méditerranée Métropole a positionné les mobilités en général comme une des priorités du mandat 2020 – 2026. Le 1^{er} février 2021, au travers de la délibération n°M2021-3, le Conseil de Métropole a ainsi adopté sa stratégie mobilités 2025. Cette délibération a permis d'identifier les actions à mettre en œuvre pour transformer de manière significative et durable le territoire. Plus particulièrement, dans le cadre de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions (ZFE), le développement de la logistique urbaine décarbonée apparaît indispensable. Plus encore la logistique urbaine du dernier kilomètre permet un meilleur partage, un désencombrement de l'espace public et *in fine* de développer une ville plus apaisée.

La Métropole a également voté un Schéma Directeur de la Logistique Urbaine début 2020 et s'est donné quatre objectifs opérationnels d'ici 2025 : développement de locaux pour la logistique urbaine, mise en œuvre de solutions alternatives au camion diesel, renforcement et mise en cohérence de la réglementation sur les gabarits et les aires de livraison, partage et évaluation de la politique publique mise en œuvre.

Parallèlement le groupe La Poste se dote d'objectifs renforcés dans le déploiement d'une logistique urbaine à zéro ou à faibles émissions. Il se fixe ainsi l'objectif de livrer les 22 métropoles françaises et 225 villes en Europe en mode faibles émissions à horizon 2025. Il est proposé que cet objectif soit mis en œuvre sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Dans ce contexte et dans une logique d'atteinte d'objectifs ambitieux communs la Métropole et le groupe La Poste souhaitent développer un cadre partenarial de travail au travers l'établissement d'une convention. Cette convention a pour objectifs de converger ensemble vers une logistique urbaine éco-responsable par la décarbonation et la massification à 2026 des flux distribués dans la Métropole et contribuer à la décongestion urbaine, à l'adaptation au changement climatique, à l'amélioration de la qualité de l'air, au développement de nouveaux services et de nouveaux emplois.

Les leviers d'actions suivants ont pu être identifiés :

- 1- Contribuer à la mise en œuvre des 19 actions prévues au Schéma directeur de la logistique urbaine de la Métropole, regroupées en 4 grands thèmes développés par la Métropole : locaux, moyens de transport, réglementation et gouvernance ;
- 2- Décarboner le transport de marchandise en ville par le développement de services, le report modal et le renouvellement des flottes de véhicules ;
- 3- Activer le levier de la commande publique ;
- 4- Réussir la livraison à la 1^{ère} présentation ;
- 5- Participer au test et au développement de nouveaux modèles de service de logistique urbaine ;
- 6- Etudier l'opportunité d'un label logistique urbaine ;
- 7- En matière de gouvernance il est proposé qu'un comité de suivi et qu'un comité de pilotage soient mis en œuvre pour le suivi de cette convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat pour le développement d'une logistique du dernier kilomètre durable à faibles émissions entre Montpellier Méditerranée Métropole et le groupe La Poste ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199274-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220712_Convention LU 3M-GLP.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" et opération de soutien aux salles de spectacle - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

1. Attribution de subventions

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
29	001555	Montpellier contacts Radio Clapas	CINEMA	Projet	Les murs ont des oreilles	5 000
3449	001558	Grand Ecran 2001	CINEMA	Projet	Festival film France-Pologne	1 000
7531	001562	Association MM	PLURIDISCIPLINAIRE	F		35 000

2. Complément de subvention

Une subvention de 12 000 € a été attribuée à l'association Centre des arts du cirque Balthazar par délibération n° M2022- 145 du 22 mars 2022. Il est proposé de compléter ce montant de 3 000 €, soit un total de 15 000 € pour le projet PEPS :

Code association	N° dossier	Nom de l'association	Rubrique	Nature	Nom du projet	Montant
3845	001293	Centre des arts du cirque Balthazar	THEATRE	Projet	PEPS Pépinière du studio de création	3 000

3. Opération de soutien aux salles de spectacle :

Durement touchées par la crise sanitaire, les salles de spectacle du territoire connaissent des difficultés à maintenir leur activité. En lien avec la Ville de Montpellier, il est proposé de renouveler le dispositif d'aide mis en place en 2020, par le biais de soutien à des projets de résidence. L'association Tout à fond, pour la salle Secret Place située à Saint Jean de Védas, peut ainsi bénéficier d'une subvention au projet d'un montant de 15 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution de subventions et complément de subvention aux associations ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- Dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197784-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Fonctionnement 2022 3M.doc
- Convention Projet 2022 3M.doc
- Lettre engagement 2022 Culture 3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Agnès SAURAT, Bernard TRAVIER

Hors commission - ICONIC 2022 - Convention de partenariat de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte une politique volontariste de soutien et de valorisation du secteur des Industries Créatives et Culturelles (ICC), dont l'organisation un rendez-vous annuel destinés aux professionnels du secteur depuis 2018. Cet événement propose différents rendez-vous (conférences, Master class, Ateliers...) dont l'objectif est de permettre des rencontres, échanges entre les différents acteurs de la filière, mais aussi de faire connaître les métiers et actions de la filière auprès d'un large public. Après deux années de pandémies, cette semaine des ICC est ainsi renouvelée dans son format et dans son ambition.

Illusion & Macadam assure la gestion et l'animation de la Halle Tropisme, tiers lieux culturel, héberge des résidents des ICC, des espaces scéniques, des galeries et lieux d'exposition et propose une programmation ouverte sur la ville et à tous. Cette programmation s'articule autour de l'accueil de propositions culturelles et artistiques, de co-productions ou productions d'événements culturels, et mêle expérimentations culinaires, arts, débats d'idées... La Halle Tropisme est située au cœur de la Cité Créative, un quartier dédié aux acteurs des ICC dans lequel se trouve des équipements mutualisés.

Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam ont décidé de se rapprocher afin de définir une convention de coproduction, en vue de la production en 2022 de ce nouveau rendez-vous intitulé « *ICONIC* ».

Les deux premières éditions ayant réunis jusqu'à 1500 participants professionnels autour d'une trentaine d'événements, (ateliers, hackathon, conférences, workshop, expositions...), l'objectif est désormais de donner une nouvelle envergure à ce rendez-vous en proposant des temps dédiés pour tous les publics : étudiants, jeune public, grand public de la ville et la métropole.

L'enjeu est de présenter et mettre en valeur :

- La richesse créative des industries culturelles et créatives locales et nationales ;
- L'actualité des œuvres et projets développés localement ;
- Les talents du territoire ainsi que la diversité des métiers et savoirs faire mis en œuvre dans le secteur des ICC.

Les parties décident de valoriser l'écosystème local et l'enrichir par l'invitation de personnalités nationales et internationales en programmant des projections de films d'étudiants, des présentations de jeu vidéo, des expositions et rencontres autour des talents et des métiers, des ateliers de découvertes et de pratiques artistiques autour du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo et des expériences immersives.

Le programme s'articule autour :

- Trois jours dédiés au jeune public « *MiniICONIC* » au travers de deux rendez-vous, l'un dédié au documentaire « *les grands yeux* », l'autre à l'univers du son et de l'audio « *France Bleu à Hauteur D'enfants* », du 18 au 20 novembre ;
- Une journée des métiers, le 23 novembre avec le rectorat ;
- Une soirée partenaires le 23 novembre (ouverture exposition en avant-première ; performance), une soirée vernissage le 24 novembre ainsi qu'une soirée de clôture le 27 novembre ;
- Des petits déjeuners professionnels du 21 au 23 novembre et des conférences professionnelles le 24 novembre ;
- Une journée professionnelle « *conférence ICONIC* » le 24 novembre ;
- Une exposition grand public, des projections de films d'étudiants, du 25 au 27 novembre.

Montpellier Méditerranée Métropole participe en numéraire à la production de l'événement ICONIC avec un apport de 98 456 € HT.

Illusion & Macadam valorise sa participation à hauteur de 45 100 € HT, en mettant à disposition des espaces, le personnel technique et de sécurité, du matériel technique, ses équipes de production, artistique et de médiation pour le suivi.

La Métropole et Illusion & Macadam piloteront ensemble l'organisation de la manifestation. Il est ainsi proposé une convention de partenariat et de coproduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat et de coproduction entre Montpellier Méditerranée Métropole et Illusion & Macadam ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Eric PENSO, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198996-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention coproduction ICONIC 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Joël RAYMOND, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A)" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole conduit une politique agroécologique et alimentaire (volontariste. Le 25 janvier 2022, le Conseil de Métropole a adopté par délibération la révision de la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), et ainsi défini un nouvel élan pour développer la résilience agricole et la souveraineté alimentaire du territoire de la Métropole.

La P2A vise cinq finalités transversales :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir localement l'emploi et les revenus agricoles et agroalimentaires ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

Elle se décline en 5 orientations opérationnelles :

- Façonner un territoire agroécologique ;
- Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Permettre à tous d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Pour relever ces défis « *de la fourche à la fourchette* », Montpellier Méditerranée Métropole souhaite soutenir la vitalité des acteurs territoriaux. En effet, le dynamisme des acteurs est un moteur essentiel du développement économique, écologique et social et de la transition du système alimentaire territorial. Chaque année, la Métropole soutient ainsi l'action de nombreuses structures qui participent au développement d'un système alimentaire durable :

- Des partenariats structurants ont été construits depuis plusieurs années avec la communauté scientifique de renommée internationale sur ces thématiques, les organisations professionnelles et les têtes de réseaux. Ils continuent à se déployer sur le moyen terme sont généralement reconduits d'une année sur l'autre, parfois avec un cadrage triennal. La Métropole soutient ces acteurs dont l'action vient en appui à la mise en œuvre de la P2A. La convention de partenariat matérialise des objectifs de moyen terme définis en commun ainsi qu'une déclinaison opérationnelle annuelle ;
- Le soutien à des projets opérationnels structurants pour le territoire, qui contribuent à la mise en œuvre des orientations de la P2A, portés par des acteurs inscrits dans un cadre d'échange régulier ou occasionnel ;
- La mobilisation citoyenne autour de l'agroécologie et du développement durable, avec, dès que c'est possible, une harmonisation du calendrier événementiel avec les 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable.

Pour aider ces partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets en 2022, il y a lieu de leur allouer des subventions suivant le tableau ci-dessous :

1) Soutien aux partenariats structurants pour l'agroécologie et l'alimentation durable					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Objet de la structure / Projet	Montant attribué
6894	CIRAD Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement	Metro Dev-001055	projet	Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative.	5 000 €
765	INRAE Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement	Metro Dev-001156	projet	Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative.	5 000 €
1903	INSTITUT AGRO MONTPELLIER	Metro Dev-001049	projet	Appui à la mise en œuvre de la P2A. Le CIRAD, l'INRAE et l'Institut Agro se sont engagés dans le cadre d'une convention cadre à mutualiser leurs moyens (expertise, animation, communication, budget, ...) au service de la P2A, autour de 3 axes : 1) approvisionner et nourrir la ville plus durablement, 2) soutenir l'innovation et renforcer l'attractivité du territoire, 3) construire une gouvernance alimentaire active et collaborative.	5 000 €
6983	INPACT Occitanie	Metro Dev-001052	projet	Appui à la mise en œuvre de la P2A en 2022 avec comme axes prioritaires : - installation-foncier agricole. Accompagnement de la dynamique d'émergence de projets agricoles et alimentaires communaux. - Sensibilisation agroécologie, - approvisionnement en alimentation locale et durable de la Métropole	27 000 €
1929	AGROPOLIS INTERNATIONAL	Metro Dev-001110	fonctionnement	Favoriser les activités du Pôle scientifique constitué par ses membres en mettant en œuvre toutes actions collectives contribuant à accroître la visibilité et l'attractivité de ce pôle.	75 000 €
7774	CAVE ET PARTAGE	Metro Dev-001076	fonctionnement	Préincubés par Alterincub, Cave et Partage souhaite promouvoir un nouveau modèle de production de vin par la création, l'animation et la gestion d'un espace de vinification partagé.	1 500 €

2) Subventions de projets opérationnels

Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
1942	BANQUE ALIMEN- TAIRE	Metro Dev- 001159	projet	Bocaux solidaires Afin d'améliorer la qualité des produits de l'aide alimentaire, expérimentation de transformation de fruits et légumes produits localement en conserves artisanales, par des opérateurs localisés sur le MIN. Ces bocaux sont distribués via les associations d'aide alimentaire et les Epicerie Sociales et Solidaires.	8 000 €
6510	FEDERATION REGIONALE DES CIVAM	Metro Dev- 001161	projet	Contribution à la Caisse Alimentaire Commune, dans le cadre de l'expérimentation du collectif Territoires à Vives La caisse alimentaire commune est un budget collectif, issu de fonds publics et privés et de contributions citoyennes. Elle est gérée de manière démocratique par un comité citoyen de l'alimentation. Elle vise à favoriser et soutenir l'accès des habitants à des produits sains, produits dans des conditions qui permettent aux agriculteurs de vivre de leur production.	30 000 €* *

* dont 15 000 € octroyés par l'Etat au titre du Plan Pauvreté

3) Subventions de projets événementiels et de mobilisation citoyenne

Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Projet	Montant attribué
7858	CARI	Metro Dev- 001153	Projet	Organisation de la 5ème édition du sommet international Désertif'action ONG, scientifiques, collectivités locales, institutions internationales, acteurs du secteurs privés et publics... tous et toutes se donnent rendez-vous à Montpellier du 5 au 8 octobre 2022 pour débattre et partager leur position concernant le domaine de la dégradation des terres à travers les prismes de la désertification, de la protection de la biodiversité, de l'adaptation aux changements climatiques et de leurs conséquences au nord comme au sud. 300 participants du monde entier sont prévus	10 000 €
5314	Comité Hérault - CUBA COOPERA- TION	Metro Dev 001152	Projet	Colloque "l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale: l'expérience cubaine". Il s'agit de présenter à Montpellier et sa métropole l'expérience cubaine de l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale par l'organisation de la venue d'une délégation cubaine composée de personnes de très haut niveau. Seront organisées des réunions-débats pour différents types de publics (scientifiques, associatifs, institutionnels, grand public), ainsi que des échanges sur le terrain intégrés à la programmation des 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable - automne	3 500 €

4763	MONTPEL-LIER CUBA SOLIDARITE	Metro Dev 001151	Projet	Colloque "l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale: l'expérience cubaine". Il s'agit de présenter à Montpellier et sa métropole l'expérience cubaine de l'agriculture urbaine, suburbaine et familiale par l'organisation de la venue d'une délégation cubaine composée de personnes de très haut niveau. Seront organisées des réunions-débats pour différents types de publics (scientifiques, associatifs, institutionnels, grand public), ainsi que des échanges sur le terrain intégrés à la programmation des 4 saisons de l'agroécologie et de l'alimentation durable - automne	3 500 €
4664	MARCHES PAYSANS	Metro Dev-001158	Projet	Activités pédagogiques Financement des partenaires de l'association pour la mise en place d'activités pédagogiques sur l'agroécologie et l'alimentation durable auprès du grand public	3 000 €

Soit un total de 176 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution avec les bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198745-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention de partenariat type

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Procédure de délégation de service public - Déclaration sans suite et relance de la procédure - Approbation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements sportifs structurants qui maille l'ensemble de son territoire.

Par ses délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère est d'intérêt métropolitain et qu'à ce titre, il intègre la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre des compétences entrant dans le domaine des équipements sportifs tel que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Lors de la séance du 20 décembre 2019, le Conseil de Métropole a acté l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard-Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L. 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Parc multi-glisse Gérard-Bruyère situé à l'entrée de la Commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions. Il s'agit d'un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet) et d'un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Le projet de Parc multi-glisse Gérard-Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le Comité Technique, le 18 mars 2021, et la Commission Consultative des Services Publics Locaux le 19 mars 2021, se sont prononcé favorablement sur le choix du recours à une délégation de service public (DSP) pour gérer le Parc Gérard Bruyère.

Par une délibération n°M2021-181, en date du 29 mars 2021, le Conseil de Métropole a voté à la majorité des voix exprimées en faveur de ce choix d'une gestion déléguée.

Dans ce cadre, la Métropole a lancé une procédure de délégation de service public selon les dispositions du Code de la commande publique (CCP) et du CGCT. La date limite de remise des plis était fixée au 16 septembre 2021 à 12h. Un seul candidat a remis une offre.

Lors d'une réunion en date du 14 octobre 2021, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse des candidatures et a considéré que, sur la base des critères de sélection des candidatures énoncés dans l'avis d'appel public à la concurrence, le candidat disposait des capacités techniques et professionnelles pour que son offre soit analysée. La société candidate a cependant présenté une offre irrégulière car ne répondant pas aux exigences minimales du dossier de consultation.

Après une phase de négociation avec le candidat, ce dernier a souhaité maintenir son offre initiale.

Tenant à l'absence d'offre régulière, Montpellier Méditerranée Métropole doit déclarer sans suite la procédure lancée par la délibération n°M2021-181 et relancer une nouvelle consultation dont le cahier des charges sera modifié.

Le rapport annexé à la présente délibération rappelle le projet et les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les différents modes de gestion. Ce rapport précise les principales caractéristiques du futur contrat dans le cadre d'une relance de la procédure de délégation de service public.

Le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 12 juillet 2022 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 18 juillet 2022, ont rendu un avis favorable sur la relance d'une procédure dans le cadre d'une délégation de service public.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il est proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

A. Rappel des objectifs de la Métropole

Les objectifs sont les suivants :

- Créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- Contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- Développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- Favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- Développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- Contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

B. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Parc :

- La « *gestion publique* », c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché public pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...). Dans ce cadre les investissements sont portés et réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ou

- La « *gestion déléguée* », où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du CCP). Dans ce cadre une partie des investissements est portée et réalisée par le délégataire.

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 5 critères, le contrôle du service, la qualité du service, la gestion du personnel, les risques et le portage financier des investissements. L'analyse comparative des deux scénarios, développée dans le rapport annexé à la présente délibération, permet de conclure que le scénario 2, gestion déléguée, est plus adapté aux objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce projet d'exploitation en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- Transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire ; il s'agit du risque lié au financement mais surtout lié à l'exploitation :
 - o Une activité nouvelle sur le territoire dont la rentabilité est à ce jour estimative ;
 - o Le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
 - o Le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique, location de matériels...) ;
 - o Maîtrise du coût d'exploitation ;
- Faire appel aux compétences et à l'expérience des opérateurs privés pour exploiter une activité de téléski nautique.

En conclusion, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour l'exploitation du Parc multiglisse Gérard-Bruyère.

C. Caractéristiques du futur contrat

1. Objet du contrat

Le contrat aura pour objet l'exploitation et la gestion des activités sportives et des activités accessoires du Parc Gérard-Bruyère. Outre les investissements à réaliser, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation du parc conformément au périmètre géographique déterminé par le contrat.

2. Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou 25 ans en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L. 3114-7 du CCP. Le contrat prendra effet à compter de la notification du contrat de délégation.

3. Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

Principales missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- Le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des téléskis nautiques ;
- L'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- La surveillance et la sécurité relatives aux ouvrages et équipements mis à sa disposition ;
- L'exploitation, la gestion, la maintenance et le renouvellement des biens en lien avec les activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- Les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- Les travaux de renouvellement des équipements mis à disposition ;
- L'entretien et le nettoyage des espaces verts des talus du bassin principal, de l'île et du parvis, de la zone d'entrée du parc, des espaces situés autour du restaurant ;
- La gestion, l'entretien, la maintenance et le nettoyage du parking de stationnement ;
- La remise à niveau de l'eau des bassins (principal et secondaire) ;
- La réalisation des analyses réglementaires de qualité de l'eau type ARS ;
- L'entretien et le nettoyage du bassin principal ;
- L'entretien, le nettoyage et le renouvellement des pontons ;
- L'entretien et la maintenance de la membrane et des empièvements du bassin principal ;
- L'éclairage intégral du parc et des équipements (consommation et renouvellement) ;
- L'entretien, maintenance et le renouvellement des portails d'accès aux sites ;
- L'entretien, la maintenance et le renouvellement des pistes du parc ;
- L'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- Le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel
- L'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- Le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

Obligations de service public :

Le délégataire devra notamment :

- Assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- Réserver trois jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de Montpellier Méditerranée Métropole (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- Assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- Proposer des activités non polluantes sur le site.

Investissements :

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation. Ces investissements, biens de retour, seront remis à la Métropole à la fin normale du contrat.

Les investissements attendus sont *a minima* les suivants :

- Un téléski nautique « *full size* » de 6 accrocheurs minimum ;
- Un téléski bi-poulies ;
- Un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m² minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements et sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

L'entretien, la maintenance et le renouvellement des ouvrages techniques liés à la fonction hydraulique d'écrêtement des crues et de traitement d'eau ainsi que les charges afférentes restent à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

4. Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué.

La Métropole pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30 % du montant des investissements de premier établissement réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 1 200 000 € net de toutes taxes.

5. Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice

La Métropole dispose d'un droit d'accès permanent au Parc et aux installations afin de permettre les interventions qui relèveront de son périmètre d'intervention, notamment pour ce qui concerne la gestion des installations de traitement d'eau et pour la surveillance des ouvrages hydrauliques de lutte contre les inondations.

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole.

6. Conditions principales d'exécution du service et fin du contrat

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole. Des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

7. Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants, ainsi que des dispositions du CCP.

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

Une prime sera versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation d'un montant de 30 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De déclarer sans suite la première procédure de délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- De réaffirmer le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multiglisser Gérard Bruyère ;
- D'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire dans le cadre de la relance de la procédure, telles que définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- De dire que le montant de la prime versée à chaque candidat ayant remis une prestation conforme au règlement de consultation sera de 30 000 €,
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 14 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195437-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport choix du mode de gestion PGB.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives collectives concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous :

Code	Structure	Numéro du dossier	Type	Montant attribué
7048	Comité d'organisation <i>Matchs de l'équipe de France de basket-ball</i>	000906	Projet	25 000 €
7573	Fédération Française de Cyclisme <i>Championnat de France de BMX</i>	000902	Projet	13 000 €
7870	Fédération Française de Volley-ball <i>Matchs de l'équipe de France de volley-ball</i>	000907	Projet	30 000 €
702	Montpellier Beach Volley <i>Beach Masters</i>	000804	Projet	10 000 €
7872	Montpellier Breaking Métropole	000909	Fonctionnement	10 000 €
1928	Montpellier Triathlon	000809	Fonctionnement	5 000 €
1417	Montpellier Université Club Baseball Softball (Barracudas) <i>Championnat d'Europe de baseball féminin</i>	000823	Projet	5 000 €
6935	Ped Tanca <i>Mondial de la Pétanque</i>	000903	Projet	80 000 €
6896	Tambourin Club Cournonterralais <i>Coupe d'Europe de Tambourin</i>	000868	Projet	3 000 €
1225	Montpellier Métropole Futsal	000910	Fonctionnement	5 000 €
7861	MHSC Volley-Ball	Incomplet	Fonctionnement	480 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195350-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Stéphanie JANNIN, Isabelle MARSALA, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subvention dans le cadre de la thématique "Sports" - Critérium des Cévennes - ASA Hérault - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Forte de son important tissu associatif et d'un maillage territorial d'équipements fin et qualitatif Montpellier Méditerranée Métropole soutient le sport pour tous, le sport de haut niveau et les manifestations sportives dont l'audience et les retombées médiatiques présentent un intérêt national ou international ou participent à la promotion et à la cohésion de son territoire. Ces initiatives collectives concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions. C'est dans ce contexte que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole participent chaque année à l'organisation du Critérium des Cévennes, manche du championnat de France des rallyes.

Afin d'accompagner l'association ASA Hérault dans la mise en œuvre de la 63^{ème} édition du Critérium des Cévennes qui se déroulera du 27 au 29 octobre 2022 il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

CODE	STRUCTURE	NUMÉRO DE DOSSIER	TYPE	MONTANT ATTRIBUÉ
844	ASA HERAULT	000873	PROJET	40 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation de la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserve de signature de la convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 12 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199781-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION ASA HERAULT.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole au territoire émergent de Montpellier/Grabels - Convention de prestation de service entre la Ville de Montpellier, la Ville de Grabels et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisations de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

L'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (lois n° 2016-231 du 29 février 2016 et n° 2020-1577 du 14 décembre 2020) permet aux territoires de mettre en place un modèle économique innovant, visant à résorber le chômage de longue durée en créant des emplois utiles non concurrents de l'existant, financés en partie par un fonds d'expérimentation national créé par la loi.

Ce projet s'appuie sur le droit à l'expérimentation des collectivités et leurs groupements prévus par l'article 72 de la Constitution.

Le projet repose sur trois hypothèses :

- « Personne n'est inemployable » : tous les chômeurs de longue durée ont des compétences inutilisées qui peuvent être mobilisées ;
- La privation d'emploi coûte cher à la collectivité : les coûts des prestations liées à la privation d'emploi pourraient être utilisés pour créer des emplois ;
- De nombreux besoins sociaux, économiques et environnementaux sont peu ou pas couverts, car pas assez rentables pour le marché privé ou parce mal repérés à l'échelle de certains territoires.

Après une première expérimentation lancée sur 10 territoires par la loi du 29 février 2016, une nouvelle loi du 14 décembre 2020 étend l'expérimentation qui bénéficiera à 50 nouveaux territoires au moins. Le décret d'application n° 2021-1742 du 22 décembre 2021 modifiant le décret n° 2021-863 du 30 juin 2021 précise les modalités d'application de la loi, et le cahier des charges de l'appel à projet (arrêté du 7 juin 2021) permet aux projets émergents de candidater durant 3 ans en vue d'une labélisation en tant que territoire d'expérimentation.

Ce projet nécessite une forte adhésion et co-construction des acteurs du territoire réunis en « *Comité Local pour l'Emploi* » pour préciser le territoire d'expérimentation, identifier les activités utiles qui pourraient faire l'objet de créations d'emploi supplémentaires, les personnes durablement privées d'emploi, définir les objectifs de l'expérimentation et la suivre. Les activités et les emplois nouvellement créés (activités utiles) seront portés et organisés par une (ou des) « *Entreprise(s) à But d'Emploi* » (EBE), qui sont des entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire.

Les communes de Montpellier et Grabels se sont engagées à mener une expérimentation TZCLD et proposent de mettre en place cette dernière sur un territoire à cheval entre les quartiers Hauts de Massane à Montpellier et La Valsière à Grabels.

Montpellier Méditerranée Métropole, qui dispose de la compétence « Politique de la Ville » d'une part et « Interventions Economiques » d'autre part s'implique dans ce projet en apportant son soutien en ingénierie aux communes de Grabels et Montpellier, en vue de la préparation d'une candidature à l'habilitation dans le cadre de la loi d'expérimentation sus-citée, au premier semestre 2024.

Une convention de partenariat est convenue entre les 3 parties pour définir les modalités de coopération dans le cadre de la prestation de service (articles L. 5111-1 et L. 5214-16 du Code Général des Collectivités Territoriales) dont les principaux axes d'intervention seront les suivants :

- Organiser, co-animer et participer aux travaux du « Comité Local pour l'Emploi », instance de gouvernance et de suivi de l'expérimentation.
- Rechercher tous financements et partenariats utiles au projet.
- Rédiger, de manière collaborative la candidature du territoire émergent à l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de prestation de service entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et la Ville de Grabels ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196796-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de prestation TZCLD.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Développement économique" - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions section de Fonctionnement

« THEMATIQUE : Développement Économique »					
Code Asso	Nom de la Structure	N° de dossier	Type de demande	Titre du Projet	Montant attribué
1367	Centre des Jeunes Dirigeants de Montpellier	001073	Fonctionnement	Soutien Fonctionnement du CJD (Entre des Jeunes Dirigeants)	5 000 €
6949	Chambre Professionnelle du Conseil en LR	000999	Projet	Professionnaliser les membres, monter en compétences des adhérents afin de mieux répondre aux besoins des entreprises du territoire	5 000 €
7469	La Cav'Coop de Murviel	001155	Projet	Etudes sur le volet montage juridique du tiers lieux (Cf délibération M2022-51)	10 000 €
5577	Centre Hospitalier Régional Universitaire de Montpellier	001145	Projet	Extracteur d'Innovation du CHRU	40 000 €
TOTAL					60 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Cyril MEUNIER, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196710-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Financement CJD 2022.docx
- Convention Financement CPCO 2022.docx
- Projet Convention extracteur innovation CHU 2022.docx
- CONVENTION DE PARTENARIAT 2022 MMM-CaveCoopMurviel V1.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Le Point pour la co-organisation de la sixième édition de Futurapolis à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le Point est une société éditrice de publications de presse dans le domaine de l'information à forte valeur ajoutée. Dans le cadre de ses activités éditoriales, *Le Point* organise des conférences d'information et de réflexion de haut niveau, animées par la rédaction et faisant intervenir des experts reconnus dans chacun des thèmes abordés. La conception et le contenu de ces manifestations sont confiés à la rédaction du *Point*, qui apporte son expertise dans le respect des règles déontologiques et d'indépendance propres à la presse. Une équipe spécifique du *Point* apporte son savoir-faire dans l'organisation de ces manifestations, et propose à des partenaires de les parrainer et de participer à leur organisation dans le cadre de leur politique institutionnelle.

Le Point organisera les 7 et 8 octobre 2022 à l'Opéra Comédie de Montpellier une manifestation publique, dont l'accès pour les participants sera gratuit sur inscription dénommée « *Futurapolis* ».

Afin de soutenir cet événement qui participe au rayonnement de son territoire, la Métropole s'engage à mettre à disposition du jeudi 6 au dimanche 9 octobre 2022 l'Opéra Comédie de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole participera aux frais techniques de la manifestation à hauteur de 30 000 € HT.

Ces engagements sont précisés dans une convention entre la Ville de Montpellier, la Métropole et *le Point*.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *le Point* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195795-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention de coorganisation de FuturapolisSanté 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et Midi-Libre pour la co-organisation de la troisième édition du Forum "Le Monde Nouveau" à Montpellier - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Produit par le Groupe La Dépêche du Midi qui souhaite encourager et accompagner le développement de solutions durables et innovantes sur la Région Occitanie autour des grands enjeux environnementaux et sociaux de demain, le forum « *Le Monde Nouveau* » constitue une opportunité unique pour bâtir un projet impliquant tous les acteurs du territoire, attirer l'attention sur les initiatives engagées pour une économie verte et solitaire et faire de cet événement une expérience collective inoubliable.

En mars 2019, *Midi-Libre* a organisé la 1ère édition du forum « Le Monde Nouveau », événement qui a réuni près de 7 200 visiteurs à Perpignan, 35 partenaires exposants, 70 intervenants experts de renom. La seconde édition du forum « *Le Monde Nouveau* » s'est déroulée à Montpellier, du 30 septembre au 3 octobre 2021.

La troisième édition du forum « *Le Monde Nouveau* » se déroulera au Corum - Palais des Congrès de Montpellier, du 29 septembre au 1er octobre 2022 avec comme thématique majeure : « *Accélérer* ». Le temps est en effet à l'action et en cette année 2022 le Forum « *Le Monde Nouveau* » mettra à l'honneur les actions et les projets qui avancent, qui voient le jour, qui grandissent, qui fleurissent et qui montrent que le changement est possible.

Il est dans ce cadre proposé une convention de partenariat entre *Midi-Libre*, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier pour co-organiser cet événement. Le groupe de presse s'engage notamment à promouvoir l'évènement et à être présent sur le forum, la Ville de Montpellier et la Métropole s'engagent à apporter une participation financière fixe, forfaitaire et non révisable de 60 000 € TTC (30 000 € chacun) pour l'année 2022. La Métropole mettra également à disposition des espaces du Corum et à habiller une rame de tramway pour promouvoir l'évènement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et *Midi-Libre* ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197993-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention salon nouveau monde v3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

Certaines créations et évolutions de postes découlent de la nouvelle organisation des pôles Sports, Stratégie Foncière et Immobilière et Moyens généraux. Par ailleurs, cette nouvelle organisation comprend de nouveaux services communs Ville et Métropole qui nécessitent la création de postes au sein de la Métropole et la suppression de postes au sein des services de la Ville de Montpellier. Ainsi, parmi les 196 postes créés par la présente délibération, 125 correspondent à des mutualisations.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés, mis en conformité avec le grade de l'agent ou transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

I- Créations de postes :

Il est nécessaire, de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

III- Transformations de postes

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle, sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

IV- Ouvertures de postes aux agents non titulaires :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, des mises en conformité, des transformations et des ouvertures de postes aux agents non titulaires citées en annexes ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199975-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE 1 Créations Conseil 220726.pdf
- ANNEXE 2 MEC Conseil 220726.pdf
- ANNEXE 3 Transformations Conseil 220726.pdf
- ANNEXE 4 Ouvertures Conseil 220726.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Recours au dispositif d'apprentissage - Modification du Tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole fait régulièrement appel à des centres de formation afin de pouvoir accueillir des apprentis au sein de ses services.

L'apprentissage constitue un axe fort de la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Il présente un intérêt certain pour les jeunes accueillis et notamment ceux en situation de handicap en leur proposant un mode d'insertion professionnelle durable grâce à l'obtention d'un niveau de qualification et une expérience adaptée. Il permet à des personnes âgées de 16 à 29 ans (sans limite d'âge concernant les travailleurs handicapés) d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans la collectivité. Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre. D'autre part, il permet de tisser des liens durables avec les centres de formation sur des métiers et compétences recherchées par la collectivité. L'apprentissage est ainsi un formidable levier pour anticiper des besoins de recrutement ou des apports réguliers d'innovation, tout en répondant à un objectif de mission de service public par le soutien à l'emploi et à la qualification des jeunes. Enfin, il permet d'envisager au terme de leur formation, une intégration dans les effectifs de la Métropole, et contribue ainsi à la formation professionnelle de ces jeunes au sein du bassin d'emplois.

A la suite de la délibération du 31 mai 2022 autorisant la création de 16 nouveaux contrats d'apprentissage, il est proposé de conclure 6 contrats supplémentaires, afin d'accueillir 10 nouveaux apprentis pour des qualifications et des domaines d'intervention très variés : communication, informatique, ressources humaines, finances, politique internationale. Le choix des apprentis sera réalisé par la Collectivité. Ce dispositif pourra être reconduit d'une année supplémentaire en cas de redoublement d'un apprenti.

Le maître d'apprentissage sera inscrit à la formation dispensée par le CNFPT et bénéficiera de la Nouvelle Bonification Indiciaire (NBI) de 20 points d'indice supplémentaire permettant ainsi la reconnaissance de leur investissement et de leur responsabilité. Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault et le Fonds pour l'Insertion des Personnes Handicapées dans la Fonction Publique accompagnent sur les plans financier, administratif et technique, les collectivités territoriales dans l'intégration d'apprentis bénéficiant de la reconnaissance travailleur handicapé.

Il est demandé au Conseil de la Métropole l'autorisation de conclure **dix** contrats d'apprentissage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De recourir au contrat d'apprentissage et d'approuver les modifications proposées au tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes des dix contrats d'apprentissage et des conventions conclues avec les centres de formation d'apprentis ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198817-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXE Apprentis Conseil 220726.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger CAIZERGUES, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Par délibération, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Organismes	Représentations
Association Opéra et Orchestre National de Montpellier Occitanie Pyrénées-Méditerranée (OONM)	<i>En remplacement de Madame Catherine RIBOT :</i> Bernard TRAVIER (titulaire)
Fédération Nationale des Collectivités Territoriales pour la Culture (FNCC)	Michaël DELAFOSSE (titulaire) Éric PENSO (suppléant)
Territoires d'Evènements Sportifs (TES)	Christian ASSAF (titulaire) Hervé MARTIN (suppléant)

Aucune autre candidature n'est proposée, ces désignations prennent effet immédiatement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Hervé MARTIN, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Agnès SAURAT.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194910-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - SERM - SA3M - Autorisation de prise de participation dans une filiale - Société de coordination ALTEMED - Désignation des représentants - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le Groupe SERM/SA3M et l'OPH ACM Habitat ont étudié les modalités de leur rapprochement dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques auxquelles ils contribuent.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) :

La Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) SERM est détenue à 41,38 % par la Ville de Montpellier, principal actionnaire, au côté de Montpellier Méditerranée Métropole à 28,73 %, de la Ville de Palavas-les-Flots, et d'actionnaires privés ;

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER. La société est présidée par Monsieur DELAFOSSE représentant de la Ville de Montpellier ; la Vice-Présidente est Catherine RIBOT.

La Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine a pour objet :

- D'entreprendre des opérations d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction, d'exploitation et de gestion à caractère industriel et commercial, ou réaliser toute autre activité d'intérêt général ;
- De réaliser des opérations de construction en qualité de promoteur ou pour le compte d'autrui ;
- D'intervenir en assistance conseil, et réaliser des études, financer, construire, gérer, exploiter et entretenir directement ou indirectement des équipements et infrastructures liés au développement des énergies renouvelables et à l'utilisation rationnelle de l'énergie.

La SERM a réalisé un chiffre d'affaires de 39,975 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 89,3 salariés Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) :

La Société Publique Locale (SPL) SA3M est détenue à 50,79 % par Montpellier Méditerranée Métropole, aux côtés de la Ville de Montpellier (22,60 %), de la Région Occitanie (10,06 %), des communes de Lattes (1,69 %), Castelnau-le-Lez (1,13 %), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85 % chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68 % chacune).

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean Pierre RICO. La société est présidée par Michaël DELAFOSSE en tant que représentant de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, a pour objet d'apporter une offre globale de services de qualité en termes d'aménagement, d'urbanisme, d'environnement, de développement économique, touristique et de loisirs. Elle intervient exclusivement pour le compte des collectivités territoriales ou leurs groupements actionnaires et sur leur territoire géographique.

La SA3M a réalisé un chiffre d'affaires de 50,525 millions d'euros en 2020 et ses effectifs sont de 12,7 Equivalents Temps Plein (ETP) au 30 avril 2022.

La SERM et la SA3M partagent des moyens communs et des fonctions supports au sein du GIE SERM SA3M qui compte 39,7 ETP au 30 avril 2022. Les deux structures font partie d'une Unité économique sociale (UES) incluant par ailleurs un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) commun.

ACM Habitat :

L'Office public de l'habitat, construit et gère les habitations à loyer modéré (HLM). Le parc locatif d'ACM Habitat comprend près de 22 000 logements pour une surface habitable de 1,5 million de mètres carrés.

ACM Habitat a réalisé un chiffre d'affaires de 131 millions d'euros, dont 108 millions d'euros au titre des loyers perçus, en 2020. L'effectif d'ACM Habitat est de 329,09 ETP au 30 avril 2022.

Le rapprochement des trois entités :

Les objectifs associés à la perspective d'un rapprochement entre le Groupe SERM/SA3M et ACM Habitat sont les suivants :

- Favoriser une approche intégrée et transversales des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement et le cas échéant en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire ;
- Renforcer les synergies entre les différentes entités ;
- Développer le travail partenarial avec les 31 maires de la Métropole ;
- Consolider financièrement les différentes entités afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire.

Dans ce contexte, différentes hypothèses ont été étudiées :

- Rapprochement des gouvernances des entités du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat ;
- Participation conjointe du Groupe SERM/SA3M et d'ACM Habitat à une structure commune ;
- Fusion entre ACM Habitat et les entités du Groupe SERM/SA3M.

L'analyse de ces travaux a été présentée aux conseils d'administration des trois structures en décembre 2021 et février 2022, lesquels ont donné pouvoir aux directions générales afin de :

- Poursuivre les études portant sur les différentes hypothèses de rapprochement entre ACM Habitat et le Groupe SERM/SA3M ;
- Solliciter des expertises extérieures (juridique, financière, stratégique et organisationnelle) afin d'analyser la faisabilité et les modalités des différentes hypothèses de rapprochement ;
- Informer et, le cas échéant, de consulter les instances représentatives du personnel dans la perspective d'une éventuelle modification organisationnelle ;
- Mettre en place un comité de pilotage commun à ACM Habitat et au Groupe SERM/SA3M, afin de poursuivre les études nécessaires au choix d'une formule de rapprochement entre les deux entités.

Les conseils d'administration des trois organismes réunis en mars 2022 ont approuvé le principe de constitution d'une société de coordination, telle que prévue à l'article L. 423-1-1 du Code de la construction et de l'habitation (CCH).

Caractéristiques générales d'une Société de Coordination :

La société de coordination est un organisme d'habitations à loyer modéré à statut particulier. A ce titre, elle doit être agréée par le ministre en charge du Logement (article L. 423-1-2 du CCH) et est soumise aux contrôles de l'Agence Nationale de Contrôle du Logement Social (ANCOLS).

Une société de coordination peut être constituée d'organismes d'HLM (article L. 423-1-2 du CCH), de SEM agréées logement social et d'organismes agréés pour la maîtrise d'ouvrage, ainsi que dans une proportion maximale de 50 % du capital social, de SEM non agréées, de sociétés publiques locales et de sociétés d'économie mixte à opération unique (article L. 423-1-3 du CCH). Elle peut revêtir la forme juridique d'une société anonyme, ou celle d'une société anonyme coopérative à capital variable.

Une assemblée générale réunit l'ensemble des actionnaires de la société de coordination. Le législateur a spécifiquement prévu que les établissements publics de coopération intercommunale et collectivités territoriales d'implantation pouvaient assister à son assemblée générale avec voix consultative.

Les modalités de gouvernance reposent sur un conseil d'administration ou sur un directoire et conseil de surveillance. Certaines spécificités prévues au CCH concernant le conseil d'administration ou de surveillance sont à noter :

- Le conseil est composé au plus 22 membres, dont la moitié au moins représente les organismes de logement social et les organismes agréés maîtrise d'ouvrage ;
- Le conseil compte 3 administrateurs en qualité de représentants des locataires ;
- Le conseil est composé de 2 à 5 administrateurs représentant les collectivités et EPCI d'implantation des logements qui disposent d'une voix consultative ou délibérative. Cette fourchette de sièges doit demeurer telle quelle dans les statuts de la société ; la nature consultative ou délibérative est mentionnée aux statuts ; ces administrateurs font partie de l'effectif du conseil d'administration. A cet effet, il appartiendra aux collectivités concernées de solliciter un poste au conseil.

Les attributions d'une Société de Coordination :

- La société de coordination, en tant que **structure-pivot et coordinatrice du groupe** réalise :
 - Un rôle de **pilotage stratégique** du groupe ; elle est notamment chargée de l'élaboration du cadre stratégique patrimonial (les orientations générales et les grands objectifs chiffrés en s'appuyant sur le PSP de chaque membre), du cadre stratégique d'utilité sociale (les engagements sur la qualité du service rendu aux locataires, la gestion sociale, la concertation locative, etc...) ;
 - Un rôle de **coordination et de mutualisation** du groupe ; elle est notamment chargée de construire l'efficacité opérationnelle et économique, de définir la politique technique et la politique d'achat de biens et services, et de créer une unité identitaire. Elle peut notamment assurer la mise en commun de moyens humains et matériels au profit de ses actionnaires, en assistant, comme prestataire de services, ses actionnaires dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles en gestion ou en propriété ;
- La société de coordination, **garante de la soutenabilité financière du groupe et de ses membres** exerce :
 - Un contrôle de gestion des organismes (transmission des documents comptables à la société de coordination, combinaison des comptes annuels de chaque actionnaire, relations financières entre la société et ses membres actionnaires...).

Les ambitions et le projet d'entreprise du Groupe :

La Constitution du groupe SERM-SA3M-ACM s'appuie sur les ambitions suivantes des trois structures :

- Une gouvernance commune portée par la Métropole ;
- Des expériences réussies relatives à la mise en commun de moyens au sein des services supports ;
- Des valeurs partagées sur leur rôle d'outil au service des collectivités locales et des habitants, en étroite intelligence avec leur territoire, pour répondre à la diversité des besoins de l'ensemble des territoires, en tenant compte des enjeux de développement durable ;
- Une volonté de pouvoir coordonner leurs stratégies pour mieux répondre aux attentes du territoire ;
- La pertinence de leurs interventions respectives sur chaque volet de leurs activités spécifiques, au service du territoire ;
- Une volonté de se regrouper tout en conservant leur propre indépendance et autonomie de gestion en préservant leur contrôle par leurs actionnaires et gouvernances respectives ;
- Des valeurs partagées en matière de gestion des ressources humaines, dans le respect des statuts des personnels et une volonté de maintien d'environnements et de conditions de travail de qualité.

Les modalités statutaires de la société de coordination

- Dénomination : la société de coordination aura pour dénomination **ALTEMED**, société de coordination ;
- Siège social : il est fixé au 407, avenue du Professeur Etienne Antonelli, à Montpellier ;
- Forme juridique : Société Anonyme ;
- Montant du capital social : 100 000 € pour une valeur nominale de 1000 € par action ;
- Composition du capital social : conformément à l'article L.423-1-2 du CCH, la répartition de l'actionnariat sera la suivante :

- ACM HABITAT : 55%, soit 55.000 euros d'apport au capital ;
- SERM : 40%, soit 40.000 euros d'apport au capital ;
- SA3M : 5%, soit 5.000 euros d'apport au capital ;
- Gouvernance : la société sera administrée par un Conseil d'administration composé comme suit :
 - 14 sièges pour les personnes morales actionnaires (SERM SA3M et ACM) ;
 - 5 sièges à voix consultatives pour les collectivités et groupements de collectivités d'implantation ;
 - 3 sièges pour les représentants des locataires désignés à l'issue des élections au sein d'ACM Habitat en décembre 2022.

Il est ainsi proposé que Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un siège avec voix consultative au sein du conseil d'administration de la société.

Par ailleurs conformément au décret n°2019-911 du 29 août 2019 « *les établissements publics de coopération intercommunale compétents en matière d'habitat, la commune de Paris, les établissements publics territoriaux de la Métropole du grand Paris, la métropole de Lyon, la métropole d'Aix-Marseille-Provence, les départements, les régions, les communes, sur le territoire desquels les actionnaires possèdent des logements, peuvent assister à l'assemblée générale, au sein de laquelle ils disposent d'une voix consultative. Lorsqu'ils en ont fait la demande, ils sont convoqués à toutes les assemblées et reçoivent les mêmes informations et documents que ceux remis aux actionnaires* ». Il est ainsi proposé à Montpellier Méditerranée Métropole de participer aux assemblées générales des actionnaires de la société de coordination.

Il convient ainsi de désigner un représentant de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration et au sein des Assemblées générales de la société.

Conformément aux dispositions de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, Monsieur le Président propose à l'Assemblée, de décider à l'unanimité, de ne pas procéder à une élection au scrutin secret mais à une désignation à main levée.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Coralie MANTION en tant que représentante de Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil d'administration et au sein des Assemblées générales de la société ALTEMED.

Aucune autre candidature n'est proposée, cette désignation prend effet immédiatement.

- Dispositif de soutenabilité financière :

La soutenabilité financière est définie comme la capacité pour chaque organisme et pour le groupe à dégager des ressources suffisantes permettant d'honorer leurs engagements à court, moyen et long terme, de rembourser leurs dettes et de réaliser les investissements nécessaires à l'accomplissement de leurs projets d'entreprise. Les actionnaires mettent ainsi en œuvre un dispositif de gestion et un dispositif de mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH.

- **Le dispositif de contrôle de gestion du Groupe comprend les volets suivants :**
 - Critères d'alerte partagés : pour assurer la soutenabilité financière du Groupe et de chacun des actionnaires, la société de coordination utilise les critères habituellement reconnus par la profession ;
 - Dispositif de contrôle de gestion : la société de coordination mettra en place un reporting régulier de chaque actionnaire.
- **La mise en œuvre des mesures de soutenabilité financière prévues à l'article L.423-1-2 du CCH** ne pourra être engagée par la société de coordination qu'après que l'actionnaire concerné ait présenté à la société un plan de rétablissement de ses équilibres financiers et qu'il lui ait été laissé un délai d'au moins une année pour mettre en œuvre ledit plan.

En cas de difficulté financière avérée, la société de coordination se positionnera en premier lieu comme conseil de l'organisme actionnaire. La société de coordination pourra formuler à l'attention dudit organisme toutes recommandations qu'elle jugerait nécessaire, notamment si la société présente des indicateurs de gestion ne répondant pas aux critères habituellement reconnus par la profession. Les seuils d'alerte ou de non-soutenabilité retenus par la société de coordination sont ceux habituellement reconnus par la profession et par la Caisse de Garantie du Logement Locatif Social (CGLLS) et notamment :

Conformément aux statuts de la SERM et de la SA3M, ce projet de création nécessite l'approbation des conseils d'administration des deux sociétés, entreprises publiques locales ; aussi, ces prises de participation de la SERM et de la SA3M exigent à peine de nullité une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités actionnaires tel que prévu à l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales qui dispose : *« Toute prise de participation d'une société d'économie mixte locale dans le capital d'une société commerciale fait préalablement l'objet d'un accord exprès de la ou des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires disposant d'un siège au conseil d'administration, en application du premier alinéa du présent article. »*

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la constitution de la société ALTEMED, société de coordination dont les actionnaires seraient l'OPH ACM HABITAT, la SEM SERM et la SPL SA3M ;
- D'autoriser la prise de participation de la SERM au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 40 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 40 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 40% de son capital ;
- D'autoriser la prise de participation par la SPL SA3M au capital de la société ALTEMED, société de coordination, par la souscription de 5 actions d'une valeur nominale de 1 000 €, soit 5 000 € du capital social de la société ALTEMED, société de coordination, représentant 5% de son capital ;
- D'autoriser l'OPH ACM HABITAT à constituer une société de coordination par la souscription de 55 actions d'une valeur nominale de 1 000€, soit 55 000€ du capital social de la société ALTEMED, représentant 55% de son capital ;
- D'autoriser les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole à voter en faveur de ces prises de participation à l'occasion des conseils d'administration respectifs de la SERM, de la SA3M et de l'OPH ACM HABITAT ;
- De désigner le représentant de la Montpellier Méditerranée Métropole au sein du conseil d'administration et au sein des assemblées générales d'ALTEMED, société de coordination, avec voix consultative ;
- De décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote à main levée en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- D'autoriser le représentant ainsi désigné, à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 23 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196108-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20220706 Statuts SC ALTEMED.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale - BRL - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités de la société BRL au cours de l'exercice 2021.

Par délibération numéro M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 Septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur René REVOL pour la représenter aux Assemblées Générales et à l'Assemblée Spéciale de la SAEML BRL.

Depuis soixante-six ans, la société BRL participe au développement de l'Occitanie en fournissant l'eau nécessaire à ses projets. Dans sa mission d'aménageur régional, BRL intervient à la demande de la Région et des collectivités locales ou des acteurs économiques de l'Occitanie pour maîtriser ou gérer les ressources en eau, protéger ou valoriser le littoral, prévenir et lutter contre les inondations ou valoriser les zones rurales. En complément, BRL distribue en Occitanie chaque année plus de 100 millions de mètres cubes d'eau, à partir des ressources renouvelables et abondantes, grâce aux grands ouvrages hydrauliques exploités dans la région : canaux, barrages, stations de traitement d'eau potable.

Le capital s'élève aujourd'hui à hauteur de 29 588 779 €, soit 13 388 588 actions à 2,21 € chacune. La société est majoritairement détenue par la Région Occitanie à hauteur de 49,93% ; la société est présidée depuis le 6 octobre 2021 par Monsieur Fabrice VERDIER, représentant de la Région Occitanie, en remplacement de Monsieur Damien ALARY.

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire à hauteur de 11 155 actions représentant 0,08% du capital et occupe un poste au sein de l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois : le 14 avril, le 1^{er} juin (en consultation écrite), le 6 octobre et le 2 décembre 2021. L'Assemblée Générale Mixte d'approbation des comptes 2020 s'est tenue le 1er juin 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes 2021 s'est quant à elle tenue le 1er juin 2022.

L'effectif de la société est de 86 salariés au 31 décembre 2021. Le groupe BRL sur le périmètre France représente quant à lui 680 salariés. La direction générale est portée par Monsieur Jean-Francois BLANCHET.

Outre le changement de présidence du Conseil d'Administration, l'année 2021 a été particulièrement intense et riche pour le Groupe BRL :

- Déploiement du nouveau projet stratégique du groupe CAP 2025, dont les plans d'affaires 2021-2025 ont été approuvés fin 2020 par le Conseil d'Administration ;
- Adaptation du management du Groupe orienté vers un mode de gestion adapté intégrant la résilience de l'organisation et des méthodes de travail pour développer les activités tout en veillant à la santé du personnel. Visioconférences privilégiées aux réunions, télétravail maximisé ;
- Gestion de deux sinistres : Un épisode de gel exceptionnel au mois d'avril sur les départements du Gard, de l'Hérault et de l'Aude sur les vignes et les vergers conduisant à une forte mobilisation du Groupe BRL avec la mise en œuvre d'un fonds de soutien de 200K€, ainsi que de violentes intempéries qui ont affecté le secteur Vaunage – Vistrenque du Gard avec un cumul de 300 mm de pluie en trois heures ;
- Audit et contrôle interne diligentés par la Direction Générale de BRL sur les capacités d'adaptation des filiales BRLE, BRLI et BRLN à tenir les objectifs du Plan d'affaires. Ces audits ont mené à changer la Direction de BRLN en juillet 2021 ;
- Cycle d'investissement sur le Réseau Hydraulique Régional porté à un niveau très élevé proche de celui de 2020 ;
- Maintenance de la Concession régionale à un niveau élevé de 4 M€ dont 3,6 M€ correspondent à la maintenance programmée complétée par 400 K€ consacrés à des opérations patrimoniales ;
- Politique de Sécurité des Systèmes d'Information (PSSI) du Groupe définie avec la création d'un Comité de pilotage de la sécurité informatique suite à l'audit de cyber-sécurité des systèmes

d'information du Groupe réalisé en 2019 ;

- Poursuite des opérations des Concessions Régionales : Poursuite des travaux des Maillons Nord Gardiole et Biterrois, du Maillon Minervois et des Extensions des périmètres hydroagricoles ;
- Poursuite des opérations de concessions de Collectivités et EPCI correspondant au contrat de concession du RHR qui lie BRL à la Région Occitanie jusqu'en décembre 2051 ;
- Poursuite des opérations d'Assistance aux collectivités dans le cadre d'un contrat de mandat de maîtrise d'ouvrage conclu avec le Syndicat Mixte du Delta de l'Aude.

Les perspectives d'avenir sont marquées par un vif rebond de l'économie généré par la levée des contraintes sanitaires et malgré le conflit en Ukraine qui continue d'appuyer sur des sujets sensibles comme la hausse de l'énergie et celle des carburants. Les budgets de BRL et de ses filiales ont été réalisés dans ce contexte de retour à la vie normale. Néanmoins, le risque n'affecte pas les sociétés du Groupe de la même façon.

La gestion du Groupe sera principalement ciblée sur les investissements en travaux neufs sur le patrimoine du Réseau Hydraulique Régional, les travaux de maintenance de la concession régionale, l'achèvement des travaux du Maillon Nord Gardiole/Biterrois et du Maillon Minervois, l'engagement des études pour le renforcement d'ouvrages structurants existants dans le cadre du projet « Aqua 2030 », la poursuite du déploiement de la Charte pour une gestion durable de l'eau signée entre la Région Occitanie et BRL en juin 2019, l'utilisation renforcée d'Aqua Notitia (Systèmes d'Information sur l'Eau dédié à la gestion du RHR) en recueillant, agréant et traitant des données diverses sur l'eau, les milieux aquatiques et les ouvrages du RHR, la poursuite du déploiement de la stratégie CAP 2025 avec la mise en œuvre des plans d'actions élaborés en 2021 dans le respect des 6 priorités stratégiques du Groupe (adapter les modèles d'affaires, adapter les activités au changement climatique, devenir un groupe à énergie positive, atteindre la neutralité carbone, transformer le groupe en un acteur intégré et numériquement orienté, accompagner les projets de transformation des clients et améliorer leur expérience des usages de l'eau), la poursuite de la transformation digitale du Groupe BRL avec notamment la mise en place du parapheur électronique. On notera également au niveau des filiales, la digitalisation avec la mise en production du nouvel outil de gestion clients X7, l'intégration d'éléments financiers dans Concert'Eau pour BRLE, le retour de la croissance prévue pour BRLI et BRLEN.

En 2021, le chiffre d'affaires de BRL maison mère est en hausse de 4,6% par rapport à 2020 et s'établit à 18,993 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort en hausse de 195 K€ (+18,1%) et s'affiche à 1 270 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 2 688 K€ en forte hausse par rapport à 2020. On note la forte hausse du résultat financier de 1 315 K€ générée notamment par l'absence de dotations aux provisions pour dépréciation des titres. Le résultat exceptionnel s'affiche déficitaire à 167 K€ du fait de la comptabilisation de dotations exceptionnelles. Les capitaux propres s'élèvent à un très bon niveau à 590 M€.

Le chiffre d'affaires du groupe BRL consolidé apparaît en hausse de 4,747 M€ par rapport à 2020 et s'établit à 83,1 millions d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 4 327 K€ contre 1 526 K€ en 2020. Le résultat net consolidé présente un bénéfice d'un montant de 3 154 K€ contre 1 435 K€ en 2020.

La contribution au résultat net consolidé pour les autres activités du groupe se répartit comme suit : Holding : 632 K€, Exploitation : 1 719 K€, Ingénierie : 1 039 K€, Espaces naturels : -49 K€, BRL Madagascar : 65 K€, Predict Services : 106 K€ et BRLI-CI : 23 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 591 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML BRL pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196890-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport_rep_ASP_2021_Vdef.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale Montpellier Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter à la Présidence du Conseil d'Administration de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Hind EMAD, Clare HART, Frédéric LAFFORGUE et Renaud CALVAT.

Au 31 décembre 2021, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 15 833 230 €. Montpellier Méditerranée Métropole reste actionnaire à hauteur de 35,54% du capital aux côtés notamment de la Région Occitanie (37,65%) de la Ville de Montpellier (9,29%) du Département de l'Hérault (1,15%) et des actionnaires privés (16,37%). Montpellier Méditerranée Métropole détient 6 sièges sur 18 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence de la société.

En 2021, la Ville de Pérols a cédé sa participation (1 action) à Montpellier Méditerranée Métropole, au motif que l'exploitation de la société est désormais réduite à la gestion des seuls équipements métropolitains situés sur la ville centre de Montpellier, et que le Parc des Expositions et la Sud de France Aréna situés sur la Ville de Pérols, sont désormais gérés par la Société Publique Locale (SPL) Occitanie Events dans le cadre d'une Délégation de Service Public (DSP) avec la Région Occitanie. Le nombre d'actions détenus par Montpellier Méditerranée Métropole est donc passé de 80 393 à 80 394 actions représentant toujours 35.54% du capital.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à deux reprises les 22 avril et 15 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 2 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS exploite le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud appartenant à Montpellier Méditerranée Métropole sous contrat de DSP pour une durée de 8 ans, du 1^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2027. Le contrat de DSP inclus le parking du Corum dont la SAEML TaM est subdélégataire. L'année 2021 a été fortement impactée par la pandémie de Covid19. Toutefois l'activité a pu reprendre de manière assez forte en fin d'année.

La société est dirigée par son Président, Cyril MEUNIER, et sa Directrice Générale, Sandra VERNIER. L'effectif au 31 décembre 2021 de la société est de 54 salariés et un mandataire social.

Les deux sites d'exploitation Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud affichent un nombre de manifestations en hausse passant de 111 manifestations à 209 en 2021, sans atteindre le niveau de 2019 (303). La fréquentation est également en hausse de 53% avec 222 280 participants.

La hausse de la fréquentation est très importante au Corum par rapport à 2020 (+80%) alors que le Zénith Sud a connu une légère baisse (-1%). Le Corum avait été fermé de mi-mars à fin juin 2020 puis à partir d'octobre 2020, mais une activité réduite avait pu avoir lieu de début juillet à fin octobre. En 2021, l'activité a été perturbée mais des événements ont pu se tenir tout au long de l'année. Le Zénith Sud a bénéficié d'une forte activité en début d'année 2020 avant d'être totalement arrêtée pour le reste de l'année, alors qu'en 2021 il a été arrêté jusqu'au 18 septembre, date où l'activité a pu reprendre quasi normalement.

Une analyse par marché donne les comparatifs suivants :

- Le marché du MICE (Meeting Incentive Congress and Events) regroupe les congrès, en forte hausse avec 54 événements ; le corporate avec 11 événements ; les 9 salons accueillis soit un total de 52 165

participants (19 612 participants en 2020 soit +165%) pour 74 manifestations (33 manifestations en 2020 soit +124%) ;

- Le marché des spectacles a affiché une activité très faible. Les spectacles ont été à l'arrêt sur le 1^{er} semestre et ont pu reprendre progressivement à partir de septembre. Les deux années sont comparables avec environ 3 mois d'activité, 32 événements se sont produits sur 2021 contre 39 en 2020 ;
- Le pôle culture lié aux associations culturelles (Opéra Orchestre National de Montpellier Occitanie (OONMO), Festival Radio France, Montpellier Danse et CINEMED) a regroupé 103 événements. Les 3 festivals ont pu avoir lieu et l'Orchestre a pu maintenir son activité tout au long de l'année.

Parmi les événements accueillis sur l'année 2021, on pourra citer les quelques manifestations suivantes :

- Congrès : le Monde Nouveau, sommet Afrique France, Congrès Français de Psychiatrie, ... ;
- Salons : Ob'Art, Paramed / Grandes écoles/ Art, communication, Poursuite d'études et alternance, ... ;
- Spectacles au Corum : Patrick BRUEL, le lac des cygnes, Roman FRAYSSINET, Thomas DUTRONC, les internationales de la guitare, ... ;
- Spectacles au Zénith : Dadju, Florent PAGNY, Vitaa & Slimane, Christophe MAE, soirée F*ckg Halloween, ... ;

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires de 8 492 K€, est en hausse de 43% par rapport à 2020 en lien avec l'allègement des contraintes sanitaires ; cependant il affiche encore une baisse de 32% par rapport à 2019, année d'activité normale.

Le chiffre d'affaires se répartit à 91.4% pour le Corum et 8.6% pour le Zénith Sud. La spécificité dévolue au « Corum - Palais des Congrès – Opéra », en tant qu'établissement d'accueil des associations culturelles locales majeures précitées, a notamment permis à la société délégataire de maintenir un niveau économique incomparable, au niveau national, au regard de l'impact de la crise sanitaire constatée sur les différents palais des congrès du territoire.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 9 589 K€ (contre 6 247 K€ en 2020) pour un total de charges à 8 462 K€ (5 830 K€ en 2020). Le résultat d'exploitation s'établit donc à 1 127 K€ (417 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides gouvernementales de soutien salarial pour 479 K€, d'exonération de charges et de l'aide au paiement à hauteur de 20% des salaires bruts pour 215 K€ (soit 694 K€ contre 931 K€ en 2020) ainsi que du fonds de solidarité pour 887 K€ (200 K€ en 2020).

La société a bénéficié d'aides conséquentes et d'une structure économique résiliente au 1^{er} semestre, et a profité pleinement de la reprise sur le 2^{ème} semestre ; elle a également bénéficié en fin d'année d'un résultat exceptionnel conséquent (608 K€) lié aux reprises de provision pour litiges. Elle a ainsi pu enregistrer un résultat net positif de 1 358 K€ (193 K€ en 2020).

Les capitaux propres de la société ont augmenté en évoluant de 14 253 K€ en 2020, à 15 612 K€ en 2021, pour un capital de 15 833 K€, améliorant progressivement la situation financière.

Les redevances versées à la Métropole, dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 967 K€ contre 549 K€ en 2020 et tiennent compte de la compensation contractuelle du délégant à son délégataire en lien avec le forfait d'accueil du Festival Radio France relatif à la période de crise sanitaire et à l'absence de la manifestation sur 2020.

Conformément à l'accord d'entreprise de 2011, la participation des salariés s'est élevée à 357 K€ hors forfait social, (429 K€ compris).

Par ailleurs, en terme d'obligation d'entretien et de réparation la provision annuelle a été constituée pour 351 K€ conformément au contrat de DSP. Le montant des travaux s'élève à 613 K€ depuis le début de la DSP, laissant le solde du compte de renouvellement à 97 K€ à fin décembre 2021.

Les investissements en biens de retour, se sont élevés à hauteur de 2 121 K€ sur l'année 2021.

Le dispositif de garantie congrès mis en place par la Métropole a permis une reprise des manifestations avec un soutien et une incitation au report. L'aide apportée par la Métropole en 2021 est de 50 K€ TTC.

Dans le cadre des perspectives, ce dispositif est prolongé jusqu'au 31 décembre 2023. Les activités de la société continuent d'être affectées par la Covid-19 au 1^{er} trimestre 2022 et l'entité s'attend à un impact négatif modéré sur son chiffre d'affaires 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société Montpellier Events pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196971-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de gestion 2021 ME.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités concernant l'exercice 2021 de la Société Publique Locale (SPL) de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M).

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SPL SA3M aux côtés des représentants de la Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Madame Hind EMAD, Messieurs Hervé MARTIN, Roger-Yannick CHARTIER, Arnaud MOYNIER, Génès BALAZUN, Stéphane CHAMPAY, Michel ASLANIAN et Jean Pierre RICO.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL SA3M reste inchangé à hauteur de 1 770 000 €.

Montpellier Méditerranée Métropole détient 50,79 % des parts. A ce titre, elle occupe 9 sièges sur 18 au Conseil d'Administration de la société. La société est présidée par Michael DELAFOSSE représentant Montpellier Méditerranée Métropole.

La Ville de Montpellier détient 22,60 % du capital, aux côtés de la Région Occitanie (10,06%), des communes de Lattes (1,69%), Castelnau-le-Lez (1,13%), Baillargues, Castries, Clapiers, Cournonterral, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Cres, Pérols, Saint Jean de Védas, Saint Georges d'Orques, Vendargues, Villeneuve-lès-Maguelone (0,85% chacune), et des communes de Cournonsec, Lavérune, Prades-le-Lez et Sussargues (0,68% chacune).

Il existe ainsi 22 actionnaires publics au sein de la structure, 5 collectivités siègent par leurs représentants au sein du Conseil d'administration, 17 collectivités sont représentées par une assemblée spéciale, et 17 censeurs participent également au Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois en 2021 : les 09 avril, le 28 mai 2021 et le 23 juillet. L'Assemblée générale Ordinaire statuant sur les comptes 2020 s'est tenue le 25 juin 2021 et celle statuant sur les comptes 2021 s'est tenue le 16 juin 2022.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 11 équivalent-temps-plein, tous en CDI. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, pour une durée de 5 ans, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

La SPL SA3M s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, d'urbanisme d'environnement, et de développement économique pour le compte de ses actionnaires en 2021.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en progression de +365 K€ soit +21% par rapport à 2020, il s'élève à 1 896 K€, (contre 1531 K€ en 2020) ; il permet de consolider les capitaux propres de la SA3M, dont le capital social avait été entièrement reconstitué à fin 2016. Les capitaux propres s'élèvent ainsi à 7 449 K€ à fin 2021.

Le chiffre d'affaires généré sur l'exercice 2021 est de 50 358 K€ (contre 50 524 K€ en 2020). Au cours de l'année 2021, la société a poursuivi la réalisation des opérations confiées par ses actionnaires dont notamment 7 nouveaux mandats (dont les mandats de réalisation Arceaux, Peyrou, Foch et Comédie Esplanade, Triangle).

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 103,8 M€ TTC en 2021 (dont 16,5 M€ HT d'acquisitions) contre 109,9 M€ TTC en 2020.

L'activité aménagement de la SPL SA3M a engendré un excédent d'exploitation de l'ordre de 3,6 M€ avec une hausse de + 1,2 M€ par rapport à 2020.

La SA3M a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études :
 - o pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (*Arceaux Peyrou Foch Préfecture, Rénovation thermique, Centre de tri DEMETER II, Réalisation CRR, Réalisation de la phase 1 du cimetière métropolitain Grammont, Préfigurateur, Médiathèque Zola, Equipements sportifs 3M, NPNRU Mosson, PRIR Cévennes, Rénovation thermique, Mijoulan Naussargues, Réalisation du Centre d'Art contemporain, Requalification Lauze, Tour Assas requalification Salaison, Rénovation thermique, Comédie Esplanade Triangle Mandats d'études de faisabilité pour la Halle de Sports, Salle de Hand, réqualification multi sites, Halles Laissac, nouveau parc d'activités sur 9 communes, OPAH CD Mosson, parc Artisanal de Sussargues, Sablassou 2, Saporta, Plan de sauvegarde cévennes, Site Trifontaine, Réalisation des Aires d'accueil permanent et de grands passages, Secteur Pagezy*) ;
 - o Ville de Montpellier (*Archives municipales, Halles Laissac, Veyrassi, Comédie Esplanade Triangle, Nouveau Grand Cœur consolidé, Nouvelle Halle et place LAISSAC, Croix d'argent, Croix LAVIT, Réhabilitation – Ancienne mairie, – Hôtel French tech, Réhabilitation du skate park de Grammont, Réhabilitation du parc zoologique de lunaret, Réhabilitation Serre Amazonienne, Mise en accessibilité du patrimoine immobilier bâti communal, Hortus, secteur la Cavallade*) ;
 - o pour La Communes de Sussargues (Cœur de Village) ;
 - o pour La Commune de Castries (Etudes Place Cartel) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (*Extension Hippocrate, ZAC Descartes, ZAC Odysseum Est, Parc 2000 2^{ème} Extension, Ode à la Mer Consolidé, Quartier Cambacérès consolidé, ZAC 2 et ZAC 3, Hall de l'Innovation, Quartier Lauze Est, NPNRU Mosson, Stade Jules Rimet Sussargues, Hameau de Baillarguet, Cévennes*) ;
 - o Ville de Montpellier (*Nouveau Grand Cœur consolidé, NGC Consuls IV, NGC Opération Carré Sainte Anne, ZAC Delmas, ZAC de la Restanque, ZAC du Coteau, Hauts de la croix d'argent, EAI Quartier EAI, ZAC Port Marianne République, Pompignane consolidé*) ;
 - o La Commune de Saint Georges d'Orques (*programme centre d'Orques*) ;
 - o La Commune de Clapiers (*ZAC du Castelet*) ;
 - o La Commune de Castries (*ZAC des Sauredes*) ;
 - o La Communes de Sussargues (*Eco Quartier des Capitelles*) ;

La SA3M fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société SERM et du GIE SERM-SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale termine bénéficiaire de 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les perspectives 2022 de la société, on pourra noter les éléments suivants :

- La société a proposé d'étendre ses compétences en élargissant son objet social à la transition énergétique afin de contribuer au PCAET et promouvoir la sobriété, l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables ;
- Les investissements en lien avec l'aménagement se poursuivent de manière importante en 2022 avec près de 104 M€ en prévision et 63M€ d'emprunts nécessaires ;
- D'importantes commercialisations sont programmées pour plus de 56M€ (contre 21 M€ en 2021) ;
- Pour faire suite aux assises du territoire, de nombreuses consultations de promoteurs sont également lancées pour aboutir à 8 000 logements commercialisés sur le Groupe SERM-SA3M d'ici à fin 2023 ;
- Un chiffre opérations de 135.8 M€ dont 79 % en concessions d'aménagement est ainsi envisagé ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT–SAEML SERM – SPL SA3M est lancé autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le

groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole ;

- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL SA3M pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197482-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SA3M - Rapport de l'Administrateur Exercice 2021 - 3M vdef.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société d'Économie Mixte Locale - Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la SERM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole, a désigné Monsieur Michel ASLANIAN pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la SAEML Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) aux côtés des représentants de La Métropole suivants siégeant au conseil d'administration : Jean-Luc SAVY, Renaud CALVAT, Jacques MARTINIER.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SERM reste inchangé à hauteur de 1 733 K€. Montpellier Méditerranée Métropole détient 28,73% des parts. A ce titre, elle occupe 4 sièges sur 13 au Conseil d'Administration de la société.

La société est présidée par Michaël DELAFOSSE représentant la Ville de Montpellier. La Vice-Présidente est Catherine RIBOT. La Ville de Montpellier détient en effet 41,38% du capital, aux côtés de la Commune de Palavas-les-Flots (0,48%) et d'un ensemble d'actionnaires privés pour un total de 29,41%.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2021 : le 07 avril, le 21 mai, le 23 juillet et le 01 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

En 2021, la SERM s'est attachée à poursuivre ses activités d'aménagement, de rénovation urbaine, de restauration immobilière, de construction et d'exploitation et à entreprendre des activités de construction et de gestion de logements sociaux. Ses activités participent à l'organisation et au développement de la vie économique et sociale.

Au 31 décembre 2021, l'effectif de la société est de 83,5 ETP. La mise à disposition du personnel opérationnel SERM travaillant pour la SA3M s'élève à 39,4 ETP. Le Directeur Général, Monsieur Cédric GRAIL a été nommé le 15 septembre 2021, en remplacement de Monsieur Christophe PEREZ.

Le résultat net global à la clôture de l'exercice est en forte hausse de 1 M€ et s'élève à 6 718 K€ avant IS et épargne salariale, pour atteindre 4 267 K€ après ces éléments, contre 552 K€ en 2020. Les capitaux propres s'élèvent à 35 997 K€ pour un total bilan de 237 041 K€.

Le chiffre d'affaires total de l'exercice atteint 48 782 K€ contre 39 974 K€ en 2020, soit une forte hausse de 22 % s'expliquant principalement par des cessions en forte hausse (soit + 9 M€ par rapport à 2020).

La SERM compte deux activités différentes : le fonctionnement lié à l'activité aménagement, et l'exploitation du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid en délégation de service public avec Montpellier Méditerranée Métropole ; elle réalise également des activités en lien avec l'énergie au travers de diverses filiales.

L'activité fonctionnement de la SERM a engendré un excédent financier de 961 K€ contre une perte financière de -84K€ en 2020, soit une hausse de + 1 045 K€ s'expliquant notamment par la hausse du chiffre d'affaires de +1,4M€ K€ (soit +16%). En parallèle, les charges ont été sensiblement maîtrisées.

Les mouvements exceptionnels dont le résultat s'élèvent à 3 295K€ et comprennent notamment les provisions pour risques sur les projets patrimoniaux concernant les filiales de la SERM ID.

Au niveau du département Energie, dans le cadre duquel la SERM exerce toujours l'activité de RMCF (Réseau Montpellierain de Chaleur et de froid) en Délégation de Service Public avec Montpellier Méditerranée Métropole, on note un bénéfice net après IS et Epargne salariale de 4 163 K€ en 2021 contre 646 K€ en 2020 et 1 722 K€ en 2019, soit une variation de + 3517 K€ (+ 544%). Les produits du Département Energies, comprenant le RMCF, sont en hausse : 20 541 K€ à fin 2021 contre 16 842 K€ en 2020. Les ventes d'énergie ont fortement progressé en lien avec l'augmentation des volumes vendus corrélée aux nouveaux raccordements, et en lien avec l'effet prix relatif aux énergies fossiles.

Le chiffre opérations, représentant les dépenses d'investissement de l'exercice, termine à 44 M€ TTC en 2021 contre 35.9 M€ TTC en 2020, année impactée par la crise sanitaire.

La SERM a notamment effectué diverses opérations :

- Des mandats d'études pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole (Usine de Méthanisation – Amétyst), et de la Commune de Castelnau-le-Lez (EHPAD Les Muriers) ;
- Des concessions d'aménagement pour le compte de :
 - o Montpellier Méditerranée Métropole (ZAC Parc 2000, ZAC Eureka consolidé, Lotissement Jean Mermoz, ZAC Parc Eureka, ZAC Quartier Eureka Extension, ZAC Odysséum, ZAC Garosud – Garosud Extension, ZAC Cannabe Cournonterral, Parc activités Charles Martel, Charles Martel Extension, ZAC Euromédecine Consolidé, Marcel Dassault 2 ème extension, ZAC Dassault Extension, Restructuration du secteur Frigoulet consolidé, RU Quartier Cévennes Petit Bard) ;
 - o Ville de Montpellier (ZAC Port Marianne Rive Gauche, ZAC Port Marianne – Jacques Cœur Extension consolidé, ZAC Port Marianne – Parc Marianne, ZAC Port Marianne, PUP Mas Combelle, Avenue R.Dugrand, Consuls de Mer Consolidé, Quartier de la BAUME, ZAC Richter Consolidé, ZAC Port Marianne – Les Jardins de la Lironde, ZAC Malbosc, Opération Grand Cœur consolidé, ZAC Ovalie, ZAC Nouveau Saint Roch, ZAC des Grisettes, PRU Cévennes Petit Bard, Travaux amélioratifs Ametyst) ;
 - o Commune de Saint Jean de Védas (ZAC Roque Fraiss CPA) ;
 - o Commune de Prades-Le-Lez (ZAC Prata Horizons) ;
 - o Commune de Saint Brès (ZAC Cantauessel) ;
- De l'immobilier d'entreprises (VEAS Parc 2000, Hôtel d'Entreprise du Millénaire, Atelier Relais du Millénaire, CAP Gamma-Biopôle Euromédecine, CAP Delta-Biopôle Euromédecine, CAP Sigma-Biopôle Euromédecine, VEAS Hannibal) ;
- Des opérations en groupement (CHU de Montpellier Nouvelle Centrale de Secours) ;
- Des opérations en propre par le biais de ses filiales (Immeuble Cassiopée – opération de construction au sein de la ZAC Beausoleil, ZAC EAI Réhabilitation et extension ancien musée).

La SERM fait partie d'une Unité Economique et Sociale aux côtés de la société publique locale SA3M et du GIE SERM- SA3M.

Le résultat net 2021 après IS et Epargne Salariale du groupe termine bénéficiaire à 6 163 K€ contre 2 083 K€ en 2020 soit une hausse de + 4 100 K€ (soit +200%) par rapport à 2020.

L'Epargne salariale globale est de 1 798 K€ (en hausse de 1, 3M€) et l'IS s'affiche à 2 323K€.

L'effectif moyen du groupe est de 129,1 en 2021 (contre 127,3 en 2020 et 123,7 en 2019).

Concernant les filiales de la SERM :

Au 31 décembre 2021, la SERM est actionnaire des sociétés, SERM.ID (51%), ENERGIES DU SUD (36.11%), ANDROMEDE (90%), MUSEE EAI (90%), MONTPELLIER EVENTS (1.67%).

La SERM détient aussi toujours en 2021 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energie Sud au capital social de 3 600 K€ détenu également à hauteur de 33,89% par La Caisse des Dépôts et Consignations, de 15% par Engie, de 10% par la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon et 5% par Dexia. Par le biais de sa filiale, la SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM), la SAS SPAC (Production d'Electricité Photovoltaïque), AMM PV (Projet d'ombrières photovoltaïques de l'Aéroport de Montpellier), et Montpellier Horizon Hydrogène (MH2) créée le 29 octobre 2020.

Le chiffre d'affaires net 2021 de la société termine à 2 583 207 € contre 2 625 369 € à fin 2020.

Le résultat net après IS termine à – 451 863 € contre 85 573 € à fin 2020, comprenant 390 562 € de provisions pour dépréciation de la participation dans HELIOTAM à la suite de la révision tarifaire annoncée fin 2021 (-70%) et risquant de compromettre l'exploitation d'HELIOTAM.

La SAS MH2 a été créée en date du 29/10/2020, filiale composée d'Energies du Sud (50%) et d'EDF Hynamics (50%) pour un capital de 20K€. Elle portera le projet de production d'hydrogène mobilité de Montpellier Méditerranée Métropole, et notamment celui d'alimenter en hydrogène vert deux futures lignes de bus de la TaM. Le premier exercice s'est terminé le 31 décembre 2021, sans activité. Le résultat d'exploitation termine à 119 082 € contre 232 139 € à fin 2020.

La SAS SERM.ID, a été créée en juin 2019 avec un capital social de 2 800 000,00 €. Cette structure d'Immobilier Durable (ID) répond aux besoins et enjeux du territoire dans l'accompagnement d'implantation d'entreprises, l'acquisition de surfaces commerciales pour le déploiement des circuits commerciaux de la Ville, la réalisation d'opérations complexes de bureaux, d'équipements et de logements. La société a vocation à prendre des participations dans des sociétés de projets patrimoniaux autour des compétences suivantes : immobilier d'entreprise, commerces, logements accessoires. Son actionnariat est composé de la SERM (51 %), la Caisse des Dépôts et Consignations (20 %) et la Caisse d'Epargne Languedoc-Roussillon (29 %).

Le résultat courant avant impôts de 2021 s'élève à – 6 566 € contre - 31 074 € à fin 2021 ; il est constitué de dépenses liées au fonctionnement de la société (honoraires et frais bancaires).

La SASU CASSIOPEE, Société par Actions Simplifiée Unipersonnelle, a été créée en date du 26/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 € ; elle est détenue à 100% par la SERM.ID. Elle a vocation à porter un patrimoine immobilier. A cet effet, elle a déposé un permis de construire en date du 02/08/2019 en vue d'édifier un immeuble de bureaux d'une surface de plancher de 7 831m² au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Ce permis a été obtenu le 21/11/2019. Suite à la décision du futur occupant d'acquérir le bâtiment au lieu d'en être locataire, le permis a par la suite été transféré à la SCCV ANDROMEDE (filiale de la SERM). La société sera donc clôturée en 2022.

La société a consommé plus de la moitié de son capital social mais sera liquidée en 2022.

La SCCV ANDROMEDE, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 29/07/2019 avec un capital social de 1 000,00 €, pour l'opération de construction d'un immeuble de bureaux au sein de la ZAC BEAUSOLEIL. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%).

Le projet n'étant pas en activité, aucun chiffre d'affaires ni résultat n'ont été réalisés sur l'exercice 2021.

La SCCV MUSEE EAI, Société Civile de Construction Vente, a été créée en date du 06/02/2020 avec un capital social de 1 000,00 €. Son actionnariat est composé de la SERM (90 %) et de Canopée Promotion (10%). Elle a pour objet la réhabilitation et l'extension de l'ancien Musée sur la ZAC EAI, bâtiment réservé aux Industries Culturelles et Créatives (ICC). La société ne réalise aucun chiffre d'affaires comme en 2020 et ne dégage aucun résultat.

Concernant les perspectives de la SERM, l'année 2022 sera marquée par :

- Le soutien de l'activité économique avec la poursuite des investissements au travers des concessions d'aménagement (55,1 M€ TTC en 2022) imputés en stocks ;
- Le lancement du choc de l'offre visant à mettre 8000 logements en consultation sur deux ans au niveau du Groupe SERM-SA3M ;
- Le développement du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, en application de l'avenant n°7 de la Délégation de Service Public (15.3 M€ d'investissements sont notamment programmés) ;
- L'incertitude budgétaire en lien avec la guerre en Ukraine relative à la chaîne d'approvisionnement de certains produits nécessaires à son activité et/ou dans l'allongement des délais de réalisation de certains chantiers ;
- La crise énergétique en lien avec le contexte évoqué induisant une hausse des ventes d'électricité en cogénération. Bénéficiant d'un contrat à prix ferme sur la période 2022/2023, les clients de la SERM dans le cadre du contrat de RMCF ont été protégés sur les impacts relatifs à l'envolée du prix du gaz. L'avenant 7 du contrat de RMCF intègre par ailleurs sur l'électricité une formule d'actualisation pour tenir compte de l'envolée des prix et éviter un effet ciseau entre les ventes de froid et les achats d'électricité ;
- Le projet de regroupement entre les entités métropolitaines suivantes : OPH ACM HABITAT– SAEML

SERM – SPL SA3M, autour du dispositif de création de la Société de Coopération ALTEMED qui sera détenue à hauteur de 40% par la SERM à 55% par ACM et à 5% par SA3M. Le groupe a ainsi défini un plan d'action stratégique, résilient axé sur divers objectifs tels que celui de favoriser une approche intégrée et transversale des activités immobilières, énergétiques et d'aménagement, en coordination avec d'autres bailleurs sociaux présents sur le territoire. Il s'agira également de renforcer les synergies entre les 3 entités, de consolider financièrement la structure financière du groupe afin d'offrir une capacité d'intervention inédite au service du territoire, comme de développer un partenariat renforcé avec les 31 maires de la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197366-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SERM - Rapport de l'administrateur 2021 - 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SFMA - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités 2021 de la société SFMA.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020 et en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Eliane LLORET pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales, aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Florence BRAU, Zohra DIRHOUSI, Nathalie LEVY, Joël VERA, Sophiane MANSOURIA, Bruno PATERNOT et Brigitte DEVOISSELLE.

Le capital de la société, inchangé en 2021, s'élève à 1 210 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal avec 82.64% du capital et détient 8 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Présidence dévolu à Mme Eliane LLORET. La société est également détenue par les partenaires privés que sont les mutuelles et assurances (Groupe Languedoc Mutualité, MUTAC, MNT), les banques (Caisse d'Epargne, Crédit Coopératif, Crédit Mutuel) et d'autres sociétés de pompes funèbres publiques pour 17.36% des parts.

La SAEML SFMA dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium de Montpellier Méditerranée Métropole depuis le 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 15 ans.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à 3 reprises : le 26 janvier, 14 mai, 4 mai et 23 novembre. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Ordinaire (AGO), le 22 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. L'AGO d'approbation des comptes 2021 s'est tenue quant à elle, le 16 juin 2022.

La société est dirigée par sa Présidente, Eliane LLORET et son Directeur Général, Gilbert SAINTE MARIE. L'effectif de la société est de 49 collaborateurs au 31 décembre 2021, dont 1 fonctionnaire mis à disposition par Montpellier Méditerranée Métropole. En 2021, il a été constaté 2 départs dont 1 de personnel mis à disposition et l'arrivée d'un effectif.

La part de marché obsèques s'élève à 47.30% et reste stable sur 2021.

L'activité a été soutenue tout au long de l'année avec :

- 1 788 convois contre 1 837 en 2020, soit -2.7% ;
- 1 170 urnes contre 1 069 urnes en 2020, soit +9.4% ;
- 2 059 admissions en salons funéraires contre 2 017 en 2020, soit +2.1% ;
- 2 434 crémations contre 2 448 en 2020, soit -0.6%.

A cela s'ajoute l'activité de prévoyance avec 131 nouvelles adhésions sur l'exercice 2021 et 1 550 contrats actifs au 31 décembre 2021.

L'épidémie de Covid-19 a eu un effet limité sur l'exercice 2021 de la société, tenant compte de l'activité de la SFMA. Au cours de l'année 2021, la SAEML SFMA a pu démontrer sa compétence face à la crise sanitaire liée à la Covid-19. Les équipes ont pris en charge dans les conditions de sécurité obligatoire, 150 décès causés par le virus en 2020 et 68 en 2021.

La mobilisation de l'ensemble des collaborateurs a été l'un des éléments essentiels de la réussite de la société et de satisfaction des familles en deuil.

Les efforts continus en matière d'actualisation des équipements, de la gamme de fournitures, des formations et procédures de méthodologies funéraires, de sécurité et de qualité ont permis de maintenir des taux de satisfaction et de recommandations élevés et d'aboutir au renouvellement de la certification « *NF services funéraires – organisation d'obsèques* ».

Le chiffre d'affaires en hausse de 1.6%, s'élève à 6 347 K€ (6 245 K€ en 2020) et se répartit de la manière suivante :

- 72.4% pour l'activité « pompes funèbres » (4 598 K€ contre 4 503 K€ en 2020, soit +2%) ;
- 26.4% pour l'activité « crémation » (1 673 K€ contre 1 672 K€ en 2020) ;
- 1% autres recettes (commission Mutac, recyclage métaux, ...).

Le tarif général 2021, pour la 5^{ème} année consécutive, n'a pas fait l'objet de revalorisation.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 5 578 K€ en hausse de 2.9% par rapport à 2020. Les hausses portent essentiellement sur :

- Le poste entretien et maintenance a augmenté de +119 K€ suite à la mise en place d'un contrat de maintenance pour les appareils de crémation après les trois premières années incluses dans le prix d'achat ;
- Le renouvellement complet des tenues vestimentaires a entraîné une augmentation de 28 K€ ;
- La hausse de la sous-traitance marchandises + 28 K€ en lien avec l'accroissement des ventes de marchandises.

Les redevances versées à Montpellier Méditerranée Métropole s'élèvent à 537.5 K€ (540 K€ en 2020).

Soucieux de l'amélioration du pouvoir d'achat des salariés, la société a mis en place un intéressement dès 2018, qui s'élève à 75.5 K€ pour 2021, avec des conditions de déclenchement basées notamment sur la qualité du service public et sur l'atteinte d'objectifs quantitatifs. La mobilisation forte de l'ensemble du personnel a été un des éléments essentiels de la satisfaction des familles en deuil.

Le résultat net s'élève à 495 K€, en baisse de -21.65% par rapport à 2020 ; réparti pour 47% sur l'activité « pompes funèbres » (232 K€, +78%/2020) et 53% sur l'activité « crémation » (262 K€, -38%/2020).

Le montant global des acquisitions 2021 est de 152 K€ pour du matériel industriel d'exploitation (mobilier, outillage, véhicules, ...) ainsi que du matériel de protection en lien avec la Covid-19 (désinfection, sas décontamination, ...).

Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 5 517 K€ (5 022 K€ en 2020). La SAEML SFMA continue de conforter ses fonds propres pour les investissements futurs.

Dans le cadre des perspectives, à l'horizon de l'année 2024, un projet d'extension du complexe funéraire souhaité par Montpellier Méditerranée Métropole et conforme aux obligations contractuelles, prévoit la création de 6 nouveaux salons funéraires afin de réduire la tension d'occupation, en corrélation avec l'implantation sur le site de Grammont du futur cimetière métropolitain. Par ailleurs, la société continue ses actions tant dans le maintien de la qualité que dans le développement et la recherche de modernisation tels que de nouveaux services ou prestations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SFMA pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196996-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SFMA RAA 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2021 de L'Administrateur - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Michaël DELAFOSSE pour la représenter aux Assemblées Générales et conseils d'administration de la SOMIMON, aux côtés des 4 représentants suivants dans le cadre du Conseil d'administration : Michel ASLANIAN, Roger-Yannick CHARTIER, Guy LAURET, et Jackie GALABRUN BOULBES.

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. La zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société assure ainsi la mise sur le marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2021, le capital social de 240 000 € de la SAEML SOMIMON est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient 50% des parts aux côtés de la Ville de Montpellier qui en détient 8%. Les parts sociales des actionnaires privés restent inchangées à hauteur de 42% et se composent essentiellement des partenaires suivants : la Caisse des dépôts et consignations (24%), la CCI (8%), la Chambre d'agriculture de l'Hérault (4%), le Crédit Agricole du Languedoc (4%), la société BRL (2%).

Montpellier Méditerranée Métropole détient ainsi 5 sièges sur 10 au conseil d'administration de la société.

La société est présidée par Marie MASSART, représentante de la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni le 20 mai 2021 et le 13 décembre 2021. L'AGO s'est tenue le 21 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 20 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

L'effectif de la société était de 17 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité, les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes : la filière agroalimentaire, la filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés), la filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs...), l'activité horticole et florale, et l'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement, du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN.

La mise en œuvre des missions du Marché d'intérêt National, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A) dont la révision a été approuvée par le Conseil Métropolitain du 25 janvier 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le

- patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (Orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, la SOMIMON contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire. La SOMIMON dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait). La SOMIMON a lancé une étude de diagnostic de l'offre de transformation agroalimentaire, afin de mieux positionner le développement du pôle.

Le MIN a ainsi également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme web BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (Orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires)

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 158 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeur livreur, secrétaires, préparateur de commandes, agent d'entretien, ingénieur agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au turn-over et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2020. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Dans le cadre de l'avenant 12, la SOMIMON a démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée, à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

L'exercice 2021 ressort en bénéfice de 17 K€. Les capitaux propres de la société progressent et s'élèvent à 1 160 K€.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de +209 K€, +7%) pour un total de charges de 3 279 K€ (soit +196 K€, +6%).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3M€ (soit +101 K€, soit +3% par rapport à 2020), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+22 K€ soit +3%), et 548 K€ pour la plateforme entreposage, (-17 K€ soit -3%), qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 suite à la réduction de 54K€ accordée par 3M en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN)

Les éléments financiers au 31 décembre 2021 s'inscrivent toujours dans la politique d'accompagnement ambitieuse de la SOMIMON, avec le maintien d'une participation aux investissements des opérateurs.

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SOMIMON pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197359-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MERCADIS SOMIMON - RAA - Exercice 2021 DEF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Laurent NISON, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonyme d'Économie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la Collectivité présentent le compte rendu des activités de la SAEML TaM au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Laurent NISON pour la représenter aux Conseils d'Administration et aux Assemblées Générales de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM aux côtés des représentants suivants siégeant au conseil d'administration : Mathilde BORNE, Clara GIMENEZ, Coralie MANTION, Jean-Pierre RICO, Jean-Luc SAVY.

Le capital social à hauteur de 4 286 K€, est inchangé en 2021. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 46,02% du capital de TaM et est représentée par 6 élus au sein du Conseil d'Administration aux côtés de la Ville de Montpellier (9,11% et un représentant) et de huit actionnaires privés (44,88%).

TaM détient 5 % du capital de la SAS T3M (société filiale du groupe Transdev SA), subdélégataire de la délégation de service public relative aux Transports publics de la Métropole, et dédiée à l'exploitation de la part suburbaine du réseau.

La société TaM détenait deux filiales à 100% qui ont fait l'objet d'une Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) dans la société mère TaM avec transfert du contrat de délégation de service public :

- Au 31 décembre 2020 pour la SAS Saint Roch Stationnement, société dédiée à la Délégation de service public du parking St Roch avec la Métropole ;
- Au 31 décembre 2021 pour la SAS TaM Voirie, société dédiée à la Délégation de service public relative au stationnement sur voirie avec la Ville de Montpellier.

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à cinq reprises les 3 février, 30 avril, 23 juin, 24 septembre et 27 octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 23 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020. Une Assemblée Générale Extraordinaire a également eu lieu le 23 juin pour modifier les statuts et ajouter un administrateur salarié (loi PACTE).

Début 2021, la société est dirigée par son Président, Laurent NISON et son Directeur Général, Luc EGOUMENIDES. Le Conseil d'Administration du 24 septembre 2021 a mis fin avec date d'effet au 15 octobre 2021 au mandat du Directeur Général et opté à titre transitoire pour un mode de direction confié à un Président Directeur Général, Laurent NISON, avec délégation des pleins pouvoirs à un Directeur Général Délégué, Nicolas SILBERZAHN. A compter d'avril 2022, la société est de nouveau dirigée par son Président, Laurent NISON et son nouveau Directeur Général, Laurent SENIGOUT.

En 2021, la société TaM s'est attachée à poursuivre et développer ses activités telles que la gestion des transports urbains, l'extension du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement en ouvrages ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway), tout en maîtrisant au mieux les impacts de la crise sanitaire qui s'est poursuivie.

L'effectif moyen de la société s'établit à 1 142 au 31 décembre 2021 (1 135 en 2020).

En 2021, plusieurs événements ont marqué la société :

- La société a encore été fortement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid-19. La poursuite de cette crise s'est traduite par une réduction générale de la mobilité du public comme de la mobilité professionnelle, impactant toutes les activités de TaM. La société présente un résultat déficitaire pour la 2^e année consécutive ;
- Déploiement de la gratuité phase 2 (-18 ans et + 65 ans) en septembre 2021, la phase 1 (week-end) lancée en septembre 2020 a désormais atteint son allure de croisière ;
- Le transfert de 30% du trafic TGV vers la gare Sud de France depuis décembre 2019 a impacté l'équilibre du contrat du parking Saint Roch.

La société TaM Voirie ayant fait l'objet d'une opération de Transmission Universel de Patrimoine (TUP) au 31 décembre 2021 au sein de sa société mère TaM, avec effet rétroactif fiscal au 1^{er} janvier 2021, il n'y a plus de comptes consolidés.

Toutes activités confondues, les comptes de TaM affichent un total des produits de l'ordre de 111 M€ (+12M€ par rapport à 2020 soit +12%). Le montant des charges se porte à hauteur de 113 M€ (en évolution de +6.8M€ soit +6%)

Le résultat net de l'exercice 2021 s'établit en déficit à hauteur de -1.5 M€ (+5.2M€ par rapport à 2020) grâce notamment à une reprise de provisions à hauteur de 7.3 M€.

Il n'a pas été versé d'intéressement en 2021 compte tenu de l'absence de bénéfice.

Les capitaux propres de la société s'élèvent à 19.3 M€ (dont un capital de 4M€ et un report à nouveau de 302K€ impacté par une provision sur engagements de retraite à hauteur de 3.5M€) et représentent 16% du total du bilan.

La société a par ailleurs continué à bénéficier de mesures d'aménagement de sa trésorerie afin de faire face aux difficultés de gestion corrélées à la crise sanitaire et à la baisse des recettes d'activité. Dans ce cadre, la société a souscrit à un PGE de 8 M€ par l'intermédiaire de 3 emprunts (la moitié a été remboursée en 2022, 4 M€ reste à rembourser en 2023). La Métropole a validé, selon les termes de l'avenant 5, la modification des modalités de versements des acomptes (SFE, GER, compensations) en trimestre à échoir.

Activité Transport

La DSP Transport, attribuée à TaM, a débuté le 1^{er} juillet 2018 pour une période de 6 ans. Une subdélégation pour les services suburbains, le TAD et les services liés aux sorties éducatives, a été attribuée à la SAS T3M détenue à 95% par Transdev et 5% par TaM (avenant n°1).

Un avenant n°2 a acté la mise en œuvre d'une restructuration du réseau de bus urbain et suburbain en septembre 2019 suivie de quelques ajustements en janvier et février 2020. Un avenant n°3 délibéré en décembre 2020, a précisé les modalités de compensations pour la phase 1 de la gratuité (550 K€) ainsi que le montant de l'indemnisation forfaitaire partielle de la perte d'exploitation Covid de l'exercice 2020 (6.8M€ pour TaM et 680 K€ pour T3M).

En 2021, un avenant n°4 a formalisé les modalités de compensations pour la phase 2 de la gratuité (-18 et +65 ans), un avenant n°5 a permis la mise à jour du programme d'investissements subventionnés concernant les exercices 2021 à 2023 et la prolongation jusqu'au 31 décembre 2022 de l'activité Velomag.

Les déplacements validés sont en hausse de 19% par rapport à 2020 mais encore en baisse de 35% par rapport à 2019, avec un impact de -36% sur les recettes de trafic.

Le nombre de voyages sur le réseau suburbain a subi une chute légèrement moindre par rapport à 2019, mais les services éducatifs ont en grande partie été supprimés, ainsi que les services spéciaux de type Amigo.

Comparé à 2019, l'impact de la crise sanitaire, fait baisser les produits transport (95.8 M€) de -6 M€ (dont SFE), mais ces derniers augmentent de 7 M€ par rapport à 2020.

Le montant de SFE 2021 versé par Montpellier Méditerranée Métropole à TaM s'élève à 35.8 M€ et demeure légèrement supérieur à 2020 (34.8 M€). Une SFE de 12.6 M€ est également versée à T3M dans le cadre du contrat de DSP Transports.

A cela s'ajoute les compensations sociales et scolaires versées par la Métropole à hauteur de 8 343 K€, soit -18% par rapport à 2020.

Dans le cadre du nouveau contrat de DSP avec la Métropole, une subvention de Gros Entretien Renouvellement est désormais versée par le délégant pour 80% du programme prévisionnel, soit 2 013 K€.

La contribution totale (TaM/T3M) versée par Montpellier Méditerranée Métropole (hors subvention d'investissements) s'élève ainsi à 67 M€ TTC (69 M€ TTC en 2020).

Il n'a pas été versé d'indemnité préjudicielle Covid-19 en 2021 pour TaM dont le niveau des capitaux propres et la structure financière, toutefois fortement fragilisée par les deux derniers exercices, reste acceptable. Une indemnité de 450 K€ pour le subdélégataire T3M, qui ne dispose pas de la même structure financière, a été approuvée au Conseil de Métropole du 31 mai 2022.

L'activité Transport dégage un résultat déficitaire de -2.4 M€ (-6M€ en 2020) grâce notamment à une reprise de provisions pour risques et charges à hauteur de 7.3 M€ (concernant le Gros entretien renouvellement, les chariots de portes rames Citadis 401, les corps de roues des rames Citadis, le remplacement des injecteurs multitubulaires Ligne 2).

Mandats et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et maîtrise d'ouvrage pour 2021 s'établit à 1 916 K€ (1 540 K€ en 2020) et présente un résultat équilibré.

Les mandats en cours en 2021 ont permis à TaM de travailler sur les dernières opérations d'achèvement de la L3, sur les études de l'extension L1 vers la gare TGV Sud de France et la reprise des études de la L5 dont l'attribution de réalisation a été notifiée à TaM le 31 décembre 2020.

Stationnement (en ouvrages et sur voirie)

Concernant la gestion des parkings de centre-ville de Montpellier, TaM a été désignée en tant que délégataire pour la gestion des parkings Comédie (2014-2023), Antigone (2014-2023), Gambetta (1987-2029) et Europa (1996-2035) et Saint Roch (2015-2030). TaM détient également la gestion du parking du Corum (2020-2027) avec Montpellier Méditerranée Métropole en tant que subdélégataire de la SAEML Montpellier Events.

La fréquentation « horaire » augmente de 13.9% par rapport à 2020, mais reste inférieure de 25.2% à celle de 2019.

Plus spécifiquement, sur Gambetta, la modification du plan de circulation du quartier et les travaux de la ville entamés fin 2021, ont accentué la baisse de fréquentation (-6.6% par rapport à 2020 et -30.4% par rapport à 2019). Seul le parking Saint Roch connaît une hausse importante de sa fréquentation en volume (+67 milles sorties soit +33%), sans toutefois rattraper sa fréquentation de 2019 (-24%), suivent Comédie (+9.7%) et Corum (+28.5%).

Le chiffres d'affaires « horaire » augmente de 1.3 M€ soit 29.6% par rapport à 2020, sans retrouver le niveau de 2019 (-1.9 M€ -25.8%).

La fréquentation « abonnés » est moins impactée par la crise (+3.4%/2020) et voit ses recettes en hausse de 6.4%.

Le résultat des parkings centre-ville s'élève à -262 K€ en baisse par rapport à 2019 (-28 K€ en 2020, 822 K€ pour 2019) principalement généré par le déficit du parking Saint Roch (-322 K€), lié aux conséquences de la décision de la SNCF de transférer 30% du trafic TGV de la gare Saint Roch à la Sud de France.

La gestion du stationnement sur voirie a débuté en 2018 sous délégation de service public avec la Ville de Montpellier, pour une période de 7 ans (2018-2024), par une filiale dédiée de TaM, et détenue à 100%, la SAS TaM Voirie. Au 31 décembre 2021 la substitution du délégataire en faveur de TaM a été réalisée. L'activité continue à se développer avec l'acquisition du 1^{er} véhicule LAPI (Lecture Automatiques de Plaques d'Immatriculation), le stationnement PMR gratuit avec guidage à la place et l'intégration sur M'Ticket. Dans les comptes de la société TaM ne figure que le boni de fusion de 1.4 M€.

Les redevances versées aux délégants liées aux contrats de délégation de service public de TaM sont en hausse de près de 4.7% ; elles s'élèvent à 1 487 K€ pour la Métropole (DSP parkings en ouvrages) à 223 K€ pour Montpellier Events (DSP parking Corum) et 3 M€ pour la Ville de Montpellier (DSP stationnement sur voirie).

CFA

Le CFA a ouvert une section à la rentrée 2018 avec 12 apprentis. En décembre 2019, une 2^{ème} session du CFA avec 7 nouveaux apprentis a démarré. Malgré la crise sanitaire les 7 apprentis ont réussi leur diplôme et ont pu être titularisés à des postes de conducteurs.

En 2021, 2 promotions ont suivi une formation : 7 apprentis de décembre 2019 à novembre 2021 et 8 apprentis depuis juillet 2021.

La loi « Avenir professionnel » de septembre 2018 et la réforme de taxe d'apprentissage ont réduit de 2/3 le financement du CFA, d'où un déficit en 2021 de -11K€ (-152 K€ en 2020).

Autres activités des contrats privés

Les contrats privés contribuent au financement des charges de structure de la direction stationnement (280 K€). Cette activité subit pour la 2^{ème} fois en 2021, un résultat négatif à hauteur de -111 K€.

La loi 3DS n'a pas retenu la possibilité pour les SPL d'exploiter des contrats privés. L'impact futur sera la répartition des charges de structure stationnement sur un périmètre plus réduit.

L'année 2022 sera marquée par l'évolution de la nature juridique de la Société d'Economie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale. Cette évolution va impacter l'actionnariat de la société qui restera entièrement public ; par ailleurs cette évolution va permettre à Montpellier Méditerranée Métropole de développer les grands projets stratégiques en terme de mobilité du territoire.

A la sortie progressive de la crise sanitaire, est venue s'ajouter la guerre en Ukraine dont les impacts sur l'inflation et le coût des matières premières ne sont pas encore totalement définis.

De plus, des modifications d'offre du réseau impulsés par Montpellier Méditerranée Métropole restent à déployer, ainsi que la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité des transports pour les métropolitains sur le territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la société TaM pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197004-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de Gestion TaM 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale - Agence Régionale Aménagement Construction Occitanie (ARAC Occitanie) - Rapport annuel 2021 de l'administrateur - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales (SAEML) et dans le cadre de l'exercice de leur mandat, les représentants de la collectivité présentent le compte rendu des activités de la Société Publique Locale ARAC OCCITANIE au cours de l'exercice 2021.

Par délibération n° M2020-163 le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole en date du 31 juillet 2020, a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter aux Assemblées Générales de la société.

La société, au capital de 1 830 000 €, est détenue à 96,05% par la Région, actionnaire principal, notamment au côté de Montpellier Méditerranée Métropole comme partenaire public (0,01%) et d'autres communes, syndicats, Communautés de communes de la Région (49 au global) pour le reste des parts. La société est présidée depuis le 01 octobre 2021 par la Région Occitanie représentée par Madame Aurélie MAILLOLS.

La SPL ARAC OCCITANIE conçoit et réalise des opérations de construction, d'aménagement, de renouvellement urbain et d'investissement durables. Elle fait partie du groupe des Etablissements Publics Locaux (EPL) Régionaux qui ont mis en commun leurs compétences autour de deux grands projets : l'Agence Régionale Energie Climat (AREC Occitanie), et l'Agence Régionale Aménagement Construction (ARAC OCCITANIE)

L'ARAC OCCITANIE, est l'outil régional dédié aux projets de développement en Occitanie. Elle est née du regroupement des EPL des anciennes Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées : la Cogemip, Midi Pyrénées Construction (MPC), Languedoc Roussillon Aménagement (LRA), Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD), l'ARPE (Agence Régionale pour l'environnement).

Montpellier Méditerranée Métropole était alors actionnaire de la SPL LRAD au côté de la Région Occitanie majoritaire. C'est dans ce cadre que sa participation est désormais conduite dans la SPL ARAC OCCITANIE. La société ARAC OCCITANIE a en effet été créée le 6 juillet 2011 à l'initiative de la Région Midi-Pyrénées sous le nom de SPL Midi Pyrénées Construction (MPC) avec un capital de 230 000 €, détenu à 84% par la Région Midi-Pyrénées et 16% réparties à parts égales entre 16 communes appartenant au territoire Midi-Pyrénées. Le projet de regroupement des EPL a entraîné la fusion par Transmission Universelle de Patrimoine (TUP) avec effet rétroactif au 1er janvier 2020 entre la SPL MPC et la SPL LRAD, dont Montpellier Méditerranée Métropole était actionnaire et, il a été acté la réalisation du changement du nom de la structure en ARAC OCCITANIE. Cette fusion a entraîné la réalisation d'une augmentation de capital pour le porter à 1 830 K€ et accueillir de nouveaux actionnaires. Concomitamment à ces opérations, Montpellier Méditerranée Métropole s'est portée acquéreur auprès de la Région Occitanie d'une action de valeur nominale 100€ représentant moins de 0,01% du capital.

L'ARAC OCCITANIE est composée de deux sociétés complémentaires, la SEM ARAC et la SPL ARAC, reliées par un GIE, qui interviennent en fonction de la nature du projet, du type de client et du mode d'intervention à privilégier. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la seule SPL.

La SPL ARAC OCCITANIE a ainsi pour objet de procéder à tous actes nécessaires à la réalisation des actions ou opérations d'aménagement, de construction, permettant notamment la mise en œuvre des politiques de renouvellement urbain, de l'éducation, des transports, de la valorisation du territoire, du tourisme ainsi que tout autre domaine intéressant le développement économique et social local des territoires, ou la réalisation de mission d'ingénierie de projets et l'exploitation de tout service public à caractère industriel ou commercial ou toute autre activité d'intérêt général pour le compte de ses seuls actionnaires.

Monsieur Aurélien JOUBERT, a été nommé Directeur Général de la SPL ARAC OCCITANIE à compter du 23 novembre 2020 jusqu'au 31 décembre 2022. L'effectif au 31 décembre 2021 est de 50 personnes, dont deux CDD.

L'Assemblée Spéciale et le Conseil d'Administration se sont réunis 3 fois en 2021 : 15 janvier, 11 mai et 1^{er} octobre. L'Assemblée Générale Ordinaire s'est tenue le 3 juin 2021 pour statuer sur les comptes 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes 2021.

Le résultat net 2021 s'élève à 79 K€. Le chiffre d'affaires s'établit à 8 496 K€, en progression de + 700 K€ par rapport à 2020, dont :

- Des études et mandats pour le compte de la Région pour 7 445 K€ (en hausse de + 537 K€) ;
- Des opérations pour le compte d'autres clients pour 273 K€ (en hausse de 24 K€) ;
- Une concession pour un montant total de 108 K€ (en progression de 96 K€).

Les charges d'exploitation s'élèvent à 7 882 K€ en progression de + 1 031 K€. Elles se composent notamment des achats et charges externes (959 K€), des refacturations de charges de fonctionnement entre membres (1 552 K€, dont 969 K€ en provenance du GIE soit 46% des charges de fonctionnement du GIE, et 583 K€ au titre de la mise à disposition de personnel entre la SEM ARAC et la SPL), et des charges de personnel pour 3 223 K€ (en hausse de 329 K€ (soit +11%)), pour un ETP moyen de 44.29 en évolution de +10.7%.

Au cours de l'année 2021, la société a réalisé les principales opérations suivantes :

- Livraison de l'Extension du hall B2 du Parc des Expositions de Montpellier ;
- Lycée Frédéric-Bazille à Montpellier (34) – Construction d'un gymnase ;
- Lycée La Condamine à Pézenas (34) – Reconstruction de la restauration scolaire ;
- Lycée Jean-Moulin à Béziers (34) – Rénovation du plateau sportif ;
- Lycée Jean-Moulin à Pézenas (34) – Restructuration et extension de la restauration scolaire ;
- Lycée Federico-Garcia-Lorca à Théza (66) – Restructuration du gymnase ;
- Lycée Pierre-de-Coubertin (66) – Rénovation et optimisation énergétique des installations ;
- Lycée François-Mitterrand (82) - Restructuration - Extension du lycée ;
- CROUS à Rodez – Construction du Restaurant Universitaire ;
- Sécurisation des sites des Lycées Ferroul-King-Lacroix-Ruffié ;
- Faculté de Médecine à Montpellier-Travaux de réparation ;
- Mandat d'études du Ferroviaire Rural de Gragnague (Phase 2) ;
- Construction d'un dépôt et d'un centre d'exploitation pour autocars à Saint Sulpice la Pointe – Mandat ;
- Maison Régionale de l'Environnement (CPI) - Accompagnement de la Région à la définition de l'écosystème d'acteurs de la Maison Régionale de l'Environnement et sa Préprogrammation ;
- Mission d'AMO pour le suivi du développement du port de Port-La-Nouvelle en lien avec les investissements de la SEMOP PLN et de la Région ;
- CPI pour la Préfiguration de l'Agence ARIS /Région - Mise en oeuvre de l'appel à projets RELOCC ;
- Reconstruction-démolition du bâtiment 3A à l'Université Paul-Sabatier à Toulouse ;
- Lycée Pyrène à Pamiers (09) - Programme complémentaire de travaux ;
- Lycée Gallieni à Toulouse : aménagements extérieurs ;
- Halle des Transports à Toulouse ;
- Réaménagement du Stade Jules-Soulé (SEMEAC) ;
- Restructuration et extension d'un cinéma à Lavaur ;
- Lycée Pompidou Castelnau-le-Lez - Sécurisation du site ;
- Lycée Rousseau à Montpellier - Sécurisation du site ;
- Lycée Charles-de-Gaulle à Sète – Sécurisation du site ;
- Lycée Joffre à Montpellier : Mise en conformité des salles de sciences.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la SPL ARAC OCCITANIE pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-197470-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport adm 2021 ARAC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes extérieurs - Société Publique Locale L'Or Aménagement - Rapport Annuel 2021 de l'Administrateur - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Économie Mixte Locales (SAEML), et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le rapport annuel 2021 de l'Administrateur de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

Par délibération numéro M2020-237 du Conseil de Métropole en date du 15 septembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Madame Coralie MANTION pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale l'Or Aménagement.

La société assure le rôle d'opérateur en aménagement, développement économique et touristique, gestion des services publics et de toutes activités d'intérêt général pour le compte de ses actionnaires.

Au 31 décembre 2021, le capital social de la SPL L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. Montpellier Méditerranée Métropole détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51% et préside la société en la personne de M. Yvon BOURREL. Les autres actionnaires sont la Commune de Mauguio à hauteur de 31,54%, La Grande Motte (7,3%), Valergues (4,7%), Candillargues, Pérols, Lansargues, Mudaison, Palavas-les-flots et Saint Aunès pour un total de 1,89% cumulés.

Montpellier Méditerranée Métropole est représentée par un siège sur dix-huit au Conseil d'Administration de la société.

Pour l'année 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni trois fois, le 16 mars, le 26 mai et le 9 décembre 2021. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2020 s'est tenue le 24 juin 2021 ; l'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2021 s'est tenue le 28 juin 2022.

La société est dirigée par Yvon BOURREL, Président Directeur Général. Madame Frederique SAURY est désignée en qualité de Directrice Générale Déléguée, et mandataire sociale.

L'effectif de la société au 31 décembre 2021 est composé de 12 salariés en CDI dont 11 cadres pour un effectif moyen de 11,92 ETP.

Il est à noter que la société a acquis ses locaux « Prévert » le 28 janvier 2021.

Du point de vue de l'activité en 2021, le rythme de commercialisation est à souligner malgré la pandémie avec 88 lots signés en promesse de vente réalisées et 58 lots vendus en 2021. La signature de 4 compromis de vente totalisant 119 logements et 3 actes authentiques représentant 90 logements est à mentionner au titre des micro lots. Plusieurs chantiers de VRD ont démarré (T4 nord de Châtaigniers, T3 de Roselières, T2 des Conques et livraison des travaux de la T1 des Conques) et un nouvel investissement a été engagé sur les concessions qui s'élève à 5 492 M€ HT. Le montant d'actes de cessions signés en 2021 représente 12 173 556€ dont les cessions de terrain à bâtir pour 6 309 043€ et les cessions de macro lots pour 5 864 513€.

Concernant les concessions, on peut citer les opérations suivantes : la concession Fages Baumel (480 logements) avec la commune de La Grande Motte dans le cadre du projet ville port, la fin de la concession de Lou plan des Aires à Mudaison (220 logements dont 52 en logements locatifs aidés), la ZAC Les Châtaigniers à Saint-Aunès (480 logements dont 26% en logement locatifs aidés), la ZAC Font de Mauguio (près de 800 logements dont 31% en logement locatifs aidés et 15% en logements abordables), la ZAC Les Roselières à Valergues (environ 110 logements dont 25% en logement locatifs aidés et 15% de logements abordables) et la ZAC Les Conques à Lansargues (environ 110 logements dont 25% en logement locatifs aidés et 15% de logements abordables).

Concernant les consolidations financières des concessions d'aménagement, 10 contrats de prêts sont en cours pour un montant initial emprunté de 13,200 M€ dont 6,368 M€ restent à rembourser.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage, on peut citer les opérations suivantes :

- 5 nouvelles conventions : le projet de requalification de Fréjorgues Est et Ouest pour le Pays de l'Or Agglomération (16 K€), l'étude de programmation urbaine et économique du secteur Pointe de Mudaison pour le Pays de l'Or Agglomération (2 K€), l'accompagnement à la mise en place d'une convention de PUP et expertise technique du projet d'extension de PIOM pour la Pays de l'Or Agglomération (13 K€), la mise à jour des études préalables à l'aménagement de la zone des plans et sa mise en œuvre opérationnelle pour la commune de Lansargues (0 K€) et l'assistance aux acquisitions foncières liaison cyclables Fréjorgues Est pour le Pays de l'Or Agglomération (0 K) ;

- La continuité sur 2022 des conventions sur les opérations suivantes : schéma directeur de Mauguio-Carnon (40 K€), capitainerie de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (7 K€), ZAC des portes de l'Aéroport (PIOM) pour le Pays de l'Or Agglomération (54 K€), transfert de l'ECO PARC de Saint-Aunès et conditions de son extension pour le Pays de L'Or Agglomération (9 K€), projet de revalorisation du triangle de l'Avranche pour le Pays de l'Or Agglomération (2 K€), projet Ville Port de La Grande Motte (84K€), valorisation écotouristique de la presqu'île de l'Avranche du port et des berges du canal de Pérols pour Pays de l'Or Agglomération (2 K€), valorisation écotouristique de la presqu'île de l'Avranche du port et des berges du canal de Pérols pour Montpellier Méditerranée Métropole (5 K€) ;

- La poursuite et le terme en 2021 des opérations suivantes : l'étude de faisabilité et de redéploiement de la zone amodiée de part et d'autre du canal de Carnon pour la commune de Mauguio-Carnon (6,5 K€), l'étude de faisabilité et de programmation du pôle nautique de La Grande Motte (0 €), l'étude de faisabilité de réaménagement du canal de liaison des étangs de l'Or et du Méjean et accompagnement administratif à son transfert pour la commune de Pérols (8,5 K€), la définition des modalités de financement et participations dans le cadre d'opération d'aménagement pour la commune de Valergues (12 K€), la définition du devenir de la cave coopérative de Lansargues pour la commune de Lansargues (8 K€).

Du point de vue financier, la SPL L'Or Aménagement enregistre pour 2021, un chiffre d'affaires hors taxe de 10 985 K€ (contre 14 097 K€ en 2020) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 64 K€ (contre un déficit net de 76 K€ en 2020) notamment du fait de la forte hausse des produits d'exploitation (+8 115 K€) supérieure à celle des charges d'exploitation pourtant également en forte hausse (+7 954 K€). Les capitaux propres s'établissent à 1 409 K€ attestant d'une bonne santé financière.

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession pour 858 K€ (+83 K€ soit +11% du fait d'une hausse des rémunérations sur dépenses et malgré une baisse de celle sur la commercialisation), des différentes études menées en 2021 pour 269 K€ (+118 K€, soit +78% et suite aux élections municipales, des reprises ont été effectuées sur de nouveaux projets confiés par les collectivités actionnaires), des mandats pour 111 K€ (+18 K€ soit -19% par rapport à 2020) et des produits de cessions pour 10 605 K€ (-3 247 K€, soit -23% par rapport à 2020).

Les perspectives d'évolution en 2022 portent notamment sur la création de la SEM L'Or Autrement et du GIE LOA en juillet 2022 qui auront un impact sur différents postes à savoir les charges et l'investissement humain. On note la signature de deux nouveaux contrats début 2022 relatifs à une étude de faisabilité technique et règlementaire pour l'aménagement d'un lotissement d'habitat sur la commune de Candillargues pour la commune de Candillargues et une étude relative à l'évolution stratégique de la Salle Bleue, du COSEC et du Phare sur la Commune de Palavas Les Flots pour la commune de Palavas Les Flots, ainsi que trois autres contrats en cours de signature concernant l'étude des conditions de revalorisation commerciale du centre-ville de Palavas Les Flots et l'accompagnement opérationnel au déploiement de l'action foncière pour la commune de Palavas Les Flots, l'étude de faisabilité reconversion de la cave coopérative en un projet d'habitat et d'équipements pour la commune de Mudaison, et une étude de mise en œuvre opérationnelle d'une première tranche du projet de valorisation éco-touristique du port et canal du Méjean pour la commune de Pérols.

D'un point de vue financier, le Chiffre d'Affaires hors commercialisation des lots à bâtir est attendu à hauteur de 1 296 K€ (+58 K€ soit +5% par rapport au réalisé 2021), dont 900 K€ (+41 K€ soit +5% par rapport à 2021) au niveau des concessions, 67 K€ (-44 K€ soit -40%) au niveau des mandats et 330 K€ (+61 K€ soit +23%) au niveau des études. Le bénéfice attendu se monterait à 28 K€.

Il est également à noter l'entrée de la Communauté de Communes des Pays de Lunel prévue pour le 31 mai 2022 par achat de 66 actions auprès de la commune de Valergues.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale L'OR AMÉNAGEMENT pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196897-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport l'or aménagement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Organismes Extérieurs - Société Publique Locale Occitanie Events - Rapport Annuel de l'Administrateur 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, le représentant de la Collectivité présente le compte rendu des activités 2021 de la Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS.

Par délibération n°M2020-163 du Conseil de Métropole en date du 31 juillet 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a désigné Monsieur Cyril MEUNIER pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SPL OCCITANIE EVENTS.

La SPL OCCITANIE EVENTS dispose d'une délégation de service public relative à l'exploitation du Parc des Expositions et de la Sud de France Aréna de la Région Occitanie depuis le 1^{er} janvier 2019, pour une durée de 8 ans. L'année 2021 est donc le troisième exercice de la SPL OCCITANIE EVENTS.

Au 31 décembre 2020, le capital de la société inchangé, s'élève à hauteur de 1 500 000 €. Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire avec 10 actions soit 0,67% du capital aux cotés de la Région Occitanie, majoritaire avec 1 460 actions soit 97,33%, du Département de l'Hérault (0,67%), de la Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or (0,67%) et de la Ville de Pérols (0,67%).

Au cours de l'exercice 2021, le Conseil d'Administration s'est réuni à trois reprises les 5 mai, 23 septembre et 29 novembre. L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires s'est réunie le 16 juin 2021 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2020 et le 16 juin 2022 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

Consécutivement à la crise sanitaire, le résultat net de l'année 2020 a subi les impacts de la crise sanitaire liée à la Covid-19 et enregistre un déficit de -3 556 K€, les capitaux propres de la SPL OCCITANIE EVENTS, sont devenus inférieurs à 50% du capital social. Conformément à l'article L.225-248 du Code de commerce, l'Assemblée Générale Extraordinaire du 9 octobre 2021 s'est prononcée sur la continuité de la société avec l'engagement de régulariser la situation au plus tard le 31 décembre 2022.

Le conseil d'administration du 29 novembre 2021 a décidé de convoquer une Assemblée Générale Extraordinaire en vue de proposer aux actionnaires une augmentation de capital de 5 M€ sous forme de 5 000 actions de 1 000 € pour atteindre un capital de 6.5 M€. La Métropole a approuvé, par délibération n°M2022-44 en date du 25 janvier 2022, la souscription à l'augmentation de capital à hauteur de 33 actions nouvelles à 1 000 € chacune, soit 33 000 €.

La société est dirigée par une Présidente, Marie-Thérèse MERCIER et un Directeur Général, Cédric FIOLET. L'effectif de la société est de 59 salariés au 31 décembre 2021 et un mandataire social.

L'activité événementielle 2021 a encore été fortement marquée par la crise sanitaire et les restrictions de jauge qui ont perduré jusqu'en septembre 2021, avec une perte de plus de 25% du volume d'affaires par rapport à 2019.

Au final, 86 événements ont pu se tenir sur les 2 sites (51 manifestations en 2020), soit +68.6%, générant une fréquentation de 342 582 visiteurs contre 178 915 en 2020 (soit +91%).

Une analyse par marché donne les éléments suivants :

Le marché des salons autoproduits a pu se tenir avec 3 événements : Foire Internationale de Montpellier, Art Montpellier et Energaïa et ainsi renouer avec un format grand public en présentiel en générant une fréquentation de 111 048 visiteurs (10 687 en 2020).

Le marché du MICE a regroupé essentiellement les salons accueillis et concours (31 événements) qui représentent 45% du total des visiteurs (153 240). Plusieurs événements Congres et Corporate dont celui des Régions de France ont soutenu ce marché en 2021. De belles manifestations ont également pu se tenir, notamment le sommet Afrique-France ainsi que 3 assemblées plénières de la Région Occitanie.

Le marché des spectacles n'a jamais pu reprendre au cours de l'exercice. Les producteurs sont restés très prudents et ont préféré reporter les tournées au début 2022.

Pour l'activité des deux sites, le chiffre d'affaires s'établit à 8 926 K€ en hausse de 96% par rapport à 2020 (4.5M€) mais en deçà de celui de 2019 de -44% (15.8M€) ; avec 7 328 K€ pour le Parc des Expositions (82%) et 1 598 K€ pour la Sud de France Aréna (18%).

Par marché, le chiffre d'affaires se décompose ainsi :

- Les salons autoproduits ont généré 3.5M€ (460K€ en 2020)
- Les salons accueillis et les concours représentent près de 3.2M€ (1.6 M€ en 2020) ; au 1^{er} semestre pendant les restrictions se sont les concours et examens qui ont soutenu l'activité, lors du dernier trimestre les principaux salons ont pu se tenir presque normalement ;
- Les marchés des congrès et du corporate avec plus d'1M€ ont eu quelques beaux événements ;
- Le marché du sport même avec des huis clos jusqu'en septembre a généré 1.7M€ ;
- Les hospitalités ont été durement impactées par l'arrêt des spectacles. Le chiffre d'affaires se résume à quelques consommations Club sur les événements sportifs ;
- Le marché du spectacle n'a pas généré de chiffre d'affaires. Les dates ont été reportées sur 2022 notamment.

Le total des produits d'exploitation s'élève à 10 976 K€ (5 181 K€ en 2020). Dans les autres produits figurent notamment la redevance liée au naming de l'Aréna (330 K€) et dans les subventions d'exploitation 1.5M€ d'aides.

L'exercice 2021 a permis de distribuer une participation aux salariés (79 K€).

Les redevances versées à la Région Occitanie dans le cadre de la délégation de service public, s'élèvent à 576 K€ contre 305 K€ en 2020.

Le résultat net enregistre un bénéfice de 315 K€ (- 3 556 K€ de déficit en 2020).

Il convient de mentionner les éléments suivants liés à la crise sanitaire :

- Mise en place de Prêts Garanties par l'Etat (PGE) en deux phases, une 1^{ère} tranche versée en septembre 2020 pour 1.9M€, une seconde au cours du 1^{er} trimestre 2021 du même montant, soit 3.8M€ au total ;
- Mise en place de mesures de chômage partiel et exonération de charges sociales (535 K€) ;
- Aide du fonds de solidarité pour 879 K€ (200 K€ en 2020) ;
- Aides « coûts fixes » pour 630 K€.

Les capitaux propres de la société s'améliorent passant de -1 853 K€ à fin 2020, à - 1 538 K€ à fin 2021, grâce au résultat bénéficiaire de 2021.

Pour les perspectives 2022, afin de pérenniser la société en proie à de graves difficultés financières, une augmentation de capital de 5M€ sera réalisée portant le capital de 1.5M€ à 6.5M€ ; celle-ci permettra notamment de poursuivre les investissements à hauteur du projet envisagé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte du rapport annuel de l'administrateur de la Société Publique Locale OCCITANIE EVENTS pour l'exercice 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196998-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAA SPL OE 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Hors commission

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, René REVOL, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Hors commission - Rapports annuels des Déléataires (RAD) de Service Public - Exercice 2021 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En vertu de l'article R.3131-2 du Code de la commande publique, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

Conformément aux articles L.1411-3 et L.1411-13 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), dès réception, ces rapports doivent être inscrits pour examen à l'ordre du jour du plus proche Conseil, et mis à la disposition du public en mairie, ainsi qu'au siège de la Métropole, dans les quinze jours de leur réception, pendant une durée d'un mois.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux, selon l'article L.1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R.2222-1 à R.2222-5 du CGCT.

Compte tenu des délais d'instruction nécessaires à l'examen de l'ensemble de ces rapports, ainsi que de leur passage préalable dans les deux commissions précitées permettant d'en attester, il est ainsi proposé à l'Assemblée de prendre acte de la réception des rapports annuels des délégations de services publics au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur, et d'en reporter l'examen singulier dans le cadre de séances ultérieures de l'assemblée délibérante. Cette disposition se justifiant par ailleurs dans le fait que les rapports remis avant le 1^{er} juin font parfois l'objet de modification par le délégataire, consécutivement à l'examen approfondi apporté par les services de la Métropole ; certains rapports pouvant également se retrouver incomplets à la date de remise.

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants ont été remis conformément à la réglementation en vigueur :

Équipement / Service	Déléataire
Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud	Groupement SAEML MONTPELLIER EVENTS / SAEML TaM
Service extérieur des pompes funèbres et du crématorium	SAEML SFMA
Marché d'Intérêt National	SAEML SOMIMON
Planet Ocean Montpellier	SAS PLANETOCEANWORLD MONTPELLIER
Patinoire Vegapolis	SARL VM34000 (VERTMARINE)
Transports publics urbains	SAEML TaM
Parcs de stationnement Foch-Préfecture/Marché aux fleurs et Arc-de-Triomphe	SA EFFIA
Parc de stationnement Antigone	SAEML TaM
Parc de stationnement Comédie	SAEML TaM
Parc de stationnement Europa	SAEML TaM
Parc de stationnement Gambetta	SAEML TaM
Parc de stationnement Nouveau Saint Roch	SAEML TaM
Parc de stationnement Peyrou-Pitot	SA INDIGO
Réseau Montpelliérain de Chaleur et de Froid	SAEML SERM
Concessions d'Electricité (7 contrats – 7 communes)	SA ENEDIS

Equipement / Service	Délégataire
Concession de Gaz (24 contrats – 30 communes)	SA GRDF
MAERA, Station de traitement des eaux usées	SCA VEOLIA Eau
Collecte des eaux usées des communes raccordées à MAERA	SCA VEOLIA Eau
Collecte et traitement des eaux usées sur les secteurs Est et Ouest	SAS AQUALTER
Unité de méthanisation AMETYST	SAS AMETYST

Les rapports relatifs aux équipements et services publics suivants n'ont pas été remis :

Equipement / Service	Délégataire
Plages (lot 1)	SAS JET 7 LOCATION
Plages (lot 2)	SARL LOISIR D'ETE

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de la réception des rapports des délégataires de services public au titre de l'exercice 2021 conformément à la réglementation en vigueur ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission Consultative des Services Publics Locaux et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- De confier l'examen de ces rapports à la Commission de Contrôle des Comptes et l'autoriser à demander aux délégataires toute information complémentaire dans le cadre réglementaire qui s'applique ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196254-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M57 (article L.2311-5 alinéa 1 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter :	172 789 354,38 €
- Résultat d'investissement hors reports :	-119 127 531,27 €
- Solde des reports d'investissement :	-28 397 409,93 €
- Besoin de financement de la section d'investissement :	147 524 941,20 €

Il convient de transférer les résultats de clôture dans chaque section respective du budget principal de la Métropole. Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, suite à la suppression du budget annexe de l'eau potable au 31 décembre 2021, il convient de transférer les résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal.

Afin de transférer les résultats du budget annexe eau potable au budget principal, et en conformité avec la reprise opérée par le comptable dans l'application informatique de la direction générale des finances publiques « Hélios », il doit être procédé à la contraction des résultats du budget annexe eau potable avec ceux du budget principal.

Ainsi, les inscriptions budgétaires à prévoir au budget supplémentaire principal, comprenant la contraction des résultats doivent être les suivantes :

-001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	118 625 567,61 €
(Contraction des résultats du budget principal 119 127 531,27€ - budget annexe eau potable 501 963,66 €)	
-1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	147 524 941,20 €
- 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	30 168 616,84 €
(Contraction des résultats du budget principal 25 264 413,18 € + budget annexe eau potable 4 904 203,66 €)	
- 65888 (dépense) : transfert de l'excédent de fonctionnement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 3 714 542,22 €;	
- 1068 (dépense) : transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement du budget annexe de l'eau potable à la Régie des eaux : 501 963,66 €.	

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 147 524 941,20 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 25 264 413,18 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :

001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :	119 127 531,27 €
1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :	147 524 941,20 €
002 (recette) résultat de fonctionnement reporté :	25 264 413,18 €
- D'autoriser la reprise des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197068-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter :	16 958 314,23 €
- résultat d'investissement hors reports :	-7 476 178,77 €
- solde des reports d'investissement :	-6 365 681,12 €
- besoin de financement de la section d'investissement :	13 841 859,89 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section d'investissement pour un montant de 13 841 859,89 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 3 116 454,34 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :7 476 178,77 €
 - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés :13 841 859,89 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :3 116 454,34 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197102-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter:.....	26 742,27 €
- Résultat d'investissement hors reports :.....	13 956,44 €
- Solde des reports d'investissement :.....	0,00 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :.....	13 956,44 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 26 742,27 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....13 956,44 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....26 742,27 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197103-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe parking de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe Parking de Montpellier Méditerranée Métropole.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Résultat de fonctionnement à affecter:.....	3 268 005,16 €
- Résultat d'investissement hors reports :.....	37 875,45 €
- Solde des reports d'investissement :.....	0 €
- Excédent de financement de la section d'investissement :.....	37 875,45 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 à la section de fonctionnement pour un montant de 3 268 005,16 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes :
 - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté :.....37 875,45 €
 - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté :.....3 268 005,16 €
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197069-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Reprise et affectation du résultat de l'exercice 2021 - Budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du Code général des collectivités territoriales), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2021 du budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole.

Par délibération n°M2021-654 en date du 14 décembre 2021, il a été procédé à la clôture du budget annexe de l'eau potable et à la reprise de l'ensemble des comptes dans la comptabilité du budget principal. Il a été proposé que les résultats du compte administratif 2021 constatés soient intégrés au budget principal pour les transférer à la Régie des eaux, finançant les charges d'eau potable, déduction faite des charges exceptionnelles portées en 2022 par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly, auparavant dédié à l'eau potable.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2021 se clôture comme suit :

- Excédent de fonctionnement : 4 904 203,66 €
- Excédent d'investissement : 501 963,66 €

L'évaluation des charges 2022 portées par le budget principal pour la remise en état du site de Portaly s'élève à 1 189 661,44 €.

L'excédent de fonctionnement devant être transféré à la Régie des eaux s'élève ainsi à 3 714 542,22 € (4 904 203,66 € - 1 189 661,44 €).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'affecter l'excédent de fonctionnement 2021 du budget annexe de l'eau potable à la section de fonctionnement du budget principal pour un montant de 4 904 203,66 € ;
- De procéder aux opérations budgétaires suivantes sur le budget principal :
001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 501 963,66 € ;
002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 4 904 203,66 € ;
- D'autoriser le transfert de l'excédent de fonctionnement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 65888 pour un montant de 3 714 542,22 € ;
- D'autoriser le transfert du solde positif d'exécution de la section d'investissement à la Régie des eaux par l'émission d'un mandat imputé sur le compte 1068 pour un montant de 501 963,66 € ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 6 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197070-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Vote en autorisations de programme et crédits de paiement - Création - Révisions - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération distincte de celle du budget mais concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 1^{er} juillet 2022 à 2 264 726 211 € sur le budget principal et 195 267 243 € sur le budget annexe assainissement collectif.

I. Création d'une nouvelle autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BS 2022	CP 2022
M22FEC01	FONDS D'EQUIPEMENT AUX COMMUNES	10 000 000	2 000 000
	Somme :	10 000 000	2 000 000

II. Révision d'une autorisation de programme et crédits de paiement votée dans le cadre du Budget Supplémentaire 2022 :

Il est proposé de réviser l'autorisation de programme suivante :

BUDGET PRINCIPAL : en euro TTC

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEUREMENT VOTEE	VARIATION AP AU BS 2022	AP APRES BS 2022
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	22 097 000	1 500 000	23 597 000
AMELIT16	AMENAGEMENT LITTORAL	7 599 231	311 000	7 910 231
	Somme :	29 696 231	1 811 000	31 507 231

III. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
AMECEB16	AMÉNAGEMENT CADOULE ET BÉRANGE	4 048 274
AMEMTP16	AMÉNAGEMENT MONTPELLIER	28 854 460
AMEPEG16	AMÉNAGEMENT PIÉMONTES ET GARRIGUES	3 281 169
AMEPLO16	AMÉNAGEMENT PLAINE OUEST	2 562 176
AMEVDL16	AMÉNAGEMENT VALLÉE DU LEZ	4 582 833
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	5 349 718
CULALG01	HOTEL MONTCALM MOCO	22 500 000
CULCRR01	CITE DES ARTS	46 905 167
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 708 001
DEAFAB18	FABREGUES PROTECTION COULAZOU	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS PROTECTION RIEUMASSEL	3 600 000
DEALAT18	LATTES PROTECTION BASSE VALLÉE MOSSON	5 189 524
DEASHV18	SCHÉMA HYDRAULIQUE DU VERDANSON	7 000 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080
DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DPVDEC18	MODERNISATION PARC DÉCHÈTERIES MÉTROPOLE	6 972 000
DPVDTR18	EXTENSION RENOV CENTRE TRI DEMETER	20 175 396
DRICIN18	CITÉ INTELLIGENTE	7 110 000
DRIEXT18	EXTENSION DU SDAN	9 313 207
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE	2 554 043
DUHP1E18	AIDES À LA PIERRE / PARC PUBLIC SUR FONDS PROPRES	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102

FONAMU04	DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCE DU FENOUILLET	28 891 327
FONAMU05	ACQUISITIONS FONCIÈRES	117 023 083
M18CIME01	CRÉATION D'UN CIMETIÈRE INTERCOMMUNAL	44 400 000
M18SBRN01	AMÉNAGEMENT AV NÎMES À ST-BRES	1 620 000
M18VEHI01	MISE À NIVEAU PARC VÉHICULES DAT	4 108 516
M19FRA709	FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CABBACERES	22 097 000
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19LIHT01	EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION	12 043 794
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	2 475 962
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
M20AAGV01	AIRS D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE	22 000 000
M20ASSA01	ACQ FONCIERE DEMOLITION DE LA TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20CDMO01	OPAH COPROS DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20DASS01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION DASSAULT 2EME EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES CONCESSION CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20MUSI01	ACQUISITION INSTRUMENTS MUSIQUE POUR LE NOUVEAU CRR	1 600 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PAE	1 500 000
M20NPRU01	NPRU CEVENNES	27 325 600
M20NPRU02	NPRU MOSSON	97 212 500
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20RDRDM04	RD613 RD24E2 GIR ET BARREAU ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM01	DESSERTE DE L'ARENA SDF LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OA RM62 GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000

M20RDRM05	RM610 AMGT URBAIN TRAVERSEE DE VENDARGUES	1 208 000
M20RDRM07	RD66 REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR RD 986 SUD	2 700 000
M21ACCM02	POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	2 500 000
M21ALLU01	BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE	8 500 000
M21ALLU02	LAVERUNE PRAIRIES ALLUVIALES PARCELLE ANCIENNE PEPINIERE PITOT	1 600 000
M21DEPO02	NOUVEAU DEPOT TRANSPORTS MOBILITES	60 000 000
M21ECOC01	ECOCITE RENOVATION DES COPROPRIETES	6 013 000
M21ESPP01	COEUR DE METROPOLE COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE	39 400 000
M21ESPP02	COEUR DE METROPOLE FOCH PEYROU ARCEAUX	17 720 000
M21EXTLI01	POURSUITE EXTENSION L1 TRAMWAY	46 916 508
M21GUNRJ1	GUICHET UNIQUE - RENOV ENERGIE	16 641 500
M21IRDI01	FONDS DE CAPITAL-RISQUE	4 600 000
M21NBUS02	POURSUITE ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	9 587 967
M21OUES01	ESPACES PUBLICS LIGNE 5	33 371 040
M21OUES02	RESEAUX LIGNE 5	13 855 200
M21PAPI02	PAPI 2 LEZ JUVIGNAC PROTECTION MOSSON QUARTIER PLAINE	1 865 000
M21ROUL2	MATERIEL ROULANT TRAMWAY	180 000 000
M21SEC116	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116	1 200 000
M21TRAML5	POURSUITE LIGNE 5 DE TRAMWAY	386 668 229
M21VEGE01	VEGETALISATION DE LA METROPOLE	2 000 000
M21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONES	11 550 000
M22CAMB01	ZAC CAMBACERES	10 930 000
M22FICC01	FONDS D'AIDE AUX ICC	3 600 000
M22LATT01	LATTARA: CREATION CENTRE CONSERVATION ET D'ETUDES	8 127 236
M22LATT02	LATTARA: AMENAGEMENT D'UN PARCOURS PEDAGOGIQUE	7 139 000
M22METRO01	REALISATION DE 5 LIGNES DE BUSTAM (DONT MATERIEL ROULANT)	106 200 000
M22MROU01	REHABILITATION PISCINE MOTTE ROUGE	3 885 000
M22NRJV01	TRANSITION ENERGETIQUE DU PATRIMOINE METROPOLITAIN	1 375 000
M22OFS01	ORGANISME FONCIER SOLIDAIRE	2 700 000

M22OPER01	PATRIMOINE: FACADES OPERA COMEDIE	1 280 000
M22PATC01	SOUTIEN PATRIMONIAL AUX COMMUNES	8 000 000
M22RM001	CREATION D'UN GIRATOIRE A VILLEUNEUVE LES MAGUELONE (RM185)	1 100 000
M22RM002	CREATION D'UN GIRATOIRE A PIGNAN (RM5)	1 760 000
M22SDSI01	MODERNISATION INFORMATIQUE DE L'ADMINISTRATION ET DES RELATIONS AUX USAGERS	18 389 200
MGBRES18	RACCORDEMENT RÉSEAUX ÉLECTRIQUES MTP SRU	1 200 000
MGBSUR18	TRAVAUX SÛRETÉ SIÈGE MÉTROPOLE	3 810 434
NETMTP16	ENVIRONNEMENT MONTPELLIER	7 507 374
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	5 812 903
SPOCNN18	RÉHABILITATION CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE	14 240 000
SPOPAR01	PARC MULTIGLISSE GÉRARD BRUYÈRE À BAILLARGUES	15 500 000
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
VOICEB16	VOIRIE CADOULE ET BÉRANGE	21 141 461
VOILIT16	VOIRIE LITTORAL	23 694 536
VOIMTP16	VOIRIE MONTPELLIER	121 569 441
VOIEG16	VOIRIE PIÉMONTES ET GARRIGUES	17 036 248
VOIPLO16	VOIRIE PLAINE OUEST	23 969 941
VOIVDL16	VOIRIE VALLÉE DU LEZ	27 696 045
MONTANT		2 235 029 981

BUDGET ASSAINISSEMENT COLLECTIF :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	20 841 950
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL	9 990 165
M19STEP02	STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH	2 902 800
M19STEP03	STEP MURVIEL	2 104 325
M19MAERA01	EXTENSION DE LA STEP MAERA	140 384 335
M19MAERA01	RESEAUX PRIMAIRES MAERA PR ARTIS ET ETUDE COLLECTEUR OUEST	4 775 000
M19MAERA01	RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE	3 179 400
M19MAERA01	RES PRIM MAERA DO VERDANSON	2 120 500
M21STEP01	CONSTRUCTION STATION D'EPURATION DE MONTAUD	1 315 000
MONTANT		195 267 243

Le montant total des Autorisations de programme s'élèverait donc à :

- **2 276 537 211 €** (dont 679 706 645 € réalisés au 31 décembre 2021 soit un reste à financer de 1 596 830 566,00 €) sur le budget principal,
- **195 267 243 €** (dont 37 620 225 € déjà réalisés au 31 décembre 2021 soit un reste à financer de 157 647 018 €) sur le budget annexe assainissement collectif.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création et la révision des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197779-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget Principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

En outre, le budget annexe de l'eau potable ayant été clôturé au 31 décembre dernier, l'intégration des résultats et des restes à réaliser du budget annexe doit être prévue sur le budget principal dans le cadre de ce budget supplémentaire.

Le budget supplémentaire 2022 du budget principal s'équilibre à **53 992 580,84 euros en section de fonctionnement** et à **154 388 682,96 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	17 806 823,22	36 185 757,62	53 992 580,84
dont 930 – Services généraux	7 238 741,22		7 238 741,22
dont 931 – Sécurité	395 722,00		395 722,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	1 789 873,00		1 789 873,00
dont 934 – Santé et action sociale	-92 500,00		-92 500,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	316 979,00		316 979,00
dont 936 – Action économique	65 000,00		65 000,00
dont 937 – Environnement	3 721 650,00		3 721 650,00
dont 938 – Transports	4 004 358,00		4 004 358,00
dont 940 – Impositions directes	352 000,00		352 000,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	15 000,00		15 000,00
dont 953 – Virement à la section d'investissement		36 185 757,62	36 185 757,62
Total général	17 806 823,22	36 185 757,62	53 992 580,84

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	30 168 616,84	0,00	30 168 616,84
Crédits nouveaux	23 498 964,00	325 000,00	23 823 964,00
dont 930 – Services généraux	3 264 281,00		3 264 281,00
dont 933 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	95 890,00		95 890,00
dont 934 – Santé et action sociale	7 417,00		7 417,00
dont 935 – Aménagement des territoires et habitat	312 111,00		312 111,00
dont 936 – Action économique	2 570 679,00		2 570 679,00
dont 937 – Environnement	8 110 566,00		8 110 566,00

dont 938 – Transports	8 414 613,00		8 414 613,00
dont 940 – Impositions directes	57 402,00		57 402,00
dont 941 – Autres impôts et taxes	666 005,00		666 005,00
dont 946 – Transferts entre les sections		325 000,00	325 000,00
Total général	53 667 580,84	325 000,00	53 992 580,84

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	118 625 567,61	0,00	118 625 567,61
Crédits reportés	86 317 482,31	0,00	86 317 482,31
Crédits nouveaux	-50 879 366,96	325 000,00	-50 554 366,96
dont 900 – Services généraux	-1 389 494,00		-1 389 494,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-4 134 729,00		-4 134 729,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	-4 887 477,00		-4 887 477,00
dont 906 – Action économique	-1 669 808,37		-1 669 808,37
dont 907 – Environnement	-3 460 018,54		-3 460 018,54
dont 908 – Transports	-36 224 803,71		-36 224 803,71
dont 921 – Taxes non affectées	385 000,00		385 000,00
dont 922 – Dotations et participations	501 963,66		501 963,66
dont 926 – Transferts entre les sections		325 000,00	325 000,00
Total général	154 063 682,96	325 000,00	154 388 682,96

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	57 920 072,38	0,00	57 920 072,38
Crédits nouveaux	60 282 852,96	36 185 757,62	96 468 610,58
dont 901 – Sécurité	40 166,00		40 166,00
dont 903 – Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	-1 426 750,00		-1 426 750,00
dont 905 – Aménagement des territoires et habitat	-659 866,00		-659 866,00
dont 907 – Environnement	1 410 000,00		1 410 000,00
dont 908 – Transports	-9 821 020,91		-9 821 020,91
dont 922 – Dotations et participations	147 524 941,20		147 524 941,20
dont 923 – Dettes et autres opérations financières	-76 784 617,33		-76 784 617,33
dont 951 – Virement de la section de fonctionnement		36 185 757,62	36 185 757,62
Total général	118 202 925,34	36 185 757,62	154 388 682,96

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- D'approuver l'intégration des résultats du budget annexe de l'eau potable au budget principal suite à sa clôture ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197780A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget PPAL vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement s'équilibre à **4 164 454,34 € en section d'exploitation** et à **16 000 122,34 € en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	1 240 000,00	2 924 454,34	4 164 454,34
dont 011 – Charges à caractère général	12 000,00		12 000,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	1 228 000,00		1 228 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		2 924 454,34	2 924 454,34
Total général	1 240 000,00	2 924 454,34	4 164 454,34

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	3 116 454,34	0,00	3 116 454,34
Crédits nouveaux	1 048 000,00	0,00	1 048 000,00
dont 74 – Dotations et participations	1 168 000,00		1 168 000,00
dont 75 – Autres produits de gestion courante	-120 000,00		-120 000,00
Total général	4 164 454,34	0,00	4 164 454,34

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	7 476 178,77	0,00	7 476 178,77
Crédits reportés	9 638 825,39	0,00	9 638 825,39
Crédits nouveaux	-1 114 881,82	0,00	-1 114 881,82
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-1 200,00		-1 200,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 113 681,82		-1 113 681,82
Total général	16 000 122,34	0,00	16 000 122,34

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	3 273 144,27	0,00	3 273 144,27
Crédits nouveaux	9 802 523,73	2 924 454,34	12 726 978,07
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	13 841 859,89		13 841 859,89
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-4 039 336,16		-4 039 336,16
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		2 924 454,34	2 924 454,34
Total général	13 075 668,00	2 924 454,34	16 000 122,34

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197781A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget annexe Assainissement vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **26 742, 27 euros en section d'exploitation** et à **40 698, 71 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	0,00	26 742,27	26 742,27
dont 023 – Virement à la section d'investissement		26 742,27	26 742,27
Total général	0,00	26 742,27	26 742,27

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	26 742,27	0,00	26 742,27
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	26 742,27	0,00	26 742,27

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	0,00	0,00	0,00
Crédits nouveaux	40 698,71	0,00	40 698,71
dont 20 – Immobilisations incorporelles	40 698,71		40 698,71
Total général	40 698,71	0,00	40 698,71

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	13 956,44	0,00	13 956,44
Crédits nouveaux	0,00	26 742,27	26 742,27
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		26 742,27	26 742,27
Total général	13 956,44	26 742,27	40 698,71

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197782A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget annexe SPANC vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Budget supplémentaire 2022 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis le vote du budget primitif 2022, adopté le 25 janvier 2022, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles. Par ailleurs, ce budget supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2021 ainsi que l'affectation du résultat constaté au compte administratif 2021.

Le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking s'équilibre à **3 268 005,16 euros en section d'exploitation** et à **2 657 258,61 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux	0,00	3 268 005,16	3 268 005,16
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 268 005,16	3 268 005,16
Total général	0,00	3 268 005,16	3 268 005,16

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	3 268 005,16	0,00	3 268 005,16
Crédits nouveaux	0,00	0,00	0,00
Total général	3 268 005,16	0,00	3 268 005,16

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits reportés	0,00	0,00	0,00
Crédits nouveaux	2 657 258,61	0,00	2 657 258,61
dont 21 – Immobilisations corporelles	2 657 258,61		2 657 258,61
Total général	2 657 258,61	0,00	2 657 258,61

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Résultat reporté	37 875,45	0,00	37 875,45
Crédits nouveaux	-648 622,00	3 268 005,16	2 619 383,16
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-648 622,00		-648 622,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 268 005,16	3 268 005,16
Total général	-610 746,55	3 268 005,16	2 657 258,61

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le budget supplémentaire 2022 du budget annexe parking par chapitre en section d'exploitation et d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 8 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 4 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197760A-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation BS2022 VF 120722
- BS 2022 budget annexe PARKING Vote

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Julien MIRO, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, Anne RIMBERT, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER

Ressources - Attribution de fonds d'équipement aux communes - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La pratique des fonds de concours prévue à l'article L.5216-5 VI du Code général des collectivités territoriales (CGCT) pour les communautés d'agglomération (et par extension pour les métropoles), permettant de déroger au principe de spécialité et d'exclusivité budgétaire régissant les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), a été renforcée par l'article 186 de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités. Dès lors, des fonds de concours peuvent être versés entre un EPCI à fiscalité propre et ses communes membres après accords concordants exprimés à la majorité simple du conseil communautaire et des conseils communaux concernés, afin de financer la réalisation d'un équipement. Le montant total des fonds de concours ne peut excéder la part du financement assurée, hors subventions, par le bénéficiaire du fonds de concours.

C'est à ce titre que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner les communes dans la réalisation de leurs projets, résultant de la forte croissance démographique, en matière culturelle, sportive, éducative, économique ou d'accessibilité ainsi que les opérations directement en lien avec les enjeux de la transition écologique et du développement durable. La capacité collective à investir pour le territoire est d'autant plus importante alors qu'est traversée une crise historique qui nécessite un soutien accru aux acteurs économiques.

Dans ce cadre, il est proposé au Conseil de Métropole de retenir le projet suivant estimé à 430 000 € HT :

COMMUNES	PROJETS	FONDS D'EQUIPEMENT RETENUS
SUSSARGUES	Réhabilitation du Cœur de Ville	200 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver le versement du fonds de concours relatif au projet présenté ci-dessus, sous réserve de la signature d'une convention de versement ;
- D'approuver les termes de la convention de versement entre la Métropole de Montpellier et la Commune de Sussargues ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197576-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention FEC.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Régime indemnitaire de la filière sécurité et indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

I. Régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports :

Dans le cadre de la mise en place de la police métropolitaine des transports prévue au 1^{er} janvier 2023, il est proposé la création du régime indemnitaire de la filière sécurité.

Deux éléments distincts peuvent composer le régime indemnitaire :

- 1 - L'indemnité spéciale mensuelle de fonction (ISMF) ;
- 2 - L'indemnité d'administration et de technicité (IAT).

Leur composition et leur montant varient en fonction des cadres d'emploi conformément aux décrets n° 97-702 du 31 mai 1997, n°2000-45 du 20 janvier 2000 et n°2006-1397 du 17 novembre.

1. L'indemnité spéciale mensuelle de fonction concerne les cadres d'emplois suivants :

- Directeurs de police municipale ;
- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Elle est constituée de (montant de référence au 1^{er} janvier 2017) :

- Pour les directeurs de police municipale :
 - Une part fixe d'un montant annuel maximum de 7 500€ ;
 - Une part variable égale au maximum à 25 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale principal de 1^{ère} classe, principal de 2^{ème} classe et chef de service de police municipale à partir du 3^{ème} échelon :
 - Indemnité égale au maximum à 30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les chefs de service de police municipale jusqu'au 2^{ème} échelon inclus :
 - Indemnité égale au maximum à 22 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence) ;
- Pour les grades du cadre d'emplois des agents de police municipale :
 - Indemnité égale au maximum à 20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension (hors supplément familial et indemnité de résidence).

Il est proposé l'attribution du coefficient maximum autorisé pour chaque agent selon leur grade.

2. L'indemnité d'administration et de technicité (IAT) concerne les cadres d'emplois suivants :

- Chefs de service de police municipale ;
- Agents de police municipale.

Les montants annuels de référence au 1^{er} février 2017 sont :

- Pour les chefs de service de police municipale : 595,77 € ;
- Pour les chefs de police municipale : 495,93 € ;
- Pour les brigadiers chefs principaux : 495,93 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement brigadier) : 475,31 € ;
- Pour les gardiens brigadier (anciennement gardien) : 469,88 €.

Le montant moyen annuel de l'IAT est calculé par application à ces montant de référence annuels fixés par grade, d'un coefficient multiplicateur d'ajustement compris entre 0 et 8. L'autorité territoriale détermine le montant individuel de l'IAT qui ne peut dépasser 8 fois le montant de référence du grade considéré.

Il est proposé de fixer les coefficients comme suit :

- Fonction de policier : coefficient 7 ;
- Fonction de responsable PMT : coefficient 8 ;
- Fonction de superviseur PMT : coefficient 5.

II. Indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique chargés de direction

Les professeurs d'enseignement artistique exerçant des fonctions de direction peuvent bénéficier de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (IFTS) en remplacement des indemnités de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) et heures supplémentaires régulières allouées aux professeurs et assistants d'enseignement exerçant des fonctions d'enseignement.

La possibilité d'attribuer des IFTS aux professeurs territoriaux chargés de direction repose sur le principe de parité et de l'équivalence avec les corps de l'Etat (arrêté du 25 février 2002, fixant la liste des corps d'assimilation pour l'attribution de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires aux fonctionnaires en fonctions dans les services déconcentrés, les établissements publics locaux d'enseignement et les établissements publics relevant des ministères chargés de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur, pris en application du décret n°2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés).

Dès lors, les professeurs territoriaux d'enseignement artistique qui ne sont pas affectés sur des emplois d'enseignant mais, comme le prévoit le statut particulier de leur cadre d'emplois, « *assurent la direction pédagogique et administrative* » d'un établissement d'enseignement artistique peuvent prétendre au bénéfice des IFTS.

Les bénéficiaires sont les agents relevant du cadre d'emplois des professeurs d'enseignement artistique à la condition qu'ils exercent les fonctions de directeur d'un conservatoire à rayonnement communal ou intercommunal, d'un établissement d'enseignement artistique non classé ou d'une école d'arts plastiques non habilitée à dispenser tout ou partie de l'enseignement conduisant à un diplôme d'Etat ou à un diplôme agréé par l'Etat (professeurs chargés de direction).

Le montant moyen annuel de référence au 1^{er} février 2017 est fixé à 1 488,88 € et correspond aux IFTS de 1^{ère} catégorie conformément au tableau d'assimilation concernant les professeurs certifiés fixé par l'arrêté précité du 25 février 2002.

Aucune distinction n'est faite entre les grades de professeur de classe normale et de professeur hors classe.

Ce montant est indexé sur la valeur du point d'indice de la fonction publique.

Le montant maximum individuel ne peut dépasser huit fois le montant moyen annuel attaché à la catégorie dont relève l'agent.

L'autorité territoriale détermine le taux individuel qui ne peut excéder huit fois le montant de référence.

Cette indemnité est non cumulable avec les indemnités susceptibles d'être servies aux professeurs exerçant des fonctions enseignantes (indemnité de suivi et d'orientation des élèves et indemnité d'heures supplémentaires d'enseignement) et est non cumulable avec un logement concédé par nécessité absolue de service.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la création du régime indemnitaire de la filière sécurité de la police métropolitaine des transports et de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des professeurs d'enseignement artistique, chargés de direction ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-192666-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Modification du Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) - Refonte du Régime indemnitaire des catégories A, B et C - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le prolongement de la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) au sein de Montpellier Méditerranée Métropole à compter du 1^{er} juillet 2022, il est nécessaire de modifier par délibération le dispositif mis en place.

Ne seront repris dans la présente délibération que les éléments modifiant la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 dans le cadre des limites instituées par le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014. La délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 instituant le RIFSEEP demeure applicable avec les modifications suivantes.

1. IFSE part fonctions

Les libellés des groupes de fonctions CG1 issus de l'article 3.1.2.1 de la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 sont modifiés comme suit :

POSTE CAT.	GROUPE	EMPLOI
A	AG1	Directeur général / Directeur général délégué / Directeur de Pôle
	AG2	Directeur adjoint de Pôle / Directeur délégué / Directeur d'établissement Niveau E1 / Directeur de mission / Responsable de service Niveau S1
	AG3	Responsable de service Niveau S2 / Fonctions à expertise forte ou en pilotage de projets complexes / Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	AG4	Tout autre emploi - Fonctions de grade
B	BG1	Responsable d'établissement Niveau E2 / Responsable adjoint de service / Responsable d'établissement Niveau E3 / Responsable d'unité
	BG2	Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité / Responsable d'équipe
	BG3	Tout autre emploi - Fonctions de grade
C	CG1	Responsable d'unité / Responsable adjoint d'unité / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 1 / Responsable de structure Niveau E4 / Responsable d'équipe / Responsable adjoint d'équipe / Emplois requérant responsabilités et technicité Niveau 2
	CG2	Tout autre emploi - Fonctions de grade

2. Modalités de maintien en cas d'absence

L'article 3.1.6 issu de la délibération n° M2022-63 du 22 mars 2022 est modifié comme suit :

- Nonobstant les dispositions relatives à l'application d'un délai de carence et conformément au décret n°2010-997 du 26 août 2010, le bénéfice de l'IFSE est maintenu dans les mêmes proportions que le traitement en cas de congés annuels, pour maternité ou adoption, de paternité et d'accueil de l'enfant. Il est intégralement maintenu en cas d'accident de travail, de maladie professionnelle.
- Il convient de préciser qu'en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique, le régime indemnitaire est réduit au prorata de la durée effective du temps de travail pour les agents.

- c) S'agissant de la maladie ordinaire, il est décidé, dans le cadre d'un congé pour maladie ordinaire, que l'IFSE sera réduite à raison de 1/30 par jour d'absence après application d'une franchise égale à 10 jours. La période de référence s'étend au 1^{er} janvier au 31 décembre. La mise en œuvre est fixée au 1^{er} janvier 2023.

Des mesures exceptionnelles dans la mise en œuvre de ce dispositif pourraient être prises en cas d'état d'urgence sanitaire.

- d) En application de la réglementation, les primes et indemnités ainsi que leurs éventuelles majorations et les montants relatifs à un éventuel maintien de rémunération, sont suspendus totalement pendant le congé de longue maladie, le congé de longue durée ou le congé de grave maladie (pour les agents contractuels), à compter de la date de réception du procès-verbal de décision du comité médical plaçant le fonctionnaire dans ces types de congés maladie.

Toutefois, afin de préserver la situation des agents placés en congés de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie, l'article 2 du décret n°2010-997 du 26 août 2010 permet à l'agent de conserver, en congé maladie ordinaire et placé rétroactivement dans un de ces deux congés, la totalité des primes d'ores et déjà versées.

Il est rappelé que l'ensemble de ces dispositions s'appliquent également aux cadres d'emplois non éligibles au RIFSEEP.

Ces modifications ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 30 juin et 12 juillet 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications et précisions apportées à la délibération n°M2022-63 du 22 mars 2022 qui a institué, à compter du 1^{er} juillet 2022, le régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 5 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197150-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ANNEXEs RIFSEEP 3M juillet.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Mise en place d'un dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 a intégré un dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans le statut général des fonctionnaires. Le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 en précise les modalités de mise en œuvre. Ainsi, les employeurs des trois fonctions publiques ont l'obligation de mettre en place un dispositif de signalement ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes ou témoins de tels actes.

Au-delà de ce cadre réglementaire, la prévention et le traitement de toutes formes de violences et de discrimination constituent surtout l'une des priorités du mandat, fortement affirmée dans le cadre de la politique des ressources humaines et de la politique de diversité et de la lutte contre les discriminations de la Ville, la Métropole et du Centre Communal d'Action Sociale de Montpellier (CCAS).

En cohérence avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels, un dispositif permettant de recueillir les signalements des agents qui estiment être victimes ou témoins d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel ou d'agissements sexistes est mis en place. Ce dispositif est commun pour les agents de la Ville et de la Métropole (titulaires, stagiaires, contractuels, vacataires). Il a été élaboré, en concertation avec les élus délégués à l'égalité femmes-hommes et aux ressources humaines, les directeurs de pôles, les managers, les organisations syndicales et les acteurs du processus.

L'objectif est de doter les agents et les managers, d'un outil permettant de réagir rapidement et de façon adaptée, si l'activité professionnelle ne peut plus être exercée dans un cadre serein, face à une situation de violence ou de discrimination.

Le dispositif répond à plusieurs enjeux de prévention, de sécurité et de qualité de vie au travail des agents :

- Un traitement équitable des situations ;
- Un cadre de travail plus serein pour les agents et une amélioration de leurs conditions de travail ;
- Une évolution des pratiques et des représentations au sein de la collectivité, en lien avec le plan égalité femmes-hommes et le programme annuel de prévention des risques professionnels ;
- La prévention des risques humains et juridiques.

Trois grandes étapes ont été ainsi formalisées pour :

- Recueillir et analyser les signalements des agents victimes ou témoins de faits ;
- Orienter les agents concernés vers les services et professionnels compétents, pour leur apporter accompagnement et soutien et pour la mise en place d'une aide juridique (protection fonctionnelle) ;
- Assurer le traitement des faits signalés et prendre toute mesure de protection appropriée envers l'agent victime ou témoin.

A chaque étape, sont définies les différentes modalités de recueil et d'analyse des signalements, d'orientation, d'accompagnement et de soutien envers les agents mais également de traitement des faits et de réalisation de l'enquête administrative dans un guide.

Ce dispositif permet de garantir un traitement respectueux, confidentiel et équitable des agents concernés.

La confiance de l'ensemble des acteurs de la collectivité dans cette procédure permettra une effectivité optimale et une utilisation adaptée.

La mise en place du dispositif s'accompagne de la diffusion de plusieurs outils de communication destinés à sensibiliser et à informer les agents sur son existence, les procédures mises en place et les modalités d'accès. Des rencontres seront également prévues auprès des agents afin qu'ils puissent s'approprier le dispositif.

L'ensemble du dispositif (procédure et outils de communication) a été soumis à l'avis des Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) du 10 juin 2021, 22 octobre 2021 et 9 juin 2022 puis en comité technique du 30 juin 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la mise en place du dispositif de traitement des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement, et d'agissements sexistes commun à destination des agents de la Ville et de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197022-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Guide agents dispositif de traitement des signalements VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Assistance au recrutement - Convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG34) - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le Pôle Ressources Humaines souhaite pouvoir se faire accompagner pour recruter des profils à forte expertise particulière. Dans ce but, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite acter un partenariat avec le Centre de gestion de l'Hérault (CDG 34) qui lui apporterait son savoir-faire pour recruter de futurs collaborateurs. A ce titre, il est proposé de mettre en place une convention cadre « *conseil et assistance au recrutement* » organisant les actions du CDG 34 dans le cadre de ce partenariat.

Cette convention sera signée par le Président de Montpellier Méditerranée Métropole et le Président du CDG 34 pour une durée d'une année avec tacite reconduction. A chaque demande d'intervention, un devis sera établi par le Centre de gestion de l'Hérault en fonction de la nature des prestations souhaitées par le Pôle Ressources Humaines.

Comme de nombreuses collectivités territoriales, Montpellier Méditerranée Métropole fait actuellement face à la fois à une diminution du nombre de réponses aux offres d'emploi et à une spécialisation des postes à pourvoir, tout particulièrement accentuée par l'effort de la Collectivité d'ajuster ses effectifs afin de répondre à un projet de mandat ambitieux. Le recrutement des agents publics, qu'ils soient fonctionnaires ou contractuels, étant de plus en plus technique, Montpellier Méditerranée Métropole souhaiterait pouvoir compter sur l'expérience et la compétence du CDG 34 dans le domaine des ressources humaines afin de l'accompagner dans certains futurs recrutements.

Le CDG 34 propose à la Collectivité l'utilisation d'une convention cadre ouvrant la possibilité de faire appel, en tant que de besoin, à un service de prestation « *conseil et assistance au recrutement* ». Le CDG 34, au-delà du champ d'intervention de ses missions obligatoires et en vertu de l'article L.452-39 du Code général de la fonction publique, a en effet développé au service des collectivités du département des prestations facultatives notamment l'assistance au recrutement dont la mission peut être proposée en 4 phases :

- Phase 1 : Définition du besoin ;
- Phase 2 : Sélection des candidatures ;
- Phase 3 : entretien de recrutement ;
- Phase 4 : clôture du recrutement.

Le recours à l'assistance pouvant concerner qu'une sélection de ces phases.

La convention cadre est signée pour une période d'un an, renouvelable par tacite reconduction 4 fois maximum. La réalisation des prestations mentionnées ci-dessus est conditionnée par une demande expresse de l'autorité territoriale.

Cette convention reprend les conditions générales de mise en œuvre de la prestation assistance au recrutement et renvoie aux modalités de fonctionnement et aux tarifs fixés annuellement par le Conseil d'administration du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole et le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel ASLANIAN.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197307-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_metropole CDG - Assistance recrutement.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Campus du Management - Convention cadre partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Ville de Montpellier et le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le Campus du management, école interne de formation des encadrants de la Ville et de la Métropole, a vu le jour en janvier 2022 et poursuit l'objectif d'accompagner les encadrants dans l'évolution de leurs compétences afin d'adapter leurs pratiques managériales aux enjeux d'évolution du service public rendu aux usagers du territoire. L'enjeu principal est de proposer à l'ensemble des encadrants en fonction un parcours de formation adapté aux exigences du management, qui leur permette de faire face aux évolutions sociétales et d'assumer efficacement leur rôle de responsable d'équipe.

Pour toutes ces raisons, la nouvelle mandature a souhaité créer un espace dédié, le Campus du Management, afin de concevoir et maîtriser la pédagogie ainsi que la logistique de formation dans l'objectif de mieux adapter le parcours de formation aux besoins et spécificités. Cet espace « *interne* » est d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel des collectivités où les organisations et modes de fonctionnement sont amenés à évoluer, rendant d'autant plus nécessaires les actions visant à renforcer la culture commune et l'accompagnement au changement.

Étudiés pour s'adapter aux niveaux et aux missions de tous les échelons managériaux, du coordinateur au directeur, du débutant à l'expert, ces parcours proposés par le Campus auront pour but de développer les talents individuels et l'intelligence collective en corrélation avec les besoins de l'administration et le projet de mandat.

Ce dispositif constitue une première étape fondamentale dans l'évolution des pratiques et dans l'acquisition de nouvelles compétences par les agents de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole. En effet, la formation et le développement des parcours professionnels des agents s'inscriront dans le cadre du futur Projet d'Administration et du plan managérial qui en découlera.

Les outils mis en avant par le Campus s'inscrivent résolument dans les orientations politiques fortes visant à améliorer la qualité de vie au travail et donc de réduire l'absentéisme, de favoriser la mobilité interne ou de diminuer les risques psycho-sociaux. Le parcours entend aussi casser les silos en faisant se rencontrer au sein d'une même promotion des encadrants de directions différentes, dans un véritable esprit de promotion, qui sera encouragé à perdurer par des rencontres régulières des formés à la suite du parcours organisées par le Campus.

Ainsi quatre parcours différents sont proposés selon l'ancienneté sur les fonctions d'encadrant d'équipe et la catégorie hiérarchique. Plus précisément, la création du Campus du Management permet aux cadres et encadrant de la Ville et de la Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un parcours de formation long (entre 12 et 14 jours de formation et des sessions d'échanges de pratiques professionnelles) qui leur permettra de disposer de techniques pour mieux répondre à la diversité des situations auxquelles ils sont confrontés. En outre, ce parcours de formation est complété par un « *pass coaching* » proposé aux encadrants intégrant le Campus du management pouvant aller jusqu'à 10 heures d'accompagnement par un coach.

Les parcours de formations construits sont des parcours mixtes combinant formations dispensées par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) mais également par le biais de formateurs internes et de formateurs externes.

Le renouvellement d'un partenariat fort avec le CNFPT permettra de répondre aux objectifs de formation tant quantitatifs que qualitatifs. Ainsi, la signature d'une convention entre la Ville, la Métropole et le CNFPT permettra de préciser les actions menées conjointement, notamment dans le cadre d'actions de formation innovantes et de remise d'attestation de formation. C'est la raison pour laquelle il est proposé de mettre en place une convention cadre organisant les actions du CNFPT dans le cadre de ce partenariat.

Dans cette convention, la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent à mettre en œuvre les axes de collaboration qu'ils ont conjointement déterminés en faisant appel à leurs ressources humaines et matérielles et en mobilisant les moyens et leviers d'actions dont ils disposent.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent :

- A assurer l'information des encadrants et la sélection de 12 stagiaires par groupe ;
- A sensibiliser les directions afin qu'elles garantissent la disponibilité des encadrants lors de la formation ;
- A mettre à disposition des locaux adaptés pour le bon déroulement de la formation ;
- A recruter les intervenants pour les modules qui ne sont pas mis en œuvre par le CNFPT.

Le CNFPT s'engage :

- A assurer l'accès aux inscriptions, la réalisation des attestations de formation ;
- A fournir aux stagiaires les supports de cours ;
- A recruter les intervenants pour les journées de formation théoriques.

La convention est signée pour une période de 4 ans débutant à la signature de la présente convention, soit le 13 octobre 2022 jusqu'au 12 octobre 2026 inclus. Elle sera complétée chaque année par un avenant régissant les modalités pratiques et financières de mise en place du partenariat pour l'année à venir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et le CNFPT ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-196727-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention CNFPT - 3M campus management .docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Relations institutionnelles entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Modifications des conventions de services communs - Avenants aux conventions de services communs - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée. Les dispositions de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales définissent le cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Depuis 2015, un certain nombre de services communs entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont ainsi été créés.

Dans le cadre de la mise en place d'une nouvelle organisation des services dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, des services communs correspondant aux différents pôles qui comprennent des directions à la fois de la Ville et de la Métropole ont été créés par délibération des assemblées délibérantes de la Métropole et de la Ville de Montpellier en date respectivement du 14 et 16 décembre 2021.

Les services communs ainsi créés ne comprennent que le poste de directeur. Au vue de l'avancée des réorganisations il convient d'élargir les services communs suivants afin de répondre aux enjeux organisationnels :

Le service commun **Pôle Stratégies Foncières et Immobilières**, dont l'organisation répond à un double enjeu. En effet, le Pôle Stratégie Foncière et Immobilière doit fournir un appui aux autres pôles en matière d'expertise immobilière et foncière et est dépositaire de la politique foncière publique sur le territoire de l'ensemble des Communes de la Métropole, dans ses composantes spatiales et économiques.

Le service commun **Pôle Juridiques Achats Assemblées** dont l'organisation répond à deux enjeux : être un prestataire de services interne, il doit fournir un appui aux autres Pôles en matière d'expertise juridique et une fonction opérationnelle en étant porteur d'une nouvelle politique d'achat visant à permettre l'optimisation de la commande publique comme levier, tant des intérêts économiques des collectivités que des enjeux environnementaux et sociaux liés à ses politiques publiques.

Le service commun **Pôle Moyens Généraux** dont l'objectif s'inscrit dans la volonté de rassembler les équipes, les compétences et les missions afin de répondre aux enjeux du mandat, de faciliter la lisibilité des dispositifs et d'améliorer le service rendu.

Le service commun **Pôle Sports** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services permettant ainsi de promouvoir et développer la politique publique sportive des deux collectivités tout en offrant plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement.

Ces 4 pôles sont rattachés à la Métropole.

Par ailleurs, il convient également de créer le service commun **Pôle Sécurité et Tranquillité Publique** dont l'objectif est de rassembler au sein d'une même entité l'ensemble des services et fonctions dédiés à la gestion des risques, qu'ils soient technologiques, environnementaux ou encore sociétaux. Ce service commun va notamment permettre de mutualiser le poste de directeur, et le service ressources du pôle qui pourront ainsi être mis à disposition de la police métropolitaine des transports. Ce pôle est rattaché à la Ville de Montpellier

Les conventions de services communs précisent les modalités de cette mise en commun et notamment les postes concernés ainsi que les clés de répartition financière entre la Ville et la Métropole pour chacun des services communs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes des avenants aux conventions des services communs Pôle Stratégies Foncières et Immobilières, Pôle Juridique Achats Assemblées, Pôle Moyens Généraux, Pôle Sports ;
- D'approuver la création d'un service commun Pôle Sécurité et Tranquillité Publique rattaché à la Ville de Montpellier, et les termes de la convention correspondante ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196126-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Service commun PSFI.pdf
- Convention Service commun PJ2A.pdf
- Convention Service commun PMG.pdf
- Convention Service commun Pôle Sports.pdf
- Convention service commun PSTP.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Actualisation du coefficient multiplicateur du tarif de la taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM) - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Taxe sur les Surfaces Commerciales (TASCOM) est due par les entreprises exploitant les magasins de commerce de détail, quelle que soit leur forme juridique. Sont concernés les magasins :

- Dont la surface de vente est d'au moins 400 mètres carrés, ou moins, s'ils appartiennent à un réseau de magasins d'une surface cumulée d'au moins 4 000 mètres carrés. Par conséquent, les boutiques indépendantes de moins de 400m² ne sont pas concernées par la taxe ;
- Ouverts après le 1^{er} janvier 1960 ;
- Dont le chiffre d'affaires hors taxe est d'au moins 460 000 € l'année précédant la taxation.

Le montant de la taxe est égal au produit de la surface de vente par un taux. Ce dernier est fixé en fonction du chiffre d'affaires au mètre carré. La loi prévoit que le Conseil de Métropole peut appliquer au montant de la taxe un coefficient multiplicateur compris entre 0,80 et 1,20. Ce coefficient ne peut être que progressivement réduit ou augmenté, de 0,05 au maximum par an par rapport à la valeur de l'année précédente.

Le produit de TASCOM perçu par la Métropole est fortement concentré autour des hypermarchés puisque les commerces de plus de 2 000 m² – c'est-à-dire 41 établissements sur les 376 établissements acquittant de la TASCOM en 2021 – génèrent 56 % du produit total.

Les tarifs de la TASCOM ne sont pas indexés à l'inflation comme pour la majorité des impositions locales et restent donc inchangés d'année en année.

En conséquence, il est proposé de porter le coefficient multiplicateur de la TASCOM à 1,20 en 2023.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'appliquer au montant de la taxe sur les surfaces commerciales un coefficient multiplicateur fixé à 1,20 à compter du 1^{er} janvier 2023 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195275-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Transmission des locaux commerciaux vacants dans le cadre de la taxe sur les friches commerciales - Autorisation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Document de planification, le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) définit, à l'horizon 2040, les grandes orientations d'aménagement du territoire métropolitain. Il fixe les limites entre, d'une part, les espaces urbains ou voués à l'urbanisation et, d'autre part, les espaces naturels et agricoles. L'un des objectifs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) vise à modérer la consommation foncière, notamment par l'optimisation de l'urbanisation existante. Il implique en particulier l'intensification de l'utilisation du tissu économique existant et le renouvellement urbain. En ce sens, la mobilisation des commerces vacants est un moyen indispensable à la limitation de l'étalement urbain.

Par la délibération M2021-327 du 28 juillet 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a institué une taxe sur les friches commerciales (TFC). Cette taxe est due par les propriétaires de biens passibles de la taxe foncière sur les propriétés bâties qui ne sont plus affectés à une activité soumise à cotisation foncière des entreprises (CFE) depuis au moins deux ans au 1er janvier de l'année d'imposition et qui sont restés inoccupés pendant cette période.

La taxe est assise sur le revenu net servant de base à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La délibération a établi les taux suivants, en fonction du nombre d'années d'imposition : 20% la première année d'imposition, 30% la deuxième année d'imposition, et 40% à partir de la troisième année d'imposition.

Le Code général des impôts (CGI) prévoit qu'un dégrèvement est accordé, à la charge de la collectivité, lorsque l'absence d'exploitation des biens est indépendante de la volonté du contribuable. En pratique, le propriétaire prouvant qu'il ne trouve pas de locataire ni d'acheteur malgré toutes les démarches nécessaires et un prix au marché, ou un propriétaire effectuant d'importants travaux dans son local pourra obtenir le dégrèvement de la TFC.

L'article 1530 du CGI précise que l'organe délibérant communique chaque année à l'administration des finances publiques, la liste des adresses des biens susceptibles d'être concernés par la taxe. La constitution de cette liste est effectuée à partir des fichiers fournis annuellement par l'administration fiscale. Il appartient ensuite aux services fiscaux d'identifier, à partir de cette liste, les biens répondant aux critères d'éligibilité de la TFC.

Dans un contexte de tensions locatives, tant pour les locaux d'habitation que pour les locaux commerciaux, le traitement de la liste communiquée permettra de :

- Lutter contre le phénomène de rétention foncière ;
- Remettre sur le marché des locaux vacants ;
- Réduire les tensions sur les loyers ;
- Inciter à rénover ou à reconverter en logements des locaux commerciaux devenus inadaptés ou désuets.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser la transmission de la liste annexée à la présente délibération à l'administration fiscale compétente ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195247-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Liste locaux

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) - Fixation du montant d'une base servant à l'établissement de la cotisation minimum - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) est due chaque année par les personnes physiques ou morales qui exercent, à titre habituel une activité professionnelle non salariée. Les redevables sont imposés en fonction de la valeur locative des locaux qu'ils utilisent dans le cadre de leur activité professionnelle.

De plus, le législateur (article 1647D du Code général des impôts) a souhaité que chaque redevable de la CFE contribue pour un montant minimal à la couverture des charges des collectivités locales, et ce quelle que soit la valeur locative de leur local. En pratique, ce dispositif revient à ce que tout redevable de la CFE ne puisse être imposé sur un montant inférieur à la base minimum.

A compter de la réforme de la Taxe Professionnelle, le législateur a lié la base minimum au chiffre d'affaires généré par l'activité. Désormais et depuis 2014, les collectivités ont la faculté d'adopter des bases minimums pour 6 tranches de chiffre d'affaires. L'objectif est de permettre aux collectivités la mise en place d'une imposition progressive. Enfin, depuis 2019, les contribuables dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 000€ bénéficient d'une exonération de CFE.

Le barème des bases minimums évolue chaque année, au même titre que la revalorisation des bases fiscales. La plupart des métropoles ont appliqué ce dispositif et ont, comme voulu par le législateur, introduit une progressivité de leurs bases minimums en fonction du chiffre d'affaires des entreprises.

Jusqu'en 2021, les bases minimums applicables sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole étaient identiques pour les quatre tranches de chiffre d'affaires les plus élevées. En conséquence, en vue de rétablir l'équité fiscale, il a été proposé au Conseil d'adopter un barème progressif, dont la première étape a été adoptée en 2021 pour 2022. Il est aujourd'hui proposé d'adopter la seconde étape.

Le tableau suivant détaille les montants proposés pour 2023 :

Montant du chiffre d'affaires ou des recettes (en euros)	Montant de la base minimum (en euros) proposé pour 2023
Inférieur ou égal à 10 000	521
Supérieur à 10 000 et inférieur ou égal à 32 600	960
Supérieur à 32 600 et inférieur ou égal à 100 000	1 185
Supérieur à 100 000 et inférieur ou égal à 250 000	1 963
Supérieur à 250 000 et inférieur ou égal à 500 000	2 645
Supérieur à 500 000	3 792

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les montants de cette base selon le tableau ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195269-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Cité des arts - Tarifs des locations de salles et des locations d'instruments - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La Cité des Arts (CDA) de Montpellier Méditerranée Métropole est un établissement public d'enseignement artistique spécialisé initial qui a pour vocation l'apprentissage des pratiques de la musique, de la danse et de l'art dramatique. En offrant un enseignement musical, chorégraphique et d'art dramatique d'excellence, accessible à tous sur l'ensemble du territoire, il participe par ce biais à la construction de la personnalité de l'enfant, à son développement et à son épanouissement personnel tout en constituant pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs, un pôle ressource en matière de pratiques amateurs. Son rôle est aussi de repérer et de former les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier.

La cité des arts dispose de plusieurs espaces, qui sont dorénavant proposés à la location afin de contribuer à enrichir l'offre culturelle du conservatoire. Elle propose également la location d'instruments pour une courte durée afin de répondre à des besoins ponctuels identifiés. Il est nécessaire d'établir les tarifs de ces locations.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter et remplacer le point 1 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n° M2021-657 du 14 décembre 2021 pour l'année scolaire 2022/2023.

Cursus proposés :

	Contenu résumé
Tarif A	Cursus Musique, danse, théâtre / handi'arts : parcours intégration et diplômant
Tarif B	Offres de formations spécifiques : éveil musique, éveil/initiation danse, formation musicale seule (sites extérieurs, opéra junior, Internote, Musicologie), initiation direction de chœur ou direction d'orchestre, initiation musiques actuelles amplifiées, Cycle Individuel de Formation en Musiques anciennes, Danse Jazz, Ensembles vocaux, Stages, Auditeur libre. handi'arts : parcours initiation
Tarif C *	Classes préparatoires
Tarif D	Offres spécifiques : orchestre amateur, chœur amateur, chœur apprenti, orchestres EIRE, ARCO, Formation CIMM, LMI.
Tarif E	chœurs d'application et orchestres cobayes

Grille tarifaire applicable :

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE (3M)													Hors 3M
	Quotients familiaux												
Tranches	T1	T2	T3	T4	T5	T6	T7	T8	T9	T10	T11	T12	
Quotient familial CAF	<500	500- <678	678- <880	880- <1110	1110- <1372	1372- <1670	1670- <2009	2009- <2394	2394- <2833	2833- <3332	3332- <3900	3900 et +	
Tarif annuel A	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	600 €
Tarif annuel B	120 €	128 €	137 €	147 €	157 €	168 €	179 €	191 €	205 €	219 €	234 €	250 €	300 €
Tarif annuel C	130 €	157 €	176 €	198 €	222 €	250 €	280 €	314 €	353 €	397 €	445 €	520 €	
Tarif annuel D	40 €												80 €
Tarif annuel E	20 €												40 €
Frais de préinscription et concours	20 €												40 €
Tarif semestriel: Location d'instruments (1ère et 2ème année en priorité)	20 €	40 €	60 €	80 €	100 €	120 €	140 €	160 €	180 €	200 €	220 €	240 €	500 €

*Le Tarif C lié aux classes préparatoires sera appliqué pour la rentrée 2023/2024

- Une 2ème offre de formation entraîne une facturation à 100% ;
- Les familles ne communiquant par leur quotient familial CAF ou les informations nécessaires à son calcul lors de l'inscription/réinscription, se verront appliquer le tarif maximal ;

- Les frais de pré-inscription ne sont pas remboursables ;
- Lors de l'inscription 40€ de frais de dossiers devront être acquittés pour les cursus A, B et C. Ces frais de dossiers sont inclus dans le tarif annuel. Ils ne sont pas remboursables, sauf cas exceptionnel mentionné dans le règlement intérieur du conservatoire ;
- Le paiement des droits de location s'effectue semestriellement en septembre et en février, l'ensemble des conditions (dont les cautions) est stipulé dans les contrats de location.

Tarifs annuels de scolarité horaires aménagés :

	Horaires aménagés
	Tarif
Cursus Musique et/ou Danse	Gratuit
2ème discipline	Tarif A

Tarifs annuels de scolarité classes passerelles (suite DEMOS) :

	Classes passerelles
	Tarif
Cursus Musique	Gratuit

Intégration et abandon du conservatoire en cours d'année :

En cas d'intégration au conservatoire entre le 1er janvier et les vacances de printemps, les frais de scolarité sont réduits de moitié. En cas d'intégration après les vacances de printemps, les élèves sont exonérés de frais de scolarité.

En cas d'abandon après le 31/12 les frais de scolarité sont dus pour l'année complète.

Location de salles :

La Cité des Arts dispose de plusieurs espaces qui sont proposés à la location.

A/ En période de vacances scolaires et de fermeture du bâtiment (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant prioritaires).

	Journée		1/2 journée*	
Salle	Plein tarif	Tarif réduit	Plein tarif	Tarif réduit
Auditorium Varèse	4 000,00 €	1 400,00 €	2 000,00 €	700,00 €
Salle Ballif	800,00 €	300,00 €	400,00 €	150,00 €
Salle Arnaut de Mareuil				
Plateau Tailleferre				
Plateau Bartok				
Club Zappa				
Grande salle de percussions				
Studios danse / théâtre				

*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

B/ En période scolaire (sous réserve de disponibilité – les actions pédagogiques de la CDA étant

prioritaires).

Salle	Journée		1/2 journée*	
	Plein tarif	Tarif réduit	Plein tarif	Tarif réduit
Auditorium Varèse	3 000,00 €	1 000,00 €	1500,00 €	500,00 €
Salle Ballif	600,00 €	200,00 €	300,00 €	100,00 €
Salle Arnaut de Mareuil				
Plateau Tailleferre				
Plateau Bartok				
Club Zappa				
Grande salle de percussions				
Studios danse / théâtre				

*le forfait demi-journée correspond à 5h d'utilisation, au-delà, le forfait journée s'applique (10h maximum).

Critère de détermination des tarifs :

- * Le plein tarif s'applique par défaut ;
- * Le tarif réduit s'applique pour les productions artistiques complémentaires à l'offre de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA ;
- * Une gratuité pourra être accordée uniquement pour les associations et manifestations à but non lucratif qui concourent à l'intérêt général ou les coproductions et partenariats de la CDA, sous réserve de conventionnement avec la CDA.

Des coûts de gardiennage supplémentaires et de ménage pourront être facturés en sus en fonction du déroulé prévu par l'organisateur.

Capacité d'accueil : La capacité d'accueil devra impérativement respecter le cahier des charges sécurité fixant les jauges maximales de chaque espace. Cette capacité sera précisée par la CDA pour chaque demande de location ou mise à disposition en fonction du dernier avis de la commission de sécurité.

Location d'instruments hors parc locatif pour une courte durée :

La Cité des Arts dispose de plusieurs instruments spécifiques pouvant être loués par une personne morale (en fonction de la disponibilité et de l'avis de la direction) pour une courte durée.

Ces derniers sont classés en 3 catégories :

- A/ Instruments solistes (vents et cordes)
- B/ Forfait percussions
- C/ Orgue

Les tarifs à la journée sont les suivants :

Catégories	Tarifs
A	50,00 €
B	250,00 €
C	500,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications tarifaires ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196028-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Tarifs du musée Henri Prades - Mises à jour - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI^e siècle avant notre ère jusqu'au III^e siècle de notre ère.

La boutique du musée présente aux visiteurs un large choix de livres tout public, de bijoux, de cartes postales et de produits dérivés. Il convient d'ajouter de nouvelles références afin de renouveler et d'élargir la gamme d'ouvrages et d'articles proposés à la vente. La prestation « Audioguide » mentionnée dans les Entrées Individuelles (1) étant dématérialisée, son utilisation est obsolète, il convient de supprimer la prestation de la grille tarifaire.

L'article ci-dessous vient ainsi compléter le point 4 de la thématique de politique publique « Culture » de la délibération n°M2021-657 du 14 décembre 2021, telle que modifiée.

4. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

■ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes **
Tarif réduit / Pass Métropole	2,50 €	3,00 €
Plein tarif	4,00 €	5,00 €

* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

** durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

■ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif réduit / Pass Métropole	4,50 €	5,50 €
Plein tarif	6,00 €	7,00 €

■ Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif par personne	5,00 €	6,00 €

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

■ Carte individuelle nominative *

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

* **donnant droit** : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30 (Musée Fabre uniquement), l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire (Musée Fabre uniquement).

ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Ateliers	Etablissements de la métropole / Pass Métropole	2,30 €
	Plein tarif	3,00 €

* Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Anniversaire au musée	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €
ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)		
Atelier + répétition générale + spectacle	Plein tarif	50,00 €

(1) CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X	X						
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture	X	X						
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans Hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux * sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité ;	X	X					X	
Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches.	X			X				
Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif			X	X				
Abonnement annuel carte individuelle nominative	X	X					X	
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

LA BOUTIQUE DU MUSEE HENRI PRADES

Le musée Henri Prades dispose d'une boutique proposant de nombreux articles à la vente : ouvrages, bijoux, reproductions, gadgets ou encore cartes postales et affiches. Il convient désormais de modifier les prix de vente des produits suivants :

- **Les ouvrages**

Auteurs	Titres	Prix de vente T.T.C.
MOLIN, Bernard-Pierre	Astérix : les vérités historiques expliquées	17.50 €
MOLIN, Bernard-Pierre	Astérix : les peuples antiques expliqués	14.95 €
MOLIN, Bernard-Pierre	Astérix : les us et coutumes expliqués	17.50 €
CAZENOVE, Christophe	Les petits mythos présentent la mythologie nordique	10.95 €
RACHMUL, Françoise	Héroïnes et héros de la mythologie grecque	15.50 €
CAZENOVE, Christophe	La mythologie racontée par les petits mythos	13.90 €
CAZENOVE, Christophe	Les petits Mythos. Vol. 10. Vainqueur par chaos	10.95 €
CAZENOVE, Christophe	Les petits Mythos. Vol. 11. Crète party	10.95 €
CAZENOVE, Christophe	Les petits Mythos. Vol. 12. Hermès conditionné	10.95 €
DEMOULE, Jean-Paul	La révolution néolithique en France	25.00 €
MONTARDRE, Hélène	Les Encyclopes : la Grèce ancienne	15.50 €
MONTARDRE, Hélène	Les Encyclopes : la mythologie grecque	15.50 €
SCHWENTZEL Christian Georges	Les Encyclopes : l'Egypte des pharaons	15.50 €
OERTEL, Pierre	Mes p'tites questions histoire : les romains	8.90 €
DESFOUR, Aurélie	L'histoire c'est pas sorcier ! La préhistoire	4.50 €

Bijoux

Fournisseur	Modèle	Prix de vente
Silicybine	Bracelet gaulois en verre transparent du début du second âge du Fer (La Tène A, 450-370 av. J.-C.)	27.00 €
Silicybine	Bracelet gaulois en verre vert et filets bleus du troisième siècle av. J.-C. (La Tène C1, 260-175 av. J.-C.)	35.00 €
Silicybine	Bracelet gaulois en verre bleu et fils jaunes incrustés du deuxième siècle av. J.-C. (La Tène C2, 175-125 av. J.-C.)	37.00 €
Silicybine	Bracelet gaulois en verre bleu du premier siècle av. J.-C. (La Tène D, 120-50 av. J.-C.)	27.00 €
ATELIER COBALT	Bracelet gaulois BC01	8.50 €
ATELIER COBALT	Bracelet gaulois BC03	10.50 €
ATELIER COBALT	Bracelet gaulois BC08	12.50 €
ATELIER COBALT	Bracelet romain BR04	10.50 €
ATELIER COBALT	Bracelet romain BR06	7.00 €
ATELIER COBALT	Pendentif gaulois celtic CG 01	8.50 €
ATELIER COBALT	Pendentif gaulois celtic CG02	7.00 €
ATELIER COBALT	Pendentif gaulois celtic CG03	7.00 €
ATELIER COBALT	Pendentif gaulois celtic CG11	10.50 €
ATELIER COBALT	Pendentif gaulois celtic CG05	11.50 €
ATELIER COBALT	Pendentif romain	8.00 €
ATELIER COBALT	Boucles d'oreilles perles de verre	21.00 €
ATELIER COBALT	Boucles d'oreilles perles de verre	26.00 €
ENARRO	Boucles d'oreilles Vinalia aventurine	28.00 €
ENARRO	Boucles d'oreilles Amphora grenat	28.00 €
AU FIL DU METAL	Bague à double spirale	5.50 €
AU FIL DU METAL	Pendeloque à double spirale	7.00 €

Jeux et gadgets

Fournisseur	Titres	Prix de vente
MGA	Totebags	3.00 €
MédiArchéo	Jeu Tempus Lapsum	23.50 €
MSM	Mini bloc Lattara	2.50 €
MSM	Jeu quizz de l'antiquité	6.50 €

▪ **Denrées**

Fournisseur	Objets	Prix de vente
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Pâté Gaulois chou/fenouil, 130g	3.50 €
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Pâté Gaulois au gland, 130g	3.50 €
Saveurs d'Uxellodunum (Ferme de Roubegeolles)	Quatre épices gauloise, 32g	2.70 €
TABERNA ROMANA	Samsa	5.00 €
TABERNA ROMANA	Phoenix	5.00 €
TABERNA ROMANA	Salyen sachet	5.00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195812-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Ressources

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Christophe BOURDIN, Roger CAIZERGUES, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Ressources - Délégation de service public - Application de la loi du 25 août 2021 confortant le respect des principes de la République - Modifications des contrats en cours

Madame Catherine RIBOT, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Suite à la publication au Journal officiel le 25 août 2021 de la loi n°2021-1109 confortant le respect des principes de la République, tout organisme chargé de l'exécution d'un service public doit veiller au respect des principes d'égalité, de laïcité et de neutralité.

La loi impose au titulaire d'un contrat de la commande publique, pour autant que ce contrat lui confie l'exécution d'un service public, d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

La loi impose également que les clauses des contrats de concession ayant pour objet de confier l'exécution d'un service public rappellent ces obligations et précisent en outre les modalités de contrôle et de sanction du cocontractant lorsque celui-ci ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

Les contrats de délégation de service public en cours doivent être modifiés pour intégrer ces nouvelles obligations, conformément aux dispositions de l'article L3135-1 5° du Code de la commande publique.

Ainsi les contrats suivants sont modifiés :

- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU CORUM ET DU ZENITH conclue avec le groupement constitué de la société MONTPELLIER EVENTS et de la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°6
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DU SERVICE EXTERIEUR DES POMPES FUNEBRES ET DU CREMATORIUM, conclue avec la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale des Services Funéraires de Montpellier Agglomération (SFMA), Avenant n°1
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DE L'UNITE DE METHANISATION AMETYST, conclue avec la société AMETYST, Avenant n°3
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°1 SITUE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LES MAGUELONE -PLAGE DU PREVOST - LOCATION DE MATERIEL AVEC RESTAURATION, conclue avec la société LOISIRS D'ETE, Avenant n°2B
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOT DE PLAGE N°2 SITUE SUR LA COMMUNE DE VILLENEUVE LES MAGUELONE - PLAGE DU PREVOST - LOCATION DE MATERIEL AVEC ENGINS NAUTIQUES MOTORISES, conclue avec la société JET 7 LOCATION, Avenant n°2B
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXTENSION DU MARCHE D'INTERET NATIONAL DE MONTPELLIER, conclue avec la société d'économie mixte du Marché d'Intérêt National de Montpellier (SOMIMON), Avenant n°13
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT SAINT ROCH, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°4
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DES PARCS DE STATIONNEMENT FOCH-PREFECTURE-MARCHE AUX FLEURS et ARC DE TRIOMPHE, conclue avec la société EFFIA STATIONNEMENT, Avenant n°5
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT GAMBETTA, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°10

- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT EUROPA, conclue avec la société des Transports de l'Agglomération de Montpellier (TaM), Avenant n°7
- DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION ET L'EXPLOITATION DU PARC DE STATIONNEMENT PEYROU-PITOT, conclue avec la société INDIGO STATIONNEMENT, Avenant n°4

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'adopter l'avenant n°6 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Corum et du Zénith ;
- D'adopter l'avenant n° 1 pour la délégation de service public pour la gestion du service extérieur des pompes funèbres et du crématorium ;
- D'adopter l'avenant n°3 pour la délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Ametyst ;
- D'adopter l'avenant n°2B pour la délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n°1 situé sur la commune de Villeneuve les Maguelone -plage du Prévost - location de matériel avec restauration Avenant n°2B ;
- D'adopter l'avenant n°2B pour la délégation de service public pour l'exploitation du lot de plage n°2 situé sur la commune de Villeneuve les Maguelone - plage du Prévost - location de matériel avec engins nautiques motorisés ;
- D'adopter l'avenant n°13 pour la délégation de service public pour la gestion et l'extension du marché d'intérêt national de Montpellier ;
- D'adopter l'avenant n°4 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Saint-Roch ;
- D'adopter l'avenant n°5 délégation de service public pour la gestion et l'exploitation des parcs de stationnement Foch-préfecture-marche aux fleurs et Arc de triomphe ;
- D'adopter l'avenant n°10 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Gambetta ;
- D'adopter l'avenant n°7 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Europa ;
- D'adopter l'avenant n°4 pour la délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du parc de stationnement Peyrou-Pitot ;
- D'autoriser Monsieur le Président, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198718-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DSP AMETYST AVENANT 3.pdf
- DSP CORUM ZENITH AVENANT 6.pdf
- DSP MIN AVENANT 13 LAICITE.pdf
- DSP PARKING EUROPA AVENANT 7.pdf
- DSP PARKING FOCH AVENANT 5.pdf
- DSP PARKING GAMBETTA AVENANT 10.pdf
- DSP PARKING PITOT PEYROU AVENANT 5.pdf
- DSP PLAGE LOT 2 AVENANT 2B.pdf
- DSP PLAGE LOT 1 AVENANT 2B.pdf
- DSP SFMA AVENANT 1.pdf
- DSP ST ROCH AVENANT 4.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Rénovation énergétique du parc privé de logements - Convention de mise à disposition de données statistiques relatives à MaPrimeRénov - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2022-56 en date du 22 mars 2022, la Métropole a arrêté son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) 2021-2026. L'une des ambitions de la Métropole est de rénover thermiquement 13 500 logements sur les 6 années du PCAET.

Au titre de sa compétence « *Politique locale de l'habitat* » et depuis 2006, la Métropole est délégataire de l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés, dont elle assure directement l'instruction depuis 2012. Dans ce cadre, la Métropole mobilise les crédits qui lui sont délégués par l'Etat pour le parc public et par l'Agence Nationale de l'Habitat (Anah) pour le parc privé. Depuis 2016, la Métropole est également maître d'ouvrage du guichet unique qui propose un conseil gratuit pour tous ménages souhaitant engager des travaux de rénovation énergétique sur le territoire de la Métropole. La Métropole maîtrise ainsi un nombre important d'informations relatives à la rénovation du parc privé sur son territoire : nombre de logements rénovés, coût des postes travaux, gain thermique etc.

Toutefois, en 2020, l'Anah a souhaité mettre en place un nouveau dispositif national pour massifier la rénovation des logements : Ma Prime Rénov' (MPR) qui remplace le crédit d'impôt pour la transition écologique (CITE) et les aides Anah dites « *Habiter Mieux Agilité* ».

La gestion des dossiers MPR pour l'habitat individuel, qui n'est pas compris dans le dispositif de délégation des aides à la pierre, est mise en œuvre par des prestataires sélectionnés par l'Anah au niveau national. La Métropole n'a donc pas accès aux informations sur le nombre de ménages engagés dans un projet financé par MPR sur son territoire ; or cette information est essentielle pour comptabiliser de la manière la plus exhaustive possible le nombre de logements rénovés et s'assurer de l'atteinte de l'objectif fixé dans la PCAET. Ces informations sont également importantes pour évaluer l'action publique, mesurer l'impact économique et mieux calibrer les dispositifs existants.

Aussi, une convention de mise à disposition de données à intervenir avec l'Etat est soumise à l'approbation du Conseil, ayant pour objet de donner accès aux services en charge de piloter la politique de rénovation du parc privé aux informations relatives à MPR (localisation des logements financés, travaux, financements...), sans contrepartie financière, uniquement à des fins de connaissance. Les données fournies ne permettront pas d'identifier nominativement les ménages et la Métropole s'engage à appliquer le secret statistique, prévu dans la loi n°51-711 du 7 juin 1951.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat pour la transmission des informations relatives à Ma Prime Rénov ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197584-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention mise à disposition données MPR V _DDTM34-Collectivité3M.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Guy LAURET, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Stéphanie JANNIN, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Jean-Noël FOURCADE, Clare HART, Patricia MIRALLES, Yvan NOSBE, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Soutien de Montpellier Méditerranée Métropole à la création de logements sociaux - Garanties d'emprunts - Règlement intérieur - Modification de la délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibérations n°11747 du 25 juillet 2013, n°13266 du 30 septembre 2015 et n°M2019-180 du 18 avril 2019, le Conseil a adopté un règlement intérieur en matière de garanties d'emprunts contractés par les opérateurs de logements aidés pour financer leurs projets. Celui-ci a pour objet de permettre la réalisation des opérations concourant aux objectifs de production du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, en complémentarité avec les garanties accordées par le Département de l'Hérault.

Afin de tenir compte du contexte de hausse du taux du livret A sur lequel s'appuient les prêts réglementés de l'Etat en faveur de la production de logements sociaux, les rendant moins compétitifs qu'un prêt à taux fixe, il est proposé l'élargir la liste des types de prêteurs éligibles à tout autre prêteur en cas de réaménagement du prêt initial.

En effet, la réglementation oblige l'opérateur de logement social à contracter un prêt réglementé de l'Etat pour financer son opération et bénéficier des avantages fiscaux correspondants, mais n'interdit pas la renégociation de ce prêt dès lors que l'affectation du bien au logement locatif social est maintenue pendant toute la durée prévue par convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'ajustement des règles d'intervention de Montpellier Méditerranée Métropole en matière de garantie des emprunts relatifs aux opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements sociaux et d'accession-location ;
- D'approuver la modification du règlement intérieur proposée ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196283-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- reglement_intervGE_MMM_2022 PROJET.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Dotation Politique de la Ville 2022 - Convention d'attribution de subvention entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Par courrier en date du 4 avril 2022, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2022 d'une Dotation Politique de la Ville d'un montant de 4 757 685,87 €. Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Répartition de la DPV 2022							
Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Date démarr age	Date fin	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Montant DPV
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole							
Investissement							
Aménagement de locaux associatifs en pieds d'immeuble	Cévennes	Métropole /SA3M	sept-22	janv-23	129 000 €	80%	103 200 €
Aménagement de locaux associatifs en pieds d'immeuble	Mosson	Métropole /SA3M	sept-22	fév-23	92 000 €	80%	73 600 €
Fonctionnement							
Dispositif prévention des noyades et apprentissage de la natation 2022	Mosson, Pas du Loup Val de Croze, Pompignane	Métropole (Sports)	juin-22	déc-22	292 788 €	80%	234 230 €
Fonctionnement équipe projet politique de la ville	Tous QPV	Métropole (spv)	janv-22	déc-22	425 000 €	20%	85 000 €
Evaluation finale du contrat de ville	Tous QPV	Métropole (spv)	mai-22	déc-22	25 000 €	50%	12 500 €

Sous-total Métropole					963 788 €		508 530 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville							
<i>Investissement</i>							
Ecole Marc Bloch (amélioration du confort thermique)	Mosson	Ville (éducation)	avr-22	déc-22	158 333 €	80%	126 666 €
Ecole Lily Boulanger (amélioration du confort thermique)	Croix d'Argent (quartier vécu Lemasson)	Ville (éducation)	avr-22	déc-22	7 500 €	80%	6 000 €
Ecole Maternelle Pablo Neruda (amélioration du confort thermique)	Mosson	Ville (éducation)	avr-22	déc-22	70 833 €	80%	56 666,40 €
Ecole Pape Carpentier (amélioration du confort thermique)	Celleneuve	Ville (éducation)	avr-22	déc-22	50 000 €	80%	40 000 €
Ecole maternelle Madeleine Renaud (amélioration du confort thermique)	Mosson	Ville (éducation)	avr-22	déc-22	70 833 €	80%	56 666,40
Réfection complète des sanitaires de l'école élémentaire Louisville	Mosson	Ville (éducation)	juil-22	fin août 22	75 000 €	80%	60 000 €
Mise en place d'un self école maternelle Jean Cocteau	Près d'Arènes	Ville (éducation)	juil-22	fin déc. 22	417 000 €	80%	333 600 €
Rénovation de la toiture de l'école maternelle Pablo Picasso	Mosson	Ville (éducation)	juil-22	fin août 22	117 000 €	80%	93 600 €
Création d'une crèche municipale à la Pompignane	Pompignane	Ville (enfance)	nov-23	nov-25	3 666 600 €	65,3706 %	2 396 878,27 €

Maison Pour Tous Paul Emile Victor (accessibilité)	Cévennes	Ville (MPT)	dernier trim 2022	début 2023	90 000 €	80%	72 000 €
Extension du cinéma Nestor Burma (Acquisition d'un bâtiment et équipements)	Celleneuve	Ville (DCP/DRP)	1er sem 2023	dernier trim 2023	1 007 560 €	80%	806 048 €
Street Work Out à la Pompignane	Pompignane	Ville (sports)	oct-22	nov-22	23 000 €	80%	18 400 €
Equipement Fitness au Petit Bard	Petit Bard	Ville (sports)	oct-22	nov-22	77 800 €	80%	62 240 €
Multisports à Gély	Gély	Ville (sports)	nov-22	janv-23	123 800 €	80%	99 040 €
Fonctionnement							
Manifestations pour la lutte contre le racisme et les discriminations	Tous QPV	Ville (cohésion sociale)	déc-21	déc-22	35 000 €	61%	21 350 €
Sous-total Ville					5 990 259 €		4 249 155,47 €
Total général					6 954 047 €		4 757 685,87 €
Montant total DPV 2022							4 757 685,87 €

La programmation 2022 présente les caractéristiques suivantes :

- 8 quartiers sur 12 sont concernés par au moins 1 projet ;
- 4,2 M€ sont attribués à la Ville de Montpellier pour le financement de 15 projets, dont 1 de fonctionnement et 508 K€ à la Métropole pour le financement de 5 projets dont 3 en fonctionnement ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à 68% du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 7 % ;
- 72% de l'enveloppe sont affectés à des équipements publics de proximité (crèche à la Pompignane, extension du cinéma Nestor Burma à Celleneuve, multisports à Gély, équipement fitness au Petit Bard, street work out à la Pompignane, accessibilité de la Maison Pour Tous P.E Victor aux Cévennes)
- 16 % de l'enveloppe sont affectés à des opérations concernant les écoles (réhabilitation thermique de 6 écoles, réfection des sanitaires et mise en place d'un self sur 2 écoles) ;
- Au titre des projets liés au NPNRU2, des aménagements pour des locaux associatifs sont programmés ;
- Enfin, le dispositif de prévention des noyades et d'apprentissage de la natation sur 3 quartiers, l'organisation de manifestations contre le racisme et les discriminations ainsi que l'évaluation finale du contrat de ville sont également programmés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2022 telle que détaillée ci-dessus, versé sous réserve de signature d'une convention d'attribution ;
- D'approuver les termes de la convention d'attribution de subvention au titre de la dotation politique de la ville 2022, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 29 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Julien MIRO, M. Arnaud MOYNIER, M. Eric PENSO, Mme Céline PINTARD, Mme Catherine RIBOT, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, Mme Agnès SAURAT, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-198917-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_DPV_2022.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Attributions de subventions à des associations dans le cadre de la thématique "Politique de la ville" - Programmation complémentaire - Exercice 2022 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Pour l'année 2022, un appel à projets partenarial a été lancé à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers ;
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain ;
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la co-éducation ;
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours ;
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers par une présence renforcée de proximité.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques et des crédits de droit commun dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets. 474 dossiers ont été déposés par 196 associations lors de l'appel à projets 2022. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, Montpellier Méditerranée Métropole a apporté son soutien financier à 159 projets déposés par 99 associations pour un montant total de 580 700 € (Délibération n° M2022-66 du 22 mars 2022).

En complément de cette première programmation, il est proposé au titre de l'appel à projets 2022 du Contrat de ville, d'attribuer de nouvelles subventions à 3 associations, selon la répartition ci-dessous :

Politique de la ville – Contrat de ville				
Identifiant	Structure	Intitulé de l'action	Type	Montant attribué
6347	Cap Gély (Comité d'animation et de prévention Gély-Figuerolles)	Mosaïques Gipsy	Projet	2 000 €
7379 / 6101	Esprit Libre	On Parle Français	Projet	1 000 €
3659 / 6380	3MTKD	Centre Sportif été 11 - 17 ans	Fonctionnement	+ 500 €
TOTAL :				3 500 €

En outre, le dynamisme de la vie associative étant un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, cette dernière soutient l'action de structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il est proposé d'allouer une subvention à des actions de cohésion sociale ayant un rayonnement métropolitain, sur des crédits de droit commun, et en complément de la programmation prise par délibération n° M2022-49 du Conseil de Métropole du 25 janvier 2022.

Politique de la ville – Cohésion sociale				
Code	Structure	N° de dossier	Type	Montant attribué
4242	Médecin du Monde	000399	Fonctionnement	3 000 €
5882	Espace Renaissance	000381	Projet	2 000 €
6380	Association la main verte du quartier Petit-Bard/Pergola	000368	Fonctionnement	1 000 €
TOTAL :				6 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De décider de l'octroi des subventions, telles que définies dans les tableaux ci-dessus ;
- De dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-196780-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention-type Projet 2022-dc.doc
- 196404_convention-type AP Cdv 2022.docx
- Convention DC Fonctionnement 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Plan pauvreté - Engagements pour la prévention et la lutte contre la pauvreté - Axe 1 Veille sociale - Attribution de subventions à GAMMES ISSUE pour 2022 - Convention - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

La stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté entend s'attaquer tout particulièrement à la reproduction de la pauvreté dès les premières années de la vie, garantir au quotidien les droits fondamentaux des enfants, assurer à tous les jeunes un parcours de formation leur permettant d'acquérir des compétences et de prendre leur indépendance, rendre les droits sociaux plus accessibles, plus équitables et plus incitatifs à l'activité et investir pour l'accompagnement de tous vers l'emploi. C'est au travers de ces cinq engagements que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ont souhaité contractualiser pour 3 ans avec l'État (2020-2022), pour décliner cette stratégie localement, au vu des caractéristiques du territoire de la Métropole et au regard des réalités sociales liées à l'émergence de nouvelles formes de grande précarité.

Par délibération n°M2022-173 du 31 mai 2022, le Conseil de Métropole a pris acte de la programmation 2022 présentée dans le cadre du plan de prévention et de lutte contre la pauvreté et approuvé la signature de l'avenant 2022 à la convention d'appui à la prévention et à la lutte contre la pauvreté à intervenir entre l'État, la Métropole et la Ville de Montpellier.

La présente délibération concerne l'affectation d'une subvention à l'association GAMMES ISSUE qui met en œuvre en 2022 deux actions prévues au titre de l'axe 1 « Veille sociale » du programme concerté d'actions conçu avec les services de l'État et de la Ville de Montpellier.

L'action 1 « *Casser la reproduction de la pauvreté* » comprend notamment les 2 sous actions ci-après pour l'accueil des personnes à la rue :

- Le dédoublement de l'accueil de jour saturé de la rue Saint Claude / cours Gambetta à Montpellier, réalisé jusqu'alors salle Jacques d'Aragon, à basculer sur un autre lieu ;
- L'hébergement d'urgence et l'accompagnement des publics à la rue pour 90 places gérées transitoirement depuis les confinements successifs résidence Rives du Lez, propriété du CNFPT.

Il est proposé l'attribution en 2022 d'une subvention à GAMMES ISSUE, pour un total de 70 000 €, dont 35 000 € sur crédit délégués par l'État et 35 000 € sur fonds propres de la Métropole :

AXE 1 SOCIALE	VEILLE	OPERATEURS	ACTIONS	ETAT DDETS	3M Crédits	TOTAL
Action 1 : Casser la reproduction de la pauvreté		GAMMES ISSUE	Hébergement CNFPT Rives du Lez Montpellier 90 places	25 000 €	25 000 €	50 000 €
			Desserrement accueil de jour Antenne AJ Aragon à basculer sur un autre lieu	10 000 €	10 000 €	20 000 €
			TOTAL	35 000 €	35 000 €	70 000 €

Il y a lieu de formaliser l'octroi de cette subvention par la signature d'une convention d'attribution avec GAMMES ISSUE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver l'attribution à GMMES ISSUE d'une subvention d'un montant total de 70 000 € (dont 35 000 € sur crédit délégués par l'Etat) ;
- D'approuver les termes de la convention attributive à intervenir avec l'association ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 8 voix

M. William ARS, M. Michel CALVO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Julie FRÊCHE, M. Sophiane MANSOURIA, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Manu REYNAUD.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-195899-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention_issue ACCUEIL J ARAGON CNFPT strat pauvreté 2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Arnaud MOYNIER, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Patricia MIRALLES, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Etat de réalisation 2021 du Programme Local de l'Habitat (PLH) 2019-2024 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°M2019-560 en date du 18 novembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a adopté le Programme Local de l'Habitat (PLH) pour la période 2019-2024. Conformément à l'article L.302-3 du Code de la construction et de l'habitation, le présent rapport dresse le bilan de la mise en œuvre du PLH de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021.

Le PLH mis en œuvre traduit la politique de l'habitat volontariste que s'est fixée la Métropole pour répondre aux besoins en logements, toujours importants dans un contexte de dynamique démographique soutenue, de précarité économique marquée, de diversité des modes de vie et de parcours résidentiels. Les fortes tensions exercées sur le parc locatif social et la sélectivité du marché du logement qui induisent des parcours résidentiels contraints pour les ménages, imposent de maintenir à un haut niveau l'effort de production engagé.

Pour rappel, le PLH 2019-2024 se décline au travers de 6 orientations stratégiques :

- 1- Soutenir une production diversifiée de logements ;
- 2- Développer le logement social et abordable ;
- 3- Agir en faveur de l'équilibre territorial ;
- 4- Optimiser l'utilisation de l'espace urbain existant ;
- 5- Déployer et adapter l'offre de logements pour les publics spécifiques ;
- 6- Faire vivre la politique de l'habitat.

Le bilan 2021 de la mise en œuvre du PLH est présenté ci-dessous au travers des 7 thématiques suivantes :

1- La construction neuve

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La production potentielle, hors aléas économiques particuliers, est attendue à hauteur de 5 000 à 5 400 logements par an dans la Métropole, avec un objectif de répartition de 50 % sur la Ville de Montpellier et de 50 % sur les autres communes du territoire métropolitain.

L'année 2021

Le volume de construction de logements est en baisse régulière depuis 2018 avec 4 792 logements mis en chantier en 2021 dans la Métropole, en recul de 6% par rapport à 2020, dont 3 056 à Montpellier (64 %). Cette baisse concerne de manière équivalente la ville-centre et les communes périphériques.

Parmi les communes les plus dynamiques en terme de production de logements, hors Montpellier, Castelnau-le-Lez a vu la mise en chantier de 518 logements en 2021, Fabrègues 167 logements et Saint Jean de Védas 150 logements.

Cette tendance baissière se retrouve dans une moindre mesure dans le nombre des autorisations de logements (permis de construire délivrés) avec 5 164 logements autorisés en 2021 (- 4% par rapport à 2020). Les logements autorisés sur la ville-centre représentent 52,4% du total des autorisations dans la Métropole. Ils connaissent une hausse de 7% sur les communes périphériques, après une baisse de 29% entre 2019 et 2020. Parmi les communes les plus dynamiques, Castelnau-le-Lez, Baillargues et Lattes comptent respectivement 314, 533 et 269 logements autorisés.

Perspectives 2022

Les données connues au 1^{er} trimestre 2022 permettent plusieurs constats, ne présageant pas du reste de l'année 2022 :

- Entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de logements mis en chantier a connu une croissance de 40 % sur le territoire de la Métropole, avec 1 277 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022 (914 au 1^{er} trimestre 2021). Cette hausse est de l'ordre de 34 % à Montpellier (700 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022) et 47 % dans les communes périphériques (577 logements mis en chantier au 1^{er} trimestre 2022) ;
- Entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022, le nombre de logements autorisés a connu une baisse de 22 % sur le territoire de la Métropole, avec 1 352 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022 (1 726 au 1^{er} trimestre 2021). La situation est cependant contrastée entre la ville-centre et les communes périphériques :
 - Sur Montpellier, le nombre d'autorisations est à la hausse entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022 : + 19% (soit 712 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022)
 - Sur les commune périphériques, le nombre d'autorisations connaît une très forte baisse entre le 1^{er} trimestre 2021 et le 1^{er} trimestre 2022 : - 43 % (soit 640 logements autorisés au 1^{er} trimestre 2022).

2- La promotion immobilière

L'année 2021

La promotion immobilière dans la Métropole a connu des années particulièrement fastes entre 2015 et 2017, où un pic de 4 000 ventes en 2017 a été enregistré. Le nombre de ventes a ensuite connu une forte chute sur la période 2018-2020 et est reparti à la hausse entre 2020 et 2021 (+ 31 %) avec un total de 2 264 ventes.

Les principales caractéristiques de ces 2 264 ventes sont les suivantes :

- La part des investisseurs représente 62 % ;
- 99 % des ventes ont concerné des logements collectifs ;
- 47 % des ventes ont été réalisées sur la Ville de Montpellier (contre 59 % en 2020) ;
- 38 % des ventes ont été réalisées en secteur aménagé (léger recul par rapport à 2020) ;
- 54 % des ventes ont concernées des T1 et T2 (soit 5 points de plus par rapport à 2020).

La baisse du nombre de mises en vente (-39% entre 2020 et 2021 soit 1 432 mises en vente en 2021), couplé à la hausse des ventes a entraîné une diminution du stock de logements disponibles avec 1 200 logements disponibles à la vente à la fin de l'année 2021 contre 2 356 à la fin de l'année 2020. A noter une hausse des prix de vente de 26 % en 6 ans.

Perspectives 2022

Le nombre de mises en vente au 1^{er} trimestre 2022 (383) est inférieur à celui du 1^{er} trimestre 2021 (729). Le nombre de ventes nettes (405) revient au niveau du 1^{er} trimestre 2020 (428).

Le stock de logements disponibles augmente, mais reste bas avec 1 474 logements en vente au 1^{er} trimestre 2022.

La mise en œuvre du « choc de l'offre » annoncé aux Assises du territoire avec l'objectif de produire 8 000 logements en ZAC d'ici fin 2023 va permettre d'alimenter rapidement le marché et le stock de logements disponibles à la vente.

3- La production de logements locatifs sociaux et la demande sociale

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH fixe, suivant les communes, un objectif de 30 % à 36 % de logements locatifs sociaux parmi la production de logements, soit, un objectif de production de 1 790 à 1 960 logements locatifs sociaux (LLS) par an.

Ces logements locatifs sociaux sont répartis de la manière suivante :

Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon de le type de financement								
Type de financement		PLUS	PLAI familiaux	PLAI spécifiques	PLS familial	PLS étudiants	PLS séniors	Total
Moyenne annuelle de production par type d'offre fixée par le PLH 2019-2024*	Nombre	855	465	180	150	120	105	1 875
	Répartition	45%	25%	10%	8%	6%	6%	100%

*moyenne annuelle à rapporter à une fourchette de 1 790 à 1 960 LLS par an

L'année 2021

1 044 logements locatifs sociaux ont été financés en 2021, dont 74 % sur la ville-centre, très en deçà de l'objectif du PLH, une situation consécutive à la crise sanitaire et aux retards opérationnels induits qui ont touché l'ensemble de la chaîne de production de logement, y compris la production libre.

La répartition des financements de ces logements par catégorie de financement est la suivante :

Ventilation de la production des logements locatifs sociaux selon le type de financement									
Type de financement*		PLUS	PLAI familiaux	PLAI spécifiques	PLS familial	PLS spécifique étudiants	PLS spécifique séniors	PLS spécifique foyers	Total
Logements financés en 2021	Nombre	398	257	72	147	150	0	20	1 044
	Répartition	38%	25%	7%	14%	14%	0%	2%	100%

La part des logements financés en PLAI parmi les PLUS/PLAI familiaux atteint 39 %, soit un taux jamais atteint jusqu'alors.

La production de PLAI spécifiques ne représente que 7 % du total des logements financés en 2021, après toutefois une année 2020 marquée par une programmation exceptionnelle des agréments concernés.

La forte proportion de PLS, familiaux et spécifiques trouvent plusieurs explications :

- 150 PLS spécifiques étudiants dans le cadre d'une opération du CROUS pour les étudiants boursiers ;
- 80 PLS familiaux pour les jeunes actifs au cœur du projet ANRU Mosson dans le cadre de la diversification de l'habitat ;
- La réalisation d'opérations d'acquisition-amélioration par préemption sur le marché libre par ACM ; pour lesquelles le financement PLS familial est jugé plus adapté, permettant d'équilibrer ces opérations 100 % locative sociale plutôt qu'avec une part de libre.

La part des logements locatifs sociaux parmi les logements autorisés en 2021 est de 20 %, à comparer à 30 % en 2020.

Ce constat est toutefois à nuancer selon les différents groupes de communes définis au PLH pour fixer les objectifs à atteindre :

- Communes SRU du cœur de métropole desservies par le réseau de transport armature : réalisation de 23 % de LLS en 2021 pour un objectif de 36 % ;
- Communes SRU non desservies par le réseau armature : réalisation de 11 % pour un objectif de 33 % ;
- Communes non SRU mais pouvant le devenir d'ici 2024, terme du PLH : réalisation de 21 % pour un objectif de 33 % ;
- Autres communes non SRU : aucun logement social pour un objectif de 30 %.

La part des logements sociaux financés parmi les logements autorisés reste constante à Montpellier (29 % en 2021 contre 28 % en 2020). Cette proportion est en revanche en baisse importante dans les communes périphériques en 2021, avec 11% des logements autorisés, contre 33 % en 2020. La hausse des logements autorisés en 2021 hors Montpellier ne s'est pas traduite par le financement de logements locatifs sociaux en nombre et en proportion suffisants.

Enfin, la production de logement locatifs sociaux est fortement liée à la promotion immobilière puisque 47 % des 1 044 logements locatifs sociaux financés en 2021 ont été réalisés en vente en état futur d'achèvement (VEFA). Sur les logements locatifs familiaux, cette proportion est de 60 %.

On rappellera que les besoins à satisfaire demeurent toujours importants sur le territoire de la Métropole : 26 944 demandes étaient recensées au 31 décembre 2021 qui, rapportées aux 3 363 attributions équivalent à 8 demandes pour 1 attribution. La tension exercée sur le parc locatif social est plus forte sur la Ville de Montpellier (9 demandes pour 1 attribution) que sur les communes périphériques (7 demandes pour 1 attribution).

20 communes de Montpellier Méditerranée Métropole sont concernées par l'article 55 de la loi SRU qui les contraint à disposer de 25 % de logements locatifs sociaux parmi leurs résidences principales.

Le taux d'équipement en LLS des 20 communes concernées, s'échelonne de 4% à 24% (Montpellier), pour une moyenne d'environ 20% à l'échelle de l'ensemble de la Métropole.

Au regard du décompte de l'Etat réalisé au 1^{er} janvier 2021, il manquait 9 984 LLS à l'ensemble des 20 communes pour atteindre l'objectif fixé. Sur les 1 044 logements locatifs sociaux financés en 2021, 98 % l'ont été sur les communes SRU.

4- L'accession « abordable »

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

Le PLH 2019-2024 prévoit, sur les 9 communes effectivement desservies par le réseau armature des transports en commun, que 17 % de la production de logements soit destinée à l'accession à la propriété abordable, dont :

- 6 % de produits location-accession (PSLA), soit au minimum 250 par an ;
- 11 % de produits en accession encadrée (au sein des ZAC ou bénéficiant de taux de TVA réduit), soit au minimum 450 par an.

L'année 2021

Le recensement des logements concernés s'avère particulièrement délicat, car tous les logements répondant à cet objectif ne font pas l'objet d'un dispositif déclaratif, notamment ceux produits dans le cadre du marché sans aide ou accompagnement spécifique. Les données ci-après ne portent donc que sur une partie des logements abordables réalisés.

En 2021, 254 ventes ont concerné des logements issus de dispositifs encadrés par les pouvoirs publics avec des prix de vente plafonnés, selon 4 dispositifs d'aides connus :

- 12 logements relevant d'un financement Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- 81 logements ayant bénéficiés d'une TVA réduite (hors PSLA) ;
- 152 logements ayant bénéficiés d'un dispositif en faveur de l'accession aidée dans les opérations d'aménagement ;
- 9 logements en accession réglementée des bailleurs sociaux.

Par ailleurs, 53 logements ont été financés en PSLA en 2021.

Les superficies constatées en accession abordable sont légèrement plus petites que pour le « libre » ; ce qui permet, notamment le maintien de prix abordables.

Les prix pratiqués par typologies en accession aidée concernant les T2 et T4 sont de l'ordre de 33 à 63 % moins chers que pour les logements « libres ».

5- La réhabilitation du parc de logements privés

Rappel objectifs du PLH 2019-2024

La requalification du parc de logements privés anciens constitue un autre axe important du PLH 2019-2024, qui prévoit la réhabilitation d'au minimum 1 350 logements du parc privé. En parallèle, le PLH prévoit une intervention publique forte sur les copropriétés dégradées du quartier de la Mosson et « Cévennes » à Montpellier.

L'année 2021

En 2021, les aides déléguées de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) et celles de Montpellier Méditerranée Métropole attribuées sur ses propres crédits ont permis d'aider à la rénovation de 1 550 logements dont 1 120 en copropriétés faisant l'objet d'une réhabilitation globale, 404 logements occupés par des propriétaires occupants réalisant notamment des travaux d'économie d'énergie et 26 logements mis en location à loyer maîtrisés après travaux.

Au regard des priorités d'intervention de l'ANAH, la ventilation des logements et équivalents logements rénovés en 2021 est la suivante (double compte possible) :

- Lutte contre l'habitat indigne et dégradé : 21 logements ;
- Lutte contre la précarité énergétique : 536 logements, témoignant de l'amplification des politiques publiques en faveur de la rénovation thermique ;
- Adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 146 logements ;
- Requalification des copropriétés fragiles ou en difficulté : 1 120 logements.

Ces résultats ont été rendus possibles grâce à différents dispositifs d'animation financés par la Métropole : le Programme d'Intérêt Général (PIG) « *Rénover pour un habitat durable et solidaire* » reconduit en 2019 pour une durée de 5 ans avec un objectif de 869 logements à traiter (y compris en copropriété) dont 815 sur le volet énergétique.

S'agissant de l'intervention en direction des copropriétés, la Métropole pilote dans le cadre du Plan national « *Initiative Copropriétés* » une Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat Copropriétés Dégradées sur Mosson et élabore un Plan de Sauvegarde sur Cévennes, en lien direct avec le Nouveau Programme de Rénovation Urbaine.

6- L'observatoire de l'habitat

Montpellier Méditerranée Métropole a poursuivi les travaux engagés dans le cadre de son observatoire de l'habitat dans le but de suivre les évolutions des marchés de l'habitat et les effets du PLH.

A ce titre, elle a notamment participé techniquement et financièrement au suivi de l'observatoire des loyers sur le territoire métropolitain élargi aux communes de l'unité urbaine de Montpellier hors Métropole et lancé la création d'un observatoire du logement des étudiants.

7- Des nouveaux outils à fort impact

Pour mettre en œuvre les objectifs ambitieux et territorialisés du PLH 2019-2024, divers outils ont été mis en place depuis 2021 :

- La réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à Montpellier dans le but de réguler le développement des meublés de tourisme et ainsi faire revenir les biens sur le marché classique de la location, avec la création d'une unité de trois agents en charge du suivi et de l'instruction des demandes d'autorisation ;
- L'expérimentation de l'encadrement des loyers sur la ville-centre depuis le 1^{er} juillet 2022 qui doit permettre de modérer l'évolution des loyers du parc locatif privé à Montpellier ;
- La mise en place du permis de louer sur le quartier de Celleneuve, depuis le 1^{er} avril 2021, pour assurer aux locataires un logement décent ;
- La définition territorialisée de l'accession abordable dans la Métropole par délibération du Conseil de Métropole de juin 2021 : typologies de produits attendus, plafonds de ressources des futurs acquéreurs, fourchettes de prix de vente à appliquer et surfaces habitables souhaitées ;

- L'élargissement de la servitude de mixité sociale au PLU de Montpellier avec notamment l'obligation introduite de prévoir 20 % de logements en accession abordable dans les opérations de plus de 2 000 m² de SdP, dont la majorité à réaliser en Bail Réel Solidaire (BRS) ou en Prêt Social de Location Accession (PSLA) ;
- La création d'un Organisme de Foncier Solidaire métropolitain (OFSM). Cet OFS doit permettre l'atteinte des objectifs du PLH et assurer la pérennité de l'accession abordable en ZAC et en diffus pour bénéficier à tous les ménages successifs qui occuperont le logement. L'objectif est la création de 400 logements BRS par an par l'OFSM, qui s'ajouteront aux BRS produits par les autres OFS créés récemment sur le territoire ;
- L'introduction d'une servitude de taille de logement au PLU de Montpellier avec l'obligation de prévoir 13 % de logements familiaux dans les opérations de plus de 1 800 m² de SdP, en T4 et plus dont *a minima* un T5 ;
- La Métropole est lauréate, depuis 2021, de l'appel à projets pour la résorption de la vacance sur son territoire en ayant notamment accès à des données statistiques en la matière et à un outil de suivi des logements vacants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'état de réalisation du Programme Local de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-194695-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 02/08/22

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Création d'une brigade inter-bailleurs de tranquillité sociale animée par ACM Habitat - Accompagnement par la Société Anonyme de Coordination (SAC) GITeS - Prise de participation à hauteur d'une action au sein du capital de la société GITeS - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération en date du 31 juillet 2020, le Conseil de Metropole a désigné Michel CALVO, Yves BARRAL, Radia TIKOUK, Stephane CHAMPAY, Patricia WEBER, William ARS, en tant que titulaires et Michel ARROUY, Jérôme LOPEZ, Eric BERARD, Daniel ROBEQUAIN, Thierry JAMMES et Daniel BALMEFRESOL en tant que personnalités qualifiées, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le Conseil d'administration d'ACM HABITAT en date du 12 mai 2022 sous la présidence de Michel CALVO, a proposé le principe de prise de participation au sein du capital de la Société Anonyme de coordination d'organismes d'habitations à loyer modéré : la SAC GITeS.

Créé en septembre 2018, la société, dénommée GITeS « Groupement Inter quartiers de Tranquillité Et de Sûreté » est une structure partenariale ayant l'agrément obligatoire du Ministère de la cohésion des territoires, constituée sur le fondement de l'article L.423-1-1 du Code de la construction et de l'habitat antérieurement à la loi Elan du 23 novembre 2018, en vue de favoriser la coopération des organismes HLM.

La société, située sur Toulouse, est majoritairement détenue par la Société anonyme d'habitations à loyer modérés (SAHLM) Patrimoine Languedocienne (3000 actions), et par la SAHLM Des Chalets (3000 actions), aux côtés de petits actionnaires tels que la SAHLM Cité Jardins, la SAHLM ICF Atlantique et la SA Mesolia Habitat. Elle dispose d'un capital de 618 400€ pour 6184 actions d'une valeur nominale de 100€ par action. Elle est présidée par la société Patrimoine Languedocienne, en la personne de Jean-Francois NICOULES.

Son objet est d'assister ses actionnaires, organismes d'habitations à loyer modéré, dans toutes les interventions de ces derniers sur des immeubles qui leur appartiennent ou qui relèvent de leur gestion ; par ailleurs la SAC peut porter des projets communs à ses actionnaires en exerçant les compétences suivantes :

- mettre en œuvre les moyens permettant d'assurer la jouissance paisible des locataires par des missions de gardiennage et de surveillance (rondes, contrôles, interventions sur appel, visites du patrimoine,...)
- assurer des conseils et audits dans le cadre de son objet ;
- exercer de la formation professionnelle dans le cadre de la sécurité et de la sûreté ;
- rechercher et développer des synergies professionnelles en lien avec l'activité de ses actionnaires ;
- réaliser pour d'autres organismes d'habitations à loyer modéré, des prestations de services pour des missions relevant de son objet social dans la limite des compétences énumérées à l'article L 422-2 du Code de la construction et de l'habitation.

Le GITeS a ainsi compétence pour effectuer des tournées de tranquillité et de prévention sur l'ensemble du patrimoine privé des bailleurs, principalement sur des tranches horaires de fin d'après-midi et de soirée. Il exerce actuellement ses missions en grande majorité sur la commune de Toulouse et sur le grand Mirail. Ses équipes ont pour mission de développer le lien social avec les locataires et acteurs du territoire, en allant à leur rencontre et en créant une relation de confiance.

Par sa présence, le GITeS a vocation à assurer la surveillance des résidences dans un objectif de tranquillité et de prévention. Les missions régaliennes de police restent pleinement et exclusivement exercées par les forces de l'ordre, sous la direction du Préfet et du Procureur de la République.

L'entrée au capital de la SAC GITeS, au travers de l'achat temporaire d'une action par ACM, va permettre à ce dernier d'être accompagné pour la création de la brigade de tranquillité sociale de Montpellier, et de pouvoir anticiper la formation des équipes, par son expérience en matière de sécurité résidentielle.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'autoriser les représentants au sein d'ACM HABITAT à voter en faveur de l'acquisition d'une action au sein du capital de la SAC GITEs d'une valeur de 100 € ;
- D'approuver la souscription par ACM d'une action et d'approuver les statuts de la SAC GITEs ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-199046-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Statuts GITEs AGE 21-06-2022.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Application de la réglementation du changement d'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes - Modification du règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations et déterminant les compensations - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

L'attractivité de Montpellier et sa Métropole se traduit par une croissance démographique importante avec un taux de croissance annuel de 1,8 %, soit un gain annuel de population de 8 255 habitants sur la période de 2013 à 2019. Une croissance qui conduit à une forte demande en logements sur Montpellier et sa Métropole, à une augmentation des prix moyens de vente du logement neuf (+ 26 % en 6 ans sur la Métropole), et à une demande en logements locatifs sociaux très soutenue (26 944 demandes en 2021). Dans ce contexte de tension immobilière, l'affectation de logements à un autre usage et notamment au bénéfice de l'activité touristique participe à la raréfaction de l'offre et contrevient à l'apaisement du marché et à la protection de la vocation résidentielle des logements.

En application de l'article L.631-7 du Code de la construction et de l'habitation (CCH), l'affectation de locaux destinés à l'habitation à un autre usage est soumis de plein droit à autorisation de changement d'usage sur toute commune de plus de 200 000 habitants. Aussi, par délibération n°M2021-315 du 28 juillet 2021, le Conseil a approuvé un règlement métropolitain fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage des locaux d'habitation et déterminant les compensations pour la Ville de Montpellier. Ce règlement soumet certains changements d'usage à une autorisation temporaire « *sans compensation* » et d'autres à une autorisation définitive avec une obligation de « *compensation* », c'est à dire à l'obligation de reconstituer la perte d'un logement par la création d'un autre logement.

Le règlement distingue les changements d'usage pour la création d'une activité de tout type (commerciale, de bureaux, professionnelle ...) des changements d'usage effectués pour l'activité de location en meublés de tourisme de courte durée. Pour ces derniers, il institue ainsi un régime d'autorisation temporaire de changement d'usage pour les propriétaires « *personnes physiques* » dans la limite d'une seule autorisation pour un logement par foyer fiscal, pour une durée de 3 ans reconductible une fois. En dehors de ce cas particulier, toute location en meublé de tourisme d'un logement nécessite l'obtention d'une autorisation à caractère réel soumise à une obligation de « *compensation* ». Seule exception, la résidence principale qui peut être louée sans autorisation de changement d'usage dans la limite de 120 jours par an. Pour parachever ce dispositif, par délibération n°V2021-422 du 30 novembre 2021, le Conseil municipal de Montpellier a approuvé la mise en place de l'enregistrement obligatoire des meublés de tourisme à partir du 31 décembre 2021.

En parallèle, par application de l'article L.631-9 du CCH, le contrôle de l'usage des locaux d'habitation peut être étendu aux communes non visées à l'article L.631-7 précité et confrontées à une situation de tension en matière de logement. S'agissant des communes appartenant à une zone d'urbanisation continue de plus de 50 000 habitants dont la liste est fixée par le décret mentionné au I de l'article 232 du Code général des impôts, relatif à la taxe annuelle sur les logements vacants, une délibération de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme suffit.

Par délibération n°Del2021-147 du 14 septembre 2021, le Conseil municipal de la Commune de Lattes a sollicité l'extension du périmètre du règlement approuvé par le Conseil de la Métropole à l'ensemble de son territoire communal. En effet, attractive du fait de sa proximité avec Montpellier et le littoral, Lattes est la troisième commune la plus peuplée de la Métropole. Elle bénéficie d'un taux de croissance annuel de 1,73 %, soit un gain annuel de population de 1 705 habitants sur la période de 2013 à 2019. Or, du fait de nombreux recours, la dynamique de construction des trois dernières années d'une cinquantaine de logements en moyenne par an ne permet pas de satisfaire aux besoins sur une commune qui relève de plus de la zone au loyer le plus élevé de l'observatoire des loyers de la Métropole. L'offre de logements entiers proposés à la location meublée de courte durée, selon les données AirDNA, s'élèverait sur Lattes à 258 annonces.

Au vu de ces considérations et des enjeux en matière d'habitat, il est ainsi proposé d'étendre l'application du régime de l'article L.631-7 du CCH à la Commune de Lattes, et d'approuver le règlement métropolitain modifié.

Ceci étant exposé, outre les modifications du règlement permettant son application sur la Commune de Lattes, il est également proposé de modifier le règlement et ses annexes pour rendre plus intelligible certaines règles. Dès lors, le règlement modifié prévoit les évolutions principales suivantes :

- Les principes généraux :

La création d'un article 2 dénommé « champ d'application territorial » portant application du règlement sur la commune de Lattes.

En application des articles L.631-7 et suivants du CCH, le changement d'usage des locaux destinés à l'habitation est soumis à autorisation préalable délivrée par le Maire de la commune concernée par la demande.

- Conditions de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée :

Le règlement distingue entre les règles applicables sur la Commune de Montpellier et les règles applicables sur les autres communes que Montpellier concernées par le règlement. Dans le cas d'espèce, Lattes.

Sur Montpellier, une autorisation préalable au changement d'usage de locaux à usage d'habitation, autre qu'en meublé de tourisme de courte durée, à titre réel (avec compensation) s'impose lorsque les locaux se situent à l'intérieur du périmètre du secteur sauvegardé de Montpellier et qu'ils représentent une surface égale ou supérieure à 100 m².

Par exception, une autorisation de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) peut être accordée pour les locaux ne répondant pas aux critères cumulatifs précités, ou dans certains cas énumérés par le règlement et notamment pour : un local destiné à la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif. Le règlement modifié vient préciser la notion « *d'équipement d'intérêt collectif* » comme étant un service d'intérêt général destiné à répondre à un besoin collectif d'une population.

Sur les autres communes que Montpellier, l'autorisation de changement d'usage de locaux à usage d'habitation peut être accordée sans compensation pour les locaux affectés en activités autres que les meublés de tourisme de courte durée.

Les dispositions de l'article L.631-7-2 du CCH restent elles applicables.

- Conditions particulières de délivrance applicables aux autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation en meublés de tourisme de courte durée :

Le règlement modifié, sans modification des autres conditions de délivrance de l'autorisation de changement d'usage à titre personnel pour ce type d'activité, précise que celle-ci peut être délivrée dans la limite d'une autorisation (pour 1 seul logement) « *par commune* » et par foyer fiscal.

La notion de propriétaire est précisée ; on entend ainsi par propriétaire, la personne physique en pleine propriété, ou disposant de l'usufruit, ou en indivision. Toutefois, en cas de démembrement ou d'indivision, une partie de la propriété ou des droits attachés à la propriété ne doivent pas être détenus par une personne morale.

- Principes de compensation :

Le règlement modifié précise que les locaux proposés en compensation doivent être situés sur le territoire de la commune, où se situent les locaux objet de la demande de changement d'usage.

Les conditions de localisation propres à Montpellier sont inchangées.

- Les dispositions pour la demande :

Sur les communes autres que Montpellier, le demandeur doit adresser à la commune correspondante en charge de l'instruction de ses demandes :

- Soit le formulaire de demande de changement d'usage à caractère personnel (sans compensation) accompagné des pièces justificatives, propre à la commune concernée ;

- Soit le formulaire de demande de changement d'usage à caractère réel (avec compensation) accompagné des pièces justificatives, propre à la commune concernée.

Sont joints en annexes du règlement modifié les formulaires applicables sur la Commune de Lattes.

Les formulaires de demande de changement d'usage applicables sur la Commune de Montpellier sont modifiés pour être plus intelligibles, et les listes des pièces justificatives sont complétées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'étendre la réglementation de l'usage des locaux d'habitation à la Commune de Lattes ;
- D'approuver les termes du règlement métropolitain modifié fixant les conditions de délivrance des autorisations de changement d'usage de locaux d'habitation et déterminant les compensations ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194297-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Règlement_chgt_usage_3M_Modifié.pdf
- Formulaire demande de CUCP et annexes_modifié.pdf
- Formulaire demande de CUCR et annexes_modifié.pdf
- Formulaire de demande CUCP et ses annexes _ Lattes.pdf
- Formulaire de demande CUCR et ses annexes _ Lattes.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 50 logements sociaux, avenue Raymond Dugrand et rue des Justes à Montpellier - Attribution de subventions à ACM Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, ACM Habitat, Office Public de l'Habitat de Montpellier Méditerranée Métropole, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) auprès des promoteurs NEOCITY et COGEDIM, de 50 logements sociaux neufs, résidence « Le Mirage », situés avenue Raymond Dugrand et rue des Justes, lot 11 de la ZAC Port Marianne–Rive Gauche à Montpellier.

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Estebe et Cathala, le programme développe une surface habitable de 3 364 m² selon les typologies suivantes : 17 T2, 15 T3, 17 T4 et 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'une aide forfaitaire de 3 700 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 2 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération est détaillé comme suit :

- Coût total de l'opération :	7 310 007 €
- Subvention Etat déléguée :	163 400 €
- Subvention Région	53 500 €
- Prêt CDC Logement :	6 096 220 €
- Prêt CDC foncier :	811 887 €
- Fonds Propres :	0 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole :	185 000 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 10 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

ACM s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 185 000 € à ACM Habitat pour la réalisation de 50 logements locatifs sociaux, résidence « Le Mirage », avenue Raymond Dugrand et rue des Justes, lot 11 de la ZAC Port Marianne–Rive Gauche à Montpellier ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Eliane LLORET, M. Sophiane MANSOURIA, M. Cyril MEUNIER, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-193355-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv ACM - Le Mirage.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 18 logements sociaux, résidence Natur'Elle 982 avenue des Platanes à Lattes - Attribution de subventions à la SA d'HLM CDC Habitat Social - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la société Anonyme d'HLM CDC Habitat Social, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 18 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Natur'Elle », 982 avenue des Platanes à Lattes.

L'opération, réalisée en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 7 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Philippe Rubio, le programme développe une surface habitable de 981,34 m² selon la typologie suivante : 5 T1, 5 T2, 4 T3, 3 T4, 1 T5.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base d'un montant forfaitaire de 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

- Coût total de l'opération :	2 296 686.00 €
- Subvention Etat déléguée :	60 200.00 €
- Subvention Action Logement :	66 000.00 €
- Prêt CDC Logement :	798 959.00 €
- Prêt CDC foncier :	745 463.00 €
- Prêt PEEC :	84 000.00 €
- Fonds Propres :	524 064.00 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole :	18 000.00 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

CDC Habitat Social s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 18 000 € à CDC Habitat Social pour la réalisation de 18 logements locatifs sociaux, résidence dénommée « Natur'Elle », 982 avenue des Platanes à Lattes ;
- De dire que le paiement de la subvention s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de son versement ;
- D'approuver le projet de convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Michaël DELAFOSSE, Mme Maryse FAYE, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20220726-194354-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_CDCHS_natur'elle.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 17 logements sociaux, résidence Polynéa, 120 avenue de Figuières à Lattes - Attribution de subventions à la Société Anonyme d'HLM Erilia - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés visant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, telles que l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Société Anonyme d'HLM ERILIA a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la création de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Polynéa », 120 avenue de Figuières à Lattes.

L'opération, réalisée en Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA) sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Cogedim, comprend 11 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Conçu par le cabinet d'architecture montpelliérain Fontès architecture, le programme développe une surface habitable de 1 100,56 m² selon la typologie suivante : 5 T2, 7 T3, 5 T4.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base 1 000 € par logement PLUS/PLAI situé en zone 3 du financement du logement social, permettant d'atteindre l'équilibre financier de l'opération.

Le plan de financement prévisionnel de cette opération est détaillé comme suit :

- Coût total de l'opération :	2 593 922.00 €
- Subvention Etat déléguée :	51 600.00 €
- Subvention Action Logement :	61 000.00 €
- Prêt CDC Logement :	1 128 809.00 €
- Prêt CDC foncier :	862 513.00 €
- Prêt PEEC :	48 000.00 €
- Fonds Propres :	425 000.00 €
- Participation Montpellier Méditerranée Métropole :	17 000.00 €

La subvention accordée ouvre un droit à réservation portant sur 5 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par le bailleur.

ERILIA s'engage à contribuer aux relogements ANRU au sein de son patrimoine locatif social à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson - Cévennes ; leur atteinte, appréciée au prorata temporis par semestre, conditionnant l'octroi des aides financières de la Métropole aux bailleurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'apporter une subvention de 17 000 € à ERILIA pour la réalisation de 17 logements locatifs sociaux, résidence « Polynéa », 120 avenue de Figuières à Lattes ;
- De dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature de la convention d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- D'approuver les termes de la convention afférente ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Yves BARRAL, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Eliane LLORET, M. Cyril MEUNIER.

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-194359-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_Subv_CDCHS_Polynéa_Lattes.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Opérations d'amélioration de l'habitat dans le périmètre "Grand Cœur" - Convention de transfert de Maîtrise d'Ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Avenant n°2 - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°14083 du 28 septembre 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la convention de transfert de maîtrise d'ouvrage à la Ville de Montpellier à compter du 1^{er} janvier 2016, de l'ingénierie des Opérations Programmées d'Amélioration de l'Habitat et de Renouvellement Urbain (OPAH-RU) « *Courreau Figuerolles/ Nord Ecusson (CFNE)* », « *Saint Guilhem Laissac Sud Comédie (SGLSC)* » et de l'ensemble des actions relatives à l'opération de Traitement de l'Habitat Insalubre Remédiable ou dangereux et des Opérations de Restauration Immobilière (THIRORI) « *Ilot Pellicier/Vincent* » à Montpellier, dans le cadre des concessions d'aménagement « *Grand Cœur* » et « *Nouveau Grand Cœur* ».

La convention a fait l'objet d'un 1^{er} avenant approuvé en juin 2017 visant à préciser le transfert à la Commune de Montpellier des obligations découlant de l'article L.521-3-2 du Code de l'habitation et de la construction relatif à l'hébergement et au relogement des occupants d'immeubles visés par un arrêté administratif.

Un nouvel avenant à la convention initiale de transfert de maîtrise d'ouvrage est proposé à l'approbation du Conseil afin de régulariser le montant de l'enveloppe financière dévolue au transfert, pour tenir compte des dépenses réalisées qui n'apparaissaient pas dans cette convention :

- L'étude pré-opérationnelle de l'OPAH CFNE 2016-2021, non anticipée, qui s'ajoute à la liste des dépenses prises en charge par la Métropole ;
- La prolongation de 6 mois de l'OPAH Gambetta Figuerolles Nord Ecusson (GFNE) 2010-2015, indûment prise en charge par la Métropole car relevant de la compétence Ville avant constitution de la Métropole, et qui doit être déduite des dépenses réalisées.

Au titre de l'année 2021, la Métropole versera à la Ville de Montpellier une somme maximum de 167 750 € correspondant au suivi-animation de l'OPAH CFNE prenant en compte les régularisations comptables ci-dessus :

- 83 750 € sur les fonds délégués Agence nationale de l'habitat (Anah) ;
- 84 000 € sur ses fonds propres.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de l'avenant n°2 à la convention de maîtrise d'ouvrage et notamment la régularisation des dépenses effectuées et à venir ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-197617-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant à convention transfert MOA.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du mardi 26 juillet 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-six juillet, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Mylène FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA. Gilles CUSIN, suppléant de Isabelle TOUZARD .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Michelle CASSAR, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Clothilde OLLIER, Yvon PELLET, Eric PENSO, Manu REYNAUD, François RIO, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Célia SERRANO, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Jean-François AUDRIN, Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Anne RIMBERT, Bernard TRAVIER

Solidarités - Mise en œuvre de la délégation de compétence de l'État d'attribution des aides à la pierre - Programmation du logement social public pour l'année 2022 - Approbation

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole, délégataire de la compétence d'attribution des aides à la pierre 6 nouvelles années (2022-2027), établit tous les ans, en concertation avec les communes et les opérateurs concernés, la programmation des logements sociaux susceptibles d'être financés.

Faisant suite à un exercice 2021 comptabilisant 951 logements locatifs sociaux financés, ainsi que 53 logements en location-accession agréés par Montpellier Méditerranée Métropole, les prévisions de financement pour 2022 marquent un net rebond avec 2 160 logements locatifs sociaux, à rapporter à l'objectif du PLH 2019-2024 de réaliser entre 1770 et 1935 logements locatifs sociaux par an, et se déclinent comme suit :

- 1 551 logements locatifs sociaux familiaux se répartissent en 821 Prêts locatifs à Usage Social (PLUS), 609 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) et 121 Prêts Locatifs Sociaux (PLS) ;
- 93 logements locatifs sociaux d'insertion en structures collectives seront financés en PLAI ;
- 516 logements financés en PLS correspondent à des résidences étudiantes, dont deux résidences de 200 et 290 logements situés dans la commune de Montpellier.

La programmation relevant des aides à la pierre de droit commun est à apprécier en parallèle des financements non délégués du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine (NPNRU) dans le cadre de la reconstitution de l'offre de logements sociaux démolis, équivalant à 316 logements sociaux en 2022.

S'y ajoutent 105 logements en accession abordable à la propriété, à financer en Prêts Sociaux de Location Accession (PSLA). Pour rappel, le PSLA est désormais décompté au titre de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), mais uniquement pendant la phase locative et pour une durée de 5 ans à compter de la levée d'option par le locataire-accédant.

La production sociale globale se répartit spatialement à 56 % à Montpellier et 44 % dans les communes périphériques. Les programmes recensés concernent ainsi 19 communes de Montpellier Méditerranée Métropole. Le tableau annexé à la présente délibération détaille les projets de logements proposés pour être financés en 2022, sous réserve des dotations qui seront effectivement déléguées par l'Etat à la Métropole.

Cette programmation sera notifiée à l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, dès son approbation par le Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver la programmation du logement social pour l'année 2022, dont le détail figure dans le tableau joint à la présente délibération ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 02/08/22

Pour extrait conforme,
Pour Monsieur Le Président absent

Madame La Vice-Présidente

Signé.

Coralie MANTION

Publiée le : 2 août 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20220726-195004-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/08/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Programmation 2022

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.